«L'économie»: l'Europe et la crise monétaire

MARDI 12 JANVIER 1993

BOURSE

L'Angola

CINCUANTIÈME ANNÉE - Nº 14917 7 F ==

930

事制建定 次年 Printer of the

à nouveau embrasé

ES morts se comptent par scentainas, par milliers.
L'Angala est véritablament replongé dens une guerre civile qui, avant l'accord de paix signé le 31 mai 1991 sous l'égide des Nations unies, avant déjà duré près de saize ans et coûté la vie à quelque 350 000 personnes. L'offensive dae forces gouvernementales, lancée depuis une dizaine de jours, e maintenant etteint Huambn, le fief de etteint Huambn, le fief de M. Jonas Savimbi. Jemais le chef de l'Union natinnele pour l'indépendance totala da l'Angola (UNITA) n'avait paru si directe-

C'est un cuisant revers pour M. Savimbl et le confirmation d'un périble échec pour la communanté internationale. Mais de ce demier l'ancien allié des Américains et des dirigeants sud-africains contre un gauvernement soutenu par le « bloc soviétique » est, en grande partie, reaponsabie. Par son attitude intrenaigeanta, il e largement contribué à tuer l'espoir qu'avait feit naître l'élaboration d'un processus de peix concernant l'enaemble de l'Afrique australe et rendu enfin presible per l'arêt processir de possible per l'arrêt progressif da l'affrontement Est-Ouest. C'était l'un des pramiers exemples de solution des conflits régionaux entrerenus par la guerre froide.

DOUR avoir refusé le verdict des scrutins législatifs et présidentiel des 29 et 30 eeptembre 1992, pramières électione « libres » dans le pays et aboutissement de l'accord conclu l'année précédente, M. Savimble a pris et en cause. Même si l'organisation de cea scrutins lejeganisation de cea scrutins leieaait beaucoup à désirer, il e'est mis dans un très mauvais cas. D'eutent que, durant la cam-pagne, il avait déjà menacé de

Les représentants des Nations unies, les Américains et les Sudafricains l'ont prié d'accepter sa défaite électorale et de composer avec le président José Eduardo Dos Santos at le Mouvement populaire puur le libération da l'Angola (MPLA). Les dirigeants de l'ex-parti unique, toujours au pouvoir et plus ou moins conver-tis au libéralisme occidental, lui ont proposé de partager un tant soit peu la direction du pays. On e été jusqu'à « arranger » lee résultats de l'élection présidentielle – qui donnaient une victoire apparemment décisive à M. Dos apparenment décisive à M. Dos Santos – pour qu'il y ait un second tour, afin qu'il conserve des chances ou qu'il puisse sau-ver la face. Rien n'y e fait.

DIEN que diplomatiquement Disolé, M. Savimbi e jugé préférable de choisir la manière forte. Aussitôt eprès les élections, il e leissé ses troupes ee répandre dans Luanda et e paru, un moment, être en mesure de e'emparer de la capitale. Meis ses hommes en ont été chassés par les forces gouvernementales, au prix de sanglants règlements de comptes. Aujourd'hui, eprès avoir renforcé ses positions en perdre nombre des villes qu'elle tensit. La portion du territoirs angalais que contrôleit
M. Savimbi — près des deux tiers
— avant le dernière offensive du
MPLA se réduit comme une peau

0.74

Fig. 1. Pict

L'accord de paix semble désor-mais caduc. A présent, il n'y a plus guère que deux solutions : militaire, ei le gouvernement remporte une victoire définite ce qui est encore loin d'être certain - ou bien politique et diplo-matique. Cette demière est évidemment à eouheiter erdemment, mais à cet égard

Lire nos informations page 3



En réponse à la suggestion de M. Roland Dumas

Les Serbes de Bosnie menacent de riposter des tentatives de libération des camps

lement seule, de libérer, « par le force » si nécessaire, les camps de détention en Bosnie-Herzégovine, eu cours des « jours qui vien-

10 janvier, que la France se charge, éventuel- gérants, qui se déroulent au sein de la conférence internationale sur la Bosnie, et à éviter le départ des « casques bleus » de l'ex-Yougoslavie. Les travaux de cette conférence ont repris nent ». Interrogé eu « Grand Jury RTL-le dimanche à Genève, où un porte-perole des Monde», le ministre des affaires étrangères a Serbes bosniaques e menecé de riposter à estimé que la priorité, dans la crise actuelle, toute utilisation de la force contre les camps.

Une diplomatie convulsive

par Jean-Pierre Langellier

«Pnuvons-nous faire plus?» demandait M. François Mitterrand, dans son message du Nouvel An, à propos de la guerre civile en Bosnie-Herzégovine? La réponse est tambée, inattendue et fracassante, dimanche 10 janvier, an cours du « Grand Jury RTL-Le Monde».

Inattendue d'abord, parce que la «suggestion» faite par M. Roland Dumas d'organiser la

camps de détention est étrangère à la plupart des scénarios mis en avant ces dernières semaines par les experts militaires occidentaux ; respect de l'interdiction de survol de la Bosnie, extension des npérations d'aide hamanitaire, création de sanetuaires permettant d'accueillir les papulations civiles, levée de l'embargo sur les livraisons d'armes aux parties en conflit.

Inattendue encore parce qu'il

libération « par la force » des s'agit d'une proposition unilatérale, qui donnera l'impression - vraie ou fausse - que la France fait, en l'espèce, cavalier seul, même a'il s'agit de faire appli-quer une décision internationalement légitime, puisque votée il y e bientôt six mois par le Conseil de sécurité des Nations unies.

> Lire la suite page 4, les articles de YVES HELLER, , JACQUES ISNARD, HENRI TINCQ et ALAIN DEBOVE pages 4, 5, 13 et 24

Nouvelles provocations de M. Saddam Hussein

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESQURNE

Les Irakiens ont fait des incursions au Koweit

Des Irakiens ont pénétré, dimanche 10 et lundi 11 janvier. au Koweit. Lundi, des ouvriers ont commencé à démonter cinq entrepôts; la veille, ils s'étaient emparés d'ermes qui avaient été dissimulées lors de l'occupation de l'émirat, a annoncé un porte-parole de la Mission d'observation des Nations unies pour l'Irak et le Koweit (MONUIK). Par ces nouvelles provocations, le régime de M. Saddam Hussein entend montrer le peu de cas qu'il fait des résolutions de l'ONU.

La stratégie de l'Irak paraît claire : harceler la coalition occidentale et les Nations unies - que Irak estime être désormais à la solde des Etats-Unis - sans jamais atteindre le point de rupture qui entraînerait une riposte militaire. Depuis le 27 décembre dernier, c'est-à-dire en l'espace de quatorze jours, le régime irakien s'est en effet déjà livré à quatre démonstrations de force, considérées par les Occidentaux et l'ONU comme autant de « provocations », on de violations des interdits signifiés à Bagdad en vertu des différentes résolutions du Conseil de sécurité,

Après que l'un de ses Mig 25 eut été abaitu le 27 décembre par un chasseur bombardier américain pour avoir violé la zone d'exclusion aérienne qui lui a été imposée au sud du 32 parallèle (le Monde du 29 décembre), Bagdad, invoquant sa souveraincté sur son territoire, a fait installer le 5 janvier des missiles sol-sol à la lisière de cette zone. Puis il a interdit les vols des avions de l'ONU sur son territoire (le Monde du 8 janvier). avant de se livrer à l'opération ctaculaire de dimanche.

> **MOUNA NAIM** Lire la suite page 6

Chômage à gauche, chômage à droite

Obsédés par l'emploi, les responsables politiques de tous bords cherchent vainement des solutions

par Alain Lebaube

Comme prévu, la question de l'emploi scra eu cœur de la campagne électorale qui s'amorce. Ce week-end en a apporté la confirmation: tour à tour, MM. Pierre Bérégovoy, Ednuard Balladur et Laurent Fabius se sont exprimés sur le sujet. Quant à M™ Martine Aubry, outre un entretien publié lundi 11 janvier dans Libération, elle e participé à deux colloques sur ce thème. L'un était organisé par le Parti socialiste, où elle a été prise à partie par les mili-

L'autre, réalisé à son initiative, lni a permis d'explarer la piste des « nnuveaux emplois de service » evec les apports de chefs

vitesses se dessine.

Allemagne...

Le Monde POSSIERS

LA NOUVELLE EUROPE

Brandebourg, à Berlin, depuis l'effondre-ment de l'Union soviétique, de nouveaux

Etats, de nouvelles frontières, sont apparus

ou réapparus sur le continent européen.

parfois en douceur, mais le plus souvent

dans la violence. Au moment où s'ouvre le

marché unique, une Europe à plusieurs

Avec une grande carte en couleur de l'Europe de 1993 et ses comparaisons avec 1914, 1923 et 1949.

Au sommaire des clés de l'info : reviser la

Constitution, l'Europe des universités, pay-

sans et ruralité, le contrôle du marché du

pétrole, le code de bio-éthique, les limites

de l'ingérence humanitaire, l'imbroglio des

affaires Trager, la destruction de la mos-

quée d'Ayodhya, racisme et xénophobie en

Depuis l'ouverture de la porte de

d'entreprise, convaincus de l'exiscontrairement à ce que l'on pouvait craindre, le débat actuel ne porte pas - ou peu - sur un bilan ou sur les responsabilités d'une politique donnée. A la différence des précédentes échéances, tout se passe comme si opposition et majorité étaient tétanisées par l'ampleur du chômage.

Avee trois millinus de chômeurs, plus personne ne prétend être en mesure d'endiguer, de sitôt, cette vague déferlante. Obligés à la prudence, les prota-gonistes ont déplacé la discussion el a'effrontent davantage à propos des remèdes qu'ils préconi-

Lire la suite page 18

Janvier

VU LA CONJONCTURE. JE NE SUIS PAS SÛR DE POUVOIR VOUS GARDER APRÈS MARS!

Bilan d'une législature

Entre 1988 et 1993, le Parlement est redevenu le lieu des grands débats de société

par Patrick Jarreau

que le discrédit de la fanction politique s'est accentué au cours des dernières années et que le rôle du Parlement, en particulier, a été décrié - l'absentéisme reproché aux députés et les «affaires» contribuant à les déconsidérer, l'Assemblée nationale a joué un rôle qu'elle n'avait pas connu depuis les débuts de la Ve République, il y a plus de trente ans. Elle a été le point d'aboutissement des grands débats qui ont agité l'opinion, depuis le sort des chômeurs en fin de droits, pour lesquels le revenu minimum d'insertion a été institué fin 1988, jusqu'à l'affaire du sang contaminé, motif du dernier vote émis, le 20 décembre dernier, pour traduire en Haute Cour un ancien premier ministre En vente chez votre marchand de journaux - 10 F

Mauvaise conscience ou effet du rapport des forces? Les deux fac-La législature qui s'achève, for-mellement, le 2 avril prochain aura été celle d'un paradoxe. Alors pressement que dans le passé de questions et de dossiers à propos desquels ils nut rempli leur fonction de contrôle, d'amendement et de proposition d'une manière inhabituelle sons la V. République.

Le rapport des farces résultant des élections législatives de juin 1988 était lui-même inédit. «Il n'est pas bon qu'un seul parti gou-verne », avait dit M. François Mitterrand à la veille du scrutin. Le président de la République avait été entendn par les électeurs, à moins qu'il n'eût pressenti leur inclination : la majorité sur laquelle les gouvernements nommés par le chef de l'Etat se seront appuyés pendant cinq ans aura été une majorité relative.

Lire la suite page 10

Accord sur la formation des professeurs du privé

Le gouvernement a signé, lundi 11 janvier, avec l'enselgnement eatholique, un accord qui aligne le racrute-ment et la formation des professeurs du secteur privé sur ceux du secteur public. Lire page 12 l'article

L'ÉCONOMIE

S.O.S. poissons

On a longtemps cru la mer inépuisable, et on l'a exploi-tée, de façon irresponsable, Aujnurd'hui lee ressources en poissons tarissent.

Lire aussi l'enquête sur la CLT, nouvelle multinationale du petit Perspectives, Dossier, Mode d'emploi, Opinions, Conjonc-ture, et la chronique da PAUL Pages 25 à 36

Le sommire complet se trouve page 24

Dans « le Monde des débats » L'alibi humanitaire

«Ne nous privez pea du droit humaniteire », ce droit, pour les populetione et détresse, de recevoir une aide d'urgence, demande l'écrivain Tahar Ben Jelloun, au nom des peuples du Sud. Le droit humanitaire a'inscrit progressivement dans le droit internaionel, explique le juriste Pierre-Marie Dupuy, mais peut recouvrir de nambreusea embiguités et servir d'elibi à l'impuissance ou, au contraire, eu désir de puissance des Etats occidentaux. Tel est le débat ouvert dans le numéro de jenvier du Monde des débats, avec divere témnignages et analyses.

Lire égelement dens ce numéro: «Le temps des exclus , avec da larges extraits de la lecon inaugurale de Bronisław Geremek au Collège de France ; « Faut-il privatiser la Sécurité sociale?»; «La Belgique déchirée».

En vente dans les kiosques.

A L'ETRANGER : Algérie, 4.50 DA; Marce, 8 CH; Turkée, 750 m.; Allemagne, 2.50 DM; Autriche, 25 ATS; Belgique, 40 FB; Canada, 2.25 \$ CAN; Antilles-Réunion, 8 F; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA; Danamark, 14 KRD; Espagne, 190 FTA; G.B., 86 p.; Grèce, 220 DR; Hande, 1.20 £; Italie, 2.200 L; Luzambourg, 42 RL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bee, 2.75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégel, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Saisse, 1,9%0 FS; USA (NV), 2 \$; USA (nV), 2 \$; USA (chare), 2.50 \$.

Un entretien avec Helmut Schmidt

« Les dirigeants politiques n'ont pas tiré les conséquences de l'étroite imbrication des économies de la planète »

« Vous evez dénoncé, dans un smanifests » peru début mivembre dens votre journal, Die Zeit, « le manque de vieion » des dirigeants des peys occidentaux devant le montée des déils comme le montée des périls comme le pauvreté eu Sud ou les natio-nailsmes à l'Est. Comme si la victoire du capitelieme sur le eystème communiste eveit gelé la pensée et privé de sens la direction du monde.

 Je ne parlerai pas de victoire du capitalisme. L'effondrement de l'empire soviétique s'explique essentielement par des eauses internes et par la lutte pour la liberté des peuples de l'Est. D'au-tre part, ni la France, ni l'Allemagne, ni aucun des pays euro-péens, ne peut être coosidéré comme un pays scapitaliste», à mes yeux. Ce sont des pays à éco-nomie de marché dotés d'un énorme appareil de protection sociale. Et la sécurité sociale n'a rien à voir avec les principes du capitalisme, au contraire. Sculs les Etats-Unis peuvent être, si l'on veut, appelés pays capitaliste.

» Mais qu'importe. Le manque de vision, la paralysie des dirigeants s'expliquent en effet d'abord per leur impréparation à cet événement imprévu qu'est l'écroulement interoe de l'empire soviétique. Personne parmi eux n'avait vu venir un effondrement si rapproché et si total. Ils ont cru en Gorbatchev mais en mésestimont l'ampleur des problèmes de toutes sortes auxquels il était confronté. Je crois d'ailleurs qu'ils ne mesurent pas encore assez bien ceux de Elisine ou de Kravtchouk.

» Un deuxième bouleversement mondial entre en ligne de compte : ce qu'on appelle la globalisation de l'économie. Les diri-geants politiques n'ont pas eocore tiré les consequences de l'étroite inbrication des économies de la planète. Cette dépendance extérieure est en particulier forte en Europe où il est devenu impossi-ble de parler d'a économie francaise», d'« économie allemande» ou d'« économie bollandaise», étant donné le poids considérable des échanges extérieurs, importa-tions et exportations, par rapport aux productions intérieures. Ces concepts d'économies nationales représentent de moins en moins la réalité faite de réseaux complexes d'échanges mondiaux commerciaux et monétaires.

» C'est pour répondre à cette mondialisation que Valéry Giscard d'Estning et moi avions, dans les années 70, mis en place les sommets des chefs d'Etat et de gouvernement des grandes puissances industrielles, appelées le groupe des Sept ou G7. L'écono-mie se mondinlisant, il fallait coordonner mondialement nos politiques avec la conviction que tous souffriraient si l'un des pays allait scul son chemin, sans s'in-quiéter des conséquences de sa politique sur les nutres. Il fallait organiser une étroite collaboration entre les Etats-Unis, le Japon et l'Europe. Malheureusement ces sommets out mal évolué.

- Que leur reprochez-vous? Ils sont devenus des sommets médiatiques. Les leaders n'y vont plus que pour paraître à la télévi-

Helmut Schmidt e été chancelier d'Allemegne fédérale de 1974 à 1982. Il avait été auparavant ministre de la défense puis ministre des finances des gouvernements de Willy Brandt.

Considéré comme faisant partie de l'eile droite du SPD, il s'est fait connaître par ses positions «pro-américaines» et par l'introduction d'une politique économique d'austérité. Parmi les hommes politiques de gauche en Europe, il fait figure de pionnier : il a placé la lutte contre l'inflation evant cella contre le chômage.

D'un parler franc et même rude, préférant les décisions eux débats théoriques, Helmut Schmidt est né en 1918, à Hambourg, d'un père professeur de lycée. Lieutenant dans la Bundeswehr, il est fait prisonnier par lee Angleis. Après la guerre, il fait des études de sciences politiques et d'économie avec Karl Schiller, premier ministre de l'économie da la nouvelle République fédérale. Il antre au SPO de Hambourg en 1946 et est élu pour la première fois au Bundestag an 1953.

Il habite toujours cette ville où il occupe le poste d'éditeur (Herausgeber) de Die Zeit, l'hebdomadaire intellectuel allemand.

sion tandis que les décisions sont renvoyées à des dizaines de com-

missions d'experts. Ce n'était pas du tont l'esprit que nous avions

imagioé pour ces rencontres qui devaient être intimes et où les

décisioos prises eotre les Sept devaient rester le plus possible confidentielles, comme des enga-

» L'évolution médiatique m'amène au troisième bouleverse-ment et à la troisième raison de

l'impression de paralysic que don-nent les dirigeants : l'importance prise par la télévision. L'Améri-

que a devancé l'Europe en la matière, mais celle-ci l'a rattra-

pée : les gens regardent la télévi-sion plus de trois heures par jour en moyenne et lisent de moins en

moios. Nous sommes passés d'une société de la lecture à une

société do regard. Le passage des livres et des journaux à la télévi-sion conduit à donner une impor-

tance première à la présentation

des événements aux dépens de

dépens du long terme,

gogues en tous genres.

pas v répondre.

leur analyse et à la rapidité aux

» Je pourrais vous citer de lon-

gnes listes de politiciens de tous

résume eo quatre-vingt-dix secondes, le temps de pouvoir l'exposer devant les caméras, et

dont la politique se limite à une série d'apparitions régulières sur

de la primauté de l'apparence en tout – ce dont profitent les déma-

» Comprenez-moi bien. Je tronve à la télévision de nom-

breux avantages. Mais il faut savoir qu'elle installe la primauté de l'apparence. La question est

comment l'éviter? Et je ne sais

- Peut-stre en réhabilitant l'engagement politique eu sens large ?

- Mais comment? Franche-

ment, je m'interroge. Ma réponse est de dire encore et encore les dangers de la télévision et d'en

es pays doot toote la peosée se

gements personnels.



appeler au sens critique. Mais la télévision change le monde autant que l'imprimerie l'a changé il y a quatre cents ans. - Dans ce contexte, quel est le sens de le sociel-democra-tie ? Que lui reste-t-li comme

messegs et comme spécifi-cité?

- Vous avez raison de me poser la gnestion sur l'essence de la social-démocratie et non pas du socialisme. Je ne me suis jamais défini comme un socialiste mais toujours comme un social-démo-crate. Le futur du socialisme en Europe est aussi oébuleux qu'il l'était avant l'écroulement de l'URSS et pourrait à nouveau se

«La nation américaine mettra du temps avant de surmonter le legs des années Reagan»

tourner vers la suppression bru-tale des libertés individuelles. Quant au futur de la social-démocratie, il n'est pas facile de le définir. Je connais l'abondante littérature sur le sujet mais, dans la plupart des cas, les auteurs ignorent tout de la conduite d'une entreprise ou de l'économie. Je préfère être plus mesuré que ces intellectuels et m'en tenir à cinq

défendre la liberté des individus face aux pouvoirs organisés, qu'ils relèvent de l'Etat, de la politique nu des affaires et cela inclut les médias;

- s'assurer que chaque garçon et chaque fille puisse avoir accès à la meilleure éducation et à la meilleure formation qui corres-pondent à ses capacités person-

- bâtir une société qui satisfasse un haut niveau d'emploi, de justice sociale et de sécurité

- la bâtir dans le cadre de l'éco-nomic de marché dont la base est principalement l'entreprise privée et dans le cadre d'une économie monétaire dont l'objectif est la stabilité du pouvoir d'achat;

- aider par étapes à l'intégra-tion des démocraties européennes dans une communauté euro-

- Vous avez été un pionnier parmi les hommes politiques de gauche pour prôner une politique écommique s réaliete ». Vous evez déclaré des les entre des liete ». Vous evez déclaré dès las ennées 70, que les pays madernes devaient être gouvernés eu centre. Aujourd'hui, les socialistes européens vous ont suivi. Meis ce faisant, ils semblant avoir perdu le rapport avec leurs électeurs. Les travsillsurs et les classes moyennes semblent perdue et tentés de regerder vers les extrêmes. Comment leur parler aujourd'hui? aujourd'hui ?

- S'ils ont perdu une partie de lenr contact avec leurs électeurs, c'est de la faute des personnalités qui sont an sommet et dans les hautes sphères de ces partis. Ils se

chamaillent trop et trop souvent avec trop peu de résultats concrets. Ils devraient plutôt utili-ser leur fonction de direction pour donner des exemples personnels d'importance. Dans une société télévisée, les personnalités comptent beaucoup plus que les idéologies.

- Nous avons vécu, dans les années 80, le trimphe des marchés et de l'individualisme. Ce fut la décennie Ronald Rea-gen. Va-t-on aesister à un retour d'idéologies moins à

- L'époque de Ronald Reagan sera considérée en fait comme une période d'un «enrichissez-yous» et d'un immense déficit. La nation américaine mettra du temps à surmonter ce less. L'Allemagne, depuis l'unification, copie ce mauvais exemple de « Reaganomics ». Nous aussi, Allemands, devront souffrir dans le futur pour cette erreur. Aucun social-démocrate ne devrait jamais céder à la tentation de faire des promesses mal fondées et de gérer le présent en renvoyant la facture sur la génération future.

- Croyez-vous que l'élection de Bill Clinton eux Etats-Unis puisse être interprétée comme le début d'une réhabilitation du rôle de l'État et le retour de politiques économiques keyné-

- Je ne connais pas personnelle-ment Bill Clinton. Mais après avoir rencontré un certain nombre de ses conseillers, je ne percois pas eneore clairement ce qu'ils veulent faire. Vous avez raison, on peut croire à une sorte de nouveau New Deal avec la relance des travaux d'infrastructure. Ce n'est pas mauvais en soi. Mais il sera impossible an nouveau président d'onblier l'énorme endettement de son pays. Les le plus riebe de la planète vit ainsi grâce aux capitaux du reste du monde. Il est inconcevable de contioner. Et le règlement de cette dette ne relève en rien de politiques keynésiennes...

» Il suffirait que les créditeurs perdent un peu confiance et com-moneent à retirer lours dépôts pour que la machine s'emballe et pour que le dollar entre dans une crise majenre. Avec d'immcoses conséquences pour tous. Si les Etats-Unis veulent être encore le leader du monde au vingt et unième siècle, ils doivent réduire leur déficit. Ils doivent commencer des maintenant.

- La récession aux Etats-Unis a plongé des millions de per-sonnes dans le pauvraté. Croyez-vous à un déclim écono-mique de l'Amérique?

— Je ne crois pas à ces scénarios pessimistes. Ni aux Etats-Unis oi ailleurs dans les pays industriels. Il se trouve que l'économie américaine évolue en empruntant des cycles marqués de hantes et de basses conjunetures. Elle a traversé une récession, longue il est vrai, dont elle commence à sortir. Reste tontcfnis un problème lourd : comme l'ex-URSS, les Etats-Unis doivent reconvertir leur gigantesque industrie militaire. Ce ne sera sûrement pas

- Traversons-nous une réceseion mondiele ou bisn une crise? La perturbation est-elle superficielle ou profonde?

- Je ne dirai pas qu'il y a crise générale. L'économie mondiale est affectée parce que des manx, souvent différents, affectent cha-

cun des grands pays en même temps. Il se crée ainsi, par addi-tion, une morosité globale. Les Etats-Unis souffrent de leurs déficits publics, je vous l'ai dit, à quoi s'ajoute une crise, ici le mot est juste, du système financier. La spéculation s'était décbaînée dans les années 80 sans que le gonvernement ne fasse rien pour la collegie. Poutant en produit de ralentir. Pourtant, on parlait de «junk bonds», ces obligations de pacotifle. Rien que le mot aurait du suffire pour alerter les autorités et les forcer à les interdire,

tés et les forcer à les interdire.

» Le Japon, lui, connaît également les retombées de la spéculation. Durant vingt ans des millions de Japonais, jusqu'aux petits employés, ont engagé leur épargne dans des manœuvres très risquées à but «spéculatif» L'édifice s'écroole aujourd'bui. Mais une relance au travers de travaux d'Infrastructure, là aussi, devrait suffire.

- Et l'Europe? - Il faut là aussi regarder les pays un à un. La Grande-Bretagne paie le fait d'être restée nne société de classes. Les Britanniques se situent encore par le « cux et nous» et leurs comportements en dépendent. Cela explique pourquoi ce pays est dépassé par l'Allemagne, par la France et désormais par l'Italie. Il faudra qu'un jour les Anglais l'admettent et qu'ils réagissent. Dans une récession, une société de classes se débarrasse des emplois sans égards, brutalement. Mais cela ne fait, à long terme, qu'aggraver le mal. En Allemagne ou aux Pays-Bas, nous avons des restes de société de classes, bien sûr, mais il y a aussi des filets de protection sociale qui obligent les entreprises

à essayer de prévoir loin. C'est bénéfique. » L'Allemagne traverse unc période très difficile dne à sa réu-nification. L'économie est ralentie mais le déficit des finances publi-ques est si élevé qu'il prive le gouvernement de moyens. Seule la France, qui connait une situa-tion etable discora de moyen de tion stable, dispose de marge de manœnvre ponr faire quelque cbose. Mais globalement je ne crois pas que la récession dure cucore longtemps. Tout dépend désormais de trois hommes: Bill Clinton, le premier ministre japo-nais et le chancelier Kohl.

- Que pensaz-vous du « pacte de solidarité » qus demande le chanceller Kohl aux gemande le chanceller Koni aux partenaires socieux et aux par-tis politiques, afin de donner la priorité au redéveloppement des nouveaux Länder de l'Est?

 J'avais mni-même évoqué cette idée il y a deux ans, d'nn pacte cotre toutes les classes sociales, l'Etat et la Bundesbank. Il fallait un accord entre la politique des revenus, la politique fis-cale et bodgétaire et la politique monétaire, afin de réussir la tâche immense de la transition de l'économie communiste de l'ancienne Allemagne de l'Est. Le chancelier Kohl a repris l'idée sous le nom de «pacte de solidarité», mais il n'a, jusqu'à présent, rien fait pour la mettre en pratique.

- Beaucoup de critiques ont été émisas, en particulier lors de la crise monétaire, contre la politique de la Bundesbank. Qu'en pensez-vous ? Croyez-vous nécessaire l'indépendance des banques centrales?

- Le marché des changes, je le dis depuis bien longtemps, est constitué d'idiots. Des petits employés de banque qui n'écouet les racontars de leurs copains.

Je n'ai jamais eu beancoup de res-pect pour les marchés au jour le jour. Je crois au régime de changes fixes. Fixes mais ajusta-bles par des dévaluations lorsque cela est nécessaire, comme nous l'avions mis au point avec Valéry Giscard d'Estaing dans les années 70. L'erreur depuis 1987 a été d'empêcher, pour des raisons de prestige, les dévaluations rendues pourtant nécessaires par la distances des parches de parc divergence des performances éco-nomiques. Le système monétaire européen fonctionnera bien si l'on procède à des ajustements régu-

» Quant à la Bundesbank, je pense qu'elle ne tient pas assez compte des conséquences exté-rieures de ses décisions. L'économie allemande est très ouverte et dépend de la bonne santé de ses partenaires. Je suis partisan de l'indépendance des banques cen-trales, mais il faut qu'elle fassent preuve et d'ouverture et de sou-plesse dans l'interprétation de leurs statuts et dans leurs prin-

 L'une des réformes actuelement envisagéee du SME serait de lier plus étroitement le franc avec le mark, le florin et le franc belge. Il se constituerait une sorte d'union monétaire à cinq. Est-ce à vos yeux, une semise en ceuse du traité une remise en cause du traité de Maastricht?

 - l'ai déjà eu l'occasion de dire que le traité de Maastricht n'est pas un bon traité. On y mélange l'essentiel et l'accessoire, le long terme et le court terme. Je crois objectivement qu'il sera inappli-qué au moins partiellement. Cela

«La Grande-Bretagne paie le fait d'être restée une société dē classes »

dit, l'idée d'une union à six est cause l'esprit du traité. Celuiprévoit explicitement que d pays peuvent ne pas entrer des début dans l'union monéta pour la rejoindre plus tard, qui ils seront prêts. Je suis persu que si on crée une banque [trale commune à six des mai nant, la petite union serait succes et qu'elle attirerait autres inelnctablement, Mai tricht ou pas.

» Il faudra de toute faço résoudre le problème aujourd'hu principal de l'intégration euro éenne qui est que les décision échappent de plus en plus aux responsables politiques. Du traité de Rome, qui instituait un conscil des ministres comme antorité suprême, nous avons dérivé avec la création de treize ou quinze conseils en tout genre. Le résultat est que les décisions sont accapa-rées par dauxe bureaucratics plus une treizième à Bruxeltes. Il faudra un jour remettre les choses dans l'ordre et redonner leur place aux responsabilités politi-

Propos recueillis par ERIC LE BOUCHER



eques Lesourns, gérant scieur de la publication Bruno Frappet recteur de la rédaction Jacques Gulu

Jean-Merie Colombani Robert Solé (adjoints au discussion) Yves Agnès Jecques Amelric Thomas Ferenczi Hilippe Herrentan ques-François Sin

Anciens directeurs :

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL!

15. RUE FALGUIÈRE

75501 PARIS CEDEX 15

Tel.: (1) 40-68-25-25

Télécopieur: 40-65-25-99

ADMINISTRATION:

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY
94852 VRY-SUR-SENE CEDEX

Tél.: (1) 40-65-25-25

Télécopieur: 49-80-30-10

Le Monde EDITIONS

Laurent Greilsamer

Le procès du sang contaminé

Pour la première fois, voici les documents clès d'un scandale médical, politique et moral

- Le réquisitoire du produreur de la République
- Les comptes rendus d'audience du Monde
- Le jugement du tribunal correctionnal
- ◆ La chronologie des événements

LE LIVRE QUI VOUS FAIT JUGE

En vente en librairie

La France veut aider l'Algérie à retrouver par le développement la voie de la démocratie

Dans une lettre que M. Roland Dumas a remise, samedi 9 janviar, à Alger, à M. Ali Kafi, président du Haut Comité d'Etat (HCE), M. Mitterrand se dit prêt à raprendra, avec les autorités locales, «un dialogue politique et économique, ouvert et confiant », una fois dissipés tous les malentendus qui ont pu naître au cours de l'annéa 1992. Il rappalla, à cet égard, que la France « ne peut que réprouver la développament des extrêmismes d'où qu'ils viennent ».

ALGER

de notre envoyé spécial

3.1.7

Progress of Fig. 1997

a.c. ie mark el

re reige light

Est ce argi

. F F " IF CT COUSE &

A 12

lamais visite d'un ministre français n'aura été si impatiemment s'était rendu à Alger, au mois de mai 1991, pour remettre les pendules à l'heure après la guerre du Golfe, y était revenu, au mois d'octobre suvant, dans le cadre d'une réunion euromagnéhique et le le juillet euromaghréhine, et, le le juillet 1992, pour assister aux obsèques du président Boudiaf. Mais, les relations entre les deux pays sont si particu-lières qu'elles soulirent d'un dialogue un peu trop distendu, au point de nourrir suspicions et récriminations.

Ce rendez-vous s'imposait d'autant plus que, le 14 janvier 1992, à la faveur de la démission du président faveur de la démission du président Chadli et de l'interruption du processus électoral, une nouvelle équipe s'était installée au pouvoir et que, dans un commentaire assez abrupt, M. François Mitterrand lui avait alors enjoint de arenouer, ou plus tôt, les fils d'une vie démocratique qui s'amorçait». Ni les visites, au mois de juin, de MM. Louis Mermaz et Bouto Durieux, ministre de l'avigul. Bruno Durieux, ministre de l'agricul-ture et ministre délégué au commence extérieur, ni l'installation d'un nouvel ambassadeur, M. Bernard Kessed-jian, et leurs promesses a d'aider le pays à vaincre une situation économique défavorable », n'avaient réussi à faire oublier ce «diktat»:

M. Bernard Kouchner, soulignant, au mois de mai, que «le gouvernement actuel est né d'un coup d'Etat» et que « l'an n'arrêtera pas la progression de l'islamisme par lo force», finit par coovaincre les dirigeants algéries qu'ils n'avaient pas la cote sur l'autre rive de la Méditerranée et que Paris, comme le disait, il y a peu de temps encore, M. Ali Aroun, l'un des cinq membres du HCE, «o mis deux fer que fine. deux fers au feu».

> Des mots et des crédits

Marquée par des poussées de fiè-vre intermittentes, la campagne anti-française, sous couvert des médias, avait pour leitmotiv, le «soutien», ou du moins les «facilités» que Paris accorderait aux islamistes exilés sur accorderait aux islamistes exilés sur son sol. D'aucuns accusaient ainsi l'ancienne Métropole des pines vilènies, l'impliquant dans l'assassinat de Mohamed Boudia' comme dans l'attentat à l'aérogare d'Alger. Une devinette conrait alors la capitale : que veut dire FIS? Réponse : «France-les Carles de l'accorderaire de

Nourris par les lenteurs à accréditer le nouvel ambassadeur algérien, M. Sid Ahmed Ghozali, et à mettre sur pied le voyage de M. Dumas, ces soupcons débordaient sur l'aspect soupçons débordaient sur l'aspect économique des choses. «La France n'a pas ienu son rôle d'avant-garde pour nous aider à nous en sortir», se plaignait-on en haut lieu, où l'on déplorait son désengagement financier depnis 1987 et où l'on magnifiait, n contrario, l'attitude de l'Espagne et de l'Italie, Etaient fustigés, en dernière analyse, les « revanchards jamais remis de notre Révolution, qui

a Liberté provisoire pour les six journalistes d'El Watan. - Incarcérés quatre jours anparavant, six journalistes du quotidien indépendant El Watan ont été remis, samedi 9 janvier, en liberté provisoire. Ils avaient été arrêtés et placés sotis mandat de dépôt après la publication « prematurée », dans leur journal, frappé d'une mesure de suspension, d'une information La «sortie» du ministre de la sur l'assassinat de cinq gendarmes santé et de l'action humanitaire, à Laghouat. – (AFP.)

poir»], celle au cours de laquelle,

les «casques bleus» seront charges du maintien de la paix».

revanche se détériorer rapidement

des bandes armées alliées du géné-ral hawiyé Mohamed Farah Aidid,

qui ont quitté Mogadiscio et teotent une «sortie» vers le Nord -

où la force multinationale est

24 décembre), ont fait leurs pre-

mières victimes : einq femmes, accusées d'adultère et détenues

dans la prison d'Hargeisa ont élé

Pendant ce temps, à Addis-Abeba (Ethiopie), les quatorze fac-tions somaliennes, réunies à l'ini-

tiative de l'ONU, ont complété le

texte de leur accord, conelu ven-

dredi, en prévoyant un contrôle du cessez-le-feu par les forces interna-

tionales et le désarmement des fac-

tions. Sont notamment prévus l'abandon des armes lourdes, l'ins-

tallation des milices dans des can-tonnements situés « dons des

endroits appropriés » et l'enregistre-

ment des armes individuelles. -

été fouettée en public.

revent d'une Algérie d genoux». Ces critiques, les dirigeants français les jugaient très excessives. Ils faisaient remarquer que Paris a joué « un rôle moteurs, en 1991, pour faciliter l'ob-tention, auprès de la CEE, d'un prêt de 400 millions d'écus et le reprofi-lage d'une dette bancaire d'un mil-iard et demi de dollars. Ils ajoutaient qu'en 1992, le montant des crédits garantis par la COFACE s'est élevé à

10 miliards de francs. Il n'empêche que la nomination de M. Bélaïd Abdesslam à la tête du gouvernement – un homme gnetté par la tentation du dirigisme – avait compliqué et ralenti le dialogue économique.

M. Dumas s'est done employé auprès de ses interlocuteurs, au nomauptes de seus interacenteurs, au nom-bre desquels le général Khaled Nez-zar, ministre de la défense, à répéter que «la France entend se tenir aux côtés de l'Algérie, pendant cette diffi-cile phase de transition, de manière claire et résolue, l'aider à retrouver, par le dévelopment, la soie de la par le développement, la voie de lo démocratie». L'équipe au pouvoir, le ministre l'a trouvée «soucieuse de ne pas laisser l'Etat se déliter, consciente qu'il faudra bien, un jour, rétablir le processus démocratique et résolue d orienter le pays vers la modernité». Afin de «traduire l'amitié autre-

ment que par des mots», M. Dumas a annonce l'ouverture, en 1993, d'une ligne de crédits privilégiés -elle pourrait atteindre 4 à 5 milliards de francs - et la négociation, dans ce cadre-là, d'un protocole financier. Mais, il n'a pas dit comment Paris compte s'y prendre pour aider Alger à «boucier» l'année en cours, en comblant, avec d'autres bailleurs de fonds, un trou d'environ 1 à 2 milliards de dollars.

D Le ministre de la défense en visite en Arabie saondite. - Le général-major Khaled Nezzar, ministre de la défense et membre du Hant Comité d'Etat (HCE), est arrivé, dimanche 10 janvier, à Ryad pour une visite officielle dont la durée n'a pasiété précisée eleton la radio nationale algérienne, cette visite Intervient au moment où le monde arabe est menacé par la montée du « terrorisme Intégriste ».

que l'orientation prise vers l'économie de marché sera maintenue», a indiqué le ministre. Il a précisé que M. Michel Sapin, ministre de l'éco-nomie et des finances, viendrait «sans retard», signer, ici, la convention sur la protection des investisse

> En attendant la droite...

«Parce que trop ottendue», la visite de M. Dumas a-t-elle eu «la saveur des rendez-vous manquès» comme le craignait le quotidier Liberté? L'équipe au pouvoir est tel-lement avide de respectabilité internationale qu'elle a accueilli, sans déplaisir, le chef de la diplomatie française. Même si celui-ci est le représentant d'une gauche qui les a beaucoup décus et d'un gouverne ment dont les jours sont comptés. A la vérité, les dirigeants algériers

n'ont plus d'oreilles que pour une droite française qualifiée, en haut-lieu, de « décomplexée depuis que de Gaulle a couvert de son autorité l'indépendance de notre pays». Et de rappeler les fortes paroles prononcées, au mois de mai, à Alger, par MM. Jacques Barrot et Bernard Stasi, qui, eux, avaient justifié, par al'urgence», l'interruption du proces-sus électoral. De se féliciter aussi de la visite, le le décembre, de M. Alain Juppé, secrétaire géoéral du RPR, venu dire «la volonté de (son) mouvement politique, s'il revient nux affaires, d'intensifier les relations fran-

Mais, entre Alger et Paris, les rapports sont si émotionnels - « des rap-ports de vieux couple », avait com-menté M. Dumas lors d'un précédent voyage, - qu'au-dessus de la Méditer-rance, le baromè Itre risque d'osciller indéfiniment entre « beau fixe » et «tempête». M. Lakhdar Brahimi, le chef de la diplomatie algérienne, l'avouait récemment : « Nos relations n'ont jamais été normales et ne le seront pas avant longtemps...»

JACQUES DE BARRIN

cinquante tués et cinquante-cinq

hlesses le nombre des victimes à

Luena. De violents affrontements se

poursuivent, semble-t-il, à Bié, dans

le centre du pays. Mais les déclara-tions sont, là encore, contradic-

toires: tandis que l'UNITA affirme

poursuivre ses e npérations de net-

inyage », le gouvernement de

Luanda a assuré, dimanche, que ses forces contrôlaient d'ores et déjà la

ville. - (AFP, Reuter.)

ANGOLA: violents combats à Huambo

L'offensive gouvernementale a atteint la «capitale» de M. Savimbi

L'armée gouvernementale a affirmé, dans la soirée du samedi 9 janvier, avoir pris le contrôle de la ville de Huambo, un des principaux fiefs de l'Union nationale pour l'in-dépendance totale de l'Angola (UNITA), située dans le sud du pays. Selon l'état-major de l'armée, la «Casa Branca», résidence privée dn dirigeant de l'UNITA, M. Jonas Savimbi, serait tombée facilement Si un léger mieux est perceptible dans le Sud, la situation paraît en dans le Nord, en particulier autour de Galacayo, fief du elan Majer-tine. La ville est devenue la cible aux mains des soldats réguliers, la plupart des rebelles quittant la ville «en débandade». La radio nationale

Ces informations ont été vivement démenties, dimanche, par la représentation de l'UNITA à Abid-jan : M. Savimbi et «toute la direction du parti» se trouvent toujours à Huambo, a indiqué le chef d'étatmajor général des forces armées de l'UNITA, M. Arlindo Chenda Isaac Pena Ben Ben, admettant toutefois que des «combats intensifs» se

auraient fait des « centaines de morts» parmi les forces gouverne-mentales. Le commandant de l'armée de l'air du Mouvement popu-lnire de libération de l'Angola (MPLA, ex-parti nnique, au pouvoir à Luanda) figurerait parmi les vic-

TCHAD : l'opposant Abbas Koty détenu au Cameroun. - Scion le journal tchadien N'Djamena-Hebdo, publié dimanche 10 janvier, le colonel Abbas Koty, ancien ministre de la défense tchadien, hostile au régime du président Idriss Déby, est détenu à Maroua, dans l'extrême nord du Cameroun, où il s'était réfugié en juin. Le colonel tchadien avait été arrêté, à la mi-décembre, par les autorités

CHINE: selon le « Beijing Review »

Paris aurait promis par écrit de ne pas vendre de Mirage à Taïwan

de notre correspondant

Fustigeant à nouveau le gouvernement français, un journal chinois a affirmé, lundi 11 janvier, que sa décision de vendre des Mirage à Taïwan contredisait une promesse écrite.

«Un dirigeant français o même ècrit aux dirigeants chinois que la France ne ferait rien qui pusse être au déviment des relations entre les deux pays», a indiqué l'hebdomadaire Beijing Review, sans révéler l'identité du signataire. Cette indiscrétion est destinée à embarrasser davantage les autorités françaises à l'approche d'élections dont Pékin espère voir sortir une majorité différente.

«Oue lo France puisse être aussi

«Que lo France puisse être aussi perfide consitue un chor pour le sens moral de la communauté internationale », a poursuivi le magazine, reprenant l'argumentation officielle. Il réfute en particulier l'idée – répétée dimanche par le ministre des affaires étrangéres. M. Roland Dumas, nu « Grand Jury RTL-le Morde » – que la fourniture d'avions de chasse à Taïpeh puisse être « une décision de caractère commercial », puisqu'elle « va nécessairement offerter l'équilibre des forces dans le

D Une soixantsine d'exécutions. -Une soixantaine de personnes ont été exécutées, samedi 9 janvier, en Chine, selon la presse officielle. La plupart l'ont été dans la province méridionale de Canton, les autres à Shanghal, Elles étaient en grande majorité accusées d'avoir enmmis des vols ou des agressions à bord de trains ou sur les routes. - (AP, UPL)

a AFGHANISTAN : le gooverne ent a annoncé la formatim d'un Parlement. - Le gouvernement du président Burhannudin Rahbani a annoncé, dimanche 10 janvier, la composition du Parlement à Kaboul, alors que les intégristes du Hezb-e-Islami menacent de bloquer l'aéroport et une importante base aérienne, et que vingt-trois per-sonnes ont trouvé la mort au cours de bombardements à la roquette. Selon un portesparole présidentiel, 205 députés ont été choisis parmi les délégués de la Choura qui avalents étrimites 30° décembre, M. Rabbani. Par ailleurs, des milliers de gardes nationaux ont décide de ne plus obéir au ministère de l'intérieur, car ils n'ont pas été payés depuis plusieurs mois . — (Reuter, UPI.)

D BIRMANIE : la junte réunit à Rangoun une « coavention natio-nale ». - La junte au pouvoir à Rangoun a ouvert, samedi 9 janvier, les goun a ouvert, samedi y janvier, ics travaux d'une «convention nationale» chargée de jeter les bases d'une nouvelle Coostitution. Les opposants à la dictature militaire ont affirmé qu'il s'agissait d'une farce qui ne ferait que renforcer la mainmise des généraux sur le pouvoir. Les diplomates de la CEE ont boycotté la séance insugurale estiboycotté la séance inaugurale, estimant qu'un tel forum n'avait nen de démocratique. - (Reuter.)

DINDE: le premier ministre, M. Rao, aannie sa visite à Dacca. — Des menaces proférées par des extrémistes musulmans au Bangladesh ont contraint le premier minis-tre indien, M. Narasimha Rao, à détroit de Taïwan». M. Dumas a également souligné que cette décision ne « devrait pas comprometire les bonnes relations avec lo Chine de Pékin. La France n'a qu'une seule politique à l'égard de la Chine, et de la seule Chine, celle de Pékin». Il a toulesois rappeté que la France « n'admettait pas d'être « différencièe » par rapport à d'autres pays qui four-nissent de l'ormement à Taïwan, je pense aux Etats-Unis», que Pékin ménage.

mênage.

Par ailleurs, selon l'hebdomadaire de Hongkong For Eastern Economic Review, Pêkin s'appreterait à offir à Taïwan d'ouvrir des négociations en vue d'une réunification, non plus entre les seuls partis communiste, pour le continent, et nationaliste (Kuomintang, ou KMT) pour l'île, mais au niveau des gouvernements. Pékin s'était jusqu'à présent refusé à pareille éventualité, le gouvernement de Taïpeh n'ayaot aucun caractère représentatif à ses yeux. Pékin auruit pris cette décision après avoir compris que sa rigidité alimentait une tendance vers l'indépendance de l'île, à la suite du développement de ses rapports avec le monde occidental et du recul du KMT aux demières élections.

FRANCIS DERON

D Le président Yang Shangkun hospitalisé. - Le président chinois, le général Yang Shangkun, àgé de quatre-vingt-cinq ans, a été hospitalisé a pour des raisons de sonté », a annoncé, dimanche 10 janvier. l'agence Chine nouvelle. Il est toutefois apparu le même jour à la télévision, recevant, sur son lit d'hôpital, le président de Biélorussie. - (Reuter.)

annuler, samedi 9 janvier, sa participation à la reunion au sommet du SAARC (South Asian Association for Regional Cooperation), qui devait se tenir à Dacca, Selon le secrétaire aux affaires étrangères bangladais, le sommet se trouve ainsi annule et «il ne semble pas qu'il puisse se tenir très prochainement ». - (UPL) D PAKISTAN: les Etats-Unis don-

nent à Islamabad 180, jours pour prouver qu'il ne soutient pas le ter-rorisme international. — L'amhassa-deur américain à Islamabad a donné au Pakistan 180 jours pour faire la Dreuve qu'il ne soutenait ras le terpreuve qu'il ne soutenait pas le terrorisme international, a annoncé, samedi 9 janvier, le secrétaire palds tanais aux affaires étrangères, M. Shaharyar Khan. Si le Pakistan ne peut faire la preuve de son inno cence, il risque d'être placé par le département d'Etat sur la liste des Etats terroristes et d'être la cible de sanctions commerciales. Washington a critiqué le soutien accordé par le Pakistan aux insurgés séparatistes au Cachemire. – (UPI.)

Un chef d'état-major intérimaire pour l'armée. - Le général Moham-med Ashraf, agé de cinquante-quatre ans, a pris temporairement le commandement de l'armée pakistanaise dans l'attente de la nomination d'un successeur au chef d'état-major, le général Asif Nawaz, décédé le 8 jan-vier (le Monde daté 10-11 janvier), a annoncé, samedi 9 janvier, le minis tère de la défense. Le général Ashraf commande le 10° corps d'armée, basé à Lahore. – (AFP.)

« Rendre l'espoir »

Les troupes européennes devraient « prendre le relais » des « marines »

SOMALIE: un mois après le lancement de l'opération

A Mogadiscio, des « marines » dre le relois pour la deuxième américains oot tué trois Somaliens phase [de l'opération « Rendre l'eset en ont hiessé un quatrième, dans la nuit du samedi 9 an dimanche 10 janvier, lors d'un échange de coups de l'eu à quelques centaines de mètres de l'ambassade des Etats-Unis. Cet incident porte à onze, au moins, le nombre de Somaliens tues par la force interna-tionale depuis le 9 décembre.

Malgré la persistance de ces ten-sions, le porte-parole de l'armée américaine s'est montré plutôt satisfait des résultats de l'opération «Rendre l'espoir». Un mois, jour pour jour, après l'arrivée des pre-mières troupes étrangères en Soma-lie, la «menace militoire» semble écartée, le principal danger ne venant plus désormais que du «banditisme», a-t-il assuré samedi.

Le déploiement de la force mul-Le déploiement de la force mu-tinationale — plus de 32 000 hommes, dont près de 22 000 Américains — a permis de réduire l'insécurité dans ln plupart des régions du centre et du sud de la Somalie. Le président Bush a confirme dimanche à la BBC que le séjonr des troupes américaines oe se proloogera « pas très langtemps ».

De soo côté, le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a précisé dimancho, devant «Le grand jury RTL/le Monden, que le secrétaire général des Nations uoies, M. Boutros Boutros-Ghali, «envisage de demonder aux Européens, et non plus aux Etats-Unis, essentiellement oux Allemands et aux Français, peut-être avec des Italiens, de pren-

jérusalem. – (AFP.)

D LIBÉRIA : la Force onest-afri-DETHIOPIE : le chef du gouvernement provisoire érythréen hospitacaine annouce avoir coule deux cargos « transportant du matériel de lisé en Israël. - Souffrant de complications à la suite d'un accès de guerre ». - La Force ouest-africaine paludisme, le chef du gouvernement d'interposition nu Libéria (ECOprovisoire de la province sécession-MOG) a annoncé, dans la soirée du niste de l'Erythrée, M. Issaias Afevendredi 8 janvier, avoir coulè, worki, a été admis, secrétement, à jeudi, dans le port de Buchanan, au sa demande, dans un hôpital spéciasud-est de Monrovia, deux cargos lisé en Israel, a indiqué dimaneho « transportant de grandes quantités de matériel de guerre et de carbu-10 janvier un porte-parole du rant » destinées aux maquisards de ministère des affaires étrangères à M. Charles Taylor. - (AFP.)

dimanche par l'agence de presse offi-cielle ANGOP, qui avait évalué à

a assuré que M. Savimbi avait quitté Huambo, sa «capitale», sans toutefois préciser sa destination.

absente, Dans la province séces-sionniste du Somalilaod, les inté-gristes musolmaos, relativement bien implantés (le Mande du tirées de leurs cellules et lapidées à mort par la foule. Une sixième a poursuivaient dans la ville.

Salon PUNITA, ces affrontements

Lundi matin, la radio nationale a signalé de nonveaux combats, dans l'est et le centre de l'Angola. Selon elle, l'armée gouvernementale aurait pris le contrôle de la ville de Luena, controlle de la ville de Luena, capitale de la province de Moxito, dans l'Est. On ne connaît pas l'am-pieur de ces affrontements. Le seul bilan disponible est celui donné

camerounaises. - (AFP.)



LA FRANCE DE DROITE

LES GRANDES FAMILLES

De la Révolution à la naissance du fascisme.

LA CULTURE DE DROITE Ses théoriciens, ses idéaux, ses valeurs.

OUESTIONS ACTUELLES

L'héritage de Vichy, le cas de Gaulle, le phénomène Le Pen.

> Nº 162 - JANVIER 1993 - 40 F EN VENTE EN KIOSOUE

UN NUMÉRO À NE PAS MANQUER



7 - 2 - 2

Les déclarations du ministre des affaires étrangères au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Roland Dumas suggère que la France libère « par la force » les camps de détention de Bosnie

Voici les principaux extraits des déclarations de M. Roland Dumas, ministre das affaires étrangères, sur la situation dans l'ex-Yougoslavia, faites lors da l'émission du « Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 10 janvier.

«La position de la France est

» D'abord, tout faire pour que les négociations se poursuivent dans le cadre de la conférence de Genève, éviter le départ des « casques bleus ». » Deuxièmement, faire que des décisions qui ont été prises par le Conscil de sécurité soient exécutées. Je veux dire par là que la résolution concernant la libération des camps devrait être réalisée dans les jours

qui viennent. Et je suggérerai – je m'en suis déjà entretenu avec M. Kouchner – que, le travail diplo-matique ayant été achevé, on prévoie désormais que cette liberation devienne effective par la force, paisque nous disposons maintenant des arguments de droit pour intervenir, que des constats ont été faits sur l'existence de ces camps, sur les exactions qui s'y commettent, sur les viols qui ont été perpétrés, que les missions qui ont été confiées à un certain nombre de personnalités, notamment à M= Simone Veil, ont établi la réalité de ces actes, de ces crimes. La situation juridique et diplomatique est claire. Rien ne s'oppose plus désormnis à ce que des convois accompagnès de forces de pro-tection se rendent dans ces camps et

» Et j'ai demandé aujourd'hui moi-même à M. Kouchner de bien vouloir prévoir, au besoin pour nousmêmes et par nous-mêmes, que des convois de cette sorte soient organisès et que des personnes qui sont

ALLEMAGNE: pour avoir fait

de la publicité pour une entreprise

Le ministre du logement

sur la sellette

M= Irmgard Schwaetzer (FDP).

ministre du logement dans le gou-

vemement du ebancelier Helmut

Kohl, est à son tour contestée pour

avoir, selon le quotidien Bild Zei-

tung, écrit un article promotionnel

immobilier Germania. Cet article

invitant les investisseurs privés à

s'engager dans le secteur de l'im-

mobilier professionnel, se terminait par des louanges sur « les services

de grande valeur » proposés par

Germania dans ce domaine. Cette

affaire intervient quelques joura

sculement sprès le scandale de tra-

fie d'influence qui avait entraîné la démission, le 4 janvier, du ministre de l'économie, M. Jürgen Mölle-

mann. Le secrétaire général de la

CSU bavaroise, M. Erwin Huber, a jugé «intolèrable» qu'un ministre

fesse de la publicité pour une

entreprise privée, et le vice-prési-dent social-démocrate de la com-

mission des affaires économiques du Bundestag, M. Peter Reuschen-

bach, e demandé, samedi 9 janvier,

la démission de Mª Schwaetzer.

Celle-ci a indiqué, dimanche, qu'il

n'était pas question pour elle de se retirer. - (AFP, Reuter.)

Attaques xénophobes et manifesta-

tions autiracistes. - Des inconnus ont

lancé, samedi 9 janvier, des cocktails

Molotov contre un foyer de deman-

deurs d'asile à Klosterfelde-Tratten-

dorf, près de Berlin, sans faire ni

victimes ni dégâts importants.

Samedi soir, quarante mille per-

sonnes ont formé une chaîge lumi-

neuse sur les bords du Rhin à

Cologne pour manifester leur opposi-

tion nu racisme. A Francfort, des

échnuffourées ont mis nux prises

samedi des militants d'extrême

gauche et d'extrême droite. - (AFP.)

L'ANGLAIS A OXFORD

cours cibléa et intensifs pour átudiants, universitaires

et prepa grandes écoles

Oxford Intensive School of English

21, rue Théophraste Renaudo

75015 Paris 😰 (1) 45 33 13 02

SE

actuellement maintenues contre leur gré dans ces camps de détention scient rendues à la liberté (...).

» Dans les jours qui viennent, la résolution permettant d'intercepter résolution permettant d'intercepter les avions qui commettraient des infractions à l'interdiction de survoi devra être traitée comme il couvient. Si besoin est, ces avions devront être abattus. Nos avions devront disposer d'un droit de suite ou de prévention dans l'hypothèse où ils constateraient que des dispositifs les empêchent d'exécuter leur mission, e'est-à-dire dans l'hypothèse où des batteries, des raders generaient leur intervention. Je vous simale à ce propos que non Je vous signale à ce propos que non seulement nous avons à terre des soldats parmi les « casques bleus », mais que nos aviateurs participeront à ces opérations (...).

» Troisièmement, une demande e été formulée par la France en vue de la constitution rapide d'un tribunal international répressif pour juger des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité (...). A cet égard, je dési-gnerai dans le courant de la semaine une commission de juristes et de spé-cialistes pour ce qui est de la France, afin que ses membres réfléchissent à la mise en place de ce tribunal repressif.

» La situation devient insupporta-ble, insoutenable à la fin de notre siècle, compte tenu de ce que nous avons vécu. Le dossier aujourd'hni sur le plan diplomatique, permet une

La négociation de Genère

» Rien ne serait plus dramatique qu'une rupture des pourpariers. Il faut que les négociations se poursuivent. Ce serait un grave échec qu'une séparation des différentes parties à cette conférence. De même que le départ des « casques bleus » serait une catastrophe, S'il existe une chance pour la paix en Yougoslavie, il faut que les négociations se poursuirestent sur place, quelles que soient les difficultés et quels que soient les ris-

• La mission des « casques bleas » Abattre quelqu'un qui est désarmé, tirer dans son dos une rafale de miraillette alors qu'on est en discussions, c'est un lâche assassinat. Je regrette que l'auteur de ce crime n'ait pas pu être puni. Il est vraisemblable qu'il ne le sera pas. (...) Faut-il modifier la mission des « casques bleus »? Je pense qu'il faut, compte tenu de la situation, ervisager de donner aux « casques bleus » les moyens de la réplique. Il faut que les règles de la légitime défense puissent jouer. Ils ont été investis d'une mission d'accompagnement d'actions humanicompagnement d'actions humanicompagnement d'actions humani-taires. Ils ne sont pas dans le cadre d'une mission de maintien ou de rétablissement de la paix. Donc, on a tort d'incriminer les « casques bleus» (...). Il faut sans doute revoir la mission qui leur a été donnée, de façon qu'ils puissent accomplir cette mission en limitant les risques et en punissant les actes du genre de celni qui a été commis.

qui a été commis. » C'est sux militaires de le dire (s'il y e en une erreur militaire à Sarajevo). Mais pouvaient-ils agir autrement dans le cadre de leur mission? (...) Les officiers qui comman-daient les forces de l'ONU ont obéi aux instructions qu'ils avaient reçues, instructions qui étaient conformes — on peut le regretter et, pour ma part, je le regrette — à la mission qui leur avait été donnée.

 L'embargo sur les armes » Le président Izetbegovic s raison quand il pose comme préalable que tout l'armement lourd dont dispose l'une des parties, à savoir la partie serbe, soit concentré sous le contrôle de l'ONU en un point. Si la confé-rence traîne en longueur et si aucune perspective sérieuse de paix

vent, il faut que les casques bleus n'apparaît, il faudra bien envisager que ceux qui sont agressés et qui n'ont pas les moyens de leur défense puissent les recevoir.

» Enfin, le président de la Bosnie a raison de poser comme condition préalable à l'acceptation du plan de paix que le caractère unitaire de l'Etat bosniaque ne soit pas remis en

L'armement serbe. Les Serbes repoivent-ils une aide des pays exté-rieurs?

» Je le suppose. l'irai même jusqu'à dire que je le sais. Mais ne vous trompez pas : les milices serbes de Bosnie disposent d'un armement lourd conséquent. Actuellement, les milices serbes disposent de deux cents à deux cent cinquante véhicules blindés lourds et d'environ cinq cents à six cents canons de gros calibre. Ce n'est pas négligeable dans un conflit comme celui-ci.

• Le plan de décompage de la

» Ce n'est pas un mauvais plan compte tenu de l'imbrication des situations et de la complexité du pro-blème. C'est une idée qui était déjà dans l'air depuis longtemps. Mais les deux coprésidents, M. Cyrus Vance et Lord Owen, ont travaillé à partir de cette idée consistant à mettre en place des provinces. J'ai du reste observé que cette division de la Bos-nie en différentes provinces avait été acceptée par la plupart des parties à 80 %, y compris par la partie bosnia-que. Des discussions ont encore lieu pour savoir ce qu'il conviendrait de faire pour la province qui est voisine de la province de Sarajevo.

Les pourparlers sérieux qui ont lieu permettent d'espérer qu'une transaction pourra être trouvée. Mais le vrai problème est dans la rédaction du projet de paix et dans l'arti-cle 2. Car l'article 2 prévoit que ces provinces ne pourront pas passer d'accord avec les puissances étran-gères. Cela, les Serbes n'en veulent pers. Ceta, les seroes n'en veuent pas. Les Croates sont d'ailleurs très réservés à ce sujet. Pourquoi ? Parce qu'ils out dans l'esprit qu'un jour ou l'autre, en vertu du principe de l'autodétermination des peuples, ils pourraient être à même de prendre des dispositions qui les feraient sortir de l'Etat bosniaque. Au contraire, le pré-sident de la Bosnie, qui a en charge l'eusemble du territoire bosniaque, tient à cet article. C'est pourquoi il a oui ou non, ils respecteraient l'unité de l'Etat. C'est là la vraie question, plus que la division en provinces. »

Une diplomatie

Inattendue, enfin, parce qu'elle

intervient en pleine conférence de Genève, e'est-à-dire à un moment

où la diplomatic semble, fût-ce de

manière fragile, avoir repris quel-ques droits. Coprésident de cette conférence, lord David Owen a

d'ailleurs immédiatement fait

connaître son bostilité au projet

Fracassante parce que la proposi-tion de M. Dumas change radicale-ment de nature la présence militaire française dans l'ex-Yougoslavie. Jus-qu'à maintenant, les quelque deux

mille «casques bleus» français sta-tionnés en Bosnic escortalent les

convois bumanitaires. L'opération envisagée est beaucoup plus ambi-tieuse et risquée (voir l'article de Jac-

Il y a quelques jours, l'administration américaine a fait savoir qu'elle avait recensé cent soixantequinze lieux de détention secrets en Bosnie et en Serbie, dont les trois quarts aux mains des Serbes. Même si ce ne sont pas nécessairement des camps «classiques» – mais aussi des fermes, des commissarints, des usines, ou des bâtiments administratifs, – on imagine les mille difficultés auxquelles se heurterait l'opération en question, à supposer bien sûr que les combattants serbes ne prétendent pas s'y opposer militaire-

prétendent pas s'y opposer militaire

moins convulsive. Après avoir,

aues Isnard).

convulsive

ET JE COMPTE SUR VOUS POUR ME

LIBERER TOUS CES

Les «casques bleus» britanniques ont pour la première fois vigoureusement répliqué à une attaque serbe

FORPRONU ont pont la première fois « riposté vigoureusement ». timanche 10 junvier en Bosnie, à une attaque serbe, qui n'a pas fait de victimes dans leurs rangs, a annoncé le ministère britannique de la défense à Londres. Les « casques bleus » britanniques ont été la cible de tirs de mortier et d'artillerie légère venant de positions serbes, près de la ville de Kladanj (40 kilomètres au nord de Sarajevo), alors qu'ils escortaient un convoi humanitaire danois parti de Tuzias, plus au nord. Ils ont riposté nvec les armes de leurs blindes légers, tirant dix-sept obus de leurs canons de 30 millimètres et plus d'une centaine de balles de

Avant cet incident, les soldats britanniques, qui se sont trouvés à plusieurs reprises ces derniers jours sous des tirs d'artillerie (notamment à la base logistique de Tomislavgrad, à l'ouest de Sarajevo), avaient déjà, par deux fois, fait usage de leurs armes légères mais sans tirer d'obus.

En vertu de leur mandat, les « casques bleus » sont autorisés à riposter avec les armes de leurs blindés. Plusieurs journaux londoniens ont affirmé dimanche que le gouvernement britannique en artillerie surtout, à ses soldats déployés dans le centre de la Bosnic, actuellement au nombre de

Des soldets britanniques de la 2 400. Selon le Sunday Times, ces renforts pourraient être acheminés par le porte-avion Ark-Royal mis en alerte. Le même quotidien écrit toutefois que l'Ark-Royal pourrait aussi être utilisé pour unc évacuation des soldats britanniques, dont le gouvemement étudierait actuel-lement les modalités pour le cas où le conflit s'aggraverait Le ministère britannique de la défense s'est refusé à commenter ces informations.

MERCI.

GENTIL.

C'EST

Les Serbes préts «à répondre»

Par ailleurs, le chef d'état-major des forces armées de la nouvelle Yougoslavie (Serbie et Monténégro), le général Zivota Panic, a affirmé dimanche que les Serbes de Bosnie avaient « les movens de se défendre efficacements contre toute éventuelle attaque étrangère, nous rapporte notre correspondante à Belgrade, Florence Hart-

Alors qu'il assistait à des manœuvres dans le centre de la Serbie, le général Panic a déclaré qu'il ne s'attendait pas à une Intervention étrangère mais que si elle avait lieu, l'armée yougoslave que sa DCA était en mesure ede résister aux plus fortes pressions, y compris celles des Etats-Unis».

table, insoutenable à la fin de notre siècle, compte tenu de ce que nous avant when w

Mais n'est-ce pas se montrer plus royaliste que le roi que de proposer d'envoyer des troupes terrestres en Bosnie, puisque le président bosnia-que lui-même a renoncé à cette exigence et se contente - si l'on peut dire - de demander à la communauté internationale de lever l'emhaute internationale de lever l'en-bargo sur les armes. A ce propos -ct e'est un sutre « virage» de la diplomatie française, - M. Dumas n'est plus hostile à une telle revendi-cation. « Si la conférence (de Genève) traîne en longueur, admet-il, et si aucune perspective de paix n'apparaît, il faudra bien que ceux mi sont agressés et qui n'ont ceux qui sont agresses et qui n'ont pas les moyens de leur défense puis-

Apaiser l'opinion française

Surtout, la France se verra reprocher a juste titre d'avoir agi en soli-taire. Car de deux choses l'une : ou taire. Car de deux choses l'une: ou bien la communanté internationale unit ses efforts – notamment dans le cadre du Conseil de sécurité – pour abréger le drame bosniaque, ou bien ehacun agit en ordre dispersé. Or, non seulement la France ne perd jamais une occasion pour soupçonner les Etats-Unis de vouloir agir de manière intempestive, mais elle evait fair – sans on on le lui manière intempestive, mais elle evait fait – sans qu'on le lui demande – de la crise yougoslave un « banc d'essai pour l'Europe», un test de sa sécurité dans l'après querre froide et de sa capacité d'élaborer une politique étrangère et de défense commune. Le gouvernement a-t-il fait son deuil de la coopération européenne dans ce domaine ou tatt son deuil de la coopération européenne dans ce domaine ou cherche-t-il seplement à mettre ses partenaires devant leurs reponsabilités? A-t-il jugé indispensable, à trois mois des élections, d'apaiser l'opinion publique française, au lendemain du meurtre de Sarajevo? Quelles qu'aient été ses intentions, la France sera sourconnée, une fois la France sera soupçonnée, une fois de plus, d'avoir voulu «feire un

JEAN-PIERRE LANGELLIER

Une opération aux multiples préalables

La libération par la force des camps de détention sarbas an Bosnia, talla qua l'a proposée M. Roland Dumas, ne peut pas être comparée, al assimilée è ce que font déjà las casquas bleus», à savoir l'escorte armée das convois humanitairas. Il

Comma un contingent britanniqua, qui raasembla qualqua 2 400 hommas dana le cantra da la Bosnia, una forca française da « casquea blaus » est, dans la région de Bihac, chargée d'accompagnar las convois da l'assistança humanitaire. Ella se composa da paa moins da 1 400 hommes, avec des blin-dés à roues Sagais (armés d'un canon de 90), des mortiers de B1 at das missilas anti-chars Milan. Le principe da cette aide reposa sur l'acceptation, aprèa maintas discussions entre las divaraas partias prenantaa, du de leur transit par les territoires tenua par les factions.

Pour ce qui ast de la libération des camps, l'opération suppose qu'une série de préalables aient recu una solution.

D'abord, l'ONU doit connaître, evec précision, la nature et l'amplacement de ces eamps. Il sambla qua catte condition puisse être ramplie grece aux ranaaignamanta recueillis par les Américains, qui se sont dits prêts, récemment, à les mettre sur la place publique, après en avoir Informé l'ONU, dans le but de préparer des tribunaux pour crimes contra l'humenité. Ensuita, tout dépandra da l'attitude des Serbes, selon des experts militaires. S'ils sont d'accord pour ouvrir les camps, le problème n'est pas résolu pour eutant.

En effat, on peut suepactar euar las populatione qu'ile détiennent et lea faire récupérer per l'ONU, quitte à ce que l'organisation Internetionala se contente de déplacer les Boeniaques libérés at de les réunir dene dee cempe provisoires dont le sort final constituerait, è lui seul, une nouvelle difficulté. Si las Serbes a opposent au projet, è un acte de guerre commis par eux devra répondre un autre acte de guerre pour libérer da force las populations alnai « parquées »,

Dans les deux cas, las mēmas exparts militaires craignent, du fait da l'annonca da ses intantions par M. Dumas. que les Serbes na prement les davants an procedant, comma par anticipation, à une « purifications da leurs camps - d'auéliminarait las prisonniers les plus faibles et ceux dont l'état est, en lui-mêma, une condamnation des avactions exercéas par leurs geôliera. Les camps de Bosnie apparaîtraient, dès lors, comma das liaux da détantion da priaonniara qui, sans êtra scceptables pour autent per la communauté internationale. relèvaraiant das aléas d'una guarre. Seul, le témoignage des survivants qui voudront parlar pourrait être retagu contre las

«La première force tactique du secteur»

Au & Grand Jury RTL-la Monde », la ministre das affairea étrangàrea a avancé l'idée que cette mission était è la portée da la seula France. Sans citer la nom de son collègue da le défanaa, M. Piarre Joxe, il a émis le souhait que le ministre da la santé et de l'ection humanitaira, M. Bemerd Kouchner, se charge d'étudier le projet. Cartes, les « casquea bleus » relèvent officiellement du secrétariat général da l'ONU et, à ce titre, ils sont das soldets internationaux. Mais il paraît difficile - si una tella mission était exécutée - d'an exclura la miniatère da la défenee at aes états-majors opérationnels.

D'autant qua M. Dumas e insisté pour que ca aoit la France, seule au besoin, qui soit à la fois l'initiatrice et le « bras contre les camps en Bosnie.

Les « casques bleus » français dena la région de Bihac - ceux de Sarajevo ne sont ni sasez nombraux, ni eufflaemment équipés à l'heure actuelle - sont « la première forca tactique du secteur», salon les propos de laur chef, le colonsi Robert se. Cependant, il paraît difficila qu'ila pulasant, aauls, mener è bien cette tâche qui est très risquée, sauf è an être la far de lenca eux côtéa dee forces alliées qui le voudront. JACQUES ISNARD

La libération des camps de Bosnie est devenne dimanche, dens In bouche de M. Dumas, un «but de guerre» pour la France, assigné, qui plus est à des forces terrestres. Cette mitiative spectaculaire et grave marque un changement de registre bru-tal dans la politique française dont il est difficile – désormais – de suivre le fil d'Ariane. Paris mène, dans cette affaire, une dinformatie pour le cette affaire, une diplomatie pour le

depuis le début de la crise, fait montre d'une grande prudence, après avoir refusé d'engager ses soldats au-delà d'une mission purement huma-nitaire, voilà la France qui se dit soudain prête à faire donner la force sur le soi de l'ex-Yougoslavie, et, de surcroît, seule, si besoin.

Consultations *permanentes*

Depuis des semaines, la France n'avait pourtant pas caché sa méliance envers les plans américains qui visaient à durcir la riposte de la communauté internationale pour amener les dirigeants de Belgrade et leurs alliés locaux serbes - à plus de souplesse. Alors que Washington souhaitait mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour contraindre M. Milosevic à respecter l'interdiction de survol de la Bosnie, Paris multipliait les réserves, en assortissant le recours à la force d'un certier de la conditions tain nombre de conditions.

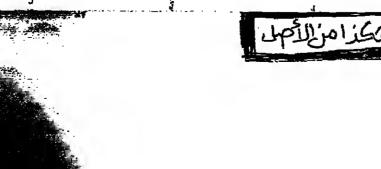
tain nombre de conditions.

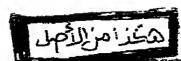
Après avoir brocardé, selon le mot de M. Mitterrand, «les conseils disant allez-y venant de ceux qui n'y vont pas», la France apparaît maintenant bien plus « va-t-en guerre» que son allié américain. Washington s-t-il approuvé le projet français?

M. Dumas ne l'a pas dit clairement, se contentant de souligner que Washington et Paris ontretiennent. Washington et Paris cutretiennent sur cette affaire des consultations

L'initiative française intervient, en outre, un peu à contretemps. Certes, six mois ont passé depuis le vote à l'ONU de la résolution 771 qui condamnait fermement l'aépuration éthnique, mettait en demeure ses promoteurs d'y mettre un terme et exigeait l' « accès sans entrave et en permanence» des organisations humanitaires aux centres de déten-tion. Et M. Durnas s raison de juger intien de ces camps « insuppor









asques bleus - britannique I première fois vigoureus que à une attaque serbe

Are Notes

100 1.0

.

20 - 10

TO BE A NOVA

n-11 . . .

William To. \$ 5 th 12 to 12

Que to the

٠,

EUROPE

et les réactions après l'assassinat du vice-premier ministre bosniaque

Selon les «casques bleus» français le meurtrier de Hakija Turajlic aurait agi sans ordre

Le milicien serbe qui a tué, ven-dredi 8 janvier, le vice-premier ministre bosniaque Hakija Turajlic aurait agi isolément, sans l'aval de ses supéricurs. C'est ec qu'a affirmé samedi 9 janvier, à Sara-jevo, le colonel français Patrice Sartre, témoin direct et partie prenante de l'incident meurtrier.

L'assassioat du ministre bosnia-que « est le fait d'un individu de la base, dépourvu de formation militaire suffisante», a déciaré le colo-oel Sartre, agé de quarante-cinq ans et chef du bataillon français de Sarajevo. Sans uniforme, ce milicien serbe e n'étoit pas com-mandé», a expliqué l'officier supé-rieur français. ell était à 5 mètres de moi environ, et je connoissais très bien ses chefs», rencontrés au conrs de nombreuses missions de liaison, a-t-il précisé. « Pour mol, il n'y o pas eu préméditotion », a ajouté le colonel français, qui a souligné le « très grand découragement des commandants serbes»

De son côté, le Service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA) a expliqué, dans un communiqué, que le colo-nel Sartre avait été pris à partie par des milieiens serbes qui avaient accusé la FORPRONU de « complicité avec leur ennemi » en constatant la présence du vice-premier ministre bosniaque. « La ten-sion était presque retombée et l'afficier français espérait pouvoir négocier la sermeture des portes du VAB lorsque deux au trois miliciens très excités ont tenté de l'arracher de l'embrasure de la porte. Les chess serbes se sont interposés. L'un des miliciens s'est alors reculé et a brandi un pistolet de fart calibre, tirant plusieurs coups au-dessus de l'épaule gauche du chef du bataillon françois, en direction du ministre bosmaque. Maîtrise par ses camarades, le milicien serbe s'est libéré

et a pu tirer plusieurs autres coups [sept en tout] (...) », explique le SIRPA, sans pour autant préciser dans quelles circonstances, et par qui, les portes du VAB avaient été propertes

«Un acte de terreur barbare »

Le général Murillan, commandant de la FORPRONU, a reconnu implicitement la responsabilité de l'escorte de l'ONU en admettent que les portes de blindé « n'au-raient jamais du être ouvertes». Le colonel Sartre a affirmé pour sa part qu'elles l'avaient été, avant qu'il n'arrive, devant un officier de liaison serbe et que les miliciens s'étaient opposés ensuite à leur fer-

L'assassinat du vice-premier ministre bosniaque e enscité une très vive émotion dans le monde. Le gouvernement bosniaque a

guerre» en tenant le général Morillon pour responsable de l'incident Le ministre allemand des affaires étrangères, M. Klaus Kinkel, l'a qualifit d'« acte de terreur barbare» tandis que Moscou estimait qu'il s'agissait d'une «vialation brutale du droit humanitaire international » et d'un « défi à l'autorité de l'ONU». Les Etats-Unis ont également dénoncé ce e meurtre apparemment commis de sang-froid». Le conseiller du président pour les affaires de sécurité, le général Scowcrost, a estimé que cet attentat a démontrait très clairement que les convais de l'ONU n'offrent aucune protection particulière [...)». Enfin, la délégation serbe bosnisque à Genève a présenté ses excuses, dimanche 11 janvier, ainsi que l'a indiqué M. Cyrus Vance,

M. Boutros-Ghali:

continuer

nationale. - (AFP, Reuter.)

à négocier »

« Il faut

Intarrogé par la Monde au sujat du meurtre da Serajevo, M. Boutroa Boutros-Ghali, secrétaire général des Nationa uniaa, a répondu : e S'agit-il d'une bavure ou d'une conspiration, ce n'est pes important? Ce qui est important c'est que cela ajoute une complication au processus de paix. C'est une preuve de plus que la négociation est importante et, en dépit de l'émotion de l'opinion publi-que internationale, il faut continuer à négocier. Ce n'est pas facile. Nous sommes en porte à faux avec l'opinion. On nous critique, on parle da Munich, da Chemberlein. Il faut accepter cela et continuar à négo-

En visite samedi à Paris

Le président bosniaque, M. Izetbegovic a demandé que son peuple puisse se défendre devrait leur donner les moyens de

Le président de Bosnie-Herzégovina, M. Alija (zetbegovic, a affactue une visita, samedi 9 janvier, à Paris au cours da laqualle il a rencontré M. François Mitterrand ainsi qua des personnalités socialistes et d'opposition, parmi lasquelles MM. Michel Rocard, Laurent Fabius, François Léotard et Brice Latonde: -----

Nous ne vous demandons pas de vous sacrifier pour nous. Tout ce que nous voulons, c'est que vous nous permettiez de nous défendre : c'est en substance le message que le président bosniaque (musulman) Alija Izetbegovic est venu délivrer aux dirigeants français lors d'noe visite, samedi 9 janvier, à Paris. sence [militaire] terrestre, ni que des soldats étrangers meurent pour nous, a-t-il souligné lors d'une conférence de presse, nous demondons une quontité himitée d'ormes défen-

Mais, pour ce faire, il faudrait que soit levé l'embargo sur les armes qui frappe la Bosnie-Herzégovine au même titre que les autres Républiques ex-yougoslaves. Une mesure à laquelle l'Europe – et principalement la France – s'est toujours opposée, estimant qu'elle ne lerait qu'alimenter le conflit. Or, a assuré M. Izetbegovic après s'être entretenu samedi matin avec cntretenu samedi matin avec M. François Mitterrand, le président français «a lègèrement modifié sa position» sur cette question et a estimé que «le peuple bosnioque avait le droit de se tiéfendre, que personne n'ovait le droit de l'empècher de se défendre et que la question de l'embargo sur les armes devait être réétudiée».

Redéfinir le rôle de l'ONU

Nul doute, toutefois, qu'une telle réévaluation » de la position fran-caise et européenne risque de ne se taire que dans un délai très long, taot l'opposition à une levée de l'embargo est forte sur le Vieux Continent – alors que les Etats-Unis se sont déclarés partisans de laisser les Bosniaques s'armer. Le lé décembre, M. Roland Dumas déclarait à Genève, à la conférence sur l'ex-Yougoslavie, qu'nne levée de l'embargo sur les armes serait e une mesure contre productive », car elle experiment e productive », car elle experiment e productive ». e une mesure contre-productive s, car elle constituerait, notamment, « un constat d'échec», ajoutant que « ce serait parce que l'on n'a pas pu apaiser le conflit qu'on donnerait d'une des parties les mayens de se défendre par elle-même» (le Monde du 18 décembre).

Reçu par M. Mitterrand au len-demain du meurtre, à Sarajevo, du vice-premier ministre bosniaque par des combattants serbes alors qu'il était sous la protection de « casques bleus» français, le président lzetbe-govie a insisté sur le fait qu'il s'agissait « d'un assassinat et non d'un accident ».

Ce drame, a-t-il dit, illustre le flou du mandat de la Force de pro-tection des Nations unies (FOR-PRONU) en Bosnie-Herzégovioe et la nécessité de le «préciser». Par-lant des «casques bleus» stationnés dans son pays, il estime qu'«on

défendre les convois qu'ils sont chargés de protéger. Et quand je parle de défense, je parle de lo défense par les armes. Un convoi sur dix arrive à destination, les neuf autres sont pilles ou doivent soire demi-tour ». Cette redéfinition du rôle de l'ONU, M. Izelbegovic en fait même une condition à la poursuite des négociations de Genève, où il

des négociations de Genève, où il s'est rendu dimanche.

Réitérant le rejet bosniaque de la carte de redécoupage de la Bosnie-Herzégovine en dix provinces proposée par les médiateurs de l'ONU et de la CEE, le président Izetbegovic a expliqué qu'il était hors de question de légitimer les conquêtes

laisser certaines régions aux mains de cenx qui y ont commis tant de erimes. Si une telle carte était acceptée, eun million de Bosniaques ne pourmient pas rentrer chez eux», a-t-il averti. Préchant pour la reconnaissance

dans les faits d'une Bosnie-Herzégnvine e pluriculturelle et pluriethnique, souveraine et indépen-dante, M. Izetbegovic a toutefois montré qu'il ne se faisait guère d'illusions sur l'avenir de soo pays : «La Bosme-Herzegovine à été condamnée à mort par certains, et je ne peux pas dire si elle est encore YVES HELLER

En France : la plupart des responsables politiques envisagent favorablement une intervention militaire

Après l'assassinat du vicepremier ministre bosniaque, Hakija Turajlie, les hommes politiques français sont da plus en plus favorables à une intervention militaire en Bosnie. Le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, a émis la souhait, dimanche 10 janviar, qua la communauté Internationala « prenne clairement ses respon-

Dans un entretien accordé au Journal du dimonche du 10 jan-vier, M. Berégnvoy estime que « cette barbarie est insolérable ». «Jamois il n'a été aussi important. indique le premier ministre, que la conmunauté internotionale prenne clairement ses responsabilités. (...) SI l'on ne redonne pas toutes ses chances à la diplomatie, à Genève ou ailleurs, l'engrenage de la guerre risque d'être fatol. Le fen couve dans les Balkans, Toutes les parties en présence doivent en être conscientes.»

Dans un communiqué diffusé dimanche, M. Jacques Chirae a qualifié d'e affront pour les Nations unies (...), pour l'ensemble de la communauté internationale (...) et pour lo France » l'assassinat du vice-premier ministre bosniaque. Pour l'ancien premier ministre, cette « nouvelle provocatian serbe » montre « les limites de l'action dite humanitaire» et « la vacuité de l'at-titude suivie par les démocraties occidentales et par la France» dans ce conflit. Celles-ci doivent, selon M. Chirac « prendre enfin leurs responsabilités». Face aux « atrocités commises en toute impunité en Bosnie», le maire de Paris demande que e la France prenne tout de suite l'initiative de saisir les Nations unles, pour que soit mis en place un tribunol international chargé de condamner les responsables de ces crimes contre l'huma-

M. Bernard Kouchner, mioistre de la santé et de l'action humanitaire, s'est lui aussi prononcé, samedi, sur Europe I, pour « une

offensive oérienne Internationale» dans l'ex-Yougoslavie. e On attend les Nations unies car nous ne pouvons ogir qu'à trovers elles », a ajonté M. Kouchoer, qui s'est déclaré « personnellement partisan » d'uos levée de l'embargo sur les d'uoe levée de l'embargo sur les armes à destination de la Bosnie.

A l'issne de sa recenntre, samedi, avec le président bosoiaque M. Alija Izezbegovie, M. Laurent Fabius a réaffirmé, pour sa part, qu'eil faut que la Bosnie ait la capacité de se défendre » et que la capacité de se aejenare » et que la recherche de la paix doit se faire e sur des bases différentes de celles avancées jusqu'lci ». A propos de l'embargo sur les ventes d'armes, M. Fabius estime que, « juridiquement et pratiquement, le problème se pose différemment ».

se pose differemment».

Reçu, lui aussi, par le président bosniaque, M. François Léotard, président d'honneur dn Parti républicain, s'est exprimé en faveur d'une levée de l'embargo sur les armes, eafin que le peuple bosniaque puisse se défendre». e L'embargo, tel qu'il est conçu aujourd'hui, et noiamment par lo France, est injuste», a-t-il déclaré, car e il touche plus particulièrement les agressès». Pnur M. Léotard, « le drame de lo communauté internationale, comme dans la sin des années 30, c'est qu'elle n'ose plus années 30, c'est qu'elle n'ose plus désigner un agresseur», alors que e lo raison, les informations, la luci-dité obligent d désigner M. Milose-vic et la majorité du peuple serbe».

M. Balladur : la France ne peut agir senle

Une intervention «vigoureuse» en Bosnie est également prônée par M. Edouard Balladur (RPR), ancieo mioistre de l'écocomic et des finances, qui a déclaré, dimaoche, au cours de l'émission «L'heure de vérité», sur France 2, qu'elle est « la seule de nature à faire réfléchir et reculer le gouverne-ment serbe». e il faut commencer par donner un coup d'arrêt, qui ne peut venir que d'interventions aériennes neutralisant le ciel de la Bosnie et interdisant à l'aviation serbe de s'en servir», a observé M. Balladur. Le député de Paris a, toutcfois, e exclu qu'un pays

comme la France puisse agir seul dans une affaire de ce genre». Evoquant l'action bumanitaire e nécessaires, il a mis en garde contre le risque de la voir se transformer en « une sorte d'alibl à la passivité politique. Nos soldats sont faits pour faire la guerre (...), ils ne sont pas faits pour jouer les sœurs de charité».

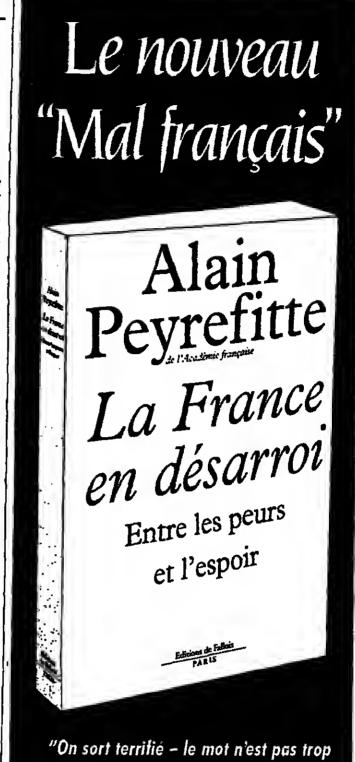
M. Le Pen : « Un rôle de bonne d'enfants»

Seul M. Jean-Marie Le Pen, pré-sident du Front national, s'est sident du Front national, s'est déclacé « personnellement blessé par l'attitude de l'officier français » chargé de protéger le vice-premier ministre bosniaque. « Quand on est responsable de la vie de quelqu'un, a-t-il indiqué samedi à Rouen, on a la charge de le défendre, y compris en risquant sa propre vie. A force de donner un rôle de bonne d'enfant à nos narochuistes et lévignantes, on nos parachulistes et légionnaires, on leur fait perdre de vue que le rôle des forces armées est de faire la guerre, et non de l'humanitaire.»

Partisan, depuis plusieurs mois d'une interventinn en Bosnie, M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a renouvelé, lundi, sur Europe i, ses critiques contre la position de la communauté inter-nationale et il a exprimé le vœu que le président de la République e prenne l'Initiative de convoque une session extraordinaire du Parle-ment » pour débattre de la position française.

Sur la même antenne, M. Jean-Pierre Chevènement, député (PS) du Territoire de Belfort, a affirmé qu'envisager une intervention militaire en Bosnie a n'est pas raisonnable» et que « la priorité doit être donnée d'une solution politique».

Sur RTL, M= Simone Yeil a exprimé des réserves quant à la capacité des Français à libérer les camps en Bosnie. «Si l'ONU ne le fait pas, est-ce que les Français sont capables d'assurer cette mission en garantissant la sécurité?», s'est demandé l'ancienne présidente du



fort - de la lecture de certains chapitres, sur l'immigration, sur le chômage...

J'admire la salubrité de l'entreprise au'avec tant de clarté, de riaveur et de mesure, une telle richesse d'information aussi, l'auteur poursuit de livre en livre".

> Claude Lévi-Strauss, de l'Académie française

"Un beau livre. Peyrefitte médite ses arguments, avance ses idées avec nuance et modestie. Courageux et lucide sur l'immigration, original sur la décentralisation et en matière pénale, Peyrefitte s'avance prudemment. Ne sous-estimons pas, cependant, son audace".

Jean-Claude Casanova l'Express

"Ce méticuleux bilan est accablant. Fidèle à une méthode qui le distingue fort heureusement de nombreux essayistes à la mode, Peyrefitte ne se borne pas à dénoncer ou à théoriser. Il illustre chacune de ses affirmations d'exemples concrets et précis. Ses propositions découlent naturellement d'un exposé lucide".

> Thierry Pfister Le Figaro

Editions de Faliois PARIS

M. Rabin continue de refuser fermement le retour de l'ensemble des Palestiniens expulsés

Au risque de voir le Conseil de sécurité de l'ONU imposer des sanctions à Israël, le premier mlnietre isreélien, M. Itzhak Rabin, a maintenu, dimanche 10 janvier, devant un nouvel émissaire de l'ONU, son refus de rapatrier la totalité des Pelestiniens expulsés dans le sud du Liban. Selnn le redio israéllenne, l'envoyé spécial de M. Boutros-Ghali e décidé de prolonger d'un ou deux jours son séjour en Israël, pour tenter de trouver des formules de compro-

JÉRUSALEM

de notre correspondant Rien à faire : l'ensemble des Palestiniens - présumés islamistes qui ont été expulsés vers le Liban par Israel, voilà plus de trois nes, ne rentreront pas dans les territoires occupés. Mise en œuvre pour éviter à l'État juif une nouvelle

retarder les éventuelles sanctions que le Conseil de sécurité pourrait imposer, la mission du second envoyé spécial de M. Boutros Boutros-Ghali auprès du premier ministre israélien semble bien avoir échoué. La pre-mière, effectuée fin décembre par M. James Jonah, n'avait rien donné non plus, et le diplomate s'apprétait à délivrer un rapport sévère à l'en-contre d'Israël.

declare M. Itzhak Rabin à l'issue d'un entretien de deux heures avec le nouvean diplomate des Nations unies, M. Chinmaya Gharekhan. «J'ai expliqué à l'envoyé spécial, a ajouté le premier ministre, pourquoi naus maintenons natre décision. d'éloigner temporairement ces gens.»

En clair, la volonté israélienne «d'éviter, comme a dit le chef de la diplomatie M. Shimon Pérès, un clash avec les Nations unies » n'ira pas jusqu'à respecter la résolution 799 du Conseil de sécurité, lequelle demende le retour incanditinanel des expulsés.

M. Rabin a indiqué à son interlocateur que d'éventuelles sanctions imposées à l'Etat juif risqueraient, par contrecoup, de porter atteinte au processus de paix entre Israël et les pays arabes. Voyant l'Etat juif puni par la communauté internationale, par la communauté internationale, « les Arabes augmenteront leurs exigences à notre égard», compromettent ainsi, dans l'esprit du premier ministre, le chemin déjà parcouru dans les négociations. Quoi qu'il en soit, M. Rabin reste confiant et il a fait savoir qu'il partageait l'optimisme de son ambassadeur aux Etats-Unis, selon lequel l'Amérique imposera son veto sur toute décision par trop sévère contre l'Etat juif. M. Gharekhan e été dûment « briefe » par un officier israélien sur «briefe» par un officier israélien sur la nature violente du Mouvement de la résistance islamique Hamas.

Présentée comme une concession d'ordre exceptionnel, humanitaire et surtout diplomatique, l'autorisation donnée à la veille du week-end au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) de se rendre, à partir

d'un hélicoptère des Nations unies, dans le camp de toile dressé par les 415 expulsés (le Monde daté 10 et 11 janvier), a été saluée par le diplomate, mais celui-ci a réafirmé que sa mission n'avait pas de caractère bumanitaire. « Blen que le secrétaire général et les Nations unies soient profondément préoccupés par les conditions des expulsés, a expliqué M. Gharekhan, ma mission ici est définie par la résolution 799. »

Retard pour la réparation des «erreurs»

Votée le 18 décembre, celle-ci, a encore précisé le diplomate, «ne concerne pas le Liban». Le gouvernement de M. Rafic Hariri continue d'exiger le rapatriement global des expulsés par le vnie terrestre empruntée le 17 décembre par les forces israéliennes pour lâcher ses prisonniers dans un no-man's-land dans le sud du Pays du cèdre, entre lignes de l'armée bbanaise régu-e et celles de la milice alliée d'Is-

expulsés, les autorités libanaises ont également interdit que les neuf personnes frappées de bannisse « erroné » puissent être rapatriées dans leurs toyers par hélicoptère, via

Le CICR ne désespère pas cepen dant d'obtenir le feu vert de Beyrouth dans la semaine. Une excep-tion avait été faite samedi, et les deux délégués du CICR avaient pu ramener evec eux deux des 415 Palestiniens. Le premier, malade des reins, est soigné dans un höpital militaire de la «zone de sécurité» contrôlée par l'Etat juif dans le Liban sud; le second, un cordonnier de seize ans, qui n'a jamais fait de politique, a pu être ramené chez ses pareors, à Hébron, en Cisjordanie occupée.

Selon Israël, ce cas particulier est le seul et unique où il y annaît en erreur sur la personne. Parmi les neuf autres « bavures » reconnues par l'Etat juif dans cette affaire, deux concernent des personnes qui atten-daient le verdict d'un procès qui

O Le président du CRIF estime que la responsabilité de Beyrouth est peut-être «plus grande». - En visite à Jérusalem, le président du Conseil représentatif des institutinns juives de France (CRIF), M. Jean Kahn, a jugé que «le Liban u une responsabilité aussi importante, voire plus grande que celle d'Israel » dans l'affaire des Palestiniens expulsés. « On ne comprend pas que le Liban refuse de

laisser passer les Palestiniens par son territoire», a déclaré M. Kahn, regrettant que l'opinion internationale « se montre parfois trop exigeante avec Israël». Devant l'ampleur de la protestation internationale, plusieurs personna-

lités françaises qui devaient accom-

pagner la délégation du CRIF ont

eutorités concernées ont précisé que si les neuf intéressés parvenaient à revenir dans les tetritoires occupés, ils seraient probablement placés en détentinn. De taute façan, M. Rabin, qui e fait miner le che-min par où les expulsés ont été acheminés au Liban sud, refuse de les autoriser à revenir par la même

Bizarrement, ces neuf personnes, accusées de délits divers allant de la simple appartenance au Hamas à l'incitation à la violence et an jet de cocktails Molotov sur des véhicules israéliens, sont les seules légalement autorisées à revenir en territoire contrôlé par Israel. Les 405 autres, qui ne font l'objet d'aucune inculpa-tion, et contre lesquelles aucune procédure judiciaire n'a même été enga-gée, resteront coincées là où elles sont au moins jusqu'à la décision finale de la Cour suprême israé-lienne prévue pour le 17 janvier.

PATRICE CLAUDE

décleré forfeit, parmi lesquelles MM. Michel Nnir, Robert Vignn-roux, Georges Freche, Alain Carignnn et François Léotard. - (Cor-

o Ryad dément toute aide financlère an mouvement Hamas. -L'Arabie sanudite a catégoriquement démenti, dimanche 10 janvier, les affirmations du quotidien israélien Haaretz, selnn lesquelles Ryad aide financièrement le mouvement de la résistance islamique Hamas, qui s'oppose en processus de paix - ainsi qu'à l'OLP dans les territoires occupés - et dont des militants ont été expulsés vers le Liban. Selon une source outorisée, ces a allegations sont dénuèes de tout fondement p. - (AFP.)

Le Liban ne veut traiter le problème que sous l'angle politique

BEYROUTH

de notre correspondant

Le Liban maintient son refus de traiter l'affaire des Palestiniens expulsés sous l'engle humanitaire, Le premier ministre, M. Rafie Hariri, a répété que c'est un probieme politique qui doit être réglé

Après le rapatriement, en Cisjordanie, d'un des dix expulsés « par erreur » à bord d'un hélicoptère de la FINUL et l'évacuation d'un malade vers l'hôpital de Marjayoun dans le «zone de sécurité» créée par Israel au Liban, le chef du gou-

refusé que la FINUL continue d'être utilisée à cette fin « pour éviter qu'elle ne dévie de son rôle». C'est pour cette même raison qu'il avait rejeté la propositinn française, firmulée par M. Roland Dumas, de confier les expulsés à la garde des « casques bleus » de l'ONU.

« Je peux comprendre, e dit M. Hariri, qu'il est difficile pour un médecin de ne pas ramener de malade (...) et si le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) coptères de la FINUL pour évacuer

vernement a catégoriquement les neuf autres bannis par erreur et acheminer de l'aide, alars nous sammes contre, car la FINUL outrepasserait sa mission (...). L'action du CICR devra se faire par la route, à partir d'Israel, en empruntant le même chemin que celui pris par les déportes pour entrer au Liban.»

Le chef de la diplumatie, M. Farès Bouelz, qui s'est rendn au Caire pour assister, lundi, à une réunion de la Ligue arabe, consacrée à cette affaire, attend de celle-ci « qu'elle saisisse le Conseil de sécurité d'une demande pour la mise sur pied d'un mécanisme d'aple retour des expulsés) dans un délai déterminé». Le ministre a cri-tiqué, à cet égard, le comportement des États-Unis.

«On dirait, a-t-il souligné, qu'ils essaient de contenter tout le monde (...) Si l'on compare la façon dont on a traité les problèmes irakien, libyen et somalien, et celle dont on traite le problème israélien, la diffèrence est effarante. On dirait que la force n'est employée que contre les Arabes alors que n'importe quel crime commis par un Etat à caractère accidental n'a que que chance che accidental n'a que que chance tère occidental n'a aucune chance d'être sanctionne. »

LUCIEN GEORGE

Les Irakiens ont fait des incursions au Koweit

Selon les Etats-Unis, les avertis-sements qui ont été adressés au régime irakien dans les deux premiers cas ont eu un effet dissuasif. En revanche, lundi en fin de matinée, les vols des avions de l'ONU étaient toujours interdits.

Même si l'incursion de dimanche n'est pas la première du genre, elle est certainement la plus audacieuse et démnntre, une fais de plus, l'impuissance - l'inanité, serait-on tenté de dire - des quelque 300 observateurs non armés de l'ONU qui surveillent la zone démilitarisée établie depuis mai 1991 de part et d'entre des 260 kilomètres de frontière entre l'Irak et le Kowelt, ct dant la mission est, entre autres, d'empêcher les infiltrations ira-

> Pied de nez à l'ONU

Faisant un pied de nez à ces nbservateurs, les trakiens ne sont pas entrés en catimini; ils ont fran-chi la frontière à bord de plusieurs véhicules, dont des camions, et se sont immédiatement dirigés vers

Le lieu choisi pour cette incursinn – les parages de la ville d'Oum-Qasr – est hautement sym-bolique. La commissinn chargée par l'ONU de délimiter la frontière entre les deux pays après la guerre du Gulfe a en effet octroyé au

Le commendement de la MONUIK basé à Oum-Qasr a protesté auprès des autorités militaires irakiennes. Il a chargé son représentant à Bagdad de demander une

du stock d'armes, dont quatre mis-siles sol-sol chinois Silkworm. Les observateurs de la MONUIK ont bien tenté de s'interposer, mais ils en ont été empêchés par une partie des « infiltrés », qui les ont encerclé et ont bloqué l'eccès eux dépôts. Un véhicule irakien e percuté un autre de l'ONU lors de l'apération; sans faire de victime.

Kowelt une partie de cette ville. tont en déplacant la frontière ter-restre de quelque 600 mètres en faveur de l'émirat, sur une bande de 20 kilnmètres de longueur. L'Irak, toutes institutions et tendances politiques confondues, n'a jamais accepté le nouveau tracé.

□ NICARAGUA: M= Chamorro nomme deux sandinistes an gouverne-ment. – La présidente du Nicaragua, eta Chamorro, a remanié, samedi 9 janvier, son gouvernement en confiant deux ministères à des membres de l'opposition sandiniste.
M. Fernando Guzman a reçu le portefeuille du rourisme, et M. Alvaro
Oyanguren a été nommé vice-ministre, chargé des réformes agraires. Ces changements « confirment que ce sont les sandinistes qui gouvernent », a estimé M. Alfredo Cesar, qui vient de perdre son titre de président du Congrès. L'Uninn nationale d'opposition (UNO), qui avait sontenu M. Chemorro pour son élection en 1990, a en effet été exclue du bureau de l'Assemblée nationale, dont la session s'est ouverte samedi. - (Reuter.)

DEROU : des affrontements out fait une vingtaine de morts. - Plu-sieurs centaines de guérilleros du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) ont pris d'assaut la cité amazonienne de Moyobamba (400 kilomètres an nord de Lima), tuant au moins six personnes, selon le bilan établi, samedi 9 janvier, de source officielle. C'est la plus importante action da MRTA depuis l'arrestation de son chef, Victor Polay, en mai. Par ailleurs, l'armée a affirmé s'être emparée d'une base du mouvement du Sentier lumineux près d'Aguaytia (630 kilomètres au nord de Lima). Les combats, qui ont duré quatre heures, auraient fait au moins quinze morts dans les rangs des rebelles. - (AFP.)

 SALVADOR: destitution du directeur de la police et démobilisation d'unités anti-émentes – Accusé de nombreuses violations des droits de nombreuses violations des droits de l'homme pendant la guerre civile, le colonel Ciro Lopez Roque a été destitué de son poste de directeur de la police et remplacé par le colonel Luis Francisco Salinas, a-t-on appris dimanche 10 janvier à San Salvador. Il s'agit de la première mesure prise contre l'un des responsables des forces armées ou de sécurité du pays, dont une commission, créée dans le cadre des accords de paix, a demandé la destitution. Le gouvernement de M. Cristiani n'a accepté de se piler à ces mesures d'épuration que sous la pression de l'ONU. Par ailleurs, l'armée a annoncé samedi qu'elle avait achevé la démobilisation de quatorze bataillnns de quatorze bataillans anti-émeutes. - (AFP)

réunion d'urgence avec le ministre irakien des affaires étrangères pour protester contre cet incident et exi-

ger que les armes soient restituées. Les ambassadeurs des Etats-Unis, de France, de Russie et de Grande-Bretagne, nous indique notre correspondante aux Nations unics, Afsané Bassir Pour, ont protesté dimanche snir anorès du représentant de l'Irak à l'ONU, qui devait être recu lundi matin par le président en exercice dn Conseil de sécurité.

MIAN ANDOM

Les précédents depuis la fin de la guerre du Golfe

L'ineureion de qualqua 200 soldats irakians dans le nard-est du territoire kowajtian, dimanche 10 janvler, n'est pas la première du genre, même si elle est considérée comme la plus grave depuis la fin de le guerre du Golfe, le 28 février 1991.

- Le 2 avril 1991, un nombre indéterminé de soldats irakiene s'était introduit dens deux bătimente situés à 1 000 mètres à l'intérieur du territoire koweitien, près de la ville irakienne d'Ourn Qasr.

- Le 14 en0t 1991, une patrouille irakienne e pénétré dens le zone démilitarisée entre l'Irak et la Knweit, ouvrant le feu sur une unité de la police de l'ámirat, sans faire de victime.

- Le 27 août 1991, le Koweit e amoncé qu'un irakien avait été tué et quatorze autres errêtée lurs d'une fusillade entre un groupe d'Irakiens qui evaient tenté de e'infiltrer en territoire koweitien et une perouille de police kowel-

tienne. - Le 28 eoût 1991, I Kowett a annoncé que 45 sol-dats irekiens evalent été errêtés sur l'île kowettienne de

Selon les Natinns uniee 42 incursians - qualifiées de « violations mineures » — nnt été recensées entre le 12 juin et le 3 septembre, de part et d'autre de la frontière, dont six formellement imputées eux forces irakiennes. Le Kowett a falt état pour sa part de cinq incidents frontellers à l'ncca-sion de tentatives d'infiltration irakiennes entre le 10 septembre 1991 et le 7 janvier 1993.



Europe nuit

2 heures d'infos avant de vous endormir.

EURÖPE 1

MM. Pierre Berégovoy et Laurent Fabius ont précise, dimanche 10 janvier, devant environ mille cinq cents aecrétaires de section du PS réunis à Paris, la répartition des rôles entre le gouvernement et le perti dans la campagne dea élections législatives. L'Alliance des Français pour le progrès réunira le PS, le MRG et le Mouvement des réformateurs, chacun d'eux restant responsable de sa propre campagne. M. Michel Rocard, qui e invité les socialistea à se montrer ouverts, et M. Pierre Mauroy, estimant qu'ila préparent l'élection présidentielle en faiaant campagne pour les législatives, ont montré un égal souci de menager l'avenir.

STATES

- - - - E

1.2

. . .

of the secretary that the

the second second

le sanctions

Br. Paragram

Port of the

M. Than I .

An Park, 1

Sec. of the Sec. of

1 2 2 ---

ftr x

Marie Control

Y ...

M. February

447 B 4 4

4 × .

b. . .

F

1486 118

He de Herrige

Les quelque mille einq cents secrétaires de section du PS ras-semblés dimanche dans la salle de la Mutualité ne formaient pas le publie habituel des réunions socia-listes nationales. Ni tout à fait obscurs ni vraiment sans grade, ils n'eppartiennent pas, cependant, à la classe des officiers cooptés par les courants au comité directeur et ne sont pas toujours délégués, non plus, aux congrès ordineires ou extraordinaires, non plus qu'eux conventions, « J'assiste à la réhabilitation du militant de base», a dit l'un d'eux, avec un émerveillement teinté d'ironie. Le militant était, en effet, à l'honneur, avant d'être mis à contribution dans les prochaines semaines. M. Fabius n'a pas lésiné sur les compliments : « Quand on folt confiance oux militants, a-t-il lance, on o toujours raison!

Cette rénnion, prévue depnis la fin novembre, ne pouvait pas mieux tomber, pour deux raisons,

POINT DE VUE

qui sont, d'ailleurs, liées. Les diri-geants socialistes aveient bien besoin, d'ebord, de démontrer qu'ils représentent la seule force effective, mubilisable, aujourd'hui, aux côtés du président de la Répu-blique et du gouvernement. Tout se passe ensuite comme si, face à l'adversité et dans la confusion régnant autour de la questinn : qu'est-ce que la gauebe aujour-d'hui?, le plus sur avait paru de s'en remettre aux militants et à s'en remettre aux militants et à leurs convictions simples. Rien n'est aussi rassurant, en définitive, à huit semaines d'un scrutin, a hait semaines d'un scrutin, qu'une assistance chaleureuse, aux epplaudissements faciles, venue de toute le France, parfois dans des cars eyant roulé une partie de la nait, pour entendre énoncer à la tribune quelques motifs de croire que la vérité est toujours de son

cadres locaux, surtont si, comme l'e dit M. Febius, cela ne s'était jamais fait, vant bien de supporter les inévitables manifestations de basisme qui font le charme du

«Il n'y aura pas

L'un propose de voter nne « motion de défiance » envers la direction dn parti, suggestion accueillie par des hnées. Un autre réclame « une définition claire de la loreité », revendication soutenue pre une partie de la selle que le continue de la selle que la selle que le continue de la selle que par une partie de la salle, que la réponse non compromettante de la tribune ne satisfait pas vraiment. Un troisième, plus embarrassant,

réservé eux grands orateurs de la journée, dispense de répondre à la

question.

Le Parti socialiste est-il, eujour-d'bni, dans la situation qu'evait connue son prédécesseur, la SFIO, lorsqu'elle s'était intégrée, pour les élections législatives de 1967, à la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, préliguration de sa disparition dans un nouveau perti, qui naîtrait quatre ans plus tard? La réponse est non. M. Christian Pierret, directeur de le campagne législative dn PS, devait le savoir, car il a commencé la matinée en affirmant que les socialistes représentent « lo gauche », qu'ils sont « fiers de leur identité politique » et que la force qu'ils constituent, sans être « exclusive » ni « arrogonle », est « au cœur » du combat qu'enest « au cœur » du combat qu'en-gage la majorité sortante. M. Henri Emmanuelli e renchéri en qualifient de « contresens historique » l'idée de «faire du PS une sousmarque», étant entendu que les socialistes ne doivent « refuser aucune bonne volonté (...) fréquen-

C'était un signe, mais il deman-dait confirmation. Elle a été appor-tée, à la fin de la réunion, par M. Bérégovoy, puis par M. Fabius, à peu près dans les mêmes termes. a peu pres cans les memes termes, « Le Parti socialiste est lo force principale de la majorité sortante, a dit le premier. Personne ne le conteste. » M. Bérégovoy e expliqué que l'Alliance des Français pour le progrès (ADFP) e une fonction prement symbolique, destinés à purement symbolique, destinée à montrer que l'« ouverture » de 1988 n'est pas abandonnée. Les dirigeants socielistes n'ont pas voulu qu'elle devienne autre chose (le. Monde des 8 et 9 janvier).
M. Bérégovoy – qui a précisé : «Je ne revendique rien. Je ne suis pas candidat ni virtuel ni potentiel, ò de nouvelles fonctions», - a exposé la règle du jeu de l'ADFP, « Le Parti socialiste, a-t-il dit, le Mouvement des radicaux de gauche, le Mouve-ment des réformateurs de M. Jean-Pierre Soisson coordonneront leur action au sein de l'Alliance sous leur propre autorité. De mon côté, je coordonneral l'action des minis-tres, qui doivent s'engager pleme-ment dans la campagne électorale auprès de nos candidats.

M. Rocard: «L'histoire ne s'achève pas en 1993»

« Il était légitime que lo question du rôle du Parti socialiste dans la campagne fût posée. Elle ne le sera plus, a souligue M. Fabius. Nous y avons répondu de façon convergente. » Pour le premier secrétaire, le gouvernement et le PS partageant le « bilan », le « projet » et les « valeurs », ne peuvent être que « solidaires ». « Il n'y aura pas de couac, ll n'y oura pas d'imprévu, a-t-il assnré. Nous agirons ensem-ble. ce qui ne veut pas dire repliés sur nous-mêmes. Nous avons des cillés. Nous desons respons les olliés. Nous devons respecter les accords que nous avons passés ovec eux. Quant à l'Alliance des Fran-çals pour le progrès, les termes en ont été définis, les modalités de

de la mein tendue est revenn à M. Rocard, qui n'e pas bésité, lui, à mettre en garde ses anditeurs faire campagne en affirmant que l'un détient « la vérité» et que « les autres sont des menteurs.

fonctionnement aussi, » Le discours

L'encien premier ministre, sou-cieux de ménager les chances d'un rassemblement futur autour de sa candidature à le présidence de le République, souhaite que, plutôt que de « parler à l'adversaire ou de l'adversaire », les socialistes cherchent à se faire entendre de « tous enent à se faire entendre de « tous ceux qui ne [leur] sont pas forcèment ni définitivement hostiles », ce qui suppose d'« aller à leur rencontre, non pas, évidemment, lo corde ou cou, mois l'oreille grande ouverte, non pas bardès de certitudes, muis jaisant profession de modestie ». M. Rocard s'est essayé, comme

réchauffer le cœur des militants. Il leur a donné des raisons de se battre ou, en tout cas, d'espérer, « Nous pouvons perdre les législo-tives? Peut-être! Ce ne serait ni la première fois, a-t-il observé, ni lo dernière. Ce serait une alternance Lorsque nous accèdons nu pouvoir nous sovons bien que ce n'est pas pour toujours. Si nous le perdons, rachons que ce n'est pas ò jamais. (...) Une défaite électorale des socialistes n'est pas l'échec du socialisme. » L'aneien premier ministre n'a done pas attendu le soir du second tour ponr tenir le discours consolateur qui evait fait son succès eprès les élections de mars 1978. Les données de son problème n'ayant pas changé depnis quinze ans - M. Mitterrand, déjà. - M. Rocard a invité les socialistes à considérer que, ayant déjà perdu dans les sondages, ils ont "tout à gagner" dans la campagne, à condition de se mon-trer "dignes d'une histoire qui [les] dépasse tous, qui n'a pas plus com-mencé en 1971 ou 1981 qu'elle ne s'achèvera en 1993 ». Complémentairement, M. Pierre

Meuroy a expliqué qu'en se battant pour les législatives » les socialistes se battent « aussi pour la présidentielle», mais il a assuré, lui, qu'e il ne s'écoulera pas beoucoup d'an-nées ovant qu'il existe une mythologie des septennats de M. Mitter-rand». M. Claude Bartolone, responsable des relations exté-rieures du PS, a fait observer aux militants que, s'ils n'engagent pas le débat, ce n'est pas la droite non plus que les écologistes qui y enfre-ront d'eux-mêmes, l'une et les eutres ayant intérêt à l'aéviter», car, « dès qu'ils parlent, ils se divi-sent ». M. Fabius a encouragé les socialistes à « débusquer les projets de la droite», mais eussi à défendre les leurs, par exemple le « par-tage négocié et harmonieux » du travail, qu'il faut substituer à son actuel partage « sauvage » entre actifs et chômeurs. Est-ce là ce que M. Rocard eveit eppelé l'« utopie fertilisée par la raison»?

PATRICK JARREAU

Vérifier que les militants sont toujours là, même moins nom-breux, et que le parti est capable d'organiser le rassemblement de ses

de conac»

demande si, par partage du travail, on entend la réduction de sa durée légale on bien l'extension du tra-vail à temps partiel. L'arrivée du premier ministre, qui se rend

La mort prétendue des idéologies

par Georges Same

Après MM. Max Gallo, Yves Cochet, Bernerd Stesi, M- Janine Mossuz-Lavau. MM. Laurent Cohen-Tanugi et Charles Fiterman (le Monde des 16, 24, 27-28, 29 décembre, et 10-11 janvier), M. Georges Sarre, secrétaire d'État eux transports routiers et fluviaux, président du club Rassembler à geuche, répond à notre enquête sur « la crise morale de la politique » publiés

S IL y a crise morale de la politique, c'es marchandise. Trop nombreux sont les leaders politiques qui ne veulent pas admettre que la politique est un engegement Impliquent le référence à des idéologies, à des traditions et à un combat. Ce faisant. Ils suscitent une crise de nature de la politique.

Sous le prétexte du désengagement dee intellectuels et de la mort du communisme, un poncif feit son chemin : les idéulugies euraient disparu, le frontière gauche-droite serait obsolète et le combet politique ne eerait plus qu'un gentieman'e agreement». Il y e là une confueion évidente entre une pratique du débat politique, qui s'est effectivement dépassionnée, et la réalité des fractures qui divisent encore les groupamenta politiques sur la plupart des grands euiets.

Cette confusion est coupable à plus d'un titre : d'abord parca qu'elle nourrit le dégoût de nombreux citoyens qui ont l'impression qu'aux programmes se sont définitivement substituées les manœuvres politiclennee. Ensuite, perce qu'elle n'est pas innocente. Par une identification da l'idéologie à l'axtrémisme et finalement eu crime (crime communiste, crime fesciste), certains laissent croire qu'il existerait une manière de faire de la politique sans engager une tout présupposé.

vielon clobele du devenir de le société.

Ce n'est pas un hasard ai lea hommes de droite sont lea premiers à célébrer la mort prétendue des idéologies. Charles Millon, à l'occasion de l'enquête du Monde, ne déclarait-il pes : «L'idéologie avait étouffé la morale», evant de définir l'idéologie comme un e débat sur les moyens » de l'ection, ce qui s'epperente à une prouesse logique.

Conformément à une vieille tradition, les conservateurs et les libéraux ont besoin de faire admettre que tout est natural, pourvu qu'on ne fasse nen : l'harmonie sociale, la régulation du marché et mêms le chômage. C'est einai qu'ils opposent le culte de l'ordre établi eux voluntés intempestives des «idéologues».

Il faut revenir à plus de sérieux et à plus d'honnêteté : la politique c'est, par essence, l'occasion d'un affrontement des raprésentations du monde tel qu'il est et tel qu'il devrait être. Comme le reppelait Janine Mossuz-Lavau, les citovens « s'intéreesent aux grands enjeux du moment : chômage, exclusion, échec scolaire, immigration, faim dans le monde», mais « dans leur discours, il n'y e pas trace de

Les citoyena entendent qu'on e'occupe de ce qui Importe, et qu'on leur épargne les querelles d'ambitieux et les faux enjeux. Mais ils veulent avoir le choix des solutions et ettendent des hommes politiques qu'ils jouent leur rôle, en fixant des objectifs de long terme. Il est important, quand on est électeur, de savoir pour quels projets on se prononce et ce qu'on soutient réellement par son

Répondre à la crise de la politique, ce n'est paa se donner pour horizon indépassable un moralisme lénifiant, comme si l'inaction et la bonne conscisnce étaient nécessairement des voies neutres da

M. Balladur ne voit « aucune raison de dévaluer le franc»

Invité de «L'heure de vérité» sur dévaluer le franc. J'irai même plus France 2, dimanche 10 janvier, M. Edouard Balladur, député (RPR) de Paris, s'est, à nouveau, présenté comme un partisan de la cohabitation dont il n'est, a-t-il toutefois précisé, « ni le fanatique, ni le théoricien, ni le maniaque».

Après avoir souhaité, dans l'hypo-thèse d'une large victoire de l'oppo-sition eux législatives, que M. Fran-çois Mitterrand en tire les conclusions, M. Balladur e ajouté: a On ne peut pas se présenter à des élections, proposer quelque chose aux citoyens, et lorsque les citoyens vous approuvent, dire qu'on préfere rester sur le banc».

« Compte tenu de la situation dans loquelle se trouve notre pays et compte tenu du fait qu'il y aura une èlection présidentielle dans deux ans, la crainte véritable. 8-t-il dit, c'est que nous ne soyons dans l'obligation ou bien de ne rien saire (...) parce qu'il va y avoir une campagne prési-dentielle ou bien de foire ce que nous devons faire et de courir le risque d'être critiqués. Il nous appartiendra de tenter d'allier le courage à l'habi-

loin: je considère que sur le plan de notre intérêt national, ce serait pro-fondément regrettable. (...) Nous avons réussi à installer en Europe un système monétaire à peu près stable, et qui permet à ce grand marché de fonctionner. Nous n'allons pas y porter atteinie sans motif. Non seulement je ne le souhaite pas, mais je ferai tout en ce qui me concerne pour que l'on ne dévalue pas le franc.» Selun l'ancien ministre de l'économie et des finances, une telle décision ne provoquerait pas une baisse des taux d'intérêt. « Je crois même, a-t-il souligné, que les taux d'intérêt à long terme – qui sont ceux qui comptent pour l'investissement – risqueraient de monter.»

Se prononçant pour une loi-cadre sur l'emploi prévoyant une réduc-tion du coût du travail avec un allègement des charges sociales et des mesures pour développer l'apprentissage et le temps partiel, M. Balladur a assuré que « des centaines de milliers de contrats emploi-solidarité et de petits boulots vont orriver à échéance en avril prochain, de même Interrogé sur la politique monétaire. M. Balladur e affirmé : « Je ne vois, pour ma part, aucune raison de d'aide budgétaire à l'UNEDIC ».

Rhône: le maire de Lyon en point de mire

L'UDF et le RPR se livrent à une lutte confuse pour les investitures, misant sur un affaiblissement de M. Michel Noir

LYON

de notre bureau régional

Sont-ils saisis par l'ivresse de la victoire certaine, nu n'est-ce que l'expression d'a ambitions bien humaines », comme le constate, avec un peu de distance, le président de l'UDF du Rhône, M. Michel Mer-eier? En tout cas, la carte du ciel électoral de la droite lyonnaise est brouillée par un tel chassé-croisé de candidatures que ses responsables ne paraissent pas en mesure de mainte-nir un cap (1). Un postulant RPR pmfile-t-id de la cérémonie des vœux pour présenter son suppléant UDF qu'un outre membre de cette formation annonce, quelques heures plus tard, sa candidature dans la même carconscription, promettant un sup-pléant gaulliste. Les sondages circu-lent en sous-mein, où les teux de notoriété se disputent aux intentions de vote, mais toujours dans l'intérêt de ceux qui les ont financés.

«Nous sommes dėja passės six fois aevant lo commission nationale d'investiture, on est en train de se tailler
une sacrée réputation », reconnaît le
secrétaire départemental du RPR, le
député de la dixiéme circonscription, M. Jean Besson, Lui-même
n'est pas à l'abri d'une surprise sur
ses terres, puisqu'un maire CDS,
M. Michel Thiers, e clairement
laissé entendre qu'il ferait un excellent candidat

Cette confusion est parfois judicieusement entretenue par des confi-dences glissées cà et là. M. Jean-Pierre Calvel, président du Parti radical du Rhône, candidat de l'UDF dans la septieme circonscription, dont le député sortant est M. Jean-Jack Queyranne (PS), a perdu un peu de sérénité depuis que le nom de M. Alexandre Basdereff, a été opportunément lâché comme celui d'un possible prétendant.

> M. Alain Mérieux sera-t-il candidat?

ses multiples composantes, et le RPR, s'exécute avec en toile de fond l'affaire Botton. Chacun suppute les éventuels développements politiques et judiciaires que pourrait entraîner l'instruction du dossier du gendre de M. Michel Noir, qui fut le financier et le directeur de sa campagne en mars 1989. En attendant d'en connaître les aboutissements, le RPR a entrepris une stratégie d'encerclement en tentant de récupérer certains des anciens compagnons qui s'étaient fourvoyés dans l'éphémère aventure de Nouvelle Démocratic, le mouvement lancé par le maire de Lyon à son départ du RPR.

Ainsi, le maire de Chassieu, une commune de la banlieue, M. Jec-ques Paoli, e-t-il été investi par le mouvement gaulliste dans la treimouvement gauntste dans in tre-zième eirconscription, aujourd'hui détenue par M. Jean Poperen (PS), qui ne se représente pas. Et M= Marie-Thérèse Geoffroy,

O M. Juppé est favorable à une adoption rapide de la réforme de code de la nationalité. — Interrogé, dimanehe 10 janvier sur France 3, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a indiqué que « des les premières semaines de la future législature, il faudra faire voter par l'Assemblée la réforme du code de la semblée lo réforme du code de lo nationalité qui o déjà été votée par le sénot ». Il a également évoqué la núse au point d'une « véritable politi-que familiale », evec une « allocation de libre choix pour les mères de

 M. Toebon (RPR) jege que
 M. Mitterrand est «dans une situation da faiblesse désespérée». Invité de Radio-J, dimanche to jan-vier, M. Jucques Toubon, député (RPR) de Paris, a estimé que le débat sur le cohabitation est « nul au sens exact du mot c'est-à-dire qu'il est néant». « Je pense que nous devons gouverner de manière tranquille avec une force tranquille car, comme chocun sait, M. Mitterrand est aujourd'hui dans une situation de faiblesse désespérée. C'est Machiavel dont les griffes ont été rognées et dont les dents sont tombées », a dit M. Toubon.

D M. Bandis redoute que le prochain gouveraement nit « les mains liées par le président». — Dans un contre-tien an Quotidien de Paris du lundi 11 janvier, M. Dominique Baudis se demande comment l'opposition, en cas de victoire aux élections législa-tives, pourra eccomplir les efforts

conseillere régionale, maire du cinquiéme arrondissement de Lyon, ancien secrétaire national du parti de M. Chirac, ne cache pas qu'elle est prête à solliciter les suffrages des electeurs de la première circonscrip-tion, «si le RPR [lui] donne le feu vert ». Elle serait alors opposée à Mrs Bernadeue Isaac-Sibille, député UDC.

Mais ces muuvements resient secondaires face au principal enjeu du scrutin lyunnais : M. Alain Mérieux, président du RPR du Rhine, ira-i-il en découdre contre M. Noir, dans la deuxième circons-criptinn? Son engagement signifie-rait alors que le RPR s'est décide à un affrontement direct avec le maire de Lyon. Après une rencontre avec M. Jacques Chirac, lors de la venue de celui-ci à Saint-Etienne, le prési-dent-directeur général de l'Institut Mérieux devrait enfin faire connaître ses intentions vers le 20 janvier. Aura-t-il le soutien de l'UDF, et contre quelles compensa-tions? Cette circonscription a une telle valeur symbolique, pouvant aller jusqu'à préfigurer les contours des prochaines municipales, que les négociations risquent fort d'être par-ticulièrement difficiles.

M. Noir, constatant a cette agitation brouillonne et partisone », per-suadé qu'elle justifie auprès des Lyonnais le bien-fondé de sa rupture de 1990, vient néanmoins de prendre les devants en annoncant le nom de son suppléant : M. Gabriel Caillet, maire du quatrième arrondisse-ment et membre officiel du parti de M. Chirac, qui l'avait sollicité, il y a M. Chirac, qui l'avant souiche, ii y a quelques mois, pour être candidat contre le maire de Lyon. «Ce n'est pas sous la pression que j'al foit ce cholx, nous a déclaré M. Caillet. J'ai accepté cette suppléance pour arranger les choses, en espérant que mon parti ne présentera pas de candidat. »

Dans ce jeu de cartes, entre bon-netcau et poker menteur, c'est le RPR qui semble avoir la main. Ainsi il a souffié à l'UDF M. Bruno Vincent, le président de la chambre de commerce et d'industrie de Lyon, en l'investissant dans la troisième circonscription, face à M. Jean-Mi-ehel Dubernard, député (ex-RPR). proche de M. Noir. L'UDF en garde quelques rancunes, aussi ses responsables expliquent désormais que des primaires ne porteraient finalement pas ombrage à l'union. Car la fur-mation de M. Valèry Giscard d'Estaing n'apprécie guère la tentative de redéploiement du RPR dans une ville qu'elle considère de culture démocrate-chrétienne.

L'UDF sait aussi qu'elle ne trouvera pas de renfort auprès de M. Raymond Barre. L'ancien premier ministre entreprend, à son lection dans la quatriéme circonscription, assuré, comme le confiait M. Mérieux à une militante gaul-liste, que «le RPR le laisserait tran-

BRUNO CAUSSE

(i) La droite détient neuf des quatorze circonscriptions du Rhône.

nécessaires au redressement du pays «si le gouvernement o les mains liées par le président qui l'o nomme ». Selon le président exécutif du CDS, la cohabitation est « une fotalité, si l'on s'en remet à lo seule décision de M. Mitterrand » et «si l'opposition pratique la politique de l'amruche et ajourne la question ». « En revanche explique-t-il, si l'ensemble de l'oppo-sition venait à décider que les conditions du redressement de la France ne seraient pas réunies sons une alternance franche, le débot serait vraiment ouvert et les t'rançais pour raient le trancher.»

PREPARATION AUX ACCES DIRECTS EN 2º ANNÉE

BIR HEC - ESCP - ESC Admission sur licence MI Sciences-Po

Admission sur licence ESSEC

Admission sur Maîtrise

18, rue du Cloftre Notre-Dame 75004 Paris © 43.25.63.30



12000

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

Les Verts ratifient l'accord intervenu avec Génération Ecologie

Le conseil national inter-régio-nal des Verts e ratifié, dimenche 10 janvier, à une lerge majorité (81,5 %) la liste des candidets eux élections légistatives, arrētėe trois jours auparavant par la commission paritaire d'arbitrage national (le Monde du 8 janvier). Compte tenu des nouveaux rapports de forces internes hérités de la dernière assemblée générale de Cham-béry, la difficile élection de M. Jean-Louis Vidal au secrétariat du mouvement a failli, en revanche, mettre en péril le cohésion des Verts.

Alors qu'en milieu de semaine une tongue nuit de négociations avec les anciens «frères ennemis» de Génération Ecologie avait finalement permis d'aboutir à un accord quasi complet sur l'attribution de quelque 550 circonscriptions aux prochaines élections legislatives, deux reuoions du conseil national inter-réginnal des Verts (CNIR) et pas moins de sept tours de serutin n'ont pas suffi pour que l'un des plus proches conseillers de M. Antoine Wacchier accède au poste de secrétaire national du mouvement. Déjà, peu aprés l'assemblée générale des Verts à Chambery, qui avait consa-cré l'érosion de la majorité interne des nmis de M. Waechter, M. Jean-Louis Vidal, ancien conseiller de Paris, avait manqué d'une voix soo élection à ce poste (le Monde du la décembre 1992),

Samedi 9 jaovier, après trois nouveaux tours de serutin, M. Vidal n'atteignait encore que 59,8 % des voix, sachant que, dans l'univers impitoyable des Verts, la double majorité requise est de 50 % des votants (y compris les refus de vote) et de 60 % des suffrages exprimés. Pour tenter de trouver une issue, les amis de

BON, ON A TOUT: LES ALLIANCES LES COURANTS, LES DISSIDENTS, LE PROGRAHME. PEDIN

accepté au préalable la candidature de M. François Lalande, auteur d'un audit sur le fonctionnement des Verts et considéré comme un « waechterien soft ».

Mais, contraiot désormais de

devoir composer avec les membres les plus radicaux de soo propre mouvement (opposés notamment à l'accord passe avec Génération Ecologie), M. Waechter ne voulait pas céder sur la place qu'il enteodait réserver à son ancien directeur de campagne. Au cours d'une réunion de son propre courant, il était lui-même mis en minorité (d'une voix) par la fraction la plus dure. « Une partie des Verts. prend le risque de creer une crise Institutionnelle», déclarait solennellement un autre de ses proches, M. Christian Brodhag, tandis que la plupart des waechtériens quittaient la salle, en dénonçant «le blocage créé par la minorité v.

Venu en observateur, le délégué ux élections de Génération Ecolo-

gic. M. Jean-Jacques Porchez, commeoçait alors à s'inquiéter sérieosement des conséquences que ce moment de tension pontrait avoir sur la ratification des accords iotervenus en vue des élections législatives. Mais, pour calmer les esprits. un président de séance avisé proposa de passer à uo sujet plus consensuel, le partage du travail ; les Verts oot confirmé qu'il ne pourrait que s'accompagner d'une réduction différeociée des plus hauts revenus (à partir de deux à deux fois et demi le SMIC).

Enfin, après d'ultimes tractations et une nuit de réflexion, un compromis put être trouvé, dans la matinée de dimanche : M. Vidal sera officiellement « cosecrétoire national adjoint », aux cotés de M≈ Marie-Françoise Mendez (tendaoce Voyoet) et de M. Alain Fousseret (oon aligné), qui avaient déjà été élus en novembre dervier (1).

tion des candidatures « vertes » aux élections législatives est apparue par la suite comme uoe aimable formalité. En dépit d'unc dizaine de cas jugés encore litigieux, celle-ci a été acquise à une majo-rité de 70,9 % des votaots et de 81,5 % des suffrages exprimés, puis saluée par une longue ovation.

Cootre l'avis de la base, le CNIR a cependaot désavoué la candidature de M. Henri Farrény, conseil-ler régional de Midi-Pyérénées suspeodu des Verts au printemps dernier, dans la troisième circooscription de Haute-Garonne. Des difficultés subsistent encore dans les Bouches-du-Rhone, en Charente-Martime, dans l'Eure-et-Loir, le Loiret, la Marne, et dans l'Es-

M. Lionel Stoléru contesté

Mais surtout, devant la détermination des Verts de Picardie, le CNIR a demandé « solennellement et dans un but d'apaisement » à Génération Ecologie de retirer la candidature de M. Liooel Stoléru dans la cinquième circonscription de l'Oise, faute de quoi il pourrait bien y avoir une vraie primaire eotre les deux mouvements. C'est là le priocipal point d'achoppement du nouvel accord passé au sein de la famille écologiste : outre le parcours jugé «sinusoïdal» de l'ancien ministre de MM. Barre et Rocard, les Verts de toutes tendances reprochent à M. Stoléru d'avoir signé «l'appel de Heidelberg » qui, à la veille du sommet de la Terre à Rio, avait adressé une mise en garde aux chefs d'Etat contre «l'émergence d'une ideologie irrationnelle qui s'oppose ou progrès scientifique et Industriel, et nuit ou développement économique et

En revanche, dans la onzième circooscription du Val-de-Marne,

nomiste des Verts, M. Alaio Lipietz, a accepté de prendre comme suppléant M= Samial Charhabil, la compagne de M. Patrice Hernu (Géoération Ecologie), avec lequel il était en coocurrence jusqu'à ces derniers jours. La proposition de réserver cioq circonscriptions au Mouvement Action-Egalité de M. Harlem Désir a d'autre part été agréée, bico que, localement, les candidats volontaires pour s'ef-

facer au profit des amis du fonda-teur de SOS-Racisme tardeot toujours à se faire connaître. Il est vrai que même chez les partisans de «la politique autrement», les effets pervers des nouvelles dispositions sur le financemeot des partis politiques n'oot pas tardé à se faire jour : si les membres des Verts et de Génération Ecologie chercheot aujourd'hui à avoir, chacun pour son propre compte, le maximum de

candidats, c'est aussi parce que le oouveau système de financement profite au parti qui aura le plus grand combre d'électeurs. Un seul chiffre, de ce point de vue, o'a véritablement cessé, ces derniers jours, d'iotéresser les négociateurs écologistes : celui de 5,20 F, prix promis par l'Etat, chaque année, pendant toute la durée de la future égislature, pour toute voix recueillie par chacun des partis en pré-

JEAN-LOUIS SAUX

(1) Après l'élection de M. Vidal comme cosecrétaire national adjoint, puis celles de MM. Didier Anger, délégué aux relations avec les Verts européens et planétaires, François Berthout, délégué aux campagnes et actions, et de Mª Clau-dine Rouillé, déléguée aux associations, la composition du collège exécutif des Verts, selon les diverses sensibilités en présence, est la suivante : sept «waechtériens», six «voynetistes», deux «non-alignés», deux proches de M. Didier Anger et un représentant de la lendance dite

Le Mouvement des réformateurs prône la modération

Réuni samedi 9 janvier, le conseil Réuni samedi 9 janvier, le conseil politique du Mouvement des réformateurs a réaffirmé son soutien à « une politique d'ouverture » et au respect des échéances constitutionnelles en manifestant « le souci que le président de la République poursuive son mandat sans affrontement politique qui conduirait le pays à la règression ». Privilégiant « les accords lecure » la formation one préside locaux», la formation que préside M. Jacques Pelletier, médiateur de la République, a également décidé de laisser à ses fédérations départementales le soin de définir leur participa-tion aux élections législatives.

Quant à l'Alliance des Français pour le progrès, dans laquelle M. Pierre Bèrégovoy voulait regrouper les partis et les personnalités de la majorité sortante, le Mouvement des réformateurs a pris acte des rétionnaleurs par le Parti sociacences exprimées par le Parti socia-liste. Son conseil politique, dont c'était la première réunion depuis la création du Mouvement, le 10 octo-bre dernier, a toutefois dooné «la liberté à ses ministres et à ses parlementaires de participer à la coordinapremier ministre» et a décidé de laisser le soin à son bureau exécutif de poursuivre les contacts avec les formations politiques. Ces différents poiots ont fait l'objet d'une motion qui a été adoptée à la quasi-unani-mité, M. Michel Giflet, responsable de la région Aquitaine, ayant voté

Le Mouvement des réformateurs, qui prévoit de présenter cinquante candidats (seuil qui, d'après la loi, devrait permettre l'aide de l'Etat au financement politique), souhaite, au cours de la campagne législative, prôner la modération. Le secrétaire général du Mouvement, M. Jean-Pierre Soisson, a déploré le clivage qui apparaît au sein du PS comme dans l'opposition entre les modéra-teurs qui tentent de «calmer les pulsions » et ceux qui, au contraire, durcissent le ton et recherchent

rifatiga e a

Un camp de prisonniers où l'on purifie les ethnies, ça ne vous rappelle rien?

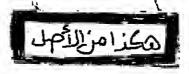


Purification ethnique cela veur dire; camps, viols, assassinats, exécutions et déportations en masse nes populations non serbes de Busnie-Herzégovine et de Sarajevo. Les Nationalistes serbes iront jusqu'au bout de leur idéologie meurtrière. Médecios du Monde a chnisi de concinuer ses missions médicales er soo aide d'urgence, mais n'a pas chnisi de



se taire. Se taire c'est accepter. Il fant que l'Europe des Droits de l'Homme et les forces de l'ONU imposent la paix. Aidez-nous en écrivant : Halte aux crimes contre l'humanité en ex-longestavie à Médecius du Monde, 67, avenue de la République, 75011 Paris, nous transmettrons votre lettre, à Monsieur François Mitterrand, Président de la République.

HALTE AUX CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ DES NATIONALISTES SERBES



le génial créateur de la Terrasse de Saint-Germain-en-Laye.

Malgré un jugement du 22 septembre 1992, les aménageurs tentent de poursuivre la construction de l'autoroute A14 au pied de la Terrasse, pourtant classée monument historique et site naturel protégé. La défiguration de cet ensemble irremplaçable peut être évitée en prolongeant le tunnel. Des solutions alternatives existent donc. Nombreux sont ceux qui les appellent de leurs vœux.

"... Une autoroute comme cela, qui va crever la Terrasse de Saint-Germain-en-Laye, l'un des plus beaux paysages... cela me choque, cela me blesse..."

> François Mitterrand (TFI - 14 juillet 1990)

"... Considérant que l'ensemble de cette construction est donc de nature à altérer l'aspect et le caractère du monument concerné... Qu'au surplus, le parti d'aménagement (de la future A14)...:par son opposition volontaire au principe de Le Nôtre... portera une grave atteinte à l'intérêt et au caractère du monument en cause..."

> (extrait du jugement du Tribunal administratif de Versailles du 22 septembre 1992) '

Vœux de tous les élus et de toutes les associations de la région.

Responsables, il ne s'agit pas pour eux de refuser l'Al4, ni de la déplacer ailleurs, mais de la faire autrement! Ils souhaitent que le tunnel soit prolongé de la Terrasse jusqu'à la Seine et que le franchissement du fleuve se fasse en souterrain.

Vœux des millions de promeneurs, franciliens et étrangers.

Que ne soient pas dégradés le panorama de notre Terrasse et la magnifique perspective sur la plaine parisienne.

Oue l'Al4 soit enfouie et qu'elle passe en tunnel sous la

Vœux des personnalités.

Que soit respectée l'intégrité du monument et du site de la Terrasse, repère essentiel de l'identité nationale, patrimoine et histoire de la France et de l'Europe, promenade publique unique!

Edouard Balladur • Raymond Barre • Jacques Chirac • Pierre Bergé, Opéra de Paris • Michel Cantal-Dupart, urbaniste • Etienne Dailly, vice-président du Sénat • Marc Ferro, directeur de l'IMSECO · André Fosset, sénateur, ancien ministre de la Qualité de la vie • Jean Foyer, ancien ministre, de l'Institut • Jörg Gamer, université de Hanovre • Alfred Grosser de l'Institut d'Etudes Politiques • Paul Guth, écrivain • André Holleaux, conseiller d'Etat honoraire, ancien directeur de cabinet d'André Malraux • Peter Jordan, expert-paysagiste en Allemagne • Ladislas Kijno, artiste-peintre • Marcel Landowski. secrétaire perpétuel de l'Académie des Beaux-Arts • Jacques Moulin. architecte en chef des Monuments Historiques • Michel Parent de l'Institut, ancien président du Patrimoine mondial à l'UNESCO . Louis Pauwels de l'Institut . Robert Poujade. ancien ministre • Jacqueline de Romilly de l'Académie Française • Erika Schmidt, présidente de DGGL (Allemagne) • Guy Sorman, écrivain • Haroun Tazieff, ancien ministre • Jean Tibéri, Mairie de Paris • Robert Turcan de l'Institut • Stanislas Fiszer, Jean-Marc Ibos, Alain Sarfati, Jean-Paul Viguier, architectes · La section d'Architecture de l'Académie des Beaux-Arts en son entier: Marcel Landowski, Henri Bernard, Marc Saltet, Jacques Couelle, Christian Langlois, Marc Novarina, André Remondet, Bernard Zehrfus, Roger Taillibert, Carol Heitz, professeur, prix du patrimoine 1992.

Tous ces vœux peuvent encore être exaucés. Sinon, "c'est Le Nôtre qu'on





d'une législature

Pour autant, si les socialistes n'ont pas détenu la totalité des postes ministériels dans les équipes de M. Michel Rocard, de Mes Edith Cresson et de M. Pierre Bérégovoy, si le Parti socialiste o'a certes pas gouverné seul, aucune autre forma-tion disposant d'un groupe parle-mentaire n'est venue se joindre à

Il n'a trouvé – ou on ne lui a imposé – comme alliés ministériels que des individualités que n'accompagnait aucune troupe. Diverses ten-tatives d'organisation du centre gauche, autour de M. Jean-Pierre Soisson, n'ont abouti, eu total, qu'à fédérer de façon lâche quelques députés non inscrits autour du gou-vernement, ainsi sauvé de la censure mme ce fut le cas en novembre 1990 contre is contribution sociale généralisée (CSG).

A défaut de partager l'exécutif, les socialistes ont accepté, de bon ou de moins bon gré, de n'être pas toujours seuls à légifèrer. M. Rocard en avait fait une règle de conduite, qu'il avait – autre innovation – énoncée et détaillée dans une directive destinée aux membres du gouvernement et publiée au Journal officiel (27 mai 1988). « Vous vous efforcerez, écri-vait M. Rocard à ses ministres. (...) de laisser au Parlement le temps de débattre et de faire adopter les textes par la majorité la plus large. (...) Vous ne négligerez d'utiliser aucune procedure de concertation, vous ne refuserez d'explarer aucune vaie de reparez actual de la compromis acceptable. » Cette recommandation paraissait d'autant plus opportune que les centristes du CDS, intégrés depuis 1978 dans le groupe UDF, décidaient de former leur propre groupe à l'Assemblée nationale, l'Union du centre (UDC).

La cohabitation, pendant deux ans, d'un président socialiste et d'une majorité hostile, et la réélec-tion de M. Mitterrand à la faveur, notamment, de la division de la droile et du centre, avaient créé les conditions d'un nouvel équilibre entre la présidence et le Parlement. Il revenzit au chef du gouvernement de rechercher des majorités variables, ou de structurer une majorité

Colloque sous le haut patronage et à l'initiative de

M. Henri EMMANUELLI,

Président de l'Assemblée Nationale

LES ÉCHANGES CULTURELS

ENTRE LES DEUX RIVES

DE LA MÉDITERRANÉE

Vendredi 15 et samedi 16 janvier 1993

Présidence de l'Assemblée Nationale - Hôtel de Lassay 128, rue de l'Université - 75007 Paris

Vendredi 15 janvier 1993 – 15 h – 18 h

Modérateur : Gérard Bélorgey, directeur général du Syndicat National de l'Édition.

Paul Balta, Marie-Louise Belarbi, Mohamed Ben Smail, Pierre Bernsrd, Mohamed-Salah Bettaieb, Abderrahmane Bouchène, Jaouad Bounouar, Lalla Chaouni, Louis Gardel,

Samedi 16 janvier 1993 - 9 h 30 - 13 h 30 Table ronde nº 2 - Images et représentations de l'Autre

Modérateur: Benjamin Stora, historien Abdou Achouba, Serge Adda, Lahouari Addi, Mourad Ait Habouche, Philippe Alfonsi, Rabah Belamri, Nadia Benjel-loun-Ollivier, Férid Boughédir, Assia Djébar, Mohamed Mebtoul, Frédéric Mitterrand, Georges Morin, Emmanuel de

Modérateur: Mourad Ait Habouche, journaliste, France 3

Salah-Eddine Bariki, Akram Belkaïd, Abdel Kader Berdja, Marie-Claude Bitar, Nadjia Bouzeghrane, Zakya Daoud, Amina Debbache, Tahar Djaout, Driss El Yazami, Abderrahim Hafidi, Daniel Junqua, Khaled Melhaa, Abdelmajid

Ce colloque est ouvert au public, dans la limite des places

Renseignements et réservations au (1) 40 63 59 86/60.

Allocution du Président de l'Assemblée Nationale

Historien, co-directeur de l'Institut Maghreb-Europe

Table ronde nº 1 - Edition et circulation de l'écrit

Conférence d'ouverture : Benjamin STORA

Poncin, Nadii Safir, Nour-Eddine Sail.

Table roude nº 3 - Information et média

Chaque table ronde sera suivie d'un débat.

service information.

stable, dans une Assemblée qui ne lui garantissait, a priori, que la sécu-rité aléatoire résultant de la difficulté qu'auraient ses opposants de la droite, du centre et du Parti com-muniste à s'unir.

L'assise parlementaire du gouver-nement tendait ainsi à devenir, per la force des choses, aussi importante pour lui que la confiance présiden-tielle (encore que cette tendance ait été finalement démentie dans le cas de M. Rocard...). Les données politiques de la nouvelle période, parmi lesquelles la personnalité du premier ministre, cherchant à dessiner les contours d'une future majorité prési-dentielle à son propre usage, inci-taient elles aussi à libérer davantage le débat parlementaire et à attribuer aux négociations en commission, voire aux tractations de couloirs, une noblesse que les fondateurs de la Ve République – et les socialistes première manière - avaient eu plutôt tendance à leur dénier.

Un jeu de bascule

Pendant les trois premières années de la législature, les regards se soot donc portés souvent vers les députés centristes, objets de toutes les attentions du premier ministre et de son cabinet. De même que les nominations de hauts fonctionnaires ou de dirigeants d'entreprises publiques, en conseil des ministres, obéissaient à la directive de M. Mitterrand, dans la «lettre» qu'en tant que candidat il avait adressée «à tous les Français» – « éliminons les mauvaises mœurs de la chasse aux sorcières», – de même, le travail parlementaire était inspiré par un souci inverse de celui qui svait dominé les premières années de la législature 1981-1986. Comme M. Rocard n'allait cesser de le répéter, notamment, à des socialistes dubitatifs, voire irrités, une bonne réforme n'est pas celle qui fait hurler l'adversaire, mais plutôt celle sur laquelle l'éthique de respon-sabilisé peut amerer tilvers groupes à s'entendre. Cette recommandation s été suivie d'effet sur des projets

tels que le revenu minimum d'inser-tion (RMI), qui a donné lieu à un vote quasi unanime, le 12 octobre 1988, seuls trois députés UDF votant contre et une dizaine de membres du groupe RPR s'abste-

En décembre, le premier plan du gouvernement pour l'emploi, ainsi que le crédit-formation – l'une de ces réformes que M. Rocard cite en exemple de sa méthode - ont bénéficié de l'abstention centriste. Le vote du budget pour 1989 a offert le premier exemple d'un jeu de bascule qu'on allait observer à maintes reprises pendant la législature : la première partie (impôts) était adop-tée grâce à l'abstention des centristes et des communistes; la seconde par-tie (crédits) n'était plus favorisée que de la bienveillance communiste, l'UDC rejoignant la RPR et l'UDF dans le vote contre. Par la suite, les budgets allaient passer «au 49-3», M. Rocard, puis M Cresson et M. Bérégovoy devant se résigner à user de cette procédure pour éviter d'avoir à choisir entre les demandes des centristes et celles des commu-

Le règlement du conflit en Nouvelle-Calédonie, premier acte du nouveau gouvernement, devait trou-ver son aboutissement dans une procédure non parlementaire, le référendum du 6 novembre 1988 (encore le Parlement a-t-il eu à en connaître par le biais de l'aministie prévue dans les accords de Matignon, votée à la quasi-unanimité par l'Assemblée nationale). A cette exception près, il n'est pas de grande question qui ait échappé à l'examen, sinoo à la déci-sion des députés. Les innovations introduites dans le fonctionnement de l'Assemblée à l'initiative de celui qui l'a présidée pendant quatre ans.

M. Laurent Fabius, y ont contribué. Même si leur portée est restée mince, des réformes telles que la publicité des commissions d'enquête ou l'ouverture de l'ordre du jour aux propositions de loi d'origine parle-mentaire ont renforcé le rôle de l'Assemblée comme débouché naturel des problémes soulevés dans le débat public. En témoignent les tra-vaux de la commission d'enquête sur le financement des partis politi-ques, en 1991, ou la loi renforçant les dispositions pénales contre le racisme et la rénophobie, adoptée en juin 1990 à partir d'une proposition d'un député communiste, M. Jean-Claude Gayssot Les rapports entre l'argent et la

politique out terni, néanmoins, l'image des députés et empêché que leur travail puisse être apprécié à sa juste valeur. La loi dn 15 janvier 1990 sur le financement des campagnes électorales et des formations politiques a été retenue, surtout, pour soo article d'amnistie, qui n'aura finalement servi qu'à un seul homme, M. Christian Nucci, ainsi arraché à la procédure qui devait normalement abontir à son jugement en Haute Cour. Harcelé, à chaque séance de questions du mer-credi après-midi, par les interpella-tions de l'opposition visant, notammeot, M. Henri Nallet, alors ministre de la justice et ancien trésorier de la campagne de M. Mitter-rand en 1988, menace par une motion de censure à l'automne de 1990, le gouvernement a dû se résigner à la création, proposée par le premier secrétaire du PS, M. Pierre Manroy, d'une commission d'esquête sur le financement des partis. Présidée par M. Jean-Franpar M. Jean Le Garrec (PS), des plus instructifs sur la persistance de « pratiques occultes » malgré les dis-positions de la nouvelle loi.

> Le lieu d'exercice de la démocratie

L'Assemblée et sa majorité ont ainsi montré qu'elles étaient capabies de prendre en charge les inter-rogations de choyens, même dirigées contre les politiques. Les députés oot ressenti, aussi, la nécessité de mieux justifier leur rôle. Ils ont été nombreux à admettre que leur absence trop fréquente de l'hémicy cle, même si elle s'explique par les mécanismes institutionnels, ne pouvait que heurter les électeurs. Ils ont accepté la restauration du vote per-sonnel, à l'initiative de M. Fabius, mettant fin à la «danse des crabes» des quelques présents allant de pupitre en pupitre tourner les clés de leurs collègues absents lors des scru-tins publics. L'idée, même, d'une nouvelle limitation du cumul des mandats, pouvant aller jusqu'à rendre obligatoire pour un parler taire de se contenter de cette fonc-tion-là, n'a pas paru hérétique. Ele ne figure pas, toutefois, dans les pro-positions de réforme constitutionnelle faites par M. Mitterrand en novembre dernier.

Les députés n'ont pas manqué d'occasions de pronver que le Par-lement, s'il est peut-être « à refaire », selon le diagnostic radical de M. Jean-Michel Belorgey, président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée et l'un des principal d'exercice de la démocra-

tie. Les sessions extraordioaires convoquées sur des sujets brîllants, comme la guerre du Golfe (en août 1990 et en janvier 1991) et l'affaire Habache (février 1992), les débats fréquents sur des questions telles que la politique européenne, l'agriculture, la défense, ont permis l'expression des positions des différentes forces politiques. La réforme de la Constitution, rendue nécessaire par le traité de Maastricht, a consacré, avec la réunion du Congrès en juin dernier, le rôle du Parlement, puisque le chef de l'Etat a préféré lui confier cette révision plutôt qu'organiser un référendum, cette procédure avant été réservée à la ratification du traité lui-même.

S'ils ont débattu, en effet, les députés ont aussi et surtout légiféré, ces cinq années étant caractérisées par la part relativement importante que les parlementaires ont prise dans les textes législatifs, en ne se bornant pas à donner leur aval à la production des administrations et des cabinets ministériels. L'élaboration du nouvau code pénal et du nouveau code de procédure pénale est l'exemple le plus parfait de ce bonheur retrouvé de légiférer et du a sentiment d'exercer une responsabilité déterminante à l'égard des Français», dont M. Jacques Touboo (RPR) a parlé à propos d'un autre projet de loi, relatif à la bioéthique.

PATRICK JARREAU

Prochain article:

«La découverte de l'Europe»

Les barouds d'honneur du

Dana une Assemblés au sain de lequelle les quelque 270 députés socielistas et epparentés (275 su début da le légielature, 266 à la fin) ne disposaient que d'une mejorité relative et devaiant compter sur le soutien d'une partie des non-inscrits pour échapper è la censure de l'opposition, lea 26 dus communistes nouvaient être tentés d'utiliser. leur pouvoir de groupa chamière. En réalité, ils ne se sont associés is droite pour censurer le gou varnement qu'en deux circonstances : le 19 novembre 1990, à l'occasion du vote da la contribution sociele généralisée présentée par M. Michal Rocard, et le 1- juin 1992, à l'occasion de la réfdima da la politiqua egricole communa défendue par M. Pierra Bérégovoy. Dans les deux cas, le

seconda. S'il n'a pes cherché à ampêchar l'sdoption, chsque snnée, du projet da loi da financas, la PC a mané, an revencha, des barouds d'honneur sur trois textaa : la réforme du statut de la régie Renault en avril

premier ministre s réussi à éviter

la défaite. Il e'en est fellu da cinq

voix la première fois, da trois la

1990, celle des postes et télécommunications en mai 1990 et celle du statut des dockers an mal 1992.

cois Denisu (UDF), cette commis-

sion a sbouti à un rapport, rédigé

Le 11 avril 1990, le consati des ministres adoptait un projet de loi, présenté par M. Roger Feuroux, alors minietra de l'in-dustrie, qui transformait la négie Ransult en una société anonyme, détenue à 75 % par l'Etat. Cette Spération dévait permattre à la firme euédoisa Volvo d'acquérir

Guérilla parlementaire

Le PCF condamnait eussitôt ca qu'il appelait le *e privatisation »* da la Régie; M. Hanri Krasucki, sacrétaira général da la CGT, dénonçait un cabandon national a et les députés communistes annonçaiant leur volonté da recourir à toutes les motions da procédure pour relentir la discussion parlamantairs : excaption d'irrecevabilité, question préalsbie, renvoi en commission, dépôt da milla trois cante smanda-

Le débat s'ouvrait à l'Assembiéa nationale le 28 avril. M. Jacques 8runhes, eu nom du PCF,

jugaait eirrecevable » ce projet cantisocial et antinational a et sea emis entemelent une efficace guérille parlementaire. Pour y mettre fin, M. Rocard engage le suriendemain la responsabilité de son gouvernement en stigma tisent le « volonté délibérée d'obstruction s. du PC at eon combat d'arrière-garde ». Aucune, motion de ceneure n'étant déposée, le texta était adopté sans vote. Il était également adopté an deux demière lecture les 15 et 28 juin, la droite s'abstenant ou ne pre-

nent pas part au vote. - La 10 msi, las députés entemaient l'examen de la réforme das poetes at télécommunications, dauxièma tabou trensgressé par la gouvarnanemt Rocard au cours du même consail des ministres du 11 avril. La projet, qui aéparait Le Poste et Franca Télécom, substituait les règles du droit commercial à celles du droit administratif pour les deux nouvelles emités, suscitant le colère des ayndicats. La CGT réclamait le « retrait pur at simpla » du texte et les communistes, de nouveau, multiplialent les manœuvres de procédure. En

vain, puisque l'abetention des élue de l'opposition permettelt l'edoption de la loi, le 12 mai en première lecture, le 19 juin en deuxième lecture et le 27 juin en Troisièma grand projet symbo-

lique, troisième assaut donné par le gouvernement à un bastion syndical, troisiame protestation : bruyante: des commontetes : la réforma du statut des dockers, tres le 15 avril 1992 et soumise aux députés le 13 mai, est vivemant critiquée par la CGT, qui crie à la « casse » du vieux statut de 1947 et eppelle à la grève. M. Guy Hermier dénonce, à l'Asaambiéa nstionela, eun projat régressif d'inspiration patronale » qui constitua, salon lui, cuna véntable déclaration de guerre contre les dockers ». Toutefois, les élus du PCF, tout an défendant, sans succès, une question préalable, renoncent à livrer une bataille d'obstruction. Ils ae contentent da votar contre la texte, que l'Assemblée nationale et la Sénat approuvent dans les mêmes termes, les 15 et 28 mai.

THOMAS FERENCZI

455 lois, 18 motions de censure

Au cours des cinq snnées de la neuvième législature, le Parlement e adopté 455 lois (48 en 1988, 102 an 1989, 115 en 1990, 94 en 1991 at 98 en 1992). 60 da ces lois sont d'origine parlemen-taire (3 en 1988, 17 an 1989, 20 en 1990, 14 en 1991, 6 en

La gouvarnament a angagé deux fois sa responsabilité sur das déclarations da politiqua générale, en application de l'articla 49, alinés 1, de la Constrution: la déclaration de M. Michel Rocard sur la guerre du Golfe, le 18 janvier 1991, e été approuvée per 523 voix contre 43, et celle da M. Piarra 8érégovoy, le 25 novembre 1992, sur la volet agricols des négociations du GATT l'a été per 301 voix contre 251.

Le gouvernement a engagé 39 fois sa responsabilité sur le vota d'un texte, en application da l'article 49, alinéa 3, de la Constitu-

L'opposition a répliqué à huit reprises par le dépôt d'une motion de censure, quatre fois en 1989 (la 5 octobre sur le projet da loi de programmation militaira, le 21 octobre sur la première partie du projet de loi de finances, le 17 novembra sur la dauxièms partie et l'ensemble du projet de loi de finences, le 19 décembre sur le projet portant diverses dispositions relativee à la Sécurité

sociala et à la senté), une fois en 1990 (la 16 novembre sur la contribution socials généralisée), deux fois en 1991 (le 13 juin eur le projet portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, le 16 novembra sur la deuxière est l'expression de la little et l'expression de deuxième partie et l'ensemble du projat da loi da financas), une fois en 1992 (le 18 novembre sur la projat da loi da finances, en première lecture].

Avec 284 voix pour une majorité requise da 299, c'est la motion de censure du 19 novem-bra 1990, sur la CSG, qui s obtanu la plus grand nombre de suffrages. Les autres ont ressem-blé antre 159 voix (le 9 octobre 1989) et 285 voix (les 21 décembre 1989 et 17 juin 1991].

Dix motions da cansure ont d'autre part été déposées en application de l'article 49, slinés 2, de la Constitution, sans que le gouvernement ait engagé sa res-ponsabilité. Cella du 1º juin 1992, sur la réforme de la politi-que agricole commune, a recueilli 286 voix, alors qua la majorité requise étalt de 299 voix. C'est celle qui a été la plus proche du succès. Pour les autres, le nombre des suffrages a varié entre 192 (le 16 mei 1999) at 264 (les 6 juin 1989 et 24 octobre 1991).

Neuf commissions d'enquête ont été constituées : une en 1989 sur les opérations de priva-

tisation d'entreprises et de ban-ques ; deux en 1990 sur la poliu-tion da l'eau et l'aménagement des ressources hydrauliquas et sur le fonctionnement du marché da la viande ovina at bovine; deux en 1991 sur le financement des partis polítiques et des cam-pagnes électorales, et sur la situation et les perspectives de l'industria automobile française; quatre en 1992 sur la situation et de l'audiovisuel ; sur l'aménage-ment de la Loire ; sur les moyens de l'utter contre les tentatives de pénétration da la Mafie en France ; et sur l'état des connaissances acientifiquaa et les actions menées à l'égard de ls actions meness a regere de la transmission du sida au cours des demières années. Depuis 1991, ces commissions procèdent à des auditions partiellement ou entièrement publiques, à l'ex-caption de la commission d'enquête sur la Mafia, qui s'est

réunie à huis-clos. Deux commissions de contrôle ont été crééss : l'une en 1990 sur la gestion du Fonds d'action sociale, l'autre en 1991 sur le fonctionnement et le devenir des premiers cycles universitaires.

Trois missions d'information ont été consecrées respectivement à l'intégration des immigrés (1989), la bloéthique (1990), la situation et les perspectives du monde rural. Deux missions

d'évaluation sa sont penchéea sur la législation concernant le logement et l'urbanieme (1990) et sur les lois de décentralisation en matière d'éducation nationale (1991). Commun à l'Assemblée nationale et au Sénet, l'Office parlemantaire d'éveluation des choix scientifiques et technologi-ques, créé an 1983, a publié treize repports.

L'Assemblés a été seisis da quetre demandes de levée d'immunité parlemantairs. Trois concernaient M. Jean-Michel Boucheron, député PS puis non-inscrit de la Charente : la pramière n'e pae été discutée, les deux autres aux abouté la quatrième. autres ont abouti. La quatrième demande portait sur M. Jacques Farran, député UDF des Pyré-nées-Orientales : alle n'e pas été

L'Assemblée a élu le 18 novembre 1992 ses douze juges titulaires et ses six juges suppléents à la Haute Cour de justice. Elle n'a pes adopté, le 17 décembre 1992, le proposition de résolution, edoptée par le Sénat, renvoyant Mr Georgina Dufoix et M. Edmond Harvé devant la commission d'instrucdevant la commission d'instruction de la Haute Cour, mais a approuvé, le 19 décembre, par 518 voix contre 1, une proposition de résolution portant saisine de ledite commission d'instruc-tion pour M. Laurent Fabius, Me-Dufoix et M. Herve.

HOMONYMIE

(Publicité)

Dans l'annonce de l'« Avenir de la langue française » parue dans l'édition du Monde du 30 daté 1 décembre 1992, M. Jacques BIANCARELLI, signataire du texte, est maître formateur au groupe scolaire Joseph-Pietri à Porto Vecchio, et ne doit pas être confondu avec M. Jacques BIANCARELLI, juge au tribunal de pre-mière instance des Communautés européennes, maître des requêtes au Conseil d'Etat et Président d'honneur de l'Association européenne pour le droit bancaire et financier, qui n'a pas signé ce texte.



A PARIS 61, RUE FROIDEVAUX 75014 PARIS - TEL.: (1) 43.20.13.00

(a 300 m de la gare Montparasse).

Métro : Montparasse - Denfert-Rochereau - Gelté - EdgarOminet - Autobus : 28-38-58-68 - RER : Denfert-Rocherau - SNCF : Gare Montparasse.

Magasin ouvert le tundi de 14 h à 19 h 30 et du
mardt au samedi înclus de 9 h 30 à 19 h 30
sans interruption.

EN RÉGION PARISIENNE

ARPAJON 91290: "Ambiances Plus" 13, Rte Nat. 20 (200 m avant la cortic Arpajon-centre). Tél. (1) 64-90.5.47.
ENGHIEN-LES-BAINS 95890: "Scénce d'Intérieur" 10, ne de la Libération. Tél. (1) 39-64-65.7.
VERSALLES 78000: 64-70, rue des Chantiers. Tél. (1) 39-53-66.09

ET DANS TOUTE LA FRANCE ALSACE: STRASBOURG 67800: 11, rue des Bouchers, 761, 86,36,73,78

AQUITAINE :: BONDEAUX 250001 10, rue Bouf-fard, 761, 56.44.38.42, PAU 640001 27, rue Henri-Fel-sans, 761, 58.30.20,41 AUVERGNE: CLERMONT-FERRAND 63000: 22, rue Georges-Clemenceau, 741.73.93.97.06 BOURG-GOGME: DUON 21000: 100, rue Monge. 761.80.45.02.45

BRETAGNE: RENNES 35000: 58, bd de la Tour-d'Auvergne, 76i, 99,30,56,07, 6REST 29200: 23, rue de le 2 D9, 76i, 98,90,67,03, QUIMPER 29000: "Idées Melson: 17, av. de la Libératien. 76i,98,90,63,33

CENTRE: TOURS \$7000: 5, rua Henri-Barbuss LANGUEDOC-ROUSSILLON: MONTPEL-LIER 34000: 9, rue 5érane (près gere), rél. 67.59.18.32. PERPIGNAN 86000: 17, coure Lezare-Escarguel Tél. 68.35.61.54

Lezare-Excarguel, Tel. 68.95.61.54
LIMOUSIN: LIMOGES 87000: 57, rue JulesNorlac, Tel. 56.79 15.42, BRIVE 19100: "Ambiances".
30, rue Louis-Latrada, Tel. 55.74.07.92
LORRAINE: NANCY 54000: 8, rue 5t-Michel
(mac St-Epvre), Tel. 33.92.84.84
MIDJ-FYRÉES: TOULOUSE 31000: 1, rue
dea Trais-Renerde (près piece St-Sernin).
Tél. 61.22.82.40

NORD: LILLE 59900: 98, rue Esquermoise. Tél. 20.65.88,39

NORMANDIE: ROUEN 76000: 43, rue dec Charrettes 76. 35.7.86.22 PAYS-DE-LCIRE: NANTES 44000: 2 bis, rue du Châteou. 761. 40.47.74.39. ANGERS 49000: "Espace Seme". 87, ev. du Général-Petten. 761.41.48.44.89

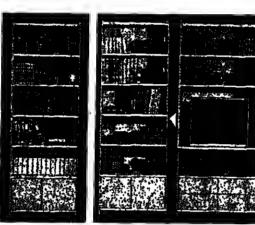
TEPPACE SEMB. 87, 6V. DU GENERAL PETER.
18141484489
POTTOU-CHARENTES: POITIERS 86060:
42, rue du Moulin-à-Vent. 161. 49.41.58.46
PROVENCE-CÔTE-D'AZUR: MARSEILLE
13000: 109, rue Peradio (métre Esirangin).
161 91.37.60,54. NICE 06800: 2, rue Oftenbach.
161, 92.83.64.55. AVIGNON 84145: "Hemes" Route
de Maresille. Zone Commerciele "La Cristole".
161. 90.87.72.49. DRAGUIGNAN 83300: Zac de
St-Hermentaure. 161. 94.67.83.19
RNÔNE-ALPES: LYON 69001: 9, rue de la
République (métro Hôtel-de-Ville/Louis-Pradel).
161. 78.28.38 51. GRENOBLE 38000: 59, rue SaintLaurent. 161. 76.42.55.75. 64NT-ETIENNE 42100:
40, rue de la Montal. 161.77.25.97.48

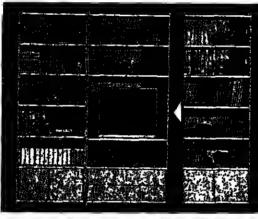
Magazine régionaux ouverts du mardi au samedi k CHÉDITS PERSONNALISÉS (après acceptation de dossier)
 DÉVIS GRATUITS « EXPÉDITIONS FRANCO DANS TOUTE
"LA FRANCE « REPRISE EN CAS DE NON-CONVENANCE.

61, RUE FROIDEVAUX - PARIS 14°

présente en permanence le plus grand choix de BIBLIOTHEQUES JUXTAPERPOSABLES®

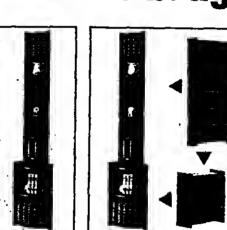
pouvant former des ensembles à la mesure de vos besoins, de votre espace, de votre budget

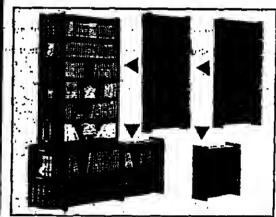




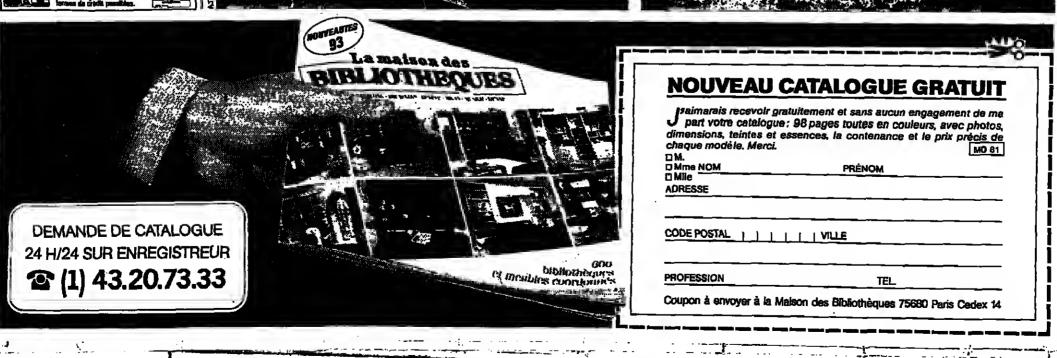
PAR SIMPLES **JUXTAPOSITION SUPERPOSITION**

SANS FIXATION MURALE DONC **AISEMENT DEMONTABLES DEMENAGEABLES A VOLONTE ET AGRANDISSABLES AU FIL DU TEMPS** ET SUIVANT VOS BESOINS.









PATRICE &

100

` :

A CAPECTO

A

84 310

COUNTRY

16.0

MAG 11

activity 4

ÉDUCATION

Un accord entre le gouvernement et l'enseignement catholique

Le recrutement et la formation des professeurs du public et du privé seront harmonisés

Le ministra de l'éducation nationala at da la cultura, M. Jack Lang, les responsables da l'anseignament catholiqua, ainai qua la plupart des syndicats d'ansaignants at chafs d'stablissaments privée sous contrat, ont signé, lundi 11 janvier, un accord sur la racrutement at la formation des profesaaurs des collèges at lycées

C'est une petite révolution, Mais « rien que le respect de la parole de l'Etat », prècise M. Lang en renvoyant à l'accord qu'il avait signé le 13 juin 1992 avec le Père Max Cloupet, secrétaire général de l'enseignement catholique, pour apurer l'ensemble du contentieux avec l'enseignement prive. Après avoir soldé, en juin dernier, la question de la «detre» liée au forfait d'externat (1,8 milliard de francs versés sur six ans), après avoir assuré la prise en charge des documentalistes du privé et accordé des décharges de service aux directeurs d'école (décrets du 31 décembre dernier), après avoir enfin reconsidéré la question des retraites des enseignants du privé, l'Elat vient de remettre totalement à plat la question de la formation et du recrutement des enseignants du privé.

Réglée pour le premier degré en raison de l'existence de «centres de formation privés», la formation des maîtres demeurait un problème pour les enseignants des lycées et collèges privés. Ceux-ci sont recrutés directement par les chefs d'établissement, sur titre, sans reconnaissance de niveau et sans formation spécifique; et ils sont, encore aujourd'hui, rému-nérés sur l'échelle des maîtres auxi-

Réclamant à cor et à cri la parité à tous égards avec le public, les respon-sables de l'enseignement privé n'avaient cessé de multiplier les en place, à la rentrée 1991, des insti-tuts universitaires de formation des maîtres (IUFM) publics.

Le nouveau dispositif leur donne très largement satisfaction. Il prévoit tout d'abord une reconnaissance du niveau de recrutement par la créaniveau de recrutement par la créa-tion, dans chaque discipline, d'un «concours d'accès à des listes d'apti-tude aux fonctions de maître des éta-blissements d'enseignement privés du second degré». Ce concours, qui requiert les mêmes conditions d'ins-cription que les concours publics, n'est pas un concours de la fonction publique. Il n'y a pas de garantie d'emploi. D'ailleurs, le lauréat devra impérativement trouver une imperativement trouver une embauche dans les trois mois, sous peine de perdre le bénéfice de son concours. Cependant, « les épreuves de ces concours seront organisées le même jour, en même temps que les épreuves des concours publics corres-pondants (CAPES, CAPET, etc.). Les suiets et les jurys seront communs ».

préalable pour l'une des deux filières (publique ou privée) et ue pourra pas s'inscrire simultanément aux deux types de concours. A ce propos, le système des allocations d'enseignement distribuées en première année ment distribuees en première année d'IUFM sera réservé aux concours publics car, précise-t-on au ministère, ail s'agit bien d'un élément inclusif de recrutement dans l'enseignement public ». En revanche, les maîtres du reixé seratte affactuelles autres du privé recrutés grâce au nouveau sys-tème seront désormais rémunérés, suivant le principe de parité, sur l'échelle des titulaires lauréats des concours correspondants de l'ensei-gnement public.

Concernant le recrutement, le texte prévoit le respect de la spécificité du privé reconnue par la loi Debré : les principaux de collège et proviseurs de lycée conserveront la maîtrise du recrutement et choisiroot directement leurs enseignants parmi les lauréats inscrits sur les listes d'aptitude, Le futur enseignant devra opter au mode de gestion obligera ainsi les responsables de l'enseignement privé à mettre en œuvre une véritable ges-tion prévisionnelle des besoins afin de négocier chaque année avec l'Etat le nombre de «contrats» mis au

Enfin, l'accord signé par le minis-tre de l'éducation nationale et l'enseignement catholique instaure désor-mais une véritable formation des maîtres du second degré privé. L'Etat se pose même désormais en « garant de la cohérence et de la qualité de la formation des enseignants, que ceux-ci soient affectés dans les établissements solent affectes dans les établissements publics ou privés sous contrat, associés au service public». La mission de for-mation des enseignants relevant des IUFM, l'accord prévoit donc la mise en place d'une formation pour les maîtres du privé organisée de façon contractuelle entre l'Etat et les repré-sentants des établissements d'ensei-gnement privés.

Une convention nationale signée entre l'Etat et l'UNAPEC (Union nationale pour la formation pédagogique promotionnelle dans l'enseigne-ment catholique), qui gère la forma-tion permanente des formateurs du privé, fixera le cadre général de ce partenariat. Des conventions locales seront conclues académie par acadé-ción conclues académie par académie entre les lUFM, les ARPEC (branches régionales de l'UNAPEC) et les recteurs.

500 millions de francs

Dans chaque académie, la forma-tion «scientifique», par discipline, des futurs enseignants du privé se fera donc, pour ceux qui le souhaitent, et comme pour les candidats aux concours publics, en IUFM. La formation professionnelle relèvera de la responsabilité conjointe des IUFM et des ARPEC, qui sont appelés à travailler la main dans la main. Les stages e un singuinn a dans les établisstages « en situation » dans les établis-sements, en revanche, seront gérés entièrement per l'enseignement privé. Enfin, respectant également la parité,

les lauréats de la filière privée bénéficieront, en deuxième année de forma-tion, d'un contrat provisoire afin d'être rémunérés au même titre que les professeurs stagiaires du service public.

Acceptées à une très large majorité par le Conseil national de l'enseignement catholique (CNEC), mais refusées par le SNEC-CFTC, partisan d'IUFM privés, les nouvelles dispositions devraient s'appliquer, pour quelques disciplines, des les concours 1994 et être ensuite généralisées sur trois ans. Leur montant, une fois le dispositif totalement installé, est dispositif totalement installé, est dispositif totalement installé, est estimé à 100 millions de francs pour le seul surcoût lié à l'organisation de la formation dans les IUFM et à 400 millions de francs pour le paiement des «contrats provisoires» des élèves de deuxième année, lauréats de la flième printée. « filière privée ». Le flux de recrutement des futurs professeurs de l'en-seignement privé est évalué à près de 2 200 enseignants par an.

J.-M. Dy.

La fin d'un mythe

par Jean-Michel Dumay

UN à un, les bastions larques tom-bent. Avec l'alignement de la formation des maîtres du second degré privé sur cella da l'enseignement public, c'est encora un mythe qui s'éteint. Celui qui préservait la différence du service public, toujours prêt à brandir, après l'arma idéologique, celle da « sa » formation.

L'Etat veut être «le garant da la cohérence et de la qualité de la formation des enseignants, que ceux-ci soient affectés dans les établissements publics ou privés sous contrat, associés au service public». L'accord du 13 juin 1992 érideait officiellement l'enseignement privé en partenaire de

Aujourd'hui, c'est le principe de parité contenu dans le loi Debré da 1959 qui sa trouve porté à son achèvement. Au nom du service public, encore, est enterré, après douze ans de bruit et de fureur, le vieux rêve de la gauche larque et républicaine da voir l'enseignement privé absorbé par un... grand service public, unifié et larque de l'éducation nationale.

En juin damier, M. Lang n'e pas hésité à payer la note (1,8 milliard de francs aur six ans) pour éteindre le feu électoral qui couvait à nouveau. Aujourd'hui, il règle, en juriste, le «volet social» des revendications de l'enseignement privé. Avec l'espoir aux instituts universitaires de formation des meîtres (IUFM) préserve ces demiers de toute remise en cause par

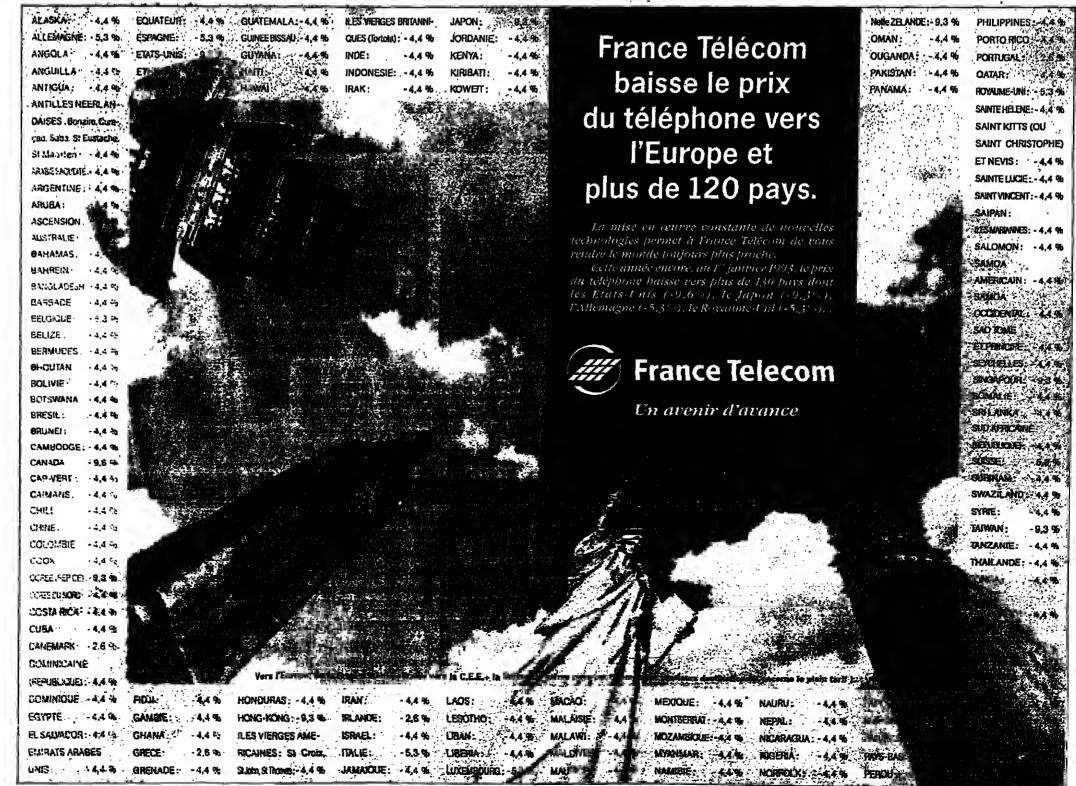
Reste à analyser le revirement. Outre le « respect de la parole données qui a conduit à boucler à tout prix des dossiers que la droite ellemêma avait à peine osé ouvrir, on peut s'interroger, à terme, sur la réalité des différences qui subsisteront entre l'enseignement public et l'enseignement privé. Le caractère propre, au sein de l'enseignement catholique, est lui-même en quête d'identité. Est-ce le privé qui se rapproche du public ou la public du privé ? A chacuit

EN BREF

U- Nouvelle manifestation des Parisiens mal logés. - Une quarantaine de personnes - ootamment des Maliens - appartenant à des familles mal logées ont occupé, samedi 9 janmal logées ont occupé, samedi 9 jan-vier, durant deux heures le pavillon de l'Arsenal, appartenant à la Ville de Paris. Le pavillon abrite actuelle-ment une exposition sur l'histoire du logement social dans la capitale. Les manifestants, qui avaient déjà occupé l'hôtel George-V le jour de Noël, étaient accompagnés par le généticien Albert Jacquard, membre du Haut Comité pour le logement des plus défavorisés.

Les lauréats du Prix CEA pour 1992. - Le Commissariat à l'énergie atomique a pour la sixième année consécutive décerné ses prix scientifiques, d'un montant de 50 000 F, qui récompensent des personnes ou

oot contribué aux progrès scieotifiques et industriels. Quatre domaines d'activité ont été couronnés par le jury : le nucléaire avec Claude Prunier, André Chalony, Michel Boidron, François Boussard, Lothar Koch, Michel Coquerelle, Jean-François Gueugnon et Karl Richter, pour leurs greuper et l'incinération et leurs recherches sur l'incinération et la transmutation de certains déchets radioactifs; la biologie avec Philippe Pradelles et Jacques Grassi, pour la mise au point de méthodes de dosage enzymo-immunologiques à partir de l'acétycholinestérase; la médecine avec Corinne Mestais pour le développement d'une gamma-caméra utilisée en médecine nucléaire; l'électronique enfin avec Michel Bruel, Claude Jaussaud, Jean-Michel Lamure et Jacques Margail pour la mise au point d'un matériau silicium





ر بندنج الافتار

έ**π**εξετώς, . . .

RELIGIONS

Alors que les musulmans ont répondu à l'invitation du pape

Les orthodoxes ont boudé le sommet interreligieux d'Assise

Plua d'une cinquantaine de personnalitéa chrétiennes, évêques de toutes les conférences épiscopeles d'Europe, responsables des Eglises protestantes et anglicane, un rabbin venu de Jérusalem et une trentaine de dignitaires musulmans (1) ont participé autour du pape, samedi 9 et dimenche 10 janvier, à Assise (Ombrie), à un ressemblement interreligieux pour la paix dens l'enclenne Yougoslavie et dans les Balkans. Mais lea responsebles orthodoxes de Constantinople et de Belgrade n'avaient pas fait le

ASSISE

de notre envoyé spécial

Toute comparaisoo avec Assise I était bien sûr malvenue. Le 27 octobre 1986, dans une ouée de saris, de turbans, de châles de prière et de calottes rouges et vio-lettes, plus de deux ceots dignitaires religieux de tous les conti-oents - bouddhistes, musulmans, juils, shintoïstes, sikhs, protestants, orthodoxes, anglicans, catholiques
- s'étaient rendus à l'iovitation du pape dans la cité de saint François transformée, pour uo jour de « trêve», en une sorte d'« ONU des religions ». A défaut d'une impossi-ble «prière commune », ils avaient prié «en commun », ce qui o'avait

13.6

1000

174

167 167

pas empêché les partisaos de Mgr Lefebvre de crier au «syncrétisme », à l'« opostaste » et à l'« imposture ». Par rapport à ce rassemblement d'il y a six ans, Assise II, dans les mêmes ruelles de pierre, cette fois enneigées, de la cité de l'Ombrie, a gagné en gravité et en spontanéité ce qu'il a perdu en représentativité. Trois ans avant l'effondrement du bloc communiste, dont on devinait alors les premiers exeguements. alors les premiers craquements, Assise l'avait été le symbole d'une espérance. Assise II restera celui

d'une Europe angoissée et chaoti-que, y compris pour des coofes-sions que l'explosion des nationalismes oe laisse pas indemnes.

Ce seotiment d'oppressioo était directement lié, bien sûr, oux événements dans l'ex-Yougoslavie. Devant un pape aux traits tirés par la récente ma/adie, par l'âge et l'émotion, qui, sous les voûtes du couvent de Saiot-Fraoçois, avait pris soin de oe pas entrer dans le vif du débat politique, résonnaient, comme autant de coups de poing, les récits des délégations venues de Bosnie-Herzégovine. Comme celui do musti de Sarajevo, le ebeikh

Jacub Selimoski, pleurant « un pays noye dans le sang des créatures innocentes de Dieu », accusant les « ogresseurs serbes » d'avoir extermioé deux cent mille musulmans, abattu six cent môsquées, déplo-raot que « l'Europe s'en lave les mains avec tranquillité et indisse-

L'archevêque de Sarajevo luimême, Mgr Vinko Puljic, n'a pas craint de rompre l'atmosphère spiriuelle du lieu et de la rencontre pour reprocher aux hommes politiques, sans plus de précisions, de « ralentir lo solution du problème, cherchant toujours de nouvelles raisons d'évolter une intervention efficace». Et lui aussi d'évoquer la litanie des crimes commis. Sar cent quarante-quatre paroisses dont il avait la charge avant la guerre, soixante-deux ont été rayées de la carte de Sarajevo. Comme les mosquées, des églises, des sanctuaires, des mooastères oot été rasés. « Notre beau pays, où vivalent en hormonie les Musulmans, les Serbes, les Croates, est devenu une terre dévasiée», coocint l'archevêque bosniaqoe, au too suppliant: « Aidez-nous, ne nous laissez pas seuls. » laissez pas seuls, »

L'Europe · en « survie »

En réunissant ce deuxième som-met de la paix à Assise, Jean-Paul II avait en tête au moios trois objectifs: rappeter à l'Europe ten-tée par l'intervedion militaire que la guerre est toujours « une avendit à Noël 1990, avant les premiers dit à Noël 1990, avant les premiers bombardements alliés sur Bagdad; témoigner que les religions ne sont pas fantes pour la guerre, cootrairement aux leçons de l'Histoire, mais pour la paix; mootrer, enfin, que les trois graodes traditions, juive, chrétienoe et musulmane, « présentes depuis des siècles sur ce continent où elles ont contribué tootes. trois. hier comme aujour-d'hui, à sa lente formation », sont capables de contriboer à la « reconstruction » d'une Europe en état de « survie». Ce dernier point o'est pas le moins banal. Le chef de l'Eglise catholique a souvent été de l'Estise catholique a souvent été accusé de monopoliser, an seul bénéfice du christianisme, les racioes et l'identité culturelle de

Jamais sans doute, même aux pires beures de Solidarité eo Pologne, ou de la guerre du Golfe, ce pape n'était opparu aussi acca-blé que ce jour à Assise, par l'évo-lution d'une Europe où il avait applaudi la désintégration du com-munisme, mais qui, sur son flane oriental, semble anjourd'hui mena-cés de dislocation. On me neucée de dislocation. « On ne peut rester indifférent devant une telle tragédie. On ne peut dormir. Il

Jean-Paul II : « L'homme européen est-il capable de se relever de l'abîme?»

Recevant samedi 9 janvier, au couvent de Seint-François à Assiae, las délégations chrétiannes at non chrétiannes, la pape a déclaré : e Chacun de nous sait que sa croyance reli-gieuse ast pour la vie at non pour la mort. Elle est pour le respect de chaque être humain. at non pour l'oppreasion de l'homma par l'homme. Elle ast pour la paisible convivialité des ethnies, des pauples, des religions, et non pour les affrontemanta violanta, ni pour la

Puis il a appelé les différentes confessions à «montrer à tous que seule l'acceptation de l'autre constitua la sacret d'una humaniré réconcillée, d'una Europa digne de sa vocation véritable. Aux guerres at aux conflits, nous voulons opposer le spectacle de notre concorde, dans le respect de l'identité de

Avant un départ de centaines da jeunes munis da flambeaux, à travers les ruea d'Assisa, la pape a présidé une longua vail-lée da prières, réunissant les délégations chrétiennes : «Les confilts qui surgissent autour de nous, a-t-il dit, la faim, les pri-vations et les souffrances qui affligent tant d'êtres humains constituent un défi pour tous ceux qui se déclarent disciples du Christ. Tant de malheurs ne sont-ils pas la conséquence de la lutte qui affronte le mal au bien, qui oppose une société

fondée aur l'égoïsme at sur ls cupidité à la civilisation de

« Comment est-il possible. ajoute Jean-Paul II, de priver un homme du droit à la vie at à la sécurité, parce qu'il n'ast pas l'un de nous, parce qu'il est l' «eutre»? De priver une femme du droit à son intégrité et à sa dignité, parce qu'elle n'ast pas l'une de nous, parce qu'ella est l'eautra »? Et encore de priver un enfant du droit à un toit qui l'abrite et du droit à se nourrir, parce que c'est un enfant qui sa trouve du côté des « autres ». Noue, aux, ne sommaa-nous paa tous les enfants d'un seul

Dimenche 10 janvier, anfin, au coura d'una célébration, la pape a élargi sa méditation à tous les conflits qui ont déchiré l'Europe au vingtièma aiècle : « Quelles terribles expériences de guerre a connues le vingtiàma siècla l Ca siàcle a été marqué par la haine et par un mépris profond à l'égard da l'humanité, haine et mépris qui ne renoncent à aucun moyen ni à aucune méthode pour anéantir et exterminer l'eutre (...), de sorte que l'on peut se demander, avec peur, si l'homme européen est capable de aa relever da l'abime dans lequel l'e poussé une folle avidité de pouvoir et de domination eux dépens des autres hommes, des autres nations. »

nous faut veiller et prier», dit-il, reprenaot les mois du unrist au Jardio des Oliviers, et en citant Pascal: «Le Christ est en agonie jusqu'à la fin du monde.»

Dans la basilique de Saint-François, face aux fresques de Giotto racontant la vie du Poverello, écrasées ce soir-là par la Inmière des projecteurs, Iean-Paul II a su trou-ver les mots pour rappeler « les blessures, créées par l'intolérance religieuse entre tous les troyants du reigieuse eure tous les croyans du Dieu unique, qui ont ensanglanté l'Europe» et pour inviter tous les fidèles, de quelque expression que ce soit, à se toorner vers Dien, « face aux instruments de destruc-tion et de mort, face à la violence et à la cruouté». Le lendemain, il dessit se livree de une sente music devait se livrer à une sombre médi-tation sur « l'ablme » dans lequel a plongé « l'homme européen » du vingtième siècle (lire encadré ci-

Iovitant les oégociateurs de Genève au « courage », le pape s'est gardé de toute ingérence politique. Rappelant ooe doctrine constante du Vatican, il a seulement évoqué « le droit de chaque nation à l'autodétermination ». Ce droit peut se réaliser, a-t-il ajouté, « par une souveraineté politique propre, soit dans le cadre d'une fédération ou d'une confédération avec d'autres nations. L'une ou l'autre modalité pouvaitelle être souvegardée entre les elle être souvegarde entre les nations de l'ex-Yougoslavie? Il est difficile de l'ex-Eure. Cependant, lo guerre qui s'est déchaînée semble ovoir éloigné une pareille possibilité»,

S'il sera difficile de tirer uoe leçon directement politique de cette rencontre interconfessionnelle d'Assise, celle-ci aura, en revanche, témoigné, paradoxalement, des tensions fortes dans le dialogue œcuménique que la fin do commo-oisme et le retour aux libertés religiouses en France out fait error.

quée dans le conflir yougoslave, avait massivement répondu à l'in-vitation du pape, les réticences juives et surtout orthodoxes ont été les plus remarquées. Juils et ontbodoxes avaient sans

ser, les premiers invoquant le choix, sans doute maladroit, du Vatican, d'un jour de sabbat, les deuxièmes la proximité des fêtes de Noël orthodoxe (7 janvier). Même compeosé par l'envoi de messages chaleureux, que Mgr Duprey, secretaire du Conseil pontifical à l'unité devait lire dans la basilique à la demande du pape (2), l'impact de cette deuxième ren-cootre d'Assise a sooffert de l'abseoce de tout représentant du patriarcat œcuménique de Constan-tinople et de l'Eglise orthodoxe de Serbie. Le patriarcat de Moscou o'avait même pas daigné répondre à l'invitatioo do pape. A un rang modeste, le seul représentant de l'orthodoxie figurait dans une délé-gation venue de Skopje.

Le poids de la délégation musul mane s'est trouvé de ce fait suréva-lué. Celle-ci a multiplié les gestes d'affection envers le pape, qui l'a reçue en privé. Il étant prévu que les prières soient dites dans des lieux de culte séparés. Mais bouseulant le protocole, les dignitaires musulmans ont investi la basilique des l'ouverture de la veillée chrètienos bien avet les invoctions. tienos, bien avant les invocations finales, dans toutes les langues, auxquelles ils devaient se joiodre.

Au banc des invités, ils ont done sagement écouté les lectures et l'Evangile, evant de se précipiter sur le pape pour l'échange des baisers de paix. Poor comble de malaise, il suffisait de lire la composition de cette délégation musulment pour comprender que la mane poor comprendre que la plupart représentaient des communantés aidées par la Ligue islamique et l'Arabie saoudine, dont on sait le goût particulier pour la tolérance et le respect de la liberté de HENRI TINCO.

(1) Une cinquantaine de cardinaux et d'évêques estholiques étaient présents à Assise, ainsi que des représentants des Eglises méthodiste d'Angieterre, luthécienne de Finlande et de Suède, angitans d'Angieterre, réformées de Suisse, vieille-catholique d'Utrecht, etc. Le judaleme n'était représenté que par le rabbin David Rosen, en B'Nai Brith de Jérosalam, et l'islam par une trantaine de dignitaires musulmans d'Enrope. Plusieurs délégations étaient vennes de diocèses de l'ex-Yougoslavie (Bauja-Luka, Sarasevo, Belgrade, Mostar, Skopje). Four la France, participatent Mar Joseph Rozier, évêque de Poitiers et président de Pax Christi, ainsi que M. Dalil Boubakeur, recteur de la Mosquée de Paris.

(2) Dans son message, le patriarche

(2) Dans son message, le patriarche Pavie de Belgrade exprime son désir de rencontrer le pape.

CATASTROPHES

Après le naufrage du pétrolier « Braer »

Une partie de la population des Shetland est placée sous surveillance médicale

de notre correspondant

Comme prévu, la détérioration des conditions météorologiques au cours du week-end a interdit de procéder à la mise en place des opérations de pompase dans les soutes du pétrolier Braer. Lundi 11 janvier, la tempête faisait toujours rage sur les îles Shet-land, où s'est échoué, le 5 janvier, le navure libérien. Le mauvais temps empêche de se rendre compte de l'état exact du bateau et de l'apparition ou oon de nouvelles déchirures dans sa coque. Sans avoir fortement empiré, la marte noire gagne cependant sans cesse du terrain, se prolongeant maintenant jusqu'à 40 kilomètres le long de la côte ouest de la principale île de l'archipel.

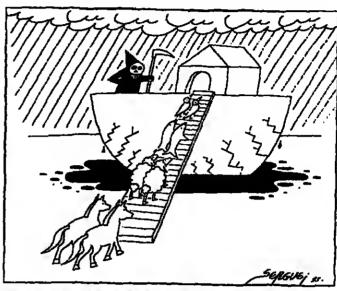
Les effets de cette poliution marine Comme prévu la détérioration des

principale ile de l'archipei.

Les effets de cette pollution marine sont multiples et préoccupent particulièrement les autorités médicales. Les habitants sont de plus en plus nombreux à se plaindre de manx de tête, de diarrhées et d'irritation de la gorge et des vent. La mise en place de tests systématiques (analyses du sang et des urines) a donc été décidée afin d'évaluer les conséquences toxiques de cette abrume pétrolières, lesquelles pournsient se manifester dans le foie et les reins. Des masques de protection ent aussi été mis gratuitement à la disposition de la population dans deux magasias de Sumburgh. Mais seuls les astimatiques et les policiers chargés de la sécurité autour de l'épave les utilisent déjà.

Pour l'instant, ces mesures oe

Pour l'instant, ces mesures oe concernent que les quelque six cents



flieus qui vivent dans un rayon de trois kilomètres autour de l'épave. Il est, d'autre part, conseillé aux enfants seraient morts), le corps couvert de et aux femmes enceiotes de rester chez eux. Enfin, l'ean potable est systématiquement analysée.

Le nombre des animaux més par la pollutioo s'allonge: coviron 600 oiscaux morts out été dénombrés jusqu'à présent - cormorans et canards surtout, - mais la tempête cache probablement un bilan plus lourd. Plu-

substances buileuses, sont visibles sur les rivages proches du Braer. Mais le mauvais temps empéche les équipes de sauveteurs de leur porter secours. Enfin, les éleveurs, inquiets du sort des fameux poneys des Shetland, ont pris des mesures pour les éloigner des principales contaminée.

paturages contaminés.

LAURENT ZECCHINI



L'armée de terre ne devrait aligner qu'un combattant pour trois hommes

En 1997, eu terme de la réorganisation qu'elle vient d'entreprendre, l'armée de terre française ne comptera qu'un homme sur trois dens ses grandes unités de combet, plecées au contact d'un adversaire éventuel, les deux autres servent dans les éléments d'eppui ou dens l'environnement des forces. Ce ratio, grosso modo d'un combettant sur trois hommes, témoigne de le lourdeur des ermées modernes, en raison de le logistique ou du soutien qu'elles requièrent. Il figure dans un document confidentiel, interne à l'état-major de

En l'état présent des réflexions sur le contour prévisible des forces à l'horizon 1997, les effectifs militaires de l'armée de terre devraient atteindre 225 000 hommes, au lieu de 261 000 actuellement, sans compter quelque 36 000 eivils. Pour 1997, ces évaluations incluent 110 000 personnels de carrière ou sous contrat et 115 000 appelés du

A ce total de 225 000 hommes, il faut enlever 33 800 hommes qui sont indisponibles parce qu'ils servent - que cela soit reconnu ou dissimulé - dans différentes administrations ou qu'ils sont à l'ins-truction (les fameuses « classes» suivies par les recrues). De même, il faul défaiquer 43 200 autres hommes, qui constituent le soutien central ou territorial (administration et infrastructures de la défense) et les formations de per-fectionnement ou de spécialisation. bien que les forces proprement dites ne reunissent plus que 148 000 hommes, e'est-à-dire les

deux tiers des effectifs militaires. L'ensemble de ces forces se répartit en trois graodes catégo-ries : d'une part, quelque 11 400 hommes pour des missions diles « spécifiées », comme les troupes qui servent outre-mer (10 200) et force d'ultime avertissement (1 200), qui est responsable du gar-diennage de la vingtaine de lanceurs de missiles Hadès stockés en camp et non déployés selon une décision du chef de l'Etat : d'autre part, quelque 10 800 hommes des

L'historien et homme politique

polonais Bronislaw Geremek a

inaugurė, vendredi 8 janvier, le

chaire internationale qui vient

d'être créée au Collège de

Député à la Diète polonaise, res-

ponsable historique, aux côtés de

M. Lech Walesa, de Solidarité.

proche à présent de l'ancien pre-

nuer ministre, M. Tadeusz Mazo-

wiecki, M. Bronislaw Geremek est

aussi un médiéviste reconnu. dont

plusieurs ouvrages ont été traduits

en français. C'est à ce titre qu'il a

été appelé à occuper pour un an la

chaire internationale qui vient

d'etre crèce au Collège de France, à

0000000

8 9 7 2 3 T

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

SAUECL & JANVIER 1993

9 720 F 192 F

16 F

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

forces de défense du territoire, puisqu'il est prèvu de mettre sur pied une dizaine de régiments dans les eirconscriptions militaires de défense (à commencer, dès 1993, par le 8 régiment d'infanterie à Noyon, pour la circonscriptioo de Lille, et le 27 régiment d'infanterie à Dijon, pour la circonscriptioo de Besançon); enfin, les quelque 125 800 hommes restants, pour le

Des éléments disparates groupés en forces cohérentes

corps de manœuvre et le corps européen (qui devra être opération-nel en 1995).

Avec le corps de manœuvre et le corps européen, on est au cœur du dispositif de l'armée de terre tel qu'il sera en 1997. Ce sont ces deux corps qui pourront être enga-gés en Europe ou hors d'Europe, sous un commandement national ou ioterallié.

Mais, en réalité, cet ensemble de 125 800 hommes comprend luimême des éléments disparates, groupés en forces cohérentes selon type de leurs missions ou les théatres d'opérations.

Une première partie rassemble les éléments dits organiques de corps d'armée, de la force d'action rapide ou des brigades de renseignement, soit quelque 37 480 hommes. Ces unités sont chargées des communications, de la défense sol-air, de la mobilité, de la logisti-que ou de l'artillerie en profondeur lance-roquettes multiples). Uoe deuxième « composante », evec 13 660 hommes, réunit les appuis propres au corps de manœuvre et les renforts levés à partir de l'enca-drement des écoles. C'est le troisième et dernière

partie qui, à proprement parler, constitue les forces combattantes, dites de contact, c'est-à-dire celles qui seraient engagées face à uo sseur. éventuel. Il s'agit de huit divisions (quatre divisioos du corps blindé mécanisé et quatre autres divisions de la force d'action rapide), auxquelles il faut ajouter la brigade mixte franco-allemande existante. Le corps blindé mécanisé est à vocation européenne, avec trois divisions bliodées et une divi-sion d'infanterie pour le combat en zone urbaine ou dans des régions difficiles. La force d'action rapide, avec deux divisions d'iofanterie, une divisioo aéromobile (à base

l'actuel titulaire est Umberto Eco).

solidarités », tel est le thème chois

par M. Geremek pour cette série

de leçons, tous les mardis à 10 heures, au Collège de France. A

partir d'une interrogation sur l'ori-

gine des exclusions médiévales

depuis le douzième siècle, l'histo-

rien cherebera à comprendre les

motifs et la nature de l'exelusion

dans l'Europe communiste et pos-

tcommuniste, et la difficulté à tra-duire dans les faits une morale

Le Monde des débats de janvier

sera publiée intégralement par

propose des extraits de cette lecon.

LOTO SPORTIT N 1

RESULTATS OFFICIELS

14 Emper 314

THE REAL PROPERTY.

13 marrier ED 112 360 f

7

91 35

918 F

78.5

émocratique.

qui sera publiée intég le Collège de France.

BATCHS OU JOUR

TO KE STREET

MONATO ANDRON

THE POST OF THE PARTY OF

« Histoire sociale : exclusions et

Des leçons sur l'exclusion et la solidarité

M. Bronislaw Geremek au Collège de France

d'bélicoptères) et une division légère blindée, est plus spéciale-ment orientée vers les opérations menées outre-mer.

Au total, selon le document interne à l'état-major de l'armée de terre, ces grandes unités de combat spécialisées devraient aligner quel-que 74 660 hommes en 1997. Soit, par rapport à un ensemble du positif fraoçais fort de 225 000 nommes, un combattant au contact pour deux hommes ailleurs.

Dans les milieux militaires, on affirme que ce ratio d'un combat-tant sur trois hommes n'est ni étoonant ni particulier à l'armée française. D'autres forces modernes dans le monde, à commencer par l'armée des Etats-Unis, présente-raient un tel rapport, qui ne serait, dit-on, déconcertant qu'en apparence. Il n'en demeure pas moins que ce ratio traduit la lourdeur et la complexité des armées dans les pays développés, ce qui suppose un environnement edministratif, un soutien et une logistique mobilisant des effectifs et des moyens impor-

La nouvelle organisation, qui devrait voir le jour en 1997, vise à mettre sur pied « de gros régiments », selon l'expression du chef d'état-major de l'armée de terre, le général Amédée Monchal, pour disposer d'unités eotour d'un millier d'hommes. « Ce sera le cas, e-t-il récemment expliqué à un auditoire d'officiers à l'Ecole de guerre, des régiments d'infanterie mécanisés à six compagnies de combat, au lieu de quatre actuellement; des régiments blindes à quatre-vingts chars, au lleu de cinquante-deux ou soixante-dix, et des régiments d'artillerie à trente-deux canons, contre vingt aujourd'hui, »

En même temps qu'elle dissoudra certaines unités pour constituer ces nouvelles formations plus denses, l'armée de terre va récupérer des cadres (officiers et sous-of-ficiers) et, à terme, accroître son taux d'encadrement qui est, avec 27 % des effectifs sous les dracompare à celui en vigueur dans des armées comparables, « Par le réinvestissement d'une grande par-tie des cadres rendus disponibles à occasion des dissolutions, e prédit le général Moochal, ce taux d'enca-drement devrait atteindre 31 % en

JACQUES ISNARD

MEDECINE

nouvelle greffe d'un foie de babouin sur l'homme aux Etats-Unis. - Une équipe de chirurgiens de l'hôpital de l'université de Pittsburgh (Pennsylvanie) e greffé, dimanche 10 janvier, un foie de babouin sur un bomme âgé de soixante-deux ans, souffrant d'une hépatite virale B. Les mêmes médecins avaient réalisé une opération similaire le 28 juin dernier (le Monde du la juillet 1992), qui s'était soldée par un echec. - (AFP, AP, Reuter.)

□ L'Association de défense des victimes de la transfusion sanguine demande une loi d'indemnisation. Au lendemain de la diffusion du rapport sur les hépatites virales posttransfusionnelles de type C (le Monde du 9 janvier), l'Association de défense des victimes de la transfusion sanguine (ADVTS) a demande, dans un communiqué public samedi 9 janvier, le vote d'une loi d'indemnisation des personnes contaminées par le virus de l'hépatite C à la suite d'une transfusion. L'ADVTS réclame également que ces malades puissent bénéficier de la carte d'invalidité à 100 %.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 9 janvier 1993 : DES LOIS

- Nº 93-22 du 8 janvier 1993 modifiant le code civil, relative à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant, et instituant le juge oux affaires familiales;

- № 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relative à la législation dans le domaine funé-

- Nº 93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages el modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques. UN DÉCRET

- Nº 93-26 du 8 jaovier 1993 modifiant le décret nº86-317 du 3 mars 1986 portant création d'une délégation ioterministérielle pour la sécurité des systèmes d'informatioo, modifié par le décret nº 87-862 du 26 octobre 1987.

CARNET DU Monde

<u>Naissances</u> Olga Boico, Michel Trebitsch,

le 17 décembre 1992, à Paris. Le professeur Olivier GOHIN et Ma, Guillaume et Marie-Pla, ont la joie d'annoncer la naissance de

Victoria.

le 20 décembre 1992, à Paris.

Limoges.

31, rue d'Estienne-d'Orves, 92500 Rueil-Malmaison.

Anniversaire de naissance et leur ms

Abbes à un anniversaire, le 14 janvier 1993, à

- Mª Suzanne Saint-Louis Azouvi, M™ Nissim Azouvi,
M. et M™ Alain Azouvi,
Leurs enfants
Et loute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Gérard AZOUVI.

survenu le 9 janvier 1993, à l'âge de

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part,

Xavier CORMENTER

nous a quittés.

n Arec celul que nous aimons, nous avons cessé de parler, et ce n'est pas le silence. Qu'en est-il alors? Nous savons, ou croyons savoir. Mais seule-ment quand le passé qui signifie s'ouvre pour lui livrer passage. Le voict à notre hauteur, plus loin,

A l'heure de nouveau contenue o nous questionnons tout le poids d'énigme, soudain commence la dou-leur, celle de compagnon à compagnon, que l'archer, cette fois, ne transperce pas. »

René Char.

 M= Madeleine Pradeilles Duss
 "Les familles Bouvard et Rondot." ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre DUSSERT. grand croix de l'ordre national du Mérite, ancien déporté de la Résistance

au camp de Neuengam cur nere et nerent.

survenu le 9 janvier 1993, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée à Aotony (Hauts-de-Seine), en l'église Saint-Saturnia, rue de l'Eglise, le mer-credi 13 janvier, à 14 heures.

L'inbumation snivra, an cimetière

Cet avis tient lieu de faire-part.

92, rue du Colo 92160 Antony. rue du Colonel-Fabien,

 M™ Alexandre Goossens,
 M. et M™ Michel Goossens
 teurs enfants,
 M. et M™ Jean-Pierre Goossens t leurs enfants,

M= Françoise Goossens-Papiniot

et ses enjans, M. Jean-Pierre Berger, Et toute le famille, ont la douleur de faire part du décès de

Alexandre GOOSSENS, le 8 janvier 1993, dans sa soizante-neu

Une cérémonie religieuse a été célé

hrée en l'église Saint-Etienne de Bas-sac, le samedi 9 janvier.

Cet avis tient lieu de faire-part

16120 Bassac. 1, rue Monticelli, 75014 Paris. 64, boulevard Soult, 75012 Paris. 23, rue de l'Eure, 75014 Paris.

M= Annette Coltin, sa mère, Stéphane et Laurent Bergstrasser, ses enfants, Rachel Jeanson

font part du décès, le le janvier 1993.

L'inhomation a en lieu dans l'intimité, à Bouzy (Marne), le 5 janvier. 24, rue Le Brun,

Danièle JEANSON.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous comilguer leur numéro de réfé

Le conseil d'administration, L'amicole des anciens. Le personnel.

sirs et technique, ont la douleur de faire part du décès de M. Robert LEVILLAIN,

Les jeunes de l'association Jeunesse, culture, loi-

fondateur de l'association, directeur général de 1960 à 1989, survenn le 7 janvier (993, dans sa

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 12 janvier, à 10 heures, en l'église de Nouzilly (Indre-et-Loire).

Selon les vœux de Robert Levillain, vous pouvez poursuivre son œuvre au Sénégal en vous adressant à la Fondation de France. 40, avenue Hoche, 75008 Paris, compte 60 0586.

Association Jeunesse, culture, loisirs et technique, 21, rue Saint-Fargeau,

M= Danielle Levu-Cofler, M. Hao Levu, Béatrice et Isabelle Et les familles Bellooi, Coffer, Levu, Martineu, Monpetit, Wouters,

Et amis, on la douleur de faire part de la dispa-rition accidentelle à Eloy (Tuscon,

Laurence LEVU,

dans sa dix-neuvième année. Réunion en l'église Notre-Dame-de-

Lozère, à Palaiseau, le mercredi 13 jan-vier 1993, à 14 heures. Inhumation an cimetière de Saint-

M. et M. Paul Lugagne,
 M. et M. Pierre Lugagne
 et leurs enfants,

Ses parents
Et amis,
out la douleur de faire part du décès de

M* Francine LUGAGNE, survenu à Neuilly, le 7 janvier 1993.

onie religieuse aura lieu à la paroisse du Bousquet-d'Orb (Hérault), et l'inhumation an tombeau familial à Saint-Xist.

M- Harold NEEL, -

nous a quittes brusquement, le 8 jan-

Ses enfants. Et toute la famille,

vous prient d'assister ou de vons unir d'intention à la messe qui sera célébrée le jeudi 14 janvier, à 10 b 45, en l'église Saint-Romain de Sèvres, pour lui dire adieu ensemble.

A l'église, un registre tiendra lieu de

L'inhumation aura lieu an cimetière

- M. et M= Philippe Pattegay,

leurs enfants et petits-enfants,
M. et M= François Pattegay
et leurs enfants,
M. et M= Yves-Michel Pattegay
et leurs filles, Et toute la famille, out la douleur de faire part du décès de

M- Henri PATTEGAY, née Georgette Soulier, survenn le 5 janvier 1993, dans sa qua

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale, le 8 janvier, à

6, rue de l'Ermitage, 95160 Montmorency.

Sa famille, Ses amis, ont le chagrin de faire part du décès de Aymée ROLLAND,

survenu le 8 janvier 1993, à son domi-cile, 96, boulevard Raspail, Paris-6.

Le service religieux anra lieu à 8 b 30, ie mercredi 13 janvier, en l'église Nutre-Dame-des-Champs, 91. houlevard du Montparnasse,

11 sera suivi de l'inhumation à 15 heures, au cimetière de Bucquoy (Pas-de-Calais).

Remerciements

- Très émus par les marques d'estime et d'amitié témoignées à Jean-Pierre GUYOT,

lors de son décès accidentel à Mescate. M≈ Jean-Pierre Guyot Et ses enfants remercient très sincèrement les

personnes qui leur ont manifesté leur

Avis de messe

- Une messe sera célébrée le ven-dredi 15 janvier (993, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides, à la

général d'armée aérienne Michel FOURQUET,

décédé le 20 novembre 1992.

 On nous prie d'annancer qu'une cérémonie œeuménique réunira, le mercredi 20 janvier 1993 à 11 heures, en l'église de la Madeleino, à Paris-8°, les familles, proches et eollègues des victimes de l'accident du

MONT SAINT-ODILE.

survenu il y a un an.

Anniversaires - Le 11 janvier 1988,

Alexis GRJEBINE

nous anittait. Que ceux qui l'ont connu et aimé se

- Le 12 janvier 1992,

René GUÉDON nous quittait. Ceux qui l'aimaient pensent à lui,

- II y a dix ans, Yves de LA HAYE

quittait les siens. Pour sa famille et ses nombreux

amis, il est toujours présent parmi eux. - Voilà cinq ans disparaissait

. . .

M. François VILLATTE. préfet honoraire.

Tous ceux qui l'ont connn et estimé

Communications diverses - L'assemblée générale du Club aloin en lle-de-France aura lieu le jeudi 14 janvier 1993, à 20 heures, an siège de l'association : 24, avenue de Lau-

mière, Paris-19.

Mercredi 13 janvier 1993, à 20 b 30, centre Medem, 52, rue René-Boulanger, Paris-10, soirée-débat, Alain Finkielkraut : « La France, les juifs et le conflit dans l'ex-Yougosla-

vie.». Soutenances de thèses

Le mardi 12 janvier 1993, à 14 heures, Mis Dominique Diard sou-tiendra sa thèse : « L'Eden errant ou l'Amérique latine des cosmonolites français de la première moitié du XX siècle », à l'université Paris-VII

Thèse de doctorat dirigée par M= Marie-Claire Dumas.

 Université Paris-IV, Geneviève André-Acquier: « Henri Michaux et l'Orient », 13 janvier 1993, à 14 h 30, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin,

- Institut d'études politiques de Paris, jeudi 14 Janvier 1993, à 15 heures, salle 401, 56, rue des Saints-Pères, Paris-7°, M. Jean-Marc Coicand: « Légitimité et politique. Contribution à l'étude du droit et de la esponsabilité politiques ».

Doctorat d'Etat en science politique. - M. Claude Loupiac soutiendra sa

hèse de doctorat d'histoire de l'art

l'université Paris-i (Panthéon-Sor-bonne): « L'architecture théàtrale en France à la Belle Epoque », le jeudi 14 janvier à 15 heures, à la Sorbonne, salle 113. - La thèse de Jacqueline Proust, née Le Tohic, initulée « Médecins et chi-rurgiens anglais à l'époque de la Renaissance, de 1530 à 1640 », sera soutenne à litre posthume, le samed 16 janvier 1993, à 14 beures, à l'uni

16 janvier 1993, à 14 heures, à l'université Paris-Sorbonne-Paris-IV (amphithéatre Couchy, 3º étage, 17, rue de la Sorbonne). Cette thèse de doctorat, préparée sous ta direction de Mai Jones Davies, sera soutenue par le frère de l'auteur, le docteur Emmanuel Le Tohic. - Institut d'études politiques de Paris, lundi 18 janvier (1993, à 14 heures, salle André-Siegfried, 30, rue Saint-Guillaume, Paris-7; M. Frédéric Wehrle : « La pérennité du

Total Carrie Hills

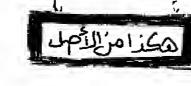
FIELD IN NOV.

problème tchécoslovaque : facteur national et politique en Tchécoslova-quie, 1918-1992 ».

- Tite Renter sontiendre sa thèse : - The Redier Southeners at mese: « Réalité et plénitude chez Peter Handke » (sous la direction de E. Tun-ner), le lundi 18 janvier 1993, à 14 h 30, à Paris-XII-Créteil.

CARNET DU MONDE ratignements : 40-65-29-94 Tarif: la ligne H.T.

Toutes rabriques 100 F Abounés et actionnaires _ 90 F Communicat, diverses 105 F



IE E ALL

in a... water

....

47 4

VIVIN'S VIVI-ODILE

VICES GRIEBINE

 $\kappa_{\rm obs} \approx 64\, E_{00V}$

Tree of Light

W. Brancos VIII.AME

5. Ertenances de tie

1,500

100000

. . .

....

. .

Annivers

- C.

Citroën dans le collimateur

Avant d'entrer en Mauritanie lundi 11 janvier, les rescapés du rallye-raid Paris-Dakar ont bénéficié d'une journáe da repos à Adrar (Algérie). La première semaine de course a été marquée par l'étape entre Beni-Ounif et El Goléa, où près du tiers des concurrents n'ont pu franchir les dunes et les pistes cassantes au nord du Grand Erg occidental algérien. Le week-end a été particulièrament agité pour l'équipe Citroën, avec l'évacuation sanitaire de l'Irlandeis Fred Gallagher, coèquipiar du Finlandais Timo Salonen, dans l'étape Tamanrasset-Adrar. et la suspicion de ravitaillement interdit de Pierre Lartique dans cette même étape. D'abord mis hors course par la direction de course, la vainqueur du Paris-Moscou-Pékin a finalement été autorisé à poursuivre le rallye au bénéfice du doute par le collège des commissaires sportifs.

. ADRAR

de notre envoyé spécial

Dimanche était jour de marché à Adrar, Venns de toute la région du Taout, les hommes en djellaha hlaoche s'étaient rassemblés le matin sur la graode place carrée, ceiote de bâtiments aux murs d'argile rouge de style soudanais. Dimanche, cette ultime ville-étape avant la grande traversée vers le sud dn Tanezrouft, le « désert des déserts », était aussi devenue le point de ralliement du Paris-Dakar. Arrivés en provenance d'El Goléa ou de Bordj-Omar-Driss, les éliminés des premières étapes algériennes avaient profité de la journée de repos pour couper au plus eourt et rejoindre les soixante-dix autos et camions et les quinze motos encore en conrsc qui venaient d'en finir avec la plus lon-gue spéciale de l'histoire du rallye : I 180 kilomètres entre Tamanrasset et Adrat à travers le Tanez-

Tristement celèbre depuis 1809, où il avait coûté la vie à une caravene de quelque deux mille hommes et mille buit cents cha-meaux, morts de soif et retrouvés ment moins dramatiques, eurait pu décider de la victoire finale dans le Dakar 93 pour no problème de ravitaillement en... carburant. En survolant la spéciale, l'bélicoptère de la direction de course a aperçu au kliome l'actione de deux Caroén de Biome l'actione de milles de la de Pierre Lartigue, denxième de la course, et de Timo Salooen, troi-sième, arrêtées à proximité de deux Toyota, dont un immatriculé dans les Bouches-du-Rhône.

L'bélicoptère à peine posé, les pilotes des deux Citroeo soot repartis, mais Gilbert Sabine, Marc repartis, mais Gilbert Sabine, Marc Roy, le directeur de coorse, et Marc Ducros, le responsable autos de TSO, ont pu constater que les deux Toyota diesel transportaient dix hidons de super (1). Trois ou quatre étaient vides. Uo peu plus tard, au kilomètre 230, Timo Salooen, lancé à plus de 120 kilomètres-heure, oégociait mal uoe cuvette très abrupte. La voiture encaissait hien le choc mais Fred encaissait hien le choc mais Fred Gallagher, le copilote irlsodais, devait être transporté en bélicop-tère jusqu'à Tamanrasset, puis rapatrié par avion en France avec uo tassement vertébral ao niveau de la charnière dorso-lombaire.

Guy Fréquelin, directeur de Citroen Sport, o'était pas au bout de ses peioes. Dès le samedi soir, il était entendu par la direction de course, ainsi que Pierre Lartigue et Michel Perin, son copilote, suspec-lés de ravitaillement interdit. Les trois hommes nisient, msis, dimanche après-midi, la direction de course leur notifiait leur mise hors course. Plus longue spéciale de l'histoire du rallye avec 801 kilomètres chronométres, cette ancienne piste des caravanes pou-vait poser des problèmes d'antono-mie de earburant. A l'arrivée, Hubert Aoriol (Citroëo) disait d'ailleurs qu'il avait du rouler «à l'économies. Lors de soo arrêt pour l'accident de Salonen, Ari Vatanen avait vidé dans son réservoir l'un des deux bidons de réserve (32 litres) de son compa-trote pour « s'assurer une marge de sécurité ».

Dans l'heure qui a suivi la nou-fication de la mise bors eourse, Gny Fréquelin portait réclamation. Après douze heures de réunion et de vérifications portant notamment sur la capacité des réservoirs de Pierre Lartigue (519 litres, soit a priori une capacité suffisante pour cette spéciale), le collège des commissaires sportifs a décidé, dans des circonstances heureuse- maintenir la ZX dans le classement

et de l'autoriser à poursuivre la course. «L'ensemble des éléments recueillis laisse un doute sur la réa-lisation effective de l'acte de ravi-taillement. (...) Le doute profite au concurrent », précise le collège des commissaires sportifs dans ses

Polémique sur les reconnaissances

« Une autre décision aurait été pour nous insoutenable », commentait Guy Fréquelio, visiblement soulagé. Cette décision sauve l'intérêt sportif du Dakar 93. Après sa large victoire dans la deuxième spéciale, la traversée par le nord du Grand Erg occidental algérien, eotre Beoi-Ouoif et El Guléa (950 kilomètres), famie à près d'un tiers des coocurrents (vingt-huit des quarante-six motos et vingt-quatre des cent buit autos et quatre des cent buit autos et camions), Bruno Saby (Mitsubishi) aborde la deuxième et dernière semaine de course avec un seul rival, Pierre Lartigue. Le Japonais Kenjiro Shinozuka, troisième, comptant plus de quatre heures de retard.

Cette suspicion de ravitaillement non autorisé laisse toutefois planer un dnute sur la régularité des ral-lyes tout-terrain. Avant le départ, la polémique avait repris sur les reconnaissances, interdiles par le réglement, que Citroën et Mitsu-bishi ont effectuées en Algérie. A la veille de la mise bars course veille de la mise bnrs eourse momentanée de Pierre Lartique, la marque française avait déjà reçu un avertissement. Jean Todt, direc-

tenr des activités sportives du graupe PSA, avait sarvolé la spé-ciale en bélicoptère. Or, ce survol dans un appareil qui n'appartenait pas à l'organisation aurait pu lui permettre d'assister éventuellement une ZX.

Cette suspicina est, surtout, pré-judiciable à l'image do groupe PSA, déjà confronté dans le passé PSA, déjà confronté dans le passé à plusieurs polémiques, avec Peugeot, sur le Paris-Dakar : victoire junée à pile ou face dès Gao entre Ari Valacen et Jacky Ickx en 1989: mise hurs course du Finlandais l'année précédente après le mystérieux vul de sa 405 Grand Raid à Bamako entrainant un départ hurs délais départ bars délais.

Fâcheux enocours de circons-tances, cette suspieion a coïncidé avec la visite sur le rallye de Jacques Calvet, venu encuurager l'équipe Citroen entre Tamanrasset et Adrar. Avant de s'envoler pour Paris, quelques beures avant l'an-onnce de la décision de la direction de course, le président du groupe PSA avait réitéré sa confiance dans la victnire d'une ZX à Dakar. Il avait aussi insisté sur la nécessité de rémir nrganisateurs et constructeurs afin d'établir un calendrier et de fixer des «règlements très précis» pour assurer le succès d'uo vrai champinnaat du minde des milles tent territ principal de la constant de la consta rallyes tout-terrain, indispensable à la survie de cette discipline.

. GERARD ALBOUY

(1) Les ZX Grand Raid marchent nor-malement avec de l'avgaz, un carburant destiné à l'aviation, mais le super peut être dilué sans dommages dans l'avgaz,

FOOTBALL

Monaco prend la tête

Frence de football, aamedi 9 janvier, a été merquée per la prisa da pouvoir da l'AS Monaco. Graca à quetre buts da leur-avent-centra Jürgen-Klinsmann, qui, aamble-avoir oubilé se méforme du début de saison, les Monégasques ont largement dominé Auxerra dans le match au sommet da catta vingtièma journée. A l'issue da ce match, la défenseur William Pruniar, qui avait été mis en cause lors du match allar pour dee brutalités sur l'Allemand Klinsmann et qui deux fois.

Vainqueur, samedi 9 janvier,

du sleiom de Germisch-Parten-

La reprise du championnat de a été conspué pandant tout le match par la public du atada Louis-II, e annoncé qu'il quittait son club at la football français, avant de revenir sur sa décision la lendemain. Outre l'exploit de Klinemann, toua les attaquants qui occupent la tête du classemant das hutaurs ont marqué. A Marsaille, l'Allamand Rudi Völlar a Inserit troia buts at la Croate Alen Boksic, deux. La leader du classement, la Ceennais. Xavier Grav

JUDO: les championnats de France

Le club du tournant

Lea championnats da France de judo, qui ont eu lieu, samedi 9 et dimanche 10 janvier à Peris, en l'absence de la plupart des médaillés olympiquea, ont été marqués par la domination d'un nouveau club : la PSG-Alliance 77 a obtenu huit médailles, dont trois d'or, devant l'US Orléans (aept medailles dont trois titres).

Est-ce le talent du comèdien, le métier qu'il exerce aujourd'hui? Lorsqu'no lui apprend que son club vient de s'adjuger le plus grand nombre de récompenses des championnats de France, devant des institutions comme l'US-Orléans ou le titutions comme l'US-Orléans ou le Racing-Club de France, aueune euphorie ne perce sur le visage de Thierry Rey. Comme si l'invasion des tutamis par les judokas du PSG-Alliance 77 était trop massive pour ne pas se révéler un peu gènante. Thierry Rey est de tnutc manière habitué depuis longtemps à l'insoleace des victoires précoces. La traiectoire du nouveau président La trajectoire du nouveau president de eluh ressemble à celle, fulgu-rante, de l'aneien judoka, devenu champion du monde à l'âge de dixneuf ans, avant de s'adjuger le pre-mier titre olympique français, avec Augelo Parisi, a Moscou.

Il y a un peu plus d'un an que Tbierry Rey a pris la tête de l'Alliance 77, une structure qui rassem-ble les meilleurs athlétes issus de quatre elohs de Seine-et-Marne. Mais la formation n'est vraiment née qu'à la fin de l'été dernier, nvec soo cotrée daos la nébuleuse du PSG omnisports, conduit par Canal

« Un vrai statut social»

L'ancien judoka venait de com-L'ancien judoka venait de com-menter, pour le compte de la chaîne cryptée, les exploits de ses succès-seurs sur les tatamis de Barcelonc. « Dans la foulée des Jeux, j'ai pro-posé aux dirigeants de Canal Plus de parlleiper à la naissance d'un grand club, lout en remédiant aux manques de moyens financiers de la discipline, explique Thierry Rey, Nous avons donc fondé la première société à obiet sportif (SAOS) du société à objet sportif (SAOS) du judo, qui verse un salaire mensuel à nos meilleurs athlètes.»

La dissociation entre le club proprement dit et la SAOS permet sur-tout de traiter les judokas en pro-fessionnels, lout en conlinuant à

SKI ALPIN: Coupe du monde

La montagne des revenants

reste tant bien que mal amateur Car l'arrivée du PSG coincide avec uo tournant du judo français, où les athlètes de haut niveau n'hésitent pas à se montrer de plus en plus exigeants. Certes, ils perçoivent depuis des années de l'argent sous forme de bourses versées par l'Etat ou, pour les plus renommés, par des entreprises ausquelles ils sont lies par des conventions, « lfais ce que nous réclainons aussi, dit Cécile Nowak, c'est un trai statut social. puisque naus vivons noire sport comme des professionnels. Les comme des projessionnels. Les rémunérations mensuelles ont au moins l'avantage de nous usurer une affiliation à la Sécurité sociale et d'en finir avec les périodes de flou.» Arrivée au PSG après la dissolution de la section féminine de son cluh de Boulogne-Billancourt. la championne olympique gagnerati dans sa nouvelle formation environ 15 000 F par mois.

Aller au plus offrant

Le PSG-Alliance 77 est également le symptôme d'une autre évolution dans le monde du judo tri-colore. A côté des salaires, un autre terme, lamillier des footballeurs, est apparu dans le vocabulaire des judokas : les transferts. Les judokas n'hésitent plus désormais à aller vers le plus offrant. Certes la pratique est, la encore, ancienne, «L'US-Orléans ou le Racing ne nous ont pas attenuus pour recruter les meilleurs éléments en rue de la Coupe d'Europe des clubs », dit Thierry Rev. Mais la constitution de sa nouvelle formation a provo-qué des remous à l'intersaison, qui n'ont pas fini de faire grincer des dents. Le PSG a ainsi cherché à recruter quatre des meilleurs judokas du elub d'Alfartville.

Au prix d'un compromis élaboré avec le concours de la Fédération, il n'en a arraché que trois, jusqu'à la prochaine tentative. Au elub d'Alfartville, on se dit très amer des procédés employés. On se demande si les athlètes qui ont quilté le club o'ont pas sacrifié leur reconversion professionnelle au profit de bénéfices plus immédiats. Conscient du problème, le nouveau président de la Fédération, Miehel Vial, a mis en place une commission chargée de réfléchir à un nouveau réglemnt sur les transferts. Pour que l'argent sur les talamis n'écome pas les valeurs morales de la discipline.

JÉRÔME FÉNOGLIO

Les résultats

PREMIÈRE DIVISION (20 journée)	
Names h. Lyon	1-0
Marseille b. Toulon	5-1
Peris-SG b. "Sochaux	3-1
Caen h. Lilla	4-3
Lens et Nimes	9
*Monaco b, Auxerre	4-0
Bordeaux b. Le Havre	3-0
*Strasbourg et Valenciennes	0-0
Toulouse b. "Montpellier	1-0
Saint-Etienne b. Metz	2-0
Classes at Masses at Mar	-

FOOTBALL

ECHECS

La finale du Tournoi des candidats

Première partie nulle entre Timman et Short La finnle du Tournoi des candi-

dats au titra de champion du monde d'échecs a commence dimanche 10 jaovier à l'Escurial, près de Madrid. Avec les Blancs, Jan Timman n'a obtenu que la nul-lité face à Nigel Short. Les deux grands maîtres out quatorze parties pour se départager, le vainqueur devant rencontrer, titre en jeu, le champion du monde Garri Kaspa-

Le Néerlandais Timman, agé de quarante et un ans, est dix-huitième au elassement ELO du le janvier, avec 2 635 points. Il a éliminé en quart de finale Kortchnoï, puis, en demi-finale, Yous-soupov. C'est sa deuxième finale des candidats après celle de 1990, où Karpov l'avait battu.

L'Anglais Short, vingt-sept ans, est treizième joueur mondial avec 2 655 points (juste devent Joël Lautier, quatorzième avec 2 645 points !). Il a reussi l'exploit de «sortir» Karpov en demi-finale après avoir battu Guelfand eo

"Charleville b. Rodez
Créteil b. Epitral 1-0
"Louhens-Quissaux et Bastia 1-1
*Martigues b. Nancy 2-1
*Nice et Valence
*Carnes et Sedan
*Alès et Annecy 1-0
Classament : 1. Martigues, 27 points; 2.
Sedan, 24; 3. Bastia, 23; 4. Charleville, 22.
GROUPE 6

l	GROUPE 6	
I	*Angers b. Rouen	2-0
ļ	"La floche-sur-You et Mort	9
ı	Rennes h. Guingamp	3-0
ĺ	*Rennes b. Guingamp* *Tours et Beauvais	9
Ì	"Le Mans et Dunkerque	1.1
ı	*Chareauroux et Rad Star 93	9
Į	Lavel b. 'Amiens	2.1
ı	*Ancenis et Bourges	1.1
ĺ	Gueugnon b. "Lorient	3-0
	Classement: 1. Rouen, 28 points Rennes, 26; 3. Angers at Niort, 25 Beauvais, 24.	: 2. 5.

RALLYE-RAID Paris-Dekar Classements généraux à Adrer Autos: 1. Seby-Serieys (Fra. Missubishi), 10 h 33 min 30 s de pénaitá; 2. Larigua-Périn (Fra. Citro8n), à 1 h 38 min 24 s; 3. Shinozuka-Megne (Jap-Fra, Missubishi), à 4 h 4 min 38 s.

Motos: 1. Peterhansel (Fra. Yamaha), 20 h 39 min 23 s; 2. Charbonnier (Fra. Yamaha), à 1 h 1 min 41 s; 3. Riba (Esp. K2), à 1 h 50 min 13 s.

BASKET Série A1 masculine (Sixieme journée retout) Levallois b. "Racing-PSG..." "La Mans b. Dijon..... 65 62 61-55 "Pau-Orthez b. Limoges . 85-67 91-90 Cholet b. "Châlons...." "Lyon CRO b. Roanne...." "Montpelier b. Villeurbanne... 73-67 89-78

28 points; 3. Marseille, 27; 4. Parks-SG et Aumerre, 26; 6. Brittleson, 23

d, 20, or bollesom, 20.	
DEUXIÈME DIVISION (Dix-neuvième journée)	
GROUPE A	
use b. Perpignan	34

3-1	kirchen (Allemagne), l'Italien
,,	
1-0	Alberto Tomba e signé sa pre-
1-1	mière victoire da la saison.
2-1	Dimenche, la descente e vu le
0-0	retour d'un autre revenant, le
1-0	Suissa Franz Heinzer, champion
, 27 points; 2. Charleville, 22.	du monde da la diecipline, en
Charleville, 22.	1991. Déception pour le Fran-
	çeia Patrice Bianchi, qui est
2-0	sorti des la pramière manche du
0-0	sialom.

GARMISCH-PARTENKIRCHEN de notre envoyée spéciale

Alberto Tomba a la vietoire vengeresse. Dans la salle de presse, l'Italien agresse ses compresse, l'Italien agresse ses com-patriotea journalistes. Il les aecuse de l'avoir enterré trop vite, de l'avoir fustigé parce qu'il oc gagnait plus, se « cootentant » de trois deuxièmes places depuis le début de la saison. « En Italie, la deuxième marche du podium pnur Tomba est considérée comme une cuisante défaite », plaisante un Transalpin. Du vainqueur de la Coupe du monde de slalom 1992, médaillé d'argeot de la disciplioe et champino olympique du géaot à Albertville, co exigeait tout, et tout de suite. En six semaioes, la vedette aura appris qu'il était parfois aussi très agaçant d'être un héros

La technique indispensable

Les journaux à sensation n'y soat pas allés de maio morte, qui oot mis ees « défaites » sur le compte de la vie privée de l'Ita-lien, fiaocé à la belle Martina

vailler. Passant des heures dans les salles de musculation, il a encore étoffé sa carrure d'haltéro-phile et avaue qu'il s'est infligé uo eotrainement trap sévére à Sestrières, au mois de novembre. « Après ma double victoire en slalom et en géant lors des Jeux olympiques de Calgary, en 1988, j'avais fait la fête et bien picolé. J'ai eu du mal à m'en remettre. Cette fois, j'ai été trap sérieux et j'ai mis plus d'un mois avant de estrate le forme. retrouver la farme. »

Et de quelle maoière! Piteux septième, à l'issue de la première manche, l'Italien a surclassé ses adversaires dans les dernières vingt secondes de la deuxième partie de l'épreuve, en skiant furieusement, là où les autres out va leur élan brisé sur une piste difficile et verglacée. Alberto Tomba est coutnmier de ces vie-toires à la hussarde. Huitième à l'issue de la première manche aux Jeux olympiques, il enlevait donc la médaille d'argent devant des enureurs interloqués, quasi dégoûtés. Ainsi skie Tomha, au détriment du chronnmêtre et des pronosties, à la grande joie de sno tonitruant fan-club, qui lui réserve uo «hœuf» à chaque arrivée d'une épreuve de la Cnupe du mande.

Star adulée un jour et jetée aux orties le lendemain, il aura mon-tré, eo ce début de saison, qu'il était un sportif comme les autres. Un garçoo de vingt-six aos qui ne peut ignorer le pression - terme sportif certes commun mais bien réel, - cet espoir que des millions d'amateurs placent sar uo champion qu'ils vou-draient invincible. La pression, Franz Heinzer nc l'a pas suppor-tée. Champion du monde de des-cente à Saalbach an 1991 et pre-mier de la Coupe du monde de la spécialité en 1992, il était favori pour la médaille d'or aux Jeux olympiques d'Albertville. Sixième, le Suisse a eu le revers amer, honteox d'avoir «trahi» à son pays. Onze mois après, réconcilié avec lui-même, il a renoué, dimanebe, avec la vie-

Oepuis six semaines, Heinzer

faisait uo peu o'importe quoi. Filaot toujours aussi élégamment sur les murs des descentes, il semblait s'interdire la victoire en multipliant des aetes manqués troublants: lors des précédentes épreuves de Coupe du monde, le Suisse s'est ingénié à ebausser des skis peu adaptés à la neige du moment quand la technique est devenue iodispensable pour grappiller quelques centièmes de seconde aux adversaires. Personne oc l'attendait plus vraiment. Parti, dimanche, en embus-cade derrière deux favoris, les Autrichiens Petrick Ortlieb et Leonbard Stock, Heinzer, a cette fois choisi les bonnes planches.

Franck Piccard vingtième

Dimanche, à Garmisch-Parten-Dimanche, a Garmisch-Parten-kireben, il y avait encore un héros un peu oublié, tapi dans l'ombre glaeiale d'une piste sans snleil: Franck Piccard. Le médaillé d'argent de la descente aux Jeux nlympiques d'Albertville o'a guêre brillé depuis les Jeux, Viortième de la descente de Car Vingtième de la descente de Gar-misch, le Français affiehait pour-tant une jole saos artiftees. Depuis quelques mois, il a la paix. Sous contrat avec la firme Salomon depuis août 1992, il peut travailler sur soo nouveao matérial en toute quiétude, loin des podiums et des conférences des podiums et des conférences de presse. Franck Piccard n'a cure de cette ingratitude. La pressioo, il l'a subie à Albertville et il lui doit sans doute d'avoir man-que l'or. Cette satanée pression qui a monté la tête de Petrice Biaochi, samedi, dans le slalom, selon ses dires. « J'y suis allé trop fort, regrettait le Français, vain-queur à Garmisch il y a un an et

Madonna-di-Campielio en décembre, parce que tout le monde m'attendais, »

Pour gagner encore, il faudrait renouer avec ses reves de jeune skieur qui guette sa première victoire, et puis perdre la mémoire, oublier l'haure divioc du triomphe. « Il faut aborder chaque course l'une après l'autre. » Ces mots hanals des coureurs témnignent de cette amnésie contrôlée. Vainqueurs nu vaineus, Tomha, Heinzer, Piccard ou Bianehi refusent de s'étendre sur leurs chances lors des championnats du monde qui se disputeroot du 3 au 14 février à Morioka.

BÉNÉDICTE MATHIEU

Nouvelle victoire de Carole Merle

La Française Carole Marle a remporté aon dauxièma sla-lom géant d'affilée, en s'imposant, dimancha 10 janvier, à Cortina-d'Ampezzo (Italia). Pramièra dans las daux manehes, alla a devancé nettamant l'Autrichianna Anita Wachtar at l'Italianna Deborah Compagnoni. C'aat la vingtième victoira an Coupe du monde da Carola Maria, qui avait battu, la semaina demière, le record das victoiras francaisas da Jaan-Clauda Killy. Samedi, la Françalse s'était classée quatrième de la descenta gagnée par l'Allamande Ragina Haeusl. Grace à cee performances, alle est désormaia deuxième du classement de la Coupe du monda derrièra l'Autrichienna Anita Wachter.

quelques vicissitudes, est devenue

l'équipe de Krivine, une belle dis-cipline dans un climat d'affection

mutuelle, soit la promesse de tous les progrès passibles dans les années qui viennent.

Les Lyonnais

attaquent

Rarement, la partie d'orchestre du Concerto en ja mineur de Cho-pin aura été prise à ce point dans

l'élan du piano. Le jeu de Maria-Joao Pires possède, il est vrai, l'en-volée et l'énergie qui manquent

souvent à cette virtuosile ouvragée. Qui a dit que le Chopin de Pirès manquait de, passion? C'est une

Krivine, qui fut violoniste avant

de se consacrer à la direction d'orchestre, est resté à la Iribune un

musicien individualiste, nn idéa-

liste. Qu'importe si ses interprètes n'ont pas tout à fait les moyens

techniques de ses ambitions. Krivine a dans la tête une version précise des œuvres et n'entend pas

renoncer pour des questions d'in-

tendance. L'Ouverture de Manfred constituait ainsi le moment le plus passionnant du concert du 8 jan-

vier. On entendait - mentalement - le Schumann vibrant, onirique, joué de bout en bout à la corde, on reconnaissait les phrasés rageurs, la lyrique grandeur de Furtwangler dans l'un de ses plus beaux disques

(avec la Quatrième Symphonie, DG), Et si le National de Lyon n'a ni les cordes ni le son de la Phil-

harmonie de Berlin, on en arrivait

ANNE REY

presque à l'oublier.

Brochette de chefs

Trois orchestres en mutation, trois styles de direction

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE ORCHESTRE NATIONAL DE LYON au Théâtre des Champs-Elysées CONCERTGEBOUW D'AMSTERDAM

ou Châtelet

En cinq jours se sont succèdé à Paris des concerts marquants de trois formations symphoniques aux destins divergents. Tautes trois étaient dirigées par leur chef titulaire. Et donc en situation de montrer ce qu'elles savent faire. Ce qui

L'Orchestre national de France devrait se refaire une santé depuis qu'il a hérité, l'an dernier, d'un chef titulaire en la personne de Charles Dutnit. Ambitieux pour deux, comme il se doit. La tête pleine de projets pour cet orehestre de grande tradition, mais passe de main en main durant des années. Soucieux de ne pas ternir à Paris sa bonne réputation, paru de l'Or-chestre de la Suisse romande pour aboutir à l'issue d'un parcours sans à faute à la tête du Symphonique de Montréal, ce natif de Lausanne a s fait des merveilles depuis quinze ans au Canada. Il enregistre chez a Decca, et, passe cinquante-cinq a ans, n'a manifestement pas l'intention de s'apesantir sur les légendaires états d'âme de notre phalange nationale. Dutoit est un «battant», pas vraiment habité semble-t-il par des angoisses exis-tentielles. Avec lui, on le sent déjà, ça passera ou ça cassera.

Et c'est passé haut la main, mer-credi 6 janvier. Dans une Première Symphonie de Tebaïkovski qui, malgré son sous-titre (« Réves d'hi-ver ») ne laissa à personne le loisir de rèver, et surtout pas aux musiciens. Voyageant en sureté entre les amusants cahots du premier mouvement, on n'eut d'angoisse, dans le second, que pour le cor solo. Mais il déclina sans l'ombre d'un canard un thème à s'époumoner. Le scherzo passé en un éclair, on parvint au vif du sujet, à ce final fugué et syncopé que Dutoit choisit exprès de diriger un peu vite, en bon entraineur sportif. L'orchestre vacilla parfois mais parvint à ne pas sombrer. C'est ainsi, peut-être. qu'on acquiert la confiance en soi.

Un Italien aux Pays-Bas

Dutoit entamait avec cette tonique réverle le cycle Tchaf-knyski qu'il réserve cette saison à Paris. Il devrait y préciser au fil des symphonies ce style objectif et sans mievreries qui rappelle assez Markevitch. Il accompagnait anssi Alicia de Larrocha (autre artiste Decca) dans le Premier Concerto cont piano de Beethoven. L'orchestre et le piano n'étaient-ils pas accordes un peu has? En tous cas. le brillant n'y était pas.

Briller, c'est la spécialité de Ric-eardo Chailly depuis qu'it a suc-cède à Bernard Haitink aux com-mandes d'un des plus heaux orchestres du munde, le Concertge-bouw d'Amsterdam. Et cette formation naguere si sobre, à la sono-rité dense et profonde, à l'exactitude sans assentation, est devenue etle aussi brillante, à l'exempte de son capitaine de quarante ans. Le son est loujours d'une homogénéité miraculeuse. Mais il est devenu plus péremp-



Béla Bartok : le théâtre du Châtelet lui consacre tout un cycle

toire, plus violent : spectaculaire. Italien de Milan, Chailly partage son temps entre Amsterdam et l'Opéra de Bologne. Et cette «italianité» – cette théâtralité – a fait des siennes, dimanche 10 janvier au Châtelet, des l'«ouverture» de Coriolan. Oui, même dans Beethoven, son repertoire traditionnel avec Mahler, Bruckner et Brahms, le Concertgebouw a perdu sa retenue, son sens de l'euphémisme, co rien de puritanisme qui faisait son style. En contrepartie, Chailly a considérablement élargi le répertoire de l'orchestre, et chacun s'en félicite.

On garde en mémoire ses Gurrelieder de Schoenberg, un très beau disque Zemlinsky, on vient de recevoir, toujours chez Decca, l'in-tégrale des Annimermusiken d'Hindemith où il dirige ses musiciens néerlandais dans des géométries variables; on n'oubliera jamais un Sacre du printemps qui fit trembler les moulures en bois de la salle batave. Mais confier à un orehestre aussi vènérable cette danse du ventre en Cinémascope qu'est Shéhéra-zade de Rimski-Korsakov, ce n'est pas raisonnable. Même si l'orchestration est magistrale et qu'«on ne peut pas y résister», comme on dit dans la publicité.

Riccardo Chailly et ses musiciens tout souriants unt donc reçu l'ovation escomptée d'un Théâtre du Châtelet plein à craquer. Ce Fremier Concerto pour violon (soliste Konstanty Kulka) un cycle Bartok qui se prolongera jusqu'à l'été. Ce Premier Concerto n'est certes pas le chef-d'œuvre du musicien hongrois. Mais la suite du programme (une intégrale des quades joies. Pour Dutoit et le National, des rangs clairsemés aux Champs-Elysées. Pour Emmanuel Krivine et son orchestre lyonnais, tous les balcons occupés et une ambiance de fele. La crise d'audience des concerts symphoniques à Paris ne touche ni les formations étrangères ni les orchestres de

Prochain concert Bartok au Théâtra du Chêtelet le 13 janvier : Dansea populaires roumaines, avac des œuvres de Haydn, Ligeti et Martinu par l'Enaemble orchestral de Peria et le Trio Wanderer, à l'Audtorium. 19 heurea. Tél.: 40-28-29-29. région! Le National de Lyon, après.

Les nominations aux Victoires de la musique et aux Grammys Awards

Les nominations ont été annoncées samedi 9 janvier.

Alain Bashung en a remporté cinq (meilleur artiste maseulin, deux fois meilleure chanson - Osez Josephine et Madame rêve – deux fois meilleure vidéo). Jacques Dutronc et Michel Jonasz ont également été nommés. Maurane, Vanessa Paradis el Véronique Sanson sont proposées au titre de meilleure interprète féminine tandis que Paw Wow, les Innocents. les Négresses vertes et FFF le sont à celui de meilleur groupe.

Côté révélations, on trouve Arthur H. Dany Brillant et Pascal Ohispo ehez les hommes et Mathilda May, Princesse Erika et Zazie chez les femmes. Outre les deux titres de Bashung, le Chai de Pnw Wow concourt pour la meil-teure chanson de l'année. Les votants devront chnisir le meilleur album entre Cache derrière de Lautuors à cordes par le Quatuor de alhum entre Caché derrière de Lau-Tokyo, par exemple) promet hien rent Voulzy, Regagner les plaines

Les huitièmes Victoires de la musique seront remises le 8 février au Palais des congrès de la porte Maillot, lors d'une cérémonie retransmise en direct sur France 2.

de Pow Wow et Paris ailleurs d'Etienne Daho. Parmi les cominations classiques, on relève celle de l'enregistrement de Lulu d'Alban Berg dans la version dirigée par Berg dans la version dirigée par Jeffrey Tate au Châtelet.

Les Grammys Awards, déceroés par les professionnels américams. seront remis aux meilleurs artistes de toutes catégories le 24 février à Los Angeles.

Nommé à neuf reprises, grâce entre autres à la chanson Tears In Heaven, le guitariste britannique Erie Clapton arrive devant le groupe irlandais The Chieftains et les chansons et les interprétes du dessin animé de Walt Disney la Belle et la Bète qui recoivent cinq nominations chacun. Peter Gabriel et la chanteuse K. D. Lang ont été distingués quatre fois.

Parmi les nouveaux venus, le chanleur de country Billy Ray Cyrus et le groupe de rap Arrested Development ont été sélectionnés Avec plus de soixante catégories (dont les meilleures notes de pochetic et le meilleur album de polka), les Grammys couvrent l'ensemble de la production discogra-phique américaine. On remarque la présence des Gipsy Kings dans la catégorie world music ainsi que celle de l'Orchestre de l'Opéra-Bastille dirigé par Myung Whun Chung pour son enregistrement de la 10 Symphonie de Schumann. CINÉMA

Remous aux Césars

La décision de réserver les récompenses aux films en français suscite de vives réactions

En annonçant, dans le Film francais du 8 janvier, que les Césars
(hormis celui du meilleur film
étranger) sersient désormais réservés aux films d'expression française, le cinéaste Robert Enrico,
président d'honneur de l'Académie
des arts et techniques du cinéma
qui décerne les récompenses
annuelles, a allumé un fameux
brâlot. Deux personnalités de premier plan du cinéma français,
Claude Berri et Jean-Jacques
Annaud, ont aussitôt annoncé leur
démission de l'académie.

démission de l'académie.

Cette décisjon élimine en effet de la compétition plusieurs films en vue cette année: l'Amant (réalisé par Jean-Jacques Annaud et produit par Clande Berri), plus gros succès signé d'un cinéaste français en 1992, mais aussi Lune de fiel, de Roman Polanski (distribué par Claude Berri), Fatale, de Louis Malle, et 1492 Christophe Colomb, réalisé par Ridley Scolt, mais coproduction pilotée par le Français Alain Goldman, avec Gérard Depardieu en vedette. Jusqu'à présent, tous les films de production française, ou les coproduction « d'initiative française », étaient éligibles.

étaient éligibles.

Monsieur Klein, de l'Américaio
Joseph Losey, avait ainsi reçu le
César du meilleur film en 1976,
Providence, d'Alain Resnais, tourné
en anglaiss celui de 1977, et JeanJacques Knnaud avait obtenu la
même récompense en 1981 pour la
Guerre du feu, mais le César du
meilleur film étranger pour le Nom
de la rose, coproductioo germanoitalienne, en 1987. Au-delà du
méconteotement de concurrents
avertis en cours de compélition de
la modification des règles (mécontentement partagé par les chaînes
partenaires de ces films, en particulier France 2, coproductrice de

l'Amant et de 1492 – et diffuscur de la cérémonie des Césars), ce sont deux stratégies contradictoires qui s'opposent. D'un eôté, les tenants d'une ligne « économique », emmenée par Claude Berri et Jean-Jacques Annaud, privilégient le combat pour les parts de marché, éventuellement au détriment de l'identité nationale des produits.

Danger de fracture

De l'autre, les représentants d'une ligne «corporatiste» (Robert Enrico, vice-président de la Société des réalisateurs de films, a reçu le soutien de son président, Denys Granier-Deferre), mettent en avant la défense des professinnnels sous l'égide « des films d'expression ori-ginale française».

Georges Cravenne, fondateur des Césars, et Daniel Toscan du Plan-tier, président en exercice de l'Acatier, président en exercice de l'Académie, ont convoqué, pour jeudi 14 janvier, une réunion d'urgence afin d'essayer de eoneilier les points de vue, En effet, si la menace de Claude Berri de retirer de la compétition l'an procbain Germinal, qu'il réalise actuellement, et la Reine Margol, qu'il produira au printemps prochain (réalisé par Patrice Chéreau avec isabelle Adjani dans le rôle principal), est inapplicable – les films ne pouvant pas plus être retirés qu'ils ne sont inscrits en compétition, – il existe un véritable danger de fracture au sein d'une profession justure au sein d'une profession jusqu'à présent relativement anie dans la défense d'une des rares cinématographies survivantes face à la concurrence américaine. Unité dont la soirée des Césars était précisément la rituelle célébration.

JEAN-MICHEL FRODON

7.32.5PJ.

Edats sans

TON !!

DESIGN

Voyage immobile

Retour à la nature et au naturel à la Biennale des éditeurs de la décoration

Couleur, lumière, naturel au Grand Palais pour la 15 Biennale des éditeurs de la décoration. Six mille mètres carrés de surface de stand, cent un exposants, quarante quatre mille visiteurs attendus. On entre, on paipe. Chez Deshemaker, les jacquards «lagon», «cabestan», sont tendus comme des voiles audessus de la malle d'un bourlingueur.
Chez Rubelli, une allée de statues
méne à une villa pompéienne en
stuc. Thème de l'année : le voyage en
Italie au dix-neuvième siècle. Ailleurs, on embarque à bord d'un vais-seau immobile. Tout est prétexte, tout est faux, tout est neuf mais l'illusion est là, sous le signe du voyage.

Mais plus de Santa-Fé caricatural, de folklore trop visible. Chez Sou-lefado, le Ralph Lauren de la Pro-vence, qui réalise 35 % de son chiffre d'affaires à l'exportation, Serge Des-truel, directeur financier, affirme : truel, directeur financier, affirme:
«On essaie de sortir de cette image
provençale. Nous voulons conserver
nas racines sans tomber dans le culte
du petit santon, du petit jupon d'où,
cette nnnée, des graphismes discrètement inspirés de l'Amérique du Sud
mais également des piqués de coton
évoquant à peine les jupons de mariée
du pres d'afes. du pays d'Arles.»

Après les femmes beige, et invi-sibles de la mode, après les nourritures saines et pures, voici les tex-tures naturelles dont on nous dit qu'elles net al'innocence d'une toile de peintre» (Dolfus et Mieg). Ici la collection dite «grandeur nature» comprend plus d'une dizaine d'écrus. Chez Nobilis, l'équipe de Robert Le Héros a signé un très beau «retour aux îles» proche d'une carte du Ten-des peinte à l'acustrelle. Cher Esdre peinte à l'aquarelle. Chez Eta-

mine, on vise astucieusement la clientèle des jeunes citadins en mal de chlorophylle. Proposés à moins de 300 F le mètre, les nouveaux tissus en serge de coton «bisé» ont pour nom «Court la vigne», «Au pied du grand chêne». Les papiers peints sont non polivants et recyclables. Le long des allées, on ne compte plus les natures mortes avec citrouille et torchon amidonné, les vasques en terre cuite près desquelles git un recueil de poèmes de Kenneth White. Chez Houlès, le roi de la passementerie, on lance même des embesses aux con lance même des embrasses aux couleurs de la mousson et du désert. Tout un programme.

La crise? Comment la deviner alors qu'on propose ici des nouvelles tringles à rideau signées Garoust et Bonetti vendues entre 4 000 et 9 000 F? Tout au plus, on la remarque dans l'absence de risques, la multiplication de tissus passe-partout, la profusion des jacquards. Des faux unis qui s'adaptent à tous les décors et permettent de créer a moindre prix une sensation de confort : portes capitnonées, envers de rideau, repose-pied, coussins grands comme des taies d'oreiller, plaids à tout couvrir (Canovas, Nobilis, Etamine).

Enfin, le dix-buitième siècle - revu par le dix-neuvième - est à l'hon-neur. Avec ses scènes de genre, ses redu. Avec ses scenes de genre, ses vergers fleuris et ses sledves galantes, le dix-huitième n'en finit pas d'inspirer les rêves d'une vie de château (Fardis, Nobilis ou encore Boussac). La toile de Jouy est cette année l'un des documents les plus cités par les éditeurs. De quoi oublier qu'elle fut produite entre 1560 et 1842 en la produite entre 1560 et 1842 en la contraction de la comment produite entre 1760 et 1843 par la plus grosse manufacture d'Europe (mille trois cents personnes) et que, aujourd'hui, elle est fabriquée partout sauf à Jouy, qui abrite un mus

LAURENCE BENAIM

Biermale des éditeurs de le décoration au Grand Palais, jusqu'au 13 janvier de 10 heures à 19 heures. Lundi 11 janvier, nucturne jusqu'à 23 heures. Entrée: 75 F.



SÉLECTION **IMMOBILIÈRE**

Le Monde

appartements ventes Hauts-de-Seine BOULOGNE (92) rue des Abonderces. Appt de standing, 97 m². 7º étage, Entrée, cusane, eé,sur d'ale, dressing, e. de b 2 éalles d'aeu, 2 chambres 2 lerrasses, exposition cuss evec vue sur coll-ne de Sam Cloud sans ver-à-via. Parking. Cave. PRIX: 2 550 CCO F Tél. 46-84-08-75 Val-de-Marne

CLÉS EN MAIN Newf. 18 000 F le ma "Joinville, risidential, varitable masson de ville, immeuble VIII d'exception, Duplex 5:6 PECES 140 m² + terrassee-jardin. Frais réduts, 42-51-51-51

appartements achats Rech. URGENT 100 à 120 m² Pans. Préfère 5°, 6°, 7°, 14°, 15°, 16°, 4°, 9°, Peie compt. Chez rotaire 46°,73°,48°,07

Etrangers - Français rech. PROP. APPTS CCES TERR EXPL AGR. HOME & HOLIDAY 51-63-03-03 locations

non meublées

demandes EMBASSY SERVICE recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE VIDES OU MÉUBLÉS GESTION POSSIBLE

(1) 45-62-39-00

bureaux Locations VOTRE SEGE SOCIAL DOMICILIATIONS of tous services, 43-55-17-6 residence services

LES HESPÉRIDES DAUMESNIL SG m place Fáll.-Boulé emourée de verdure. A louer: a 3 plèces, 77 m². + baic, sud/set. Park. 11 000 F + charges. a 3 plèces, 65 m² + terrasse 32 m². COCEDM, 43-41-48-41.

immeubles PARIS X Part vend mmr. Ib. de loute occup. 212, rue Lafayette. Tel.: [1] 47-00-81-48.

bureaux **过•** Regus **VOUS CHERCHEZ DES**

SUREAUX DE QUALITÉ DU PERSONNEL PROFESSIONNEL DE LA TRANQUILLITÉ

AU CŒUR DE PARIS ET VOUS LES VOULEZ TOUT DE SUITE Nos centres d'allaires sous attendent et sort disponibles selon vos besoi TEL: (1) 40-07-86-34 72, rue du Faubourg-

Saint-Honoré Votre partenaire internat dans plus de 70 Métropoles EN BREF D Préavis de grève nour « les Indes

galantes » à Favart. - Un préavis de grève a été déposé vendredi 8 janvier par le personnel SNAC-FEN de la salle Favart pour le 19 janvier, de 0 à 24 heures. Cette date correspond à la première représentation des Indes galantes. de Rameau, dans la mise en scène d'Alfredo Arias déjà présentée au Festival d'Aix-en-Provence, qui devaient être reprises pour huit soirées. Le syndicat entend ainsi protester contre les « acrobaties » auxquelles se livrergit la direction en raison de la nouvelle autonomie de la salle par rapport à Garnier et des couls administratifs qui s'ensuivraient. Les effectifs permanents des catégories de personnel auraient ainsi été limités, les acquis sociaux réduits, les conditions de travail et de sécurité aggravées.

Des représentations du Désir sous les ormes sont reportées. - Le comedien Jean-Marc Stehle, interprète du Désir sous les ormes d'Eugène O'Neill aux Amandiers de Nanterre ayant du être hospitalisé, les représentations sont reportées et reprennent à partir du 22 janvier à 20 h 30. Les spectateurs ocuvent soit changer leurs réservations, soit se faire rembourser en écrivant au théâtre (7, avenue Pablo-Picasso, à Nanterre) ou en téléphonant au 46-14-70-00.

□ RECTIFICATIF. - Contrairement à ce qui était écrit dans la critique consacrée au film Vieille Canaille (le Monde du 9 janvier), la eomédie avec Pierre Riebard Bienvenue à bord a été réalisée par Jean-Louis Leconte, et non par Patrice Leconte,

ous aux Cesars

 $D_{i\pi_{i}^{*}ee}$

in the lane

74 T

The same of

Commence.

 $\{ (a,b) \in \mathcal{A}_{n+1}(\mathcal{A}_n)$

-÷.:

980 at 100

.

1.5

.

10 300

age immobile

Un auteur-interprète mythique ressuscité par Jourdheuil et Peyret

CABARET KARL VALENTIN à la Maison de la culture de Bobigny

"Oui, jeter un coup d'ail, ça, on peut", lance un électricien appelé à la rescousse par le patron d'un cabaret muniehois, inquiet qu'à quelques heures de l'ouverture de sa saile un projecteur soit tombé en panne. En une phrase, tout l'art de Karl Valentin, auteur-interprête de cabaret qui connut en Allemagne entre les deux guerres une gloire sans précédent, un art seit de désinvoiture, de drôlerie, de burlesque – que maniaient alors en virtuoses ses cousins d'Amérique, Charlie Chaplin, Buster Keaton ou les Marx Brothers, – un burlesque qui ne s'effrayait ni du grotesque ni de la méchanceté ou de l'absurde.

Jean Jourdheuil et Jean-François Peyret, duo philosophico-théâtrai germanophile à qui l'on doit surtout l'investigation eoignée des œuvres de Heiner Müller, n'ont pas résisté à la tentation de «jeter un œil», eux aussi, au répertoire de cet Allemand né en 1882 dans le faubourg populaire de Munieh dont on dit qu'il n'a eu ni devaneiers ni successeurs. Fils de dont on dit qu'il n'a eu ni devaneiers ni successeurs. Fils de
camionneur, roux et maigre, Karl
Valentin, après plusieurs années
d'apprentissage – l'un des thèmes
réeurrents de son théâtre – dans
l'atelier d'un menuisier, décide de
se lancer d'abord dans la chanson
(il avait bricolé un big band de

vingt instruments qu'il actionnait lui-même). Il trouvera sa voie dans le spectacle à sketches en compagnie de celle qui allait devenir sa partenaire et son âme damnée, Eli-sabeth Wellano, dite Lies! Karl-stadt («la ville de Karl», la vie de Karl...).

L'œuvre de Karl Valentin a'ins-pire de son environnement immé-diat, les petites gens de la ville et tous eeux qui sont amenés à s'y croiser, commerçants, artisans, médecins, juges et autrea petits-bourgeois sonvent médiocres mais source inépuisable de cituations source inépuisable de cituations drolatiques. Tout est arme: une choucroute ou des saucisses, une échelle ou un outil, un appareil photographique ou... un billet de théâtre. Tout est geste aussi, une façon de se colleter aux objets, une mise en jeu, mise en danger des mouvements apparemment les plus simples. Tout est parole enfin, une manière de martvriser les mois, les manière de martyriser les mots, les pbrases, la syntaxe pour en faire surgir les sens les plus inattendus et toujours les plus cocasses.

Jourdheuil et Peyret ont voulu, en compagnie de l'un de nos meillenrs décorateurs, Gilles Aillaud, retrouver un peu de ces cabarets gny ressemble comme une sœur au dancing de la Coupole.

Presque an centre, un piano, dont on s'apercevra très vite qu'il a été soigneusement « préparé », sur le clavier duquel s'active, plus qu'il ne joue, le compositeur des airs de ce spectacle, Stéphane Leach. Une rête de premier compusion dest ce speciacie, stepane Leach. Une tête de premier communiant dont il fallait évidemment se méfier. Plusieurs de ses compositions – Et alors, qu'est-ce qu'on fait?, la Choucroute, Là où tu l'as mis hier, la Belle Robe tachée... – seront des petits chefis-d'œuvre d'économie prinsirique

Un trio vif et concret

Enfreignant le dessein original de Karl Valentin dans le souci de «ne pas l'imiter», les metteurs en scène pas l'imiter», les metteurs en scène ont choisi de distribuer non deux rôles mais trois. Ils les ont confiés à un trio d'un incroyable brio: François Chattot, Michel Kullmann et Anne Durand, souvent travestle en jeune garçon. Ces trois-là ont, dit-on, en un peu de mal à trouver leurs marques. Au milian en présite complicité.

posées sur un superbe parquet de bois. Bouquets de fleurs, bouteilles de vin rouge, trois estrades de part et d'autre, la petite salle de Bobi-ou diffusent sur les ondes de la ou diffusent sur les ondes de la radio bavaroise les poèmes d'un acteur ramenard, ils sont vifs, concrets, irrésistibles.

D'autant que Jourdheuil et Pey-D'amant que Jourdneille et reyret signent une mise en scène
rapide et précise, deux qualités qui
ont fait les belles beures du slapstiek, dont ils ont parfaitement
appris la leçon. C'est la première
fois que ces deux «intellos» sont
aussi drôles à la scène qu'à la ville,
alles deux villes le che e'est-à-dire vraiment très, très drôies. Ils se moquent de tout et d'eux-mêmes, de nous bien sùr aussi, enchaînant les gags dans le seul but de nous faire ouvrir les yeux, tendre l'oreille pour mieux voir et mieux entendre l'œuvre d'un poète disparu dont les textes grinçants (1) n'ont jamais paru aussi vivants.

OLIVIER SCHMITT

(1) Deux des quatre sketches de Karl Valentin présentés à Bobigny viennent d'être réédités, parmi une vingraine d'au-tres, par les éditions Théâtrales sous le titre la Sortie au théâtre et aures textes. 96 pages, 90 F.

Jusqu'au 24 janvier, Du marti eu eamedi à 21 heures. Dimanche à 16 heures. Puis du 2 au 28 février, à 20 heures, avant Fantaisles Kafka, spectacle qui sera eréé le 26 janvier. Lee deux epectacles sont sur titrés le Loup et les sept Blanche-Neige.

COMMUNICATION

Un rapport prévoyant de sanctionner les excès de la presse à scandale

Les journaux britanniques s'insurgent contre « une volonté de censure » du gouvernement

Le rapport de Sir David Calcutt, qui prévoit de sévères restrictions à la liberté de la prease, est unenimament dénoncé par les éditeurs de journaux, qui y volent une « voionté de censure ».

LONDRES de notre correspondant

An plus fort de la polémique créée ces derniers mois par les « révélations » à caractère scanda-

leux de la presse populaire, dite «tabloïd», le gouvernement avait laissé c'exprimer les partisans et les adversaires d'une limitation de la liberté de publication de la presse. Aueune mesure conerete n'était cependant attendue tant que Sir David Caleurt, haut magistrat ehargé d'un rapport sur ce sujet, n'aurait pas remis ses conclusions. Celles-ci, annoncées samedi 9 jan-vier, ont immédiatement provoqué nne levée de boncliers de la part des éditeurs des principaux jour-naux. Sir David propose d'infliger de lourdes amendes aux publications qui ne respecteraient pas les règles d'un code de bonne conduite déontologique, établi statutaire-

Un tribunal composé d'un juge et de deux assesseurs, serait également institué: lorsqu'un journal aura été reconnu coupable, cette instance pourra fixer l'énoncé et la forme des correctifs et excuses auquel le titre concerné devra se soumettre. Enfin, des restrictions pourront être mises à l'utilisation d'équipements sonores (comme les écontes téléphoniques) et photogra-poiques (téléobjectifs).

Ce n'est pas la première fois que, à la demande du gouverne-ment, Sir David se livre à une enquête sur les excès journalistiques, lesquels sont essentiellement le fait des publications que les Bri-tanniques rangent dans la catégorie de la presse «de caniveau». En 1990, le «comité Calcutt» avait effectué un travail similaire et ses recommandations avaient débou-ché sur la création de la commission des plaintes en matière de presse. Parallèlement, les journaux se voyaient offrir l'opportunité de se voyalent offin ropportunite de s'autodiscipliner sans qu'il soit nécessaire de légiférer. Dans l'ensemble, ces règles ont été ignorées par la presse populaire. Avec quelque 12 millions d'exemplaires quotidens, celle-ci représente un pouvoir eonsidérable. Tradition-

nellement, les principaux titres, le

Sun, le Daily Mirror, Today et le Daily Muil, se l'ivrent à une farouehe guerre des tirages sur la base de «scandales» divers.

L'année dernière, cette compétition a paru atteindre une sorte de paroxysme avec la publication de photos et d'informations particulièrement intimes sur la vic des mem-bres de la famille royale, en parti-culier la princesse de Galles et la duchesse d'York. Les hommes politiques ne sont pas épargnés. Le premier ministre, M. John Major, avait dù accepter la démission de M. David Mellor, son ami personnel : le ministre charge du patrimoine national n'avait pas résisté à la publication de révélations scabreuses sur son aventure extraconjugate avec une jeune actrice.

Les politiques sont circonspects

Peu à peu, les appels se sont done multipliés pour demander qu'il soit mis un terme à la publication d'informations paraissant dépasser le cadre des activités rele-vant de la liberté de la presse. Le rapport de Sir David, commandé à l'intéressé en juin 1992, doit être dans un premier temps étudié par M. Peter Brooke, le secrétaire d'Etat chargé du patrimoine natio-nal, avant d'être éventuellement adopté par le gouvernement, puis par le Parlement. Les premières réactions aux propositions de Sir David sont unanimement hostiles, tant de la part des directeurs de la presse «tabloïd», que de ceux des journaux dits «de qualité», comme le Times ou le Guardian.

Lord McGregor of Durris, prési-dent de la commission des plaintes en matière de presse, a estimé qu'il y avait là, « pour la première fois en trois cents ans, une tentative de censure directe. L'étoblissement d'une instance statutaire chargée d'intervenir directement dans les affaires de presse constitueroit un desastre majeur pour notre democratie». Les milieux politiques font preuve dans l'ensemble d'une grande circonspection. Sir Norman Fowler, le président du Parti u J'aimerais être sûr que lo liberté élèmentoire de lo presse demeure illimitée, en ce sens qu'elle puisse continuer à exposer des scandales et des questions représentant un intéret public.»

LAURENT ZECCHINI

Une voix qui porte si loin

Trois Turcs ovationnés soir après soir pour des paroles éternelles de Nazim Hikmet

LE NUAGE AMOUREUX

à la Maison des cultures du monde

Une rareté: le grand acteur turc Genco Erkal est pour quelques semaines en France. Sur la scène de la Maison des cultures du monde, à plutôt égale, tempérée, ses gestes sont plutôt retenus, il diffuse une légère

Genco Erkal est pour quelques senaines en France. Sur la scène de la Maison des cultures du monde, à Paris, il joue le Nuage amoureux, de Nazim Hikmet. Genco Erkal est un artiste d'une présence incomparable. C'est tout à fait étrange, sa voix est putôt égale, tempérée, ses gestes sont

gaieté d'imagination plus qu'una conscience malheureuse, et pourtant il irradie – e'est intense – l'histoire de une lanterne magique. Toutes les vies

sa terre, de son peuple. Sans intention de jeu apparente, les mains et les paroles de Genco Erkal ont une immère, une mélodie personnelles qui donnent immédiatement vie à ces protagonistes que Nazim Flikmet, dans un de ses tentes, appelle Ercz.

de la Turquie dansent là dans le Mehmet Ulusoy, sorte de Lucifer-Vulcain enragé, fait bondir et tonitruer dans tous ses spectacles quels qu'ils soient. C'est plus fort que lui : mette pendre sur la place du Sultan-Ahmet, il sera trempé s'il continue à de la Turquie dansent là dans le Mehmet Ulusoy, sorte de Lucifer-Vulcain enragé, fait bondir et tonitruer dans tous ses spectacles quels qu'ils soient. C'est plus fort que lui : mette pendre sur la place du Sultan-Ahmet, il sera trempé s'il continue à divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divin enfant », ou « il est né le divi même lorsque l'air s'assombrit (« On va le pendre sur la place du Sultan-Ahmet, Il sera trempé s'il continue à pleuvoir»), le poète Nazim Hikmet ne pleurniche pas (« Les larmes sont un poison dans mon vin»).

Le metteur en scène Mehmet Ulusoy, aussi Turc de la tête aux pieds que Genco Erkal et Nazim Hikmet, avait déjà présenté, il y a vingt ans, le Nuage amoureux, et ce spectacle fit le bonheur d'une multitude de publics, dans le monde entier. La nouvelle précentation est plus entrafuante cucore, puisque, c'est dit et compris, le fabuleux Genco Erkal est cette fois-ci de la fête; on peu plus fiévreuse aussi, car, après chaque histoire racontée-mimée par Erkal, le aublic piétine et tare des mains lone.

Par moments, la présence de cet

ecyclone-tremblement-de-terre» capa-ble de réduire en poudre une demi-douzaine de nos départements.

Mais comment se passer de Mehmet Ulusoy, puisque scul il sait nous toucher fort et nous ravir en nous faisant connaître Genco Erkal (qui joue en français, bien sûr), et en nous donnant à entendre les pages aussi proches qu'éternelles de Nazim Hik-met: «Le matin, lorsqu'il appelait à la prière, sa voix portait très loin, jus-qu'aux manèges de chevaux de bois.»

MICHEL COURNOT

Les traductions françaises des poèmes de Nazim Hikmet, comme Pay-sages humains, sont publiées par les édi-tions La Découverte.

Meizon des cultures du monda, 101, boulevard Raspail, 75006, Perie. Tél.: 45-44-72-30. Jusqu'nu 14 février.

Eclats sans éclat

La juste colère de Michel Deutsch ne passe pas la rampe

IMPRÉCATION II au Théâtre de la Bastille

En scène, l'un des tandems les plus attachants des scenes francaises, un philosophe-auteur-metteur en scène et un acteur, Michel Dentsch et André Wilms, tous deux talentueux, farfelus, risquetout. Deux hommes en colère qui sont bien décidés à toucher le théâtre là où ça fait mal : le conformisme. Miebel Deutsch a ouvert les hostilités en publiant au printemps de 1991, aux éditions de l'Arche, un recueil incendiaire, Imprécation dans l'abattoir : dans un monde sans âme, éerivait Deutsch six mois avant la réactivation de l'borrenr en Yougoslavie, les dieux ont eédé la place aux bouchers, hiérarques qui vivent du sang des faibles ravalés au rang de bêtes.

Ecrire ne suffisait pas, il falleit dire et représenter. Deutsch dirigea done lors du Festival d'Avignon 1991, un «chantier», à la demande de Théâtre Ouvert, intitulé Aujouril'hui. Il reprenait l'épilogue san-glant d'Imprécation. André Wilms, déjà, donnait de la voix au service de la cause du philosophe. «Il faut cogner!», c'exclamait dens ees colonnes l'auteur d'Imprécation. Cogner sur le barbare qui sommeille en chacun des hommes d'un monde dit civilisé; sur les armes qui partont surgissent pour les pires raisons; sur la machine à laquella ehacun se soumet; sur le théâtre lui-même, eussi, ronronnant de fadeurs joliment mises en scène et jouées trop souvent par des mercenaires qui passent de bras en bras sans plus se posèr de

Deutsch et Wilms ont décidé d'enfoneer le elou avec Imprécation II, en compagnie cette fois de l'actrice Gabrielle Forest et

chtienne, nouveau dialogue et épilogue musical. Construction simple pour discours autrement compliané. Michel Deutsch reprend les thèmes d'Imprécation et les augmente d'une ambition plus affirmée. Même pauvreté pourtant que lors du «chantier» : pas de décor, sinon la cage de scène mise à nue du Théâtre de la Bastille, réchauffée cà et là d'éclats de lumière; pas de costumes à proprement parier; mais un dun d'acteurs et un groupe de six musiciens qui vont tenter de dire et chanter d'une même voix

de l'enjeu dramatique - une mise en pièces sévère des discours dominants snr l'amour, l'argent, le guerre, le retour de l'esprit de Vichy, entre réel et représentation, - at du ton choisi par Michel Deutsch - le souci d'une certaine légèreté, d'un humour qui ne se méfierait pas du grotesque, - l'en-trepriee aurait nécessité démesure et burlesque. Rien de eela sur scène. Pourtant André Wilms y met un gros cœur, une énergie sin-cère, tout comme deux des musins, le batteur Mathieu Bauer et Joachim Latarjet au trombone : ils montrent non seulement une réelle habileté musicale mais une belle présence d'acteurs. Ponttant, la symbiose entre musique et théâtre se fait mal, la représentation courte - s'étire. La violence du propos en est amoindrie, elle devient presque démonstrative. Il y a dans *imprécation il* nn choix qui coup plus exigeante.

que l'heure de la rébellion a sonné. Malheureusement, compte tenu

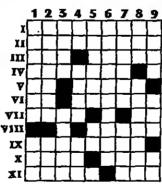
a dans Imprecation II on choix qui apparition. Feire un traveil de laboureur. — VII. Prit à la gorge. Symbole. — VIII. On peut an avoir pardonne ses manques car elle ne prétend pas à l'achèvement, et la moucherons. — X. Pas libre. mise en scène, qui est, elle, beau- Une prune. - XI. Tamise. D'un auxiliaire.

Imprecation II, en compagnie cette fois de l'actrice Gabrielle Forest et du groupe Sentimental Trois 8. Un prologue, un dialogue, une succession de songs dans la tradition bre-

public piétine et tape des mains long-temps.

acteur - comme de ses partenaires irrésistibles aussi (Sylvaine Fneleda, Jülide Kwal, Ayse Emel, Mesci, Fatos Sezer Ulusoy), - est un petit peu brouillée par les coups de tonnerre de tambours, les avalanches de bidons vides et les chocs de fers forgés que

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT I. Qui est peut-être paseé eu bureau. - II. Un homma qui seit bien dirigar. - III. Animal. Mambrure. - IV. Vu d'Orléans, est à l'oceldant. - V. On aa réjouit quand on en voit la bout. Qui pourraient évoquer des souvenire aux vieilles poules. - VI. Qui a fait son

VERTICALEMENT 1. Comme un feu continu. Individu un peu vulgaire. - 2. Qui a

PROBLÈME Nº 5952 eomme un innocent. Plus coulants. 4. Partie da la Suisse. Dans un elphabet étrangar, Instruments du hasard. - 5. Bien joué. En France. - 6. Est généralement réglé avant la tournée. - 7. Beaux, peuvant être assimilés aux flaurs. Imite un dormeur. - 8. Pas décorés. Sa mettant à courir quand on las laicea échapper. - 9. Da grossaa tranches. A fourni des scènes pittoresques. Conjonction.

> Solution du problème nº 5951 Horizontalement

I. Déshabillaga, Uc. — II. Eraillé. Ironise. — III. Loie Fullar. Clie I — IV. Is. Mât. Raflat. — V. Visa. Erdre. En I — VI. Rogne. Ale I Ernu. — VII. Anatomia. Amanda. — VIII. Lu. Scia. Ion. — IX. Chēla. Celule. — X. Eyre. Folie. Ise. — XI. Gel. It. P. & B. S. — XI. Anatomia. Ut. Ré. N.S. - XII. Arlésienna. Us. - XIII. Golmota. Terdife. - XIV. Amauta. Jésuite. - XV. Rs. Ee. Testateur.

Verticalement

1. Délivrance, Agar. - 2. Erosion. Hygroma. - 3. Sai. Sganarelle. - 4. Hiement. Le. Emue. -5. Alfa, Eola, Sots. - 6. Blute. Mu, Fuite. - 7. lel (Lei). Ral. Cotée. -8. Diesel. Ja. - 9. Lierre. Clientes. - 10. Arrée. Aile. East. - 11. Go I Emeu. Rua. - 12. Encluma. Lieudit. - 13. Ile. Unies. Site. -14. Usité. Do. En. Feu. - 15. Sec. Hyène, Bis!

GUY SROUTY

SUPERVISION

ECRANS GEANTS VIDEO

vous souhaite une **BONNE ANNÉE 1993** et vous annonce la sortie de sa **NOUVELLE BROCHURE** Demandez-la:

SUPERVISION FRANCE 4, rue Milne-Edwards - 75017 PARIS Tél. (1) 40-68-77-11 - Fax (1) 40-68-07-12

SPÉCIALISTES DES TECHNOLOGIES PLEIN JOUR

ECONOMIE

BILLET

L'indépendance de la Banque de France

Dans la bateille du franc, le gouvernement français a mobilisé, au cours du week-end, une nouvelle arme. M. Michel Sapin. ministre de l'économie, s'est en effet déclaré, samedi 9 janvier lors de l'émission e Questions orales » sur Radio Classique, favorable à une accélération de la modification du statut de la Banque de France, en vue de lui accorde l'indépendance (le Monde daté

10-11 janvier). Les mots, les taux et les réserves : au cours de la semaine écoulée, les autoritéa monétaires françaises et allemendes avaient eu recours à ces trois armes pour soutenir le couple franc-mark mis à mal par la spéculation. Dans la Journal du dimanche du 10 janvier M. Pierre Bérégovoy renouvelait sa détermination en affirmant : « Tant que je serai premier ministre, le franc ne sera pas dévalué, » Son successeur «virtuel» à Matignon, M. Edouard Balladur, e ebondé dens le même sens, lors de « L'heure de vérité » sur France 2, affirmant qu'il eferait tout » pour qu'on ne dévalue pas le franc. En jugeant e souhaitable » une accélération de la réforma de le Banque de France, M. Sapin donne aux marchés financiers un signal supplémentaire. Certes, en ratifiant le traité da Maastricht, lee Français ont accepté le principe de l'indépendance de la banque centrale. Mais les propos de plusieurs responsables français, notemment ceux du président de la République lors de la campagne du référendum de septembre, ont fait naître outre-Fihin un grand scepticisme sur la volonté française en ce domaine. Source de débats, l'indépendance de l'institut d'émission reste, il est « toute relative » (1). Si nécessaire donc, Paris serait prêt à accélérer cette réforme jugée essentielle par Francfort, car

elle mettrait la monnaie française à

M. Balladur a lui aussi affirmé qu'il

faudrait donner «plus d'autonomie

à la Banque de France» et que

juillet », si l'opposition l'emporte.

Banque serait-elle possibla avant

les législatives de mars? Il faudrait

une loi, une session parlementaire

cela se fera « avant le mois de

Une réforme du statut de la

exceptionnelle et un vote

majoritaire. Des conditions

nombreuses et difficiles à

satisfaire. Pour l'instant, le

par «ceux qui aspirent à

gouvernement espère que son

intention déclarée - et soutenue

remplacer » M. Bérégovoy - suffira

pour rassurer les marchés. Quinte

à laira, en cas de besoin, de

nouvelles déclarations ou... à

l'ebri des aléas politiques.

passer aux actes. ERIK IZRAELEWICZ

11) Le dernier numéro de la Revue d'éco-nome financière est consacré à «L'indépen-dance des banques centrales». Le Monde Editions, numéro 22, automne 1992

Le renflouement budgétaire de la Sécurité sociale

Les partenaires sociaux saisis d'une réforme du régime des retraites

M. Michel Sapin, ministre de l'économie, a confirmé samedi 9 janvier, que 20 milliards de francs seront prochainement trans-férés du budget à la Sécurité sociale par l'intermédiaire d'un décret d'avance. « Ce renflouement. a assuré le ministre, n'approfondira pas le déficit budgètaire car il sera gagé par des économies sur le bud-get de l'État. »

Cette disposition va permettre la prise en charge des eotisations d'assurance-vieillesse des chômeurs, qui, jusqu'à présent, était assurée par la Caisse natio-nale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés (CNAVTS) de la Sécurité sociale. En contrepartie, les partenaires sociaux seront invités à donner leur accord à un allongement de la durée de cotisation à quarante ans (contre trentesaire pour obtenir une pension à taux plein. Dans les tout prochains jours, M. René Teulade, ministre des affeires sociales, recevra offi-ciellement les syndicats et le patronat pour des entretiens bilatéraux.

L'objectif est d'obtenir leur accord – sous la forme d'un relevé de eonelusions signé avant la fin du mnis ou début février ou plus tard – en faveur d'une telle réforme. Celle-ci les amènerait éga-lement à assurer la gestion des dépenses d'assurance-vieillesse (notamment le calendrier de l'aingement de la durée de cotisation et le mode de revalorisation des pensions), celles relevant de la solidarité étant financées par le

Interrogé dimanche 10 janvier par Sud Radio, M. Marc Biondel, secrétaire général de Force ouvrière, s'est e félicité » de la décision du gouvernement tout en esti-mant qu'il s'agissait d'une « rustine ». Selon lui, il convient d'aborder « le problème des retraites pour les années qui viennent ». Pour sa part, M. Jean-Yves Chamard, porte-parole de l'opposition RPR-UDF pour les affaires sociales, a demandé la convocatino d'une session extraordinaire du Parlement.

Quant à M. Edouard Balladur, il a proposé d' e affecter certaines a propose o edjecter certaines recettes fiscales au financement d'un fonds de solidarité». Il pour-rait s'agir de la taxe sur les pro-duits pétroliers ou sur les alcools ou encore d'un demi-point de TVA. Le financement de la protec-tion sociale, a-t-il souligné, sera a un des grands points qu'il faut mettre à l'étude pour les cinq ans à

Chômage à gauche chômage à droite

Une expression du ministre du travail résume d'ailleurs cette attitude e Ce n'est pas parce qu'on est à quel-ques mois d'une échéance électorale qu'il faut s'arrêter de réfléchir ». Miscs sur la table, presque toutes les hypo-thèses se recoupent et se répondent terme à terme, bien sûr avec des nuances, mais aussi avec des diver-gences qui n'épousent pas nécessaire-

ment les clivages de partis. A chaque fois, il est question de coût du travail, de partage du travail et des perspectives qu'officiaient les services si, pour reprendre le mot de M. Lau-rent Fabius, la ecourse au producti-visme » était abandonnée dans ces Ainsi M. Pierre Bérégovoy se fait-il

modeste quand it propose comme objectif de eramener le taux de rage de 10.5 % à 8 % » pour la période de 1993-1998, et qu'il pré-conise « un nouveau pacte de solida-rité entre les Français» pour y par-

LYON

de notre bureau régional

Deux chômeurs de longue durée.

soutenus par l'union départementale

CFDT du Rhône, viennent d'obtenir

du tribunal administratif de Lyon l'annulation de décisions de l'adjoint

du directeur départemental du tra-

vail et de l'emploi, qui les evait

privés de revenus de remplacement, en mars 1992, en raison de classe-

ments dans de nouvelles catégories de demandeurs d'emploi. A propos de Marie-Rose Mathon, l'admi-nistration soutenait (le Monde du 8 décembre 1992) que l'intéressée ne

pouvait prétendre à un poste de tra-vail, en raison d'un handicap physi-

que qui ne l'avait pourtant pas

empechée d'occuper, par le passé,

Devant le tribunal administratif de Lyon

Deux chômeurs de longue durée obtiennent

le maintien d'un revenu de remplacement

Mais le premier ministre recoit aussi le soutien de M. Edouard Balladur, qui a «approuvé» les mesures d'exonération de charges sociales, passées le 7 janvier de 30 à 50 %, lors de l'embauche de salariés à temps partiel (le Monde du 9 janvier). Pourtant, cette disposition est critiquée à gauche, et assez mai accueillie par M= Aubry. En effet, le risque est énorme de voir s'accelérer, par cette disposition, la substitution du travail à temps plein par de l'emploi à temps partiel. Délà, un grand groupe de distribution a estimé que, par le biais des seuls départs naturels, il économiserait ainsi 80 millions de

Pour autant, les désaccords subsisnt, derrière les thèmes abordés. M. Balladur évoque une « loi cadre sur l'emploi » et souhaite abaisser le charges sociales. Méliante, M= Aubry ne croit pas que la baisse des charges des entreprises suffise à créer un mouvement d'embauche. En venir, grace à un programme de réaffirmant que « le coût du travail et des revenus ». est globalement compétitif dans notre

un emploi de manutentionnaire. A l'encontre de M. Domingos Da

Costa, l'administration invoquait

une insuffisance de justifications de

démarches auprès des employeurs.

Le tribunal, présidé par M. Jean-Pierre Lukaszewicz, a estimé que ces

décisions ne pouvaient intervenir

sans que les personnes concernées

aient pu fournir leurs observations

écrites. En outre, l'administration n'a pas fourni d'éléments de fait

relatifs à la situation des deux

demandeurs. L'Etat est condamné à payer à chacun d'eux la somme de 3 000 francs. Cette jurisprudence

revêt un intérêt particulier, en raison de la montée du chômage et de l'ex-clusion, face aux difficultés du sys-tème d'indemnisation.

pays », elle pense en revanche que «les charges sociales sont trop lourdes sur les bas salaires », et répète sa suggestion d'un «reprofilage» des colisations «par un système d'abattement forfallaire compense par un alourdissement des charges sociales sur les hauts salaires». Dans ce cas, un abattement de 1 000 francs favo-riscrait l'emploi de bas salaires.

De même, à propos du partage du travail, toutes les positions ne sont pas équivalentes. Si M. Balladur se tait, le PS et M. Fabius se pronou-cent favorablement, sans dire claire-ment si less revenus secont propor-tions il less revenus secont proportionnellement réduits. M. Bérégovoy, lui, le laisse entendre. Me Aubry, de son côté, fait une double observation. «On ne coupera pas» à ce choix, explique-t-elle, mais elle «ne croit pas» à une mesure générale et autoritaire. Selon elle, il faudra négocier dans les branches et les entreprises. Toutefois, et en dépit des réserves

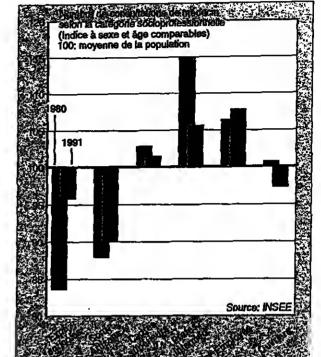
que suscitent cette recherche depuis la tentative de M. Philippe Séguin en janvier 1988, dénigrée sous son sont apparus les plus prometteurs, au cours de ce week-end riche en réflexions. Le colloque de M= Aubry quatre ans plus tard et dans les mêmes circonstances électorales - a permis de surmonter on blocage. En reprenant la procédure déjà employée pour les entreprises d'insertion, le ministre du travail s'appuie désormais sur un «groupe de suivi» constitué de chefs d'entreprise MM. Antoine Guichard, Philippe Frances, Michel Bon, Jean Peyrele vade et... Edmond Maire, notam-ment). Ce qui donne un autre crédit à la démarche et montre que, au delà des « emplois de proximité », des activités traditionnelles pourraient faire le pari du service, créateur d'emplois. Quand la masse salariale représente 2 % du prix final d'un litre d'essence, le retour du pompiste permettrait l'embauche de milliers de

personnes si le consommateur acceptait d'en payer le prix, par exemple...
M. Georges Chavannes, maire M. Georges Chavannes, maire d'Angoulème, proche de l'opposition, s'est déclaré plus qu'enthousiaste et veut lancer des opérations en ce sens dans sa ville, estimant que des services peuvent être offerts pour le bien-être de ses concitoyens et que les impôts locaux pourraient y subve-nir. D'une certaine façon, et au-delà du rendez-vous de mars, le témoin a ainsi été passé: les emplois de ser-vices ont trouvé un défenseur pour l'alternance.

ALAIN LEBAUBE

ALAIN LEBAUBE G. B.

L'évolution des dépenses de santé



Entre 1980 et 1991, les disparités socioprofessionnelles se sont réduites en ce qui concerne le recours eu médecin. Les non-salariés se sont rapprochés de la moyenne nationale et, parmi les salariés, les écarts se sont comblés, les professions intermédiaires (agents de maîtrise, enseignants) n'ayant plus un comportement atypique. En revanche, les inégalités se sont accrues en matière de prise en charge des dépenses. Ainsi, l'écart entre le nombre de séances moyen dans les milieux modestes et eisés s'est eccru dens le domeine des soins dentaires alors que ele déficit de recours eu médecin e plus que doublé » en dix ens pour les familles de chômeurs. Plus généralement, note l'INSEE, les consultations ont progressé de 2.2 % par personne et par en entre 1980 et 1991 au lieu de 4,5 % au cours de la décennie antérieure. Le recours eu dentiste a fléchi de 1 % per en, à cause de le faiblesse des remboursements de ce type de soins. En 1991, les Français ont consulté en moyenne six fois leur médecin, plus d'une fois leur dentiste, acheté trente-six boîtes de médicaments et se sont fait presertre 1,4 analyse biologique.

Après la mise en cessation de paiement du groupe Torras

Le KIO porte plainte contre ses anciens dirigeants en Espagne

MADRID

de notre correspondant

Le gronpe KIO (Kuwait Investment Office) a entamé, à la fin de la semaine dernière, une action judiciaire contre l'ancienne équipe dirigeante de KIO en Espagne pour un détournement de 100 milliards de pesetas (4,8 mil-liards de francs). Cette procédure vise M. Javier de la Rosa, nneien vice-président du holding Torras, le représentant de KIO en Espagne, et six autres administrateurs, parmi lesquels figurent deux kowestiens. M. Fabed el Sabaj, ex-président de Torras, et M. Fouad Jaffar, ex-directeur général de KIO à Londres.

Les accusations portées contre l'ancienne équipe de direction, qui a démissionne en juin dernier, vont du faux en écritures publiques et de l'escroquerie aux délits fiscaux en passant par l'abus de confiance. Les autorités de l'émirat ont égalemens demandé à la justice espagnole la saisie des biens et le blocage des comptes bancaires des sept anciens hauts responsables de

M. Javier de la Rosa, qu rejette les eccusations, a annoncé son intention d'intenter à son lour des actions légales contre les dirigeants actuels de Torras, de KIO, voire, «si c'est nècessaire, contre le gouvernement du

Koweit w. L'homme d'affeires catalan attribuc ces poursuites à e des manœuvres personnelles el politiques ». Quant à M. Fouad Jaffar, il a démenti avoir transféré ses capitaux oux Bahamas. comme l'avait affirmé un journal

La déconfiture de KIO en Espagne s'est traduite par des premières mesures de liceneiements. La direction du groupe chimique Ercros, l'une des filiales du bolding, a ennoncé I 900 suppressions d'emploi, la fermeture de cinq usines et une réduction d'ac-tivité dans les autres centres.

MICHEL BOLE-RICHARD

Mills William

The production

Franch (a);

 $\Gamma^{(i)} = \Gamma_{i(i)}$

The outer

□ La monnaia de Nicaragua est dévaluée de 20 %. – Le gouvernement du Nicaragua a annoncé dimanche 10 janvier la dévaluation de sa monnaie, le cordoba, de 20 % par rapport au dollar. Cette mesure, réclamée par les pays donateurs, les Etats-Unis, le Japon et Taïwan notamment, vise à stimuler les exportations et à soutenir l'économie. Le cordoba s'échange dorénavant à 6 contre un dollar, eu lieu de 5 auparavant. Le Nicaragua n enregistré en 1992 un taux de croissance de t % seulement, au lieu des 4 % prévus. Le pays, qui compte 4 millions d'habitants, est confronté à un grave problème d'emploi, le chômage touchant 60 % de la population de la companie d'emploi. lation active. - (Reuter.)

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tel.: (1) 40-65-25-25 Télécopieur : [1] 40-65-25-99 Télex : 205,806 F

Le Monde

PUBLICITE

Président directeur général : Jacques Lesourne Directeur général : Michel Cros Membres du comité de direction : Jacques Guin, Pritippe Dupuis, Isabelle Tsaidi, 15-17, rue du Colonel-Pierre-Arla 75902 PARIS CEDEX 15 TSI : (1146-62-72-72

Tel.: (1) 46-62-72-72 Telen, MONDPUB 634 128 F Telen, 46-62-92-71 - Sooth Shah ARL & Mondred de Methat et Répan Europe SA

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tel.: (1) 40-65-25-26 opieur : [1] 49-60-30-10 Télex : 261.311 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

٦	ABONNEMENTS
1	1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
I	Tél. : (1) 49-60-32-90 (de 8 heures à 17 h 30)
- 1	

AUTRES
PAYS
Take
TOTAL SUIS BELC. LUXEMB PAYS-BAS Tel FRANCE 572 F 536 F 790 1 038 F 1123 F

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande. Pour your abonner. renvoyez ce bulletin

ents d'adresse définitifs oc

DUI	RÉE CHOISIE
3 mois	🗆
6 mois	🗆
1 au	🗆
Nom:	

-	1 20
F	Nom:
F	Adresse:
	¦
	Code postal :

INDICATEURS

• Budget : déficit de 592 milliards de francs en 1992. -Selon les premières estimations publiées samedi 9 janvier par le ministère du Trésor, le déficit budgétaire de l'Italie e atteint l'an dernier 163 000 milliards de lires (590 milliards de france et plus de 10 % du PNB), alors qu'un déficit de 127 000 milliards avait été annoncé en septembre 1991, rectifié à 155 000 milliards en juillet 1992. En 1991, la déficit budgétaire n'était établi à 152 000 milliards de lires. Le ministère rappelle cependant que l'amorce des privatisations des grands holdings d'Etat devrait rapporter 7 000 milliards de lires, qui n'ont pas encore été intégrés dans les comptes de 1992.

MEXIQUE

• Inflation: + 11,9 % en 1992. - L'inflation a atteint 11,9 % au Mexique au cours de l'année 1992, soit le plus faible eugmentation des prix enregistrés dans ce pays depuis 1975, selon des chiffres publiés par la banque cantrale mexicaine. Les prix des produits elimentaires de base n'ont augmenté que de 8,1 % au cours de l'année passée.

Edite par la SARL le Mondo cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social:

Principare associés de la société : Societé civile « Les réducteurs du Mende », a Association Hubert-Bouve-Mery » Société anenyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises. M. Jacques Lesourne, cerant.

Reproduction vuerdite de tout article. Renselgnements sur les microfilms et index du Monde au [1] 40-68-29-33

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395-2037 PRINTED IN FRANCE

du « Monde »

12 r. M. Gansbourg

94552 IVRY Cedex

0

Composez 36-15 - Tapez LEMONOE ou 36-15 - Tapez LM ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

1 568 1 890 F 2 986 F 2 960 Localité: accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus Pays: provisoires : nos abonnés sont invilés à formules leur demande deux | Veuillez avoir l'obligement d'étrire lous les semaines avant leur départ, an | mons propres en capitales d'impriment.
indiquant leur numéro d'abonné. 301 MON 01 PP.Paris RP

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS -

TRESOR-REAL

notée AAAm

Siège social : Atlantique Montparnasse - Immeuble Nord-Pont 7, place des Cinq Martyrs du Lycée Buffon - 75507 Paris Cedex 15 R.C.S. PARIS B 337 e37 1e9

actionnaires do la SICAV TRESOR-REAL en

assemblée générale ordinaire le vendredi 29 janvier 1993.

aetionnaires de capitaliser l'ensemble des revenus acquis

par la SICAV et en consequence d'affecter à un compte

de réserves le montant des revenus distribuables, soit

Le conseil d'administration qui s'est réuni le 10 novembre 1992 a arrêté les comptes du 6° exercice clos le 30 soptembro 1992 et décide de convoquer les

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire des

Soumis au secrétaire d'Etat à la mer

L'accord conclu entre dockers et employeurs marseillais implique un plan social de 800 millions de francs

MARSEILLE

de notre correspondant régional

L'accord conclu entre dockers et patronat marseillais (le Monde daté 10-11 janvier) duit entrer en vigueur le 1º mars, mais est subordonné au financement d'un plan social coûteur.

Deux mois après celni, avorté, du 4 navembre 1992, le nouveau protocole d'accord présente, cette fois, toutes les garanties d'une solutots, toutes les garanties d'une solu-tion minutieusement négociée. Mais si elle s'est engagée à appeler la base à le ratifier, la CGT a tou-tefois fait figurer dans le texte une condition suspensive relative au financement du plan social. De même les patrons ont indiqué qu'ils « ne signeraient pas, tont qu'il n'y nura pas de boucinge finnncier ». Car l'accord coûte beaucoup plus eher que prévu (800 millions de francs au lien de 500).

Pour faire partir deux cents dockers de plus, il a failu étendre le bénéfice des congés de converle bénéfice des congés de conversion à trois tranches d'âge supplémentaires, celles des ouvriers âgés de 47, 48 et 49 ans au 31 décembre 1993 (1). Or cette mesure onéreuse n'était pas envisagée dans le plan social intitial. Et, de plus, l'accord a été conclu bien au-delà de l'ultime délai du 31 octobre fixé par le gouverne

Que va faire le socrétaire d'Etat la mer? Une délégation des milicux économiques marseillais, conduite par le président de la ebambre de commerce de Marseille, M. Henri Roux-Alezais (2), sera reçue, mardi 12 janvier par M. Charles Josselin. « Nous espé-

rons, nous a déclaré M. Georges Chapus, président du syndicat des employeurs de manutention, que le ministre tiendra compte de nos esser pour parvenir à un accord qui ne hisse nucun point dans l'ambre. La mensualisation doit instaurer de nouveaux rapports sociaux qui vont créer les conditions de la fiabilité. Celle-ci favorisera le reinur des trafics que nous avons perdus et permettra, à terme, une balsse des prix. Cet enjeu mérite bien un coup de pouce du gouverne-

Sur les 800 millions du plan social, 300 devront être mobilisés dès la première année, un pen plus de 100 en 1994 et le reste sur une dizaine d'années. La communauté portuaire devrait done être surtout aidée dans la première phase de la mise en œuvre de la réforme.

L'Etat avait promis, au départ, 200 millions de francs. Les professionnels comptent, aussi, sur la participation de leurs partenaires locaux, le port autonnme, la chambre de commerce, le conseil régional de Pravence-Alpes-Côte d'Azur, le ennseil général des Bouches-du-Rhône, voire la ville

(t) Ils devraient percevoir, dans les mêmes conditions que les dockers âgés de 50 ans, 65 % de leur salaire au moins jusqu'à cinquante ans.

(2) Accompagné des présidents du conseil économique et social régional, de l'Union maritime, du port autonome, de l'Union nationale des industries de la manutention (UNIM) et des manute

VEGA FINANCE

113 852 331,38 francs.

Performance de l'exercice

au 30.09.1991

au 30.09.1992

VEGA FINANCE

Taux moyen du marché monétaire sur l'exercice

Evolution de la valeur liquidative

TGF GESTION

13 507,34 FF

14 856,18 FF

9.99 %

10,14%

CAISSE DES DÉPOTS ET CONSIGNATIONS

141 000 LECTEURS du Monde exercent une
PROFESSION LIBERALE.
Le Monde est leur
premier titre d'information.

(IPSOS 92)

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements : 46-62-72-67

PECHE

the general and the second of the controlled to

Address to the tent to the tent to

who server in the property descriptions are

sillents of the ment of the months less than

845 Television | 2 4 F | 1 Television | 1 Televis

THE STATE OF THE S

bette mind a trans of the restaurable

and form to be a first on from

THE TARREST OF STREET OF STREET STREET

iens divigeants en Espas

40 porte plainte

par und programme

T- 17 T-11 2 JF12

 $|qr-r| \lesssim f \sin^{\frac{1}{2} \frac{1}{2} \frac{1}{2}}$

Tension entre Paris et Ottawa

Les équipages des deux chalutiers de Saint-Pierre-et-Miguelon consignés à bord à Terre-Neuve

Les équipages des deux chalutiers de Saint-Pierre-et-Miquelon arrêtés samedi 9 janvier par les autorités canadiennes, ont été consignés à bord, dans le port de Saint-Jean-de-Terre-Neuve (le Monde daté dimanche 10 et lundi 11 janvier). Faute de place dans les prisons de la canitale de la province maritime du capitale de la province maritime du Canada, les cinquante-quatre pécheurs et dus de l'archipel français, qui sont en état d'arrestation pour entrée et pêche illégales dans les caux canadiennes, sont demeurés enfermés à l'intérieur du Goëlette et

Les deux navires de la société Interpéche avaient été arraisonnés, le 7 janvier, par les autorités canadiennes après avoir été abordés par le Zodine des gardes-pêche. Pècheurs firmer leurs droits conformement au traité franco-canadien de 1972 et veulent qu'Ottawa réévalue les quotas de morue accordés à la France.

Le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pensee, a Indiqué le 10 janvier que Paris « avail pris toutes les dispositions pour que les pêcheurs - s'ils devalent être empri-sonnés à Terre-Neure - solent sortis de prison le plus rapidement possi-ble».

(Lire pages 28 et 29 le dossier du « Monde l'Economie» consacré à la pêche),

FINANCES

Après la reprise de la BPS par le Crédit suisse

Le procureur public de Zurich ouvre une enquête préalable pour présomption de délit d'initié

Le procureur publie de Zurich a décidé d'ouvrir une enquête préalable pour présomption de délit d'initié en relation avec la récente prise de contrôle de la Banque populaire suisse (BPS) par le Crédit suisse (le Monde du 7 janvier). M. Christian Weber, procureur chargé des délits économiques, a également précisé, vendredi 8 janvier, qu'uno procédure pénale serait ouverte si « les présomptions de délit d'initié s'avé-raient fondées».

Avant Noël, le cours de la part sociale de la BPS était de 680 francs suisses à Zurich. Le 29 décembre, elle était montée à 755 FS, soit une progression de 11 % en trois jours. A la réouverture des marchés, après les fêtes de fin d'année, la BPS avait demandé la suspension de la cotation de taux est tirms indiquant. tion de tous ses titres, indiquant qu'elle annoncerait «une bonne nou-velle» deux jours plus tard. Ven-dredi, la part BPS a clôturé à 1 045 francs suisses. L'offre d'échange de titres qu'a fait le Crédit suisse hol-ding (3 de ses actions nominatives contre 1 part sociale) a été estimée généreuse et les investisseurs se ruent depuis lors sur les titres de la Banque populaire, dont la cotation a Banque populaire, dont la cotation a repris des mercredi.

INDUSTRIE

Siemens et Philips renoncent à leur projet de coopération dans les câbles

Le projet de coopération Philips-Siemens dans les câbles de télécommunications et les fibres optiques a fait long feu. Les deux partenaires ont annoncé vendredi 8 janvier qu'ils renonçaient purement et sim-plement à leur mariage. Au nom, arguent-ils, d'une perception désormais différente de l'évolution du secteur. «L'analyse sectorielle qui justifialt l'opération n'est plus vala-

Selon une enquête de l'INSEE

Les perspectives

de production continuent

à se détériorer en Europe

Les perspectives de production

dans l'industrie européenne poursui-vent leur recul, selon la dernière

enquête européenne de conjoneture de l'INSEE publiée vendredi 8 janvier

et réalisée en novembre 1992 à partir du temoignage de chels d'entreprise

interrogés dans six pays de la CEE

(Allemagne, Royaume-Uni, Pays-Bas, Belgique, Italie, France). Cette détécio-

ration des perspectives de production est notamment sensible en Allemagne

eccidentale, où elles se sont « nette-

ment dégradées », note l'INSEE, en

Des perspectives qui « se redressent toutefois en Italie dans les secteurs des biens de consommation et des biens

intermédiaires», ajoute l'Institut natio nal de la statistique. Les industriels portent un jugement tout aussi som-bre sur leurs caracts de commandes, qui accusent eux aussi une dégrada-

Renanit Cilo, modèle le pins vendu en France en 1992. - La

Renault Clio a été la voiture la

plus vendae en France en 1992.

devant la Renault 19 et la Peugeot 205, a annoncé vendredi 8 janvier

le Comité des constructeurs français d'automobiles. Avec 233 209

exemplaires vendus en France sur un marché de 2 105 700 voitures,

len hausse de 3,7 %, la pénétration de la Clio a été de 11,1 %. La Renault 19, avec 148 382 unités, a eu nne part de marché de 7,1 % et

la Peugeot 205, avec 129 546 voi-

tures, de 6,2 %. La Renault 21

(107 289 unités et 5,1 %) vient en quatrième position, devant la Peugent 405 (104 318 et 5 %). La Citroën ZX et la Peugent 106, avec

environ 98 000 exemplaires cha-cune, représentent 4,7 % du mar-ché total. La première vniture

étrangère est la Golf do Volkswa-gen avec 83 400 unités immatricu-lées (4 % du marché), suivie de la

Ford Fiesta (79 500 unités ot

Le quota d'autolimitatinn des exportations de voltures nippones

vers les Etats-Unis demaurers

inchangé en 1993. - Les exporta-

tions de voitures japonaises vers

les Etats-Unis seront plafonnées

ponr l'année budgétaire 1993

(d'avril à mars) à 1,65 million

d'unités, a annoncé, vendredi 8 janvier, à Tokyo, le ministre

japonais du commerce extérieur et de l'industrie (MITI), M. Yoshico

Mori. C'est un chiffre identique à

celui de 1992, sensiblement inférieur an quota de 1991 (2,3 mil-tions), bien que le MITI table sur

une nette reprise du marché améri-cain en 1993.

EN BREF

particulier pour les biens d'équipe-

ment et les biens intermédiaires.

mule initiale avait évolué, les deux groupes discutant plus récemment

bles, explique un communiqué commun. C'est en décembre 1991 que le néerlandais Philips avait engagé des discussions avec l'allemand Siemens pour lui céder ses activités dans les câbles et fibres optiques, un ensem-ble dégageant un chiffre d'affaires de 550 millions de florins, un peu plus de 1,6 milliard de francs, La for-

sur l'opportunité de eréer une société commune dans ce domaine. Il y a deux semaines, la Commis-

sinn de Bruxelles avait annoncé qu'elle étudierait en détail les modalités d'un rapprochement Philips-Siemens dans les câbles, craignant que cette nouvelle opération de concentration ne fausse le jeu de la concur-

Nous n'aimons pas parler de nous, mais quand d'autres le font...

L'Expansion, 3 au 16 décembre 1992.

"PARFRANCE, première SICAY "Actions françaises" sur 3 ans (31.10.1989 - 30.10.1992)."

Le Figuro, 30 novembre 1992.

*Certains produits investis sur le marché français ont permis de dégager des performances supérieures à 10 %. Ainsi PARFRANCE, de PARIBAS, première SICAV "Actions françaises" a enregistre une hausse de 11.1 %." (31.12.1991 - 13.11.1992).

Le Revenu Français, août 1992.

*Depuis quelques années, PARFRANCE ne fait que regagner des rangs chez les SICAV spécialisées en Actions françaises. Sur un an (à fin juin) elle réalise une performance de + 17,69 %."

Investir, 15 août 1992.

"PARFRANCE, première SICAV de la catégorie Monory-CEA sur 7 mois, du 31.12.1991 au 31.7.1992."

Note d'information approuvée par la COB et dernier document périodique disponibles auprès de la BANQUE PARIBAS et des autres établissements habilités à recevoir les souscriptions.

Nous n'ajouterons qu'une chose : PARFRANCE est éligible au PEA



BANQUE PARIBAS

3, rue d'Antin - 75002 Paris - Tél. 42 98 13 77

LA BANQUE D'AFFAIRES DES PARTICULIERS.

PARIS SEMAVIP

odresse.

CONSULTATION DE PROMOTEURS

OBJET: La SEMAVIP, Société d'Économie Mixte d'Aménagement de la Ville de Paris, lance un appei d'affres ouvert de promoteurs sur charge foncière en vue de l'ocquisition des droits de construire un ensemble de logements dénommé lot 2, situé 17 à 21, quai de la Seine, dans la ZAC BASSIN DE LA VILLETTE, à Paris 19.

PROGRAMME: sur un terrain de 1 303 m² environ est prévue la réalisation d'un ensemble immobilier de l'ordre de 4 600 m² H.O.N. se décomposant en 3 930 m² de loge. ments ou logement adapté – étudiants, stagiaires d'entre-prises, personnes agées... 670 m² de locaux commerciaux et de locaux d'activités à rez-de-chaussée, accompagné d'un parking en sous-sol de 65 places au minimum.

RETRAIT DES DOSSIERS : le dossier de consultation peut être retiré contre un chèque de 1 000 F à partir du jeudi 14 janvier 1993, à la SEMAVIP, 32, rue de Cambrai 75019 Paris, tél. : 42-05-03-83.

REMISE DES OFFRES : les offres seront remises sous double enveloppe cachetée, l'enveloppe intérieure contenant la soumission. Elles devront être tronsmises au plus tard à la SEMAVIP le lundi 22 février à 16 heures, soit par pti recommandé avec A.R., soit par dépôt contre reçu à la même

GOUSSAINVILLE 95190 (Val-d'Oise) 3 km Roissy ville

CONSULTATION DE PROMOTEURS

OBJET: Richard RENOUARD, Aménageur du Domaine des Demoiselles à GOUSSAINVILLE (Val-d'Oise), lance un appel d'offres ouvert de promoteurs sur charges foncières en vue de l'acquisition des droits à construire immobiliers.

PROGRAMME: situation : ZAC < Lo Domaine des Demoiselles » à Goussainville (Val-d'Oise) à proximité du RER.

Sur un terroin de 40 bectores environ, en cours d'aménagement, réalisation de 1 000 logements.

- 550 collectifs (lots de 40 à 90 logements)
- 400 terrains à bôtir (370 m² +) 50 terrains pour maisons de ville
- 3 000 m² de commerces en RDC collectif

DOSSIER : (de cession de droits à construire) Le dossier de consultation peut être délivré contre un règlement de 500 F à :

Richard RENOUARD, Aménageur. ZA Villemer (RN 17) 95500 LE THILLAY, Tél. : (1) 39-88-35-99

REMISE DES OFFRES Délai et modalités transmis avec le dossier.

4 T

Après sept ans à la tête de la compagnie aérienne

Carl Icahn démissionne de

Le financier new-yorkais Carl C. Icahn, cinquante-six ans, a officiellement démissionné, vendredi 8 janvier, de la présidence de la compagnie aérienne Trans World Airlines. Sept ans après nvoir pris la tête de TWA, le raider part sur un constat d'échec. Il n'a pas su sortir de l'ornière la compagnie. dont la situation financière n'a cessé de s'aggraver ces dernières

Cc champion des OPA inamicales s'était emparé de la firme n l'issue d'une offre publique d'achat lancée au printemps 1985. Il l'avait emporté sur M. Frank Lorenzo. alors à la têle de Texas Air. Mais, curieusement, plutôt que de revendre 45.5 % des actions qu'il détenait, comme il procedait habituellement dans ses rachats, M. Icahn avait préféré s'assurer le contrôle de TWA, Quoi de plus prestigieux que d'être nux commandes de la célèbre compagnie aérienoc?

La société, qui affichait déjà une perte de 193 millions de dollars en 1985, était provisoirement redeve-nue hénéficiaire en 1987 et 1988 avant de plonger définitivement dans le rouge. Sa situation finan-cière, aggravée par la crise du transport nérien et la guerre des tarifs, lui avait valu d'être placée sous la protection de la loi sur les faillites au début de 1992. Le passif de TWA s'élevait alors à 3,47 milliards de dollars et ses actifs à 2,68 milliards, une partie de l'endettement provenant de son rachat par M. Icahn et de sa sortie de Bourge et 1989

de Bourse en 1988. Aujourd'hui, le raider céde la place à ses créanciers et à ses employés. Selon le plan de réorganisation qu'examinera le juge des faillites en février, ln compagnie serail contrôlée à 55 % par ses

créanciers et à 45 % par les salaries. En contrepartie, les premiers renonceraient à I milliard de doilars de dettes et les seconds s'enga-geraient à une réduction de la masse salariale et à des avantages sociaux de l'ordre de 200 millions de dollars annuels. La direction de TWA sera désurmais assurée par deux de ses responsables, MM. Robin Wilson et Glenn Zan-

Carl Icahn, qui avait déboursé 469 millinns de dollars pour la sor-tie de Bourse de la société en 1988, a estimé ses pertes à environ 100 millions de dollars. Il s'est par ailleurs engagé à prêter 200 mil-lions de dollars à TWA dans le cadre du plan de restructuration.
«Ce fut une erreur de l'ocheter.
a-t-il déclaré à propos de TWA. Et ce fut une plus grande erreur encore de ne pas vendre.»

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CAPITAL

U Naf-Naf (hahllement) prend 3 % dn capital d'Albert SA. – La société de eonfection Nnf-Naf prend 3 % du capital d'Albert SA pour environ 2,2 millions de francs. Cette entrée de la firme du Sentier dans le tour de table du fahricant choletais de vêtements pour enfinits s'accompagne d'une reconduction, jusqu'au 31 décem-bre 1999, de la licence Naf-Naf enfant qu'Albert SA détenait jus-qu'à fin 1994. Une licence qui a généré, selon le directeur général de la société de Cholet, M. Bernard Bienaime, un chiffre d'affaires d'environ 94 millions de francs en 1992, en hausse de 20 % sur l'annee précédente.

Clbs-Gelgy va prendre le contrôle à 51 % du britannique Bunting. – Le groupe suisse Ciba-Geigy a annoncé vendredi 8 jnn-vier qu'il allait prendre le contrôle à 51 % du britannique Bunting, spécialisé dans la protection phytosanitaire biologique. Le prix de la transaction n'a pas été révélé. Bun-ting a réalisé en 1992 un chiffre d'affaires de 3,5 millions de livres sterling (30 millions de francs). Simulanément, le groupe suisse a annonce qu'il avoit définitivement conclu la reprise des activités d'au-tomédication du britannique Fisons aux Etats-Unis.

O Strafor-Facom : Parfinance franchi le seuil des 10 % des droits de vote. – Parfinance, contrôlée par la société Pargesa Holding, a franchi le scuil des 10 % des droits de vote de la société Strafor-Facom (mobi-licr de hureau, fonderie, outillage à main...) et en détient 10.13 % selon un avis publié par la Société des Bourses françaises (SBF).

LICENCIEMENTS

D Pioneer (Japon) met 35 cadres supérieurs à la retraite anticipée. -Le groupe japonais Pioneer a demandé à ses 33 chefs de service de prendre leur retraite anticipée et

a menacé de les licencier fin janvier s'ils refusent, a indiqué, vendredi 8 janvier, un porte-parole de la firme. Le producteur de matériel audio a proposé à ses 35 employés, qui ont tous la einquantaine, de compléter leur pension de retraite par des indemnités supplémenlaires, l'âge normal de la retraite chez Pioneer étant de soixante ans. Cette mesure, toul à fait inhabituelle dans une société japonaise, est rendue nécessaire par les mauvais résultats de la firme, selon le porte-parole. Pioneer a annoncé pour le deuxième trimestre de 1992 des bénéfices avant impôts en baisse de 38,5 % par rapport à la période correspondante de 1991, à 9,9 milliards de yens (426 millions de francs).

D France Ebanches (horlogerle) licenele 67 salarlés. - La société France Ebauches, sixième fabricant mondial de mouvements d'horloge-rie, va licencier 67 des 477 salaries qu'elle emploie sur ses trois sites de production français de Valda-hon, Maiche et Bessacon (Doubs). quelques mois des difficultés sur le marché de Hongkong où elle réali-sail jusqu'à présent 45 % de son chiffre d'affaires, contre 55 % en Europe el aux Etats-Unis, Ces dif-fieultés avaient déjà contraint la direction à mettre quelque 250 salariés en chômage technique, dix jours par mois, au dernier trimes-tre de l'année dernière. En 1991, France Ebauches avnit fahriqué 10,5 millions de mouvements à quartz pour un chiffre d'affaires de l'ordre de 230 millions de francs. Le bénéfice, non communiqué, était qualifié de «raisonnable».

TRANSFERT

 M. Jean-Louis Vinciguerra quitte le groupe Pechiney et rejoint Rothschild et Cle. – M. Jean-Louis vinsenne et cie. - M. Jean-Cous Vinsiguerra, jusqu'alors directeur général adjoint de Pechiney, vient de quitter le groupe public spécia-lisé dans l'aluminium et l'embal-

lage, pour rejoindre Rothschild et cie comme associé gérant. Agé de quarante-huit aus, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de la Harvard Business School, M. Vinciguerra a effectué toute sa carrière chez Pechiney.

 Cap Gemini Sogeti gérera l'informatique de la Bauque d'Angleterre.
 La Banque d'Angleterre a confié à Hoskyns, filiale de Cap Gemini Sogeti en Grando-Bretagne, un contrat de facilities manage-ment de 60 millions de france pour la gestion de son système informalique central, a annoncé vendredi 8 janvier, dans un communiqué, la îrme française. Cette décision de la Banque centrale brilannique s'inscrit dans sa volonté de passer d'une informatique centralisée une informatique plus départemen-tale. Hoskyns est l'une des princi-pales sociétés de services informatiques en Grande-Bretagne, avec un chiffre d'affaires de 200 mil-lions de livres (1,7 milliard de francs) prévu en 1992.

NOMINATION

O Nouveau président pour l'Associatinn des compagnies aériennes européennes. — Le président de la eompagnie Swissair, M. Otto Loepfe, a été nommé président de l'Association des compagnies aériennes curopécanes (AEA), dons le siège est à Bruxelles. M. Loepfe, cinquante-six nns, qui présidera l'AEA pendant un an, succède à M. Giovanni Bisignani, président d'Alitalia. Il a précisé qu'il comptait poursuivre l'engagement de son prédécesseur en faveur de la libéra-lisation du trafic aérien en Europe.
«Nous devons faire en sorte que les bénéfices du processus de libéraliso-tion du trafic aérien en Europe ne soient pas remis en question par des infrastructures insuffisontes ou réduits géographiquement », n-t-il

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Placements long terme. Au Trésor Public, le temps est votre allié.

Quelles que soient vos attentes, nous vous proposons le placement actif adapté à vos besoins :

TRESOR PLUS TRESOR AVENIR MERICEARST FLEE LIVRET BOURSE INVESTISSEMENTS

Sicav obligataire de capitalisation, investie à S5 % en valeurs du Trésor. Sicav de distribution, à dominante obligataire et comportant une part d'actions dynamiques. Sicav obligataire à distribution trimestrielle.

Sicav actions françaises pour constituer votre PEA.

Nos Tresoreries sont à votre disposition. Renseignez-vous auprès de nos conseillers.

VOTRE ARGENT VA FAIRE DES PROGRES

TRÉSOR PUBLIC

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 11 janvier

Dégradation

La tendança se dégradati lundi
11 janvier à la Boursa de Parle en
dépit de la bonne tenue du franc français sur les merchés des changes. En
recut de 0,24 % à l'ouverture, l'Indice
CAC 40 affichait vers 11 h 15 une
perts de 0,43 %. A la mi-séance, la
recut des valeurs françaises s'amplifielt et avoiainait 0,9 %. Plus tard
des la journée, peu avent l'ouverture
de la Bourse de New-York, la principel Indicateur de la place s'inscriveit
en beisse de 1,30 %.

Méloré la melleure seave du franc

Meigré la mellieure tenue du franc, les taux d'intérêt à court terme restent élevés constatent les investisseurs. En effet, l'argent au jour le jour est négoclé à 12 %. Ce niveau de l'argent n'incitait pas les investisseurs à acheter des actions qui, pour nombre d'entre elles, présentent un PER (repport cours-bénéfice) très élevé. Ils préférent pléblaciter les alors moné-teires.

Par ailleurs, un opérateur repportait que les valeurs étalent également en balese sous l'affet d'arbitrages sur les grandes capitalisations boursières et de prises de bénéfice tout en notant que la tendance fondamentale du merché reste bonne. Selon lui, le mer-ché étals assaz technique et les prises de bénéfice qui suivaient les belles performances de la fin de l'année ne remettalent pas en cause la bonne terme fondamentale de la cote.

Du coté des valeurs, Michelin continusit de maintenir un cap haussier avec un gain de 2,8 % pour 285 000 pièces. Les analystes remarqualent que le valeur bénéficiait toujours des que la valeur beneficials toujours des perspectives de reprise aux Etata-Unis at des anticipations de baisse des taux. Sur des prises de bénéfice, Hachatte perdait 1,5 % et Matrs 0,8 %. Le premier avait progressé de 7,5 % en clôture vendredi et la second de 6,7 %.

LES INDICES HEBDOMADAIRES **DE LA BOURSE DE PARIS**

(METITUT MATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONORIQUES)

Indices générant de base 100 : 31 décembre 1992

31-12-02 8-1-02 99.8 99.3 101 100.1 89.5 101.4 89.3 97.4 88.8 99.7 101.9 103,3 106,8 87,3 84,2 124,6 101,7 114,7 97,8 115,9 99,4 108,8 95,1 108,3 122,4 timent et men ind. de consore, non alire. Agrodimentaire

Base 100 on 1949 Base 100 an 1972

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 31 décembre 1981

Sociétés francières Sociétés de la zone franc exploi-tent procipalment à l'éngreer Valeurs betantielles 350,8 4**96**,9

TOKYO, 11 janvier

Légère baisse

La Bourse de Tokyo a clôturé en léger repti lundi 11 janvier mais audessus de ses plus bes nivesux du jour grôce à des achets programmés a fin de jaurnée. L'indice Nikkei a cédé 45,14 points, soit 0,27 % à 16 589,55 points après un niveau plus bes à 16 552,05. Le volume de titres échangés était de l'ardre de 120 millions d'actions.

La cote a également bénéficié des achata des lunds de retraite et des fonds d'assurance. Le plupart des luvastisseurs ont cependant préféré rester aur la souche.

e Les ordres d'achets n'ont pas été très importants, mais ile ont tout de même lait bouger la cote car les tran-sections étaient peu fournies », s sou-ligné un bourgier.

Cours de 11 juny. Cours du S janv. 1 210 1 150 1 370 1 740 1 270 1 110 527 4 180 1 430

Le Monde **PUBLICITÉ** FINANCIÈRE

> Renseignements: 46-62-72-67

PARIS:

Second marché (sélection)					
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cibies B.A.C. Beiner (Lyn) Beiner (Lynn) Calberson Dardif Call-de-Fr. (C.C.L) Calberson Call. (C.C.L) Calberson Dardif Codecour Codecour	4400 23 70 485 245 745 230 801 190 226 941 281 94 50 920 1970 323 1100 73 60 101	4330 	Internt. Computes LP R.M. Locarnes Mater Comm. Mater Comm. Mater Comm. Mcdex NLS.C. Schlamburger NLS.C. Sc	104 50 25 50 37 10 305 135 60 790 480 317 91 80 135 319 379 300 220 10 112 539	26 40 90 d 789 475 317 94 40 135 315 378 310 221 117 50 542
intelors Ballond	198 166 123	171 	LA BOURSE	SUR M	INITEL
F.F. (group ton F)	48 442 130 935	442 132 935	36-1	TAF	EZ

MATIF

43 10

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du B janvier 1993 Nombre de contrats estimés: 148 757

COURS	ÉCHÉANCES				
COOKS	Mars 93	Juin 9	3	Sept. 93	
Dernier Préofdent	113,10 112,64	113,70 113,3		113,46 113,50	
	Options sur	notionnel			
	OPTIONIC DIA	777477	OPTIONIC.	DE VENTE	

OPTIONS D'ACHAT | OPTIONS DE VENTE PRIX D'EXERCICE L Fév. 93 | Mars 93 Fév. 93 Mars 93 0,82

> CAC40 A TERME (MATIF)

Volume: 10 813			
COURS	Janv. 93	Fév. 93	Mars 93
Dersier	1 874 1 866	1 894,50 1 887	1 914

CHANGES Dollar: 5,5565 F 4

Le dollar s'inscrivait en léger repli lundi 11 janvler, tandis que le mark progressait faiblement par rapport au franc (à 3,4004 franes). A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 5,5565 francs contre 5,6015 francs au cours indicalif de la Baoque de France.

FRANCFORT 8 janv. 11 janv. Dollar (ca OM) ... 1,5429 4 1,6330

TOKYO 8 jauv. 11 janv. Dollar (cn yeas)_ 125,42 125,36 MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (11 jauv.)...... 11 15/16-12 1/8 % New-York (8 janv.).... __ 2 13/16 %

BOURSES

PARIS (58F, base 100 : 31-12-81) 7 janv. 8 janv. Indice général CAC 485,10 483,60 (SBF, base 1000 : 31-12-87) Indice CAC 40 1 844,47 1 852,63

NEW-YORK (Indice Dow Jones) ... 3 268,96 3 251,67 LONDRES (Indice « Financial Times ») 7 janv. 8 janv.

2 816,50 2 799,20 2 193,30 2 176,80 62,20 61,90 93,96 93,83 FRANCFORT
7 janv. 8 janv.
1 542,50 1 531,52 TOKYO 8 janv. 11 janv. Nikkei Dow Jones 16 634,69 16 589,55 Indice général 1 289,52 1 283,93

470005

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

			L WLU DE	IOLO	
	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS		
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	
\$ E-U Yes (100) Ecs Destackemark Franc subse Live facilicism (1000) Live sterling Peach (100)	5,5590 4,4347 6,4669 1,4006 3,7258 1,7035 8,5875 4,7863	5,5626 4,4408 6,6733 3,4005 3,7304 3,7105 8,5950 4,7946	5,6750 4,5234 6,6908 3,4220 3,7893 3,6958 8,6857 4,7465	5,6829 4,5333 6,7037 3,4314 3,7887 3,7065 8,7006 4,7604	

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

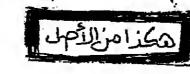
	UN MOIS		TROIS MOIS		SEX MOIS	
\$ E-U Yes (180) Ect Destachemark Franc subset Life indicates (1800) Live stelling	Demandé 3 1/16 3 1/16 10 1/8 8 7/16 5 9/16 12 3/8 7 1/8	Offen 3 3/16 3 13/16 10 3/8 8 9/16 5 11/16 12 7/8 7 1/4	Demandé 3 3/16 3 9/16 10 L/8 8 L/4 5 1/2 12 3/8 7 L/16	Offert 3 5/16 3 11/16 10 1/4 8 3/8 5 5/8 12 7/8 7 3/16	Demandé 3 3/8 3 1/2 9 13/16 7 7/8 5 3/8 12 3/8 6 7/8	Offert 3 1/2 3 5/8 9 15/10 8 5 1/2 12 7/8
Peseta (190)	15 7/16 11 7/16	15 13/16	14 7/8	15 1/4	14 7/16 10 U4	14 11/16

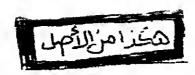
Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

a NEC mis sons surveillance par accrue dans ses activités princi-Moody's. - Moody's Investors Service a annoncé, lundi 11 janvier, à 1 eurs) tout comme ses besoins de Tokyo, avoir mis sous surveillance en vue d'un possible déclassement la notation de groupe informatique cant mondial de puces au profit de japonais NEC Corp., qui s'attend à l'américain Intel, avait indiqué essuyer des pertes en 1992, «La en novembre dernier s'attendre à rentabilité de NEC et son niveau de liquidités pourraient être affectes plus longtemps que prévu», explique l'agence financière américaine

en mettant en avant la concurrence

pales (semi-conducteurs et ordinaréinvestissements. NEC, qui a perdu son rang de premier fabriessuyer 9 milliards de yen (410 millions de francs) de pertes netles consolidées au terme de l'exercice 1992 clos le 31 mars pro-





MARCHÉS FINANCIERS

•• Le Monde • Mardi 12 janvier 1993 21

MARCHES FINANCIERS					
BOURSE DU 11 JANVIER					
Companiation VALENS Cours product Cours cours +-	Re	glement mensu	el	Compension VALEURS Court Premier Denner Schus +	
BLP. T.F. BSD Sept Sep	September Colors Colors	Labon	105 255 Starlor Facon 554 385 582 03 12 17 17 17 18 18 18 18 18	11 Cancer 11 11 12 12 13 15 17 17 18 19 19 19 19 19 19 19	
COMP		1 58000	321 335 Exem Corp	61 446/Zemba Cop 519 510 1 4961 - 369 8/1	
VALEURS & % du coupon VALEURS prisc, cou	1/4/61506	VALEURS Cours Devoler pric. cours V.	Ermission Rectust Erm	lesion Rechet VALEURS Emission Rechet is Incl. net	
Easts Units (1 used)	Rougier	ALEG	Section Commission Commis	17 14 38407 14+ 86969 12 12 12 13 10 10 10 13 10 10 13 10 10	

36-15 IAN

ond marche

AMPHITHEATRE RICHELIEU. La Mau-rache: 12 h 30 ven.
AUDITDRIUM DES HALLES (40-28-28-40). Dezso Ranki: 19 h mer. Piano. Haydn, Brahms, Bartok Ensemble InterComtemporain: 19 h lun. Kathryn Magestro, Luisa Castellani (soprano), Osgmer Peckovs (mezzo-eoprano), Didler Henry (baryton), Christoph Anders récitant). Groupe vocal de France. David (récitant), Groupe vocal de France, David Robertson (direction), Sciamino, Rihm Quatuor Guamen, Elisabeth Leonekaja; 19 h mar. Piano, Dvorak, Chostakovitch.

19 h mar. Prano, Dvorak, Chostakovitch. A UDITDR LUM DU LOUVRE (40-20-52-28). Mitsuko Shirai, Hartmut Holl: 20 h 30 sem. Mezzo-aoprano, piano, Josef Protschka, Christoph Spath, Kor. Jan Dusseljae (ténors), David Wilson-Johneon Ibaryton), Peter Like (basse), Würtembergischer Kammerchor de Stuttgart, Oteter Kurtz Idirection). Wolf Quattor Auryn, Mitsuko Shirai, Hartmut Holl: 20 h 30 lun. Mezzo-aorano, piano, Schoenberg, Webern. prano, piano. Schoenberg. Webern Mahler, Berg Dietnch Fiecher Oieskau Christoph Poppen: 20 h 30 jeu. Bary-ton, violon, Manuel Fiescher-Oiesksu (violoncelle), Emmanuel Pehud (flûte),

Beethoven.
AUDITORIUM SAINT-GERMAIN (46-33-87-03). Alexandre Lagoya : 20 h 30 ven. Guitara. Granados, Granados, Granados, Sor. Tarrege Académie de l'île Saint-Louis : 20 h 30 jeu., sem. Luis Claret (violoncelle). Ensemble vocal Patrick Marco, Bertrand de Silly (direction). Casterede, Schubert

LE CERCLE (43-22-50-46). Tangolied : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam, José Luis Barreto (chant), Stéphane Spira (piano). Gardel, Piazzola, Slaequez Vienne Express Trio : 13 h dim. Anne Thomas (piano), Michel Ripoche (violon), Eric Fonteny (violoncelle), Brshms, J.

CHAPELLE SAINT-LOUIS-OE-LA-SALPETRIÈRE, Trio de flores Quadrifo-

Rum : 17 h dim. CHATELET, THÉATRE MUSICAL OE PARIS (40-28-28-40). Quatuor Parisii : 12 h 45 mer. Beethoven Melanie Armistead, Thomas Oewey: 12 h 45 ven. Soprano, Piano, Prokofiev, Tchaikovski, Walton Steven Osborne : 12 h 45 lun. Piano. Schubert, Beethoven, Oebussy,

EGUSE OF LA MADELEINE, Chœur et orchestre philharmonique européen 20 h 45 mar. Hugues Reiner (direction). 5chubert, Mahler, Verdi. Concert bénéfice de Médecins sans frontières EGLISE OE LA TRINITÉ. Velérie Aimarde : 12 h 45 mer. Violoncelle.

Bach. Participation libre. EGLISE OES BILLETTES (42-46-06-37), Gilles Harle: 10 h dim. Orgue, Brahms, Boety.

EGUSE NOTRE-DAME-DES-BLANCS-MANTEAUX. Collegium Vocale de Gand: 20 h 30 mer. Philippe Herre-weghe (direction). Purcell Choeur de chambre Accentus: 20 h 30 ven. Lau-rence Equilbey (direction). Martin,

EGLISE SAINT-EPHREM-LE-SYRIA-EGLISE SAINT EPHREW-LE-STRIA-DUE. Iskovos Pappas, Elizabeth Matiffa 18 h 30 sam. Clavecin, viole de gambe. Couperin, Maraie Thérèse Hindo; jus-qu'au 24 janvier 1993. 18 h 30 dm. Chant Ensemble Almasis: 21 h sam. Monteclair, Clérembault, Gervais. EGLISE SAINT-EUSTACHE. Michel Ocneuve, Oominque Panns ; jusqu'au 15 janvier 1993. 20 h 30 mer., jeu., ven, Cristal Baschet, controbasee, Marie-Ange Petit, Marc Antoine Millon (percus-

sions). Deneuve et poèmes de Rilke. EGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. Orchestra symphonique de jeunes en lle-de France : 21 h jeu. Chœurs Elisabeth Brasseur, Laurent Brack (dirsction)

EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE. Orchostra Bernard Calmel: 20 h 30 ven. Ghislaine Petit (harcel: Bernard Chapron (Ilûtel: Ensemble voca! Manelle Rousseau. Ensemble vocal François Bataille Bornard Calmol (direction), Jolivet. Debussy, Lemeland, Tcharkovski Les Trompettes ds Versalles : jusqu'au 30 janvier 1993. 21 h sam. Haendel,

PARIS EN VISITES

«Les passages couverts du Sentier où si roulise la mode léminne. Exo-tisme at dépaysement essurés ». 10 h 30, 3, ruo de Palestro (Pans

« Les impressionnistes au Musée d'Orsay Confrontation de leurs œuvios à celles de leure rivaux pom-pors, 10 h 30, 1, ruo de Belachasse, sous l'éléphant (P. Y. Jaslet).

v Maisons anciennes at ateliors d'artistes qui vont disparaître au fau-bourg Saint-Antoine ». 10 h 45, mêtto Nation, sortie avenue Dorian

(M. Banassat).

*La Sorbonne et l'histoire de l'Université parisienns » [téléphoner le matm au 45-74-13-31, la visité peut être annuléel, 14 heures, 45, rue Saint-Jacques (E. Romann).

*Les fastes de l'Opéra Garmer, Le mysière du fantôme », 14 h 30, dans le hall, sous la statue de Lulii (Arts et caoteral).

« La Musée Cognacq Jay ». 14 h 30, 8, no Elzéver (M. Hager).

« Hôtels et jardins du Marais sud. Place des Vosges», 14 h 30, sorte métro Saint-Paul (Résurrection du

«Les satons Oirectoire de l'hôtel de 8ourrienne, spécialement ouverte », 14 h 30. 58, ruo d'Hauteville

s L'Hôtel-Oreu, l'ancêtre des

hôpitaux pansiens, et la médecine autrefois ». 14 h 40, entrée de l'Hôte!-Qiou, côté parvis de Notre-

Exposition: « Fragonard st le des-

sin Irançais s. au Petit Palaie. 15 heures, entrée (O. Bouchard).

Dame (Paris autrelois).

tM. Banassatt.

MARDI 12 JANVIER

Viveldi, Telemann Philippa Larguèze : 20 h 30 mar. Pleno. Bech, Liszt, Mous-

EGLIBE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE. Liuis Claret : 20 h 30 mer., ven. Violoncelle 8ech Ensemble Instrumental Parenthèse : 20 h 45 sam, Chorale le Instrumental Lyriade de Versailles, Lsurent Brack (direction). Mozart, Vivaldi Orchestre symphonique de jeunes en lie-de-France: 20 h 30 mar. Chœurs Elisabath Brasseur, Laurent Brack (direc-tion). Requiem de Verdi.

EGLISE SAINT-NICOLAS-DE8-CHAMPS. Jean Boyer, Laure Colladent-Carda: 20 h 30 jeu. Orgue, pienoforte. Relson, Couparin, Dendrieu, Balbastre,

Bory, Mendelssonn.

EGLISE SAINT-SÉVERIN. Ensemble vocal Michel Piquemel: 20 h 30 km. Jacqueline Meyeur (mezzo-soprsno), Vincent Le Texier (baryton), Michel Bouvard (orgue), Orchestre de la Cité, Michel Piquemal (diraction). Duruflé.

EGLISE SAINT-THOMAS-O'AOUIN. Chœur de chambra Accentus : 20 h 30 mer. Laurence Equilbey (direction). Martin, Schoenberg. INSTITUT POLONAIS (42-25-10-57),

Nina Woronicka, Aleksander Woronicki : 20 h 30 sam. Chant, plano. Chopin. IRCAM (44-78-48-18). Brenda Mitchell, Quatuor Arditti ; 20 h 30 ven. Soprano.

LE MADIGAN (42-27-31-51). Cleira LE MADIGAN (42-27-31-51). Cleira Vergnori-Mion, Karine Jean-Beptiste: 22 h 30 mar. Clsrinette, violonceile, Hélène Calef (pieno). Zemlinsky, Glinke Dlim 5adoullarev, 5imon Ohenien: 22 h 30 jeu. Basse, piano. Glinka, Moussorgski, Tchaïkovski, Rachmaninov Paul Julian, Ludmille Jankowska: 22 h 30 ven, Violoncelle, piano, Chostakovitch, Schumann, Chopin Mié Aklyama, Haruko Ulada: 22 h 30 sam. Violon piano. Pro-Ueda : 22 h 30 sam. Violon, piano. Pro-kofiev. Ravel Heik Devtien, Gayenes Oganessian : 22 h 30 l Prokofiev, 5travinsky. ian : 22 h 30 lun. Violon, piano,

MA)SON OE RAO(O-FRANCE (42-30-15-15), Elisabeth Zapolska, Eva Osinska: 20 h 30 mer. Mezzo-soprano, piano. Mélodies polonaises Solistes de l'Orchestre de Radio-France; 19 h ven, probalies Straniceky. Cherakterische Prokofiev, Stravinsky. Chostakovitch, Janacek Jean-Marc Phillips, Marie-Jo-sèphe Jude: 18 h lun. Violon, Piano. Chausson, Ysaye, Lekeu, Saint-Saêns,

MUSÉE D'ORSAY (40-49-48-27), Yuri Bashmet, Mikhall Muntian: 20 h 30 jeu.

OPÈRA-BASTILLE (44-73-13-00), Qualuor Lark : 20 h jeu. Schoenberg, Von Emlinsky, Bartok, Amphithéâire. SALLE GAVEAU (49-53-05-07). Philipe Corre, Edouard Exerjean: 20 h 30 jeu. Piano, Paul Boufil, Cyrille Tricoire (violon-celle), Daniel Catalanotti (cor), Richard Vieille (darinatte), Michel Oanize (baeson). Poulenc, Schumann Gisèle et Chan-tal Andranian : 18 h.sam. Piand à quetre mains. Rimski-Korsekov, Rachmaninov, Chopin, Tchalkovski, Moszkowski Mon-

serrat Caballé : 20 h 30 km. Soprano, Manuel Burgueras (pieno) Stephen Hough : 20 h 30 mar. Piano. Grieg, Beethoven, Corigliano, Chopin, Liszt, SALLE PLEYEL (45-63-88-73). Orches-True Pleyel (45-03-88-73), Orchestre de Parie : 20 h 30 mer., jeu. Maria Tipo (piano), Gilbert Varga (diraction). Mendelssohn, Schumann, Barrok Chœur et orchestre philharmonique de Radio-France : 20 h 30 ven. Anna Tornawa-Sintow (soprano), Jadwiga Rappe (alto), Peter Seiffert (ténor), Hans Sotin (basse), Marek, Lacouveki (direction). Berthouse Peter Seiffert (térior), Hans Sotin (basse), Marek Janowekl (direction), Beethoven Marc Duprez, Jean-Claude Bouveresse: 17 h 30 sam. Violon, Philippe Dussol, Joel Soultanian (aolto), Paul Bouffil (violoncelle), Mozart, Mendelssohn Orchestre Pesdeloup: 17 h 30 sam. Regis Paequier (violon), Hokotero Yezeki (direction). Beethoven, Brahms Orcheette des Concerts Lamoureux: 17 h 45 dun. Peter Guth (direction), J. Strauss Orchestre national d'Ile-de-France: 20 h 30 sam. Wilhelmenia Fernendez Isoprano), Jacques Marcier (direction). Puccin, Boccherini, Respighi.

SCHOLA CANTORUM (43-54-58-74). Drchestre à cordes de la Schola Canton rum : 20 h 30 msr. Jeen-Luc Tingaud Ipiano), Michael Coueteau (direction). Mozart, Grieg. THÉATRE DES CHAMPS-ELYSÉES 148-52-50-50), Fslicity Lott, Graham Johnson : 20 h 30 mer. Soprano, piano.

«La Sorbonne, Hietoire de l'Univer-sité et du Duartrer latin », 15 heures, 48, rue Saint-Jacques (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

6, rue Albert-de-Lapparent, 14 h 30 et l'7 heures : « Anatolie et Iran antique : La côte lyclenne, une Grèce inconnue, per D. Boucher |Antiquité vivante|.

Maison des Mines, 270, rue Seint-Jacques, 14 h 30 : «Un roi Iranco-phile, Charles VI : le laste d'un règne », par C. Barrière (Clio).

Salle Notre-Oame-des-Champe, 82 bis, boulevard du Montparnasse, 15 heures : sL'aventure d'Abou Sim-bels (Pans et son histoire).

Palais de la découverte, svenue Franklin-Roosevelt, 18 heures : «Les instruments d'estronomie», par G. Oudenot (Cours d'astronomie pra-

Galerie nationale du Jeu de Paume, place de la Concorde, 18 h 30 : « Las dilemmes de la modernité», avec

J.-P. Criqui et G. Oidi-Huberman (L'Art contemporain en question).

Ecole supéniture de commerce de Pans. 79, evenue de le République, 18 h 30 : sMédias et déontologies, svec A. du Roy, E. Plenel, P.-L. Séguillon et F.-H. de Virieu. Entrée libre (Tribunes E.S.C.P.).

148, rue Reymond Lossers nd. 20 h 30 : «Cessor de fumer par hypnose et autohypnose», par O. Verma. Entrée libre (Soleil d'or).

CONFÉRENCES

Nous publions le lundi (daté mardi) la liste des concerts de la semaine, dont une sélection commentée figure dans le supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

Beethoven, Schubert. THÉATRE DU JARDIN (40-67-97-86). Adrienne Krausz : 20 h 30 jeu. Piano. CHOPH. THEATRE GREVIN (43-58-75-10).

Carolyn Watkinson, Glenn Wilson: 11 h
dim. Mezzo-soprano, pianoforte. Heardel, Heydn, Monteverdl Brian Ganz:
20 h 30 lun. Piano. Outilleux, Revel,

Périphérie

COURBEVOIE ESPACE CARPEAUX (46-87-70-00), Claude Kahn : 17 h dim. Piano. Chopin, Liszt, Schumann.
DRAVEIL. ESPACE VILLIERS (69-40-94-90). Drchestre national d'ile-de-France : 21 h ven. Wilhelmenia Fernandez (eoprano), Jacques Mercier (direction), Puccini, Boccherini, Respigiti. NEUILLY-SUR-SEINE. AUOITORIUM DEBUSSY-RAVEL Trio Chostakovitch 20 h 30 mar. Haydn, Mendelssohn

NEUILLY-SUR-SEINE. LES FEUILLES LtBRES (46-24-41-41). Lorenzo Cipriani: 21 h ven, Clavecin, Cimerosa, Bach, Scarlatti, Couperin, Frescobaldi. POISSY. MAIRIE (39-78-03-03). Orchestre de chembre Alexandre Stajic 17 h dim. Alexandre Stajic (direction)

POISSY. THEATRE (38-79-03-03). Abdel Rahmen el-Bacha ; 20 h 30 jau. SARTROUVILLE. THÉATRE

(39-14-23-77). Jordi Savall : 21 h mar. Viole de gambe. SCEAUX, EGLISE SAINT-JEAN-BAP-TISTE (46-60-35-40), Mozarteum Ouartett de Salzbourg : 20 h 45 sam. Haydn, Beethoven, Mozart.
VERSAILLES. PALAIS DES

CONGRES. Orchestre philharmonique de Versailles : 17 h 46 dim. Thérèse Dussaut (piano), Trajan Popoesco (direction). Mozart. VILLIERS-SUR-MARNE, CINÉMA OE

LA GARE (45-03-42-82). Encemble Laboratus: 21 h mer. Berio, Cege, Stra-vinsky. Oans le cedre du Festival 5ons

OPÉRAS

BOUFFES DU NORO (48-07-34-50). Impressions de Pelléas: jusqu'au 23 janvier 1993. 20 h 30 mer., jeu., ven., mar.; 15 h 20 h 30 sam. O eprès Pelléas et Métisande de Oebussy. Avec Jean-François Lapointe, Gérard Théruei (barylone), Thomes Randle (ténor), Jungwon Park, Kyoko Saito, Ai Lan Zhu (sopranos), Armand Arapian, Wojciech Drabowkcz, Vincant Le Texder, Jean-Gérment Bergeron (barytons-beases), Roger Soyer (basse), Norme Lerer, Sylvie Soyer (basse); Norme Lerer, Sylvier Schlüter (mezzo-soprenos), Jeff Cohen, Claude Lavoix, Vincent Leterme, Oficie en Beboul (piano), Peter Brook (miles en ecène), Mariue Constant (réelisadon

OPERA-BASTILLE (44-73-13-00). Elek-Or-ERA-BASTRILLE (44-73-13-00), Elek-tra: jusqu'au 22 janvier 1993. 19 h 30 mer., earn., mer. Opéra de R. Strause, Janis Martin, Gwyneth Jones, Nadine Secunde (sopranoe), Sheile Nedler (contralto), Kenneth Riegel (ténor), Phi-lippe Rouillon (baryton), Orcheetre de l'Opéra de Paris, Jiri Kout (diraction), Paul (Brunnet incis en catro). l'Opéra de Paris, Jiri Kout (diraction), David Pountney (mise en scène).

OPÉRA-COMIOUE. SALLE FAVART (42-86-88-83). Les Indes galantes : jusqu'eu 29 janvier 1983. 19 h 30 mar. Ballet héroTque de Remeeu. Claron McFadden, Isabelle Poulenard. Sandrine Piau, Noémi Rime (soprance). Jérôme Corréas. Nicolae Rivenq (berytons), Mirlem Ruggeri (mezzo-sopreno), Howard Crook, Jean-Paul Fouchécourt (ténor), Jacquee Bone (baryton-basse), Bemard Delètre (basse). Compagnie Ris et Dancerlee, les Arte florissants, William Christie (diraction), Alfrado Artas Imise en scène), Ana Yepes (chorégraphie).

Imise en scène), Ana Yepes (chorégraphie).

THÉATRE DES CHAMPS-ELYSÉES (49-52-50-50), La Fou: 19 h 30 sam. Opéra de Landowski. Nitolal Kopylov (baryton), Vladimir Vaneav (basse), Visdimir Loukianov (ténor), Larissa Tadtoeva (mezzo-soprano), Chosur et orchestre de l'Opéra national de Saint-Pétersbourg, Andrel Anikhanov (direction), Straislas Geoudassinski (mise en scène) Yolanta: 18 h 30 mer. Opéra de Tchalkovski. Vladimir Vaneav (basse), Lydia Tchernikh (soprano), Alexandre Nsnadovski, Nikolaï Kopylov (barytons), Viktor Pichaev (ténor), Larissa Tedroeva (mezzo-soprano), Choeur et Orchestre de l'opéra national de Saint-Pétersbourg, Andrel Anikhanov (direction), Andrel Bachlovkine (mise en scène).

THÉATRE DU LIERRE [45-86-55-83), Archéologie du XXe siècle: jusqu'au 7

THÉATRE DU LIERRE [45-86-55-83].
Archéologie du XXe siècle : jusqu'au 7
février 1993. 20 h 30 ven., sam. : 18 h
dim. Edwige Bourdy (soprano). Daniel
Soulier (comédien). Ensemble Clément
Janequin, Mirsille Laroche (mise en
scènel. Musique de Monteverdi,
Gesualdo, Banchieri, Caccini, Pari.
THÉATRE DU TAMBOUR-ROYAL
(48-06-72-34). La Servante maîtresse :
jusqu'au 8 février 1883. 18 h 45 mer.,
jeu., ven., sam., dim., mer. Opéra de

jeu., ven., sam., dim., mer. Opéra de Pergolèse. Igor Lawie Borg, Guy Vives (barytons), Simine David, Marie-Cleire Leblanc (soprano), Pierre Muller, Sandra Boyer (piano), Elisabeth Navratil (mise en scene).
THÉATRE RENAUD BARRAULT
(42:56-50-70), La Légende du serpent
blanc : jusqu'au 24 janvier 1893,
20 h 30 mer., jeu., ven., sam., mar.;
17 h dæn. Opéra du Sichuan. Troupe ne 3
de Chengdu, Cheng Lisheng (direction),
Li Zenglin (mise en scène).

Périphérie

AULNAY-SOUS-BOIS. ESPACE JAC-QUES-PRÉVERT (48-88-00-22). Archéologie du XXe siècle : 21 h mer. Edwige Bourdy (soprano), Daniel Soutier (comédien), Ensemble Clément Jane-quin, Mireille Laroche (mise en scène). Musique de Monteverdi, Gesualdo, Ban-chied Constal Desi chieri, Caccini, Peri.

BONNEUIL. SALLE GÉRARD-PHILIPE 49-80-37-48). Il Signor Bruschino:
20 h 30 mar. Opéra de Rossini. Didider
Frédéric, Jacques Péroni (basses), Vaiérie Homez (soprano). Olivier Grand,
Nikola Todorovitch (ténors), Orchestre
national d'Ile-de-Frence, Denis Dubois
(direction). Addapo Sinivis (mice. (direction), Adriano Sinivia (mise en

NOISIEL LA FERME DU BUISSON (64-62-77-77), Il Signor Bruschino : 20 h 30 jeu., sam. Opéra de Rossini. Didider Frédéric, Jscques Péroni (basses), Valérie Hornez (soprano), Oli-vier Grand, Nikola Todorovitch (ténors), Orchestra national d'Ile-de-France Deple

NOISY-LE GRAND, ESPACE MICHEL SIMON (49-31-02-02). La Bohème : 21 h mer. Opéra de Puccini, il Teatro Lirico Arturo Toecenini di Mileno Mireille : 15 h dim. Opera de Gounod Mireille: 15 h dim. Opéra de Gounod. Françoise Tison (soprano), Geneviève Voguet (meszzo-soprano), Thierry Migliorini (ténor), Jeen-Philippe Marièra (baryton), Michel Bouvier (basse), Choeur la Lyriade, Orchestre symphonique Pro Arte de Paris, Jean Brebion (direction), Bruno Streiff (mise en scène), Aline Roux

Bruno Straiff (mise en scane), Aline Roux (chorégraphie).
SUCY-EN-BRIE. SALLE DES FÊTES (45-90-25-12). La Bohème: 20 h 45 lun. Opéra de Puccini, il Teatro Lirico Arturo Toscanini de Milan.
BATACLAN (47-00-55-22). La Papesse: 21 h lun, De Jean-Claude Petit. Avec Jean-Luc Borg, Martine Fontanille, Paskal Vallot, Marie-Anne Tran, Jean-Luc Atlan, Jean-Luc Borg (mise en scène).

scène). ELDORADO (42-49-60-27). Rose de Noël: jusqu'eu 31 jenvier 1883. 14 h 30 mer., jeu., ven. ; 14 h sam., dim. Opérette de Franz Lehar. Avec Richard Finell, Kriss Keller, Eliane Veron, Philippe Beranger, Jean-Paul Queret, Gilles Blot, Christian Blain, Luc David, Sylvie Van Der Meulen, Richard Finell

JAZZ, POP, ROCK

L'ARBUCI JAZZ CLUB (44-41-14-14). Philippe Patit Trio ; jusqu'au 26 janvier 1893. 20 h 30 mer., jau., ven., sam., mar. Piano. Piarre Maingourd (contre-basse), Eric Dervieu (batterie) ; Jam Sassion : jusqu'au 27 janvier 1993, 22 h 30 MAI, Mar.

AU OUC OES LOMBAROS
(42-33-22-88). Babik Reinhardt, Emmanuel Bex, Simon Goubert : 22 h 30 mer.,
Jeu. ; Hal Singer Quartet : 22 h 30 ven.,

sam.; Avram Fefer, Vincent Segel, John Silverman: 22 h 30 dim.; Belmondo Big Band: Juaqu'au: 25 Janvier 1993. 22 h 30 km.; Jams Sassion: Jusqu'au: 26 Janvier 1993. 22 h 30 mar. BAISER SALÉ (42-33-37-71), Jam Session: 22 h 30 mer.; Les Standardistes: 22 h 30 jeu., ven., sam. ; Captain Mer-cler : 22 h 30 km. ; Patrick Teleb Quar-

tet: 22 h 30 mer. LE BILBOOUET (45-48-81-84), Bruce Anthony Henri Cuartet ; jusqu'eu 17 jan-vier 1993. 22 h 45 mer., jeu., ven., sam., dim. ; Georges McIntosh Cuartet : 22 h 45 km., mar. BOUFFONS THEATRE (42-38-35-53).

Bleu Virgule : 18 h sam. CAFE BALTARD (42-33-74-03). Belhek

CAFE BALTARD (42-33-74-03). Belhair ot les Réverbères : 23 h sam. ; Doka et le Zika Lô : 23 h ven.

CAFÉ RIVE-OROITE (42-33-81-62). John Morgan : 22 h 30 mer., jeu. ; Soul Time : jusqu'au 31 janvier 1893. 22 h 30 ven., sam., dim. ; Sax Machine : 22 h 30 lun., mer.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-28-85-05). Patrick Seuseoie Quintet : 21 h 30 mer., jeu., ven., sam. Quintet: 21 h 30 mer., jeu., ven., sam., dim., Lm., mer. LE CERCLE (43-22-50-46). Rochelie

LA CHAPELLE DES LOMBAROS LA CHAPELLE OES LOMBAROS (43-57-24-24). Les Poubelles Boys ; jusqu'au 3 mars 1993. 20 h 30 mer.; Azuquita: jusqu'au 25 février 1993. 20 h jeu. Salsa; Frankie Vincent: jusqu'au 26 janvier 1993. 20 h mar. CINOUIÈME AVENUE (45-00-00-13). Pep Jet: 0 h mer.; Solo: 0 h jeu. CITY ROCK (47-23-07-72). Shaking Bluss: 0 h mer.; Solo Fod: 0 h jeu.; Ze Boom: 0 h ven.; After Eight: 0 h sam.; Honky Tork: 0 h dim.; Fly Tox: 0 h lun.; Modern Blues Quartet: 0 h mar.

Robertson, Roger Hutman Trio : 20 h 30

mar. FRDNT PAGE (42-35-88-89). Ze

FRIMIT PAGE (42-35-88-89). Ze Boom: 22 h 30 mer.; Meuro Serri & Friends: 22 h 30 jeu.; Alain Barquez Blues H: 22 h 30 ven.; Shakin Blues: 22 h 30 sam.; House Band: justur'au 31 janwier 1993. 22 h 30 dim.; Frog-mouth: jusqu'au 25 janvier 1993. 22 h 30 lun.; Paul Brestin: 22 h 30 GIBUS (47-00-78-88). Soirée Power Station: 23 h mer.; Dod's Kaden: 23 h ven., sam.; FMR: 23 h mar. HIPPOCAMPUS (45-48-10-03). Trio

Jazz Middle : jusqu'au 29 janvier 1993. 21 h ven. ; Trio New Orleane : 21 h JAZZ CLUB LIONEL-HAMPTON (40-68-30-42). Carmen Bradford : jus-qu'eu 23 janvier 1993, 22 h 30 mer. qu'eu 23 janvier 1993, 22 h 30 mer., jeu., ven., sam., dim., lun., mer. Chant, Louis Ven Taylor (saxophone), Henry Johnson (guitare). George Gaffney (piano), Marlene Rosanberg (basse), Gerryck King (batterie); Maxim Seury Big Band: jusqu'au 31 janvier 1993, 12 h dim. Jazz sur brunch.

LATITUOES SAINT-GERMAIN (42-61-53-53). Cheikh Tidiane Fall Trio: 22 h 30 mer.: Marc Thomas Ouartet: 22 h 30 jeu.; Makinto: 22 h 30 ven., sam.; Bruno Brown Band: 22 h 30 mar.

LOCOMOTIVE (42-57-37-37). John Morgan: 23 h ven.; Tender Trap: 23 h LE MONTANA (45-48-83-08). Tric LE MONTAWA (40-48-03-06). Ino Fabrica Eulry: 22 h 30 mer., jeu., jean-Paul Amouroux Trio: 22 h 30 ven., sami.; Chris flanderson Band: jusqu'au 31 janvier 1993. 22 h 30 dim.; Trio René Urtreger : 22 h 30 lun., mer. NEW MOON (48-95-82-33). Les Ambessadeurs : 20 h 30 mer. ; A défaut d'overdose : 20 h 30 jeu. ; Dirty Hands : 23 h ven. ; Malaval and the 888

& 8 : 23 h sam. NEW MORNING (45-23-51-41). Andy NEW MORNING (45-23-51-41). Andy Sheppard, Steve Lodder Duo: 21 h mer.: Archie Shepp, Horace Parlan, Wayne Dockery: 21 h jeu. Saxophone, piano, basse, Steve McCraven (bette-rie); Eric Le Lann, Lionel Belmondo, Richard Bone: 21 h ven. Trompette, saxophone, bassa, Stéphane Vera (bat-terie), N'Guyen La (guitare): Xalam: 21 h sam.; Nat Adderley Quintet: 21 h mar.

mar.
LE NOUVEAU CAFÉ (43-21-65-28).
Faton Cohen, Cleire Gillet. Philippe
Makata: 21 h jeu., ven., sam. Piano,
contrebesse, percussions.
OPUS CAFÉ (40-38-08-57).

Catscratch; jusqu'au 27 jenvier 1893. 22 h 30 mer.; Groove Company; jusqu'au 29 jenvier 1993. 22 h 30 ven.; Be Bop Bandits; jusqu'su 25 jenvier 1893. 22 h 30 lun.; Numidia Vaillant, 1893. 22 h 30 lun.; Numidia Veillant, Oscar Lopez: jusqu'au 25 janvier 1993. 22 h 30 mar. Chant, plano, percussions. PARC OE LA VILLETTE. Arthur H: jusqu'au 14 février 1993. 20 h 30 jau., ven., sam. : 17 h dim. PASSAGE OU NORO-OUEST (47-70-81-47). La Kumpania Zelwer:

22 h mer., jeu., ven., sam. PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70), Les Etoiles : 21 h mer., jeu, ; Les Dixie Brothers 6 : 21 h ven. ; Dixie Stompers : 21 h sam. ; Sequence : 21 h mer. PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL

PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-28-59). Benny Bailey Quartet: 21 h mer., jeu.; Five O'Clock: 21 h ven,; Orphéon Celeste: 21 h sam.; irène Amer Chellenge Quartet: 21 h msr. PETIT OPPDRTUN (42-36-01-38). PETIT OPPDRTUN (42-36-01-38). Christian Vander Trio : 22 h 45 mer., jau., ven. ; Trio Evidence : 22 h 45 ven., sam. ; Alain Jean-Marie Trio ; 22 h 45

mar,'
PIGALL'S. Alawanababa : 20 h ven REX CLUB (45-08-93-89). Fast Unity 23 h mer. Soirée Metallic Jungle. SALLE PLEYEL (45-63-88-73). Spenky Wilson Trio : 18 h 30 mer. SLOW CLUB (42-33-84-30), Howling Winds: 21 h 30 mer., jeu., ven., sam.; René Franc Hot Jazz Sextet: 21 h 30

SUNSET (40-26-46-60). Jungle 86 Sop: 22 h 30 mer.; Caroli Morin Quartel: 22 h 30 jeu.; Alain Deblossel Trio: 22 h 30 ven., sam.; Jean-Michel Pilc Trio: Jisqu'au 25 janvier 1893. 22 h 30 lun.; Le Carré des Lombs: 22 h 30 mer. TOURTOUR (48-87-82-48). Flag Mamy: 22 h 15 mar. Marry: 22 in 15 mar. TROTTOIRS OE BUENOS AIRES (40-26-28-58), Gérard Di Giusto Trio ; jusqu'au 6 février 1993, 22 h 30 ven.,

LA VILLA (43-26-60-00), Laurent De Wilde-Eddie Henderson Duertet : 22 h 30 mer.; jeu., ven., sam., dim.

<u>Périphérie</u>

CRÉTEIL. 188 AVENUE (48-99-75-40). Lague : 21 h van. CRÉTEIL CINÉMA OU PALAIS (42-07-60-98). Mamady Kelta: 21 h VAL. FRESNE. CENTRE SOCIO-CULTUREL

FRESNE. CENTRE SOCIO-CULTUREL
Mister Gang: 21 h sam.
LE KREMLIN-BICÈTRE. ESPACE
CULTUREL ANORÉ-MALRAUX
(49-60-62-18). Didier Levallet Tentette:
21 h ven.
MAISONS-ALFORT. THÉATRE
CLAUGE-OEBUSSY (43-75-72-58).
Nina Simone: 20 h 45 sam.
MONTREUIL. INSTANTS CHAVIRÉS
(42-87-26-91). Les 3 Shadorks: 21 h

MONTHEUIL. INSTANTS CHAVIRES (42-87-25-91). Les 3 Shadocks: 21 h ven.; Lelangue Blues Band: 21 h sam.; Double Face: 21 h mar.; Ivan Yakovief Quartet: 21 h jeu.
SAINT-DENIS. MJC (42-43-44-33). Chihuahua, Marc Mira, Torpedo: 20 h SARTROUVILLE. THÉATRE (39-14-23-77). Manu Dibango : 21 h.

ven., sam.
TREMBLAY-EN-FRANCE. ESPACE
JEAN-RDGER-CAUSSIMDN
(48-81-09-86). Xavier Vilsek: 20 h 30

VILLECRESNES. SALLE POLYVA-LENTE (45-89-08-08). Big Band Antony: 20 h 30 sam. VITRY. THEATRE JEAN-VILAR (48-82-84-90). Jef Sicard Quartet, Lie-tuva Jazz Quartet: 21 h sam. CHANSON

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). Lovato Groupe: 20 h 30 lun. BATEAU-THEATRE (40-51-84-53). BATEAU-I HEATRE (40-51-84-53). Lacourure: 20 h 30 km. BOBINO (43-27-24-24). Clovis: 15 h mer. Les Enfants d'abord. MAISON DE LA POÉSIE (42-36-27-53). La Mai Aimé: jusqu'au 13 février 1893. 20 h 30 mer., jeu., ven., sam.; 18 h dim. Spectacle musical de Michel de Meutne. C'après Apolli-naire. Avec Michel de Meutne, Ophélie Orecchia, Jean Valière.

PALAIS OMNISPORTS DE PARIS-BERCY (40-02-60-02), Michel Sardou : jusqu'au 31 janvier 1993, 21 h mar. SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Jeen-Christophe Mary et Alain Lubrano : 22 h mer., jeu., ven., sem.; Hold-up : jusqu'su 23 janvier 1993. 20 h mer., jeu., ven., sam., mar. Polar musicel de Luce Klein.

THÉATRE DE LA MAINATE (42-08-83-33). Christian Milleret: 19 h eu., ven., sam.; 17 holim. THÉATRE TRÉVISE (48-45-27-77). Zeniboni ; jusqu'eu 7 février 1893.

TOURTOUR (48-87-82-48). Les Pinces à linge : juequ'eu 15 jenvier 1993. 22 h 15 mer., jeu., ven. : Ingrid Kubat : 20'h 30 dim.

TROTTOIRS DE BUENOS AIRES (40-26-28-58). Emile Lloret : 20 h mer., jeu., ven., sam. Lss Amours violentas.

Périphérie

BOBIGNY. MAISON DE LA CULTURE (48-31-11-45). Cebaret Kari Vslentin : usqu'eu 24 janvier 1893. 21 h mer.. jeu. ven., sam., mar. : 18 h dim. Spec-tacle de Jean Jourdheuil et Jean-Fran-cois Pauret. Musique de Stéphane Leach, evec François Chattot, Anne Ourand, Michel Kullmenn, Stéphane

400 355

138 50° 8 73 13 14 15 17

Alighi maring

C

0

IVRY-SUR-SEINE. THÉATRE (46-70-21-56). Juliette : jusqu'eu 30 janvier 1993, 20 h 30 jeu., ven., sam, LONGJUMEAU. THÉATRE ADOLPHE-ADAM (68-09-40-77). C. Jérôme : 15 h

PUTEAUX, THÉATRE OES HAUTS-OE-SEINE (47-72-09-59), Gérard TREMBLAY-EN-FRANCE, CENTRE CULTUREL ARAGON (49-63-70-50). Sapho: 21 h ven. La Traversée du désir.

VILLEJUIF. THÉATRE ROMAIN-ROL-LAND (47-26-16-02). Francis Lalanne:

BALLETS

AMANOIERS OE PARIS 43-66-42-17). Sonye Bezubka, Eleine Konopka: 20 h 30 mar.

OPÉRA OE PARIS. PALAIS GARNIER (47-42-53-71). The Paul Taylor Oance Company: 19 h 30 mar. Esplanada, Pri-vate Domain, Company 8, Paul Taylor

PALAIS DES CONGRÉS, Ballet netional d'Ukraine : jusqu'eu 31 janvier 1993. 20 h 30 ven., seri, mar. ; 15 h dim. THÉATREDE LA VILLE (42-24-22-77).
Compagnie Anoriyme ! 20 h'30 ven.,
sam. L'Eroeion du provisoire, Sidonie
Rochon (chor.) Compagnie le Liseuse :
20 h 30 mar. F., Georges Appaix

Périphérie FRANÇONVILLE. CENTRE SAINT-EXUPERY (34-13-54-96). Theatre chorégraphique de Rennes et de Bretagne : 21 h jau. Saxographie, Gigi Caciuleanu

(chor.). MONTREUIL. STUDIO BERTHELOT (48-70-54-63). Compagnie Ballet Jazz Art: 21 h ven., sam.; 18 h dim. Les Sœurs Bronte, l'Intruse. Marathon Jazz, Raza Hammadi (chor.).

RUEIL-MALMAISON. THEATRE RUEIL-MALMAISON. THÉATRE ANORÉ-MALRAUX (47-32-24-42). Cases-noisette: 18 h dirm. Ballet de Tchaikoveki. Avec Anne Broquet, Audrey Friche, Eloise Hsag. Candice Foata, compagnie Ballet d'enfants, Isaballe Stanlowa (chor.). SURESNES. THÉATRE JEAN-VILAR (46-97-98-10). Steps Ahead Tep Trio, Hot Foot Tap Trio : 21 h sam. : 17 h

MUSIQUES DU MONDE AUDITORIUM DES HALLES

(40-28-28-40). Mohammad Reza Lofti, Mohammad Ghavitelm: 18 h ven. Musique traditionelle d'Iran Sheh Mirza Moradi, 5hah Reza Moradi: 18 h sam. Zurne, Dohol, Ali Sharafi, Saeed Shanbezadeh (ney). Musique traditionnelle Iranianne.

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). Brigitte Menon, Egmont Grisoni 20 h 30 jeu. Sitar, tabla. Mueique de I'inde du Nord Amins Alsoui, Henri I'inde du Nord Amins Alsoui, Henri Agnel, Keven Chemirani : 20 h 30 ven. Musique arebo-andalouse Henri Agnel, Keven Chemirani : 20 h 30 sam. Musi-

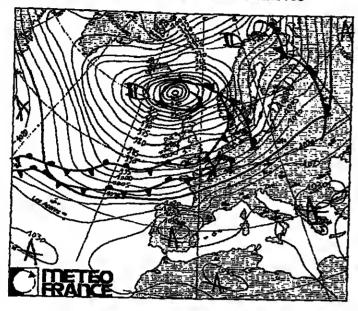
Partager le chômage Bernard DELPLANOUE

Les femmes dans l'Eglise Monique HEBRARD

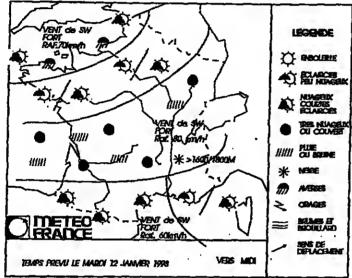
janvier 1993

Le numéro : 50 F

14, rue d'Assas : 75006 PARIS - Tél : (1) 44 39 48 48 Ou taper sur minitel : 36 15 SI-RTUDES



PRÉVISIONS POUR LE 12 JANVIER 1993



Mardi : amélioration au nord, plujes et vent plus au sud. — Les pluies et le vent fort belayeront le matin les régions de la Vendée et du Bordelais au Centre, le nord du Meseir Centrel, et tout le nord-est du pays. Les rafales de vent de SW artiendront encore 70-80 kilomètres à l'heure. L'après-midf, les pluies s'espaceront sur les régions du Centre-Quest, et le vent tiéchira. Sur le nord des Alpes, il neigers à partir de 1 600-1 800 mètres; mais le limite pulgéneige s'abeissera à 1 200 mètres en soirée. Mardi: amélioration au nord, pluies

Sur las régions méridioneles, des éclaircies persisteront au pled des Pyré-nées, dans l'intérieur de la Provence et

Au nord de la Loire, une amélioration

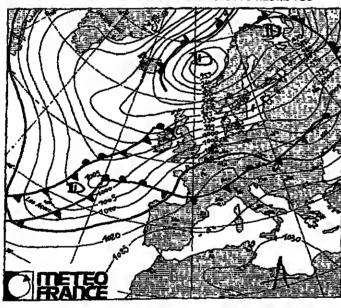
au nord de la Loire, 12 à 14 degrés au nord de la Loire, 12 à 14 degrés alllaurs, Quelques exceptions tout de manne, localement 18-17 degrés au plad des Pyránées et en Corse; inversament, sous les mages bes dans le Languedoc, le thermomètre pourra platonner à

se développera dès la matin, avec un ciel variable et quelques averses en Manche. Le vent d'Ouest ne sera plus, que modéré. Ces éclaircles gagnaront peu à peu les pays de Loire, l'Itade-France et la Champegne, puis une peute moité nord du pays en soirée.

Le matin, les températures seront pra-

tiquement partout comprises entre 7 at 10 degrés, sauf sur les Alpes où il fera un peu moins. L'eprès-midi, les tempéra-tures maximales avoissaront 10 degrés

Prévisions pour le 13 Janvier 1993 a 0 Heure tuc



TEMPERATURES maxima	#W16	temps observé le 11-1-93



TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMANN

Les brigades du « Top 50 »

OlC le « Top 50 » qui forme demment, les effiches eont déjà ensuita sonner la mobilisation : prâtes. Sans quoi... sa brigade internationale. Chez Anne Sinclair, Michel Sardou était déjà en bandes mole-tières pour aller casser du Serbe. Pensez: il avait vu rire un général serbe à la télé. Et ce général avait l'air de ee moquer... da lui. Sardou? Pis! De sa femme? Pis encora l De la démocratie l Pas de couillas, la démocratie? Répètevoir, général, si t'es un homme l'On voir, général, si t'es un homme! On Mals tout de même, cette rage allait lui rentrer son rire dans la d'en découdre, ces fieurs qui pousgorga, à celui-là l Et pas evec de petits « casques bleus » : «Ca sera une guerre sale, il faut y' envoyer des hommes faits (» Il se déclara même prêt, si l'on comprit bien, à partir kri-même. Après Bercy, évi- France 2, Florent Pagny vint régulièrement temer.

22.35 Magazine : Mea culpa. Présenté per Patrick Meney. La deme en blanc.

0.40 Divertissement : Le Bébête show.

0.00 Megazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel, Fleid.

20.45 Cinéma : Catherine et Cie.
Film français de Michal Bolsrond (1975).

FRANCE 3

TF 1

20.45 Cinéma :

FRANCE 2

16.50 Feuilleton : Beaumanoir. 17.15 Magazine : Giga: 18.50 Jeu : Score à battre.

FRANCE 3:

15.35 Série : La croisière e'amuse.

16.25 Magazine: Zapper n'est pas jouer.

18.25 Jau : Questions pour un champion.

18.55 Un livre, un jour. Francoscopie 1993, de Gérard Mermet.

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Jeu ; Hugodélire (et à 20.40).

17.55 Magazine : Une peche d'enfer. Spécial Rellys Paris-Dakar, en direct.

15.10 Série : Hawail, police d'Etat. 16.05 Feuilleton : Santa Barbara (et à 0.40). 16.30 Club Dorothée. Huit ca suffit; Clip; Jeux. 17.30 Série : Le Miel et les Abeilles.

18.00 Série : Hélène et les garçons. 18.30 Jeu : Une famille en or.

18.55 Magazine: Coucou, c'est nous I Présenté par Christophe Dechevanne. Invi-tée: Michèle Laroque. 19.50 Divertissement: Le Bébête Show. 20.00 Journal, Tiercé et Météo.

20.45 Cinéma :
La Vie dissolue de Gérard Floque, a Film français de Géorges Laurner (1988).

22.15 Magazine : Jury d'honneur.
Présenté per Gérard Carreyrou et Charles Villeneuve, Invité : [Bernard Tapie.

23.55 Magazine : Le Club de l'enjeu.

15.30 Variétés : La Chance aux chansons. Emission présentée par Pascal Sevran. Spécial Alain Barrière at Marie Myriam. 16.20 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus. 20.00 Journal, Rallye | Paris-Dekar, Journal

FRANCE 2

Chapeau mejon et bottes de cuir.

TF 1

23.45 Série :

On se moque, mais on fut épouvanté. Peut-être, demain, toutes les persécutés. Et quand les Arabes y cannibalisé le journal de Bruno voies diplomatiques épuisées, fau- seront, on sera obligés d'y aller dira-t-il envoyer nos compatriotes nous aussi. Et on sera partis pour se faire tuer pour la Bosnie, pour la cinquième. » Ce moment de géol'honneur. La raison a beau se cabrer, chaque semaine apporta son lot de confirmations des horreurs qui souillent le soi européen. sent eur les fusils 1 Criera-t-on bientôt « A Sarajevo I » comme « A Berlin1» en 147

Un ton en-dessous, dans la nouvalle émission «Teratate», de

des Arabes vont aller en Bosnie Nagui, après un gros chahut avec parce que des musulmans sont le comédien Michel Serrault, evait politiqua mis à part, « Taratate » offrit quelques plaisirs trop rares, comme les voix mêlées de Bernard Lavilliers et Amina chantant Aragon. R y aut eussi un chœur da gospel. Pour une fois, une émission de variétés ne sentait pas trop le tiroir-caisse. Si l'enimeteur, Nagui, veut bien admettre que ses invités peuvent parfois être aussi intéressants que lui, on pourrait se laisser

Plus tôt dans la soirée, le mêmo Masure, terminant sa prestation en calecon. C'était absurde et irrésistible. On roulait sous les cananés. Et puis, on repensa soudain que l'avant-veille, toujours devant Bruno Masure, dans le même décor, le président bosniagua avait lu - en français et an exclusivité - un pathétique appel à la levée de l'embargo sur les armes qui frappe son pays. A présent, Nagui et Serrault montraient leur caleçon. Las rires s'étranglèrent. A tort, d'adjours, La Bosnie et le caleçon de Nagui, cela fait toujours deux scoops.

Lundi 11 janvier

reev. Noalle Pomois, Charles Jude, le corps de ballet et l'Orchestre de l'Opéra de Paris, dir. : Manuel Rosenthel.

CANAL PLUS

20.35 Cînéma : L'Arnie mortelle. Di Film américain de Was Craven (1986). 22.00 Flash d'informations.

20.45 Variétés : Stara 90. Emission présentée par Michel Drucker. Avec Patrick Sébastien. Alain Prost. Olivier Grouillerd, Erik Comas. Eric Bernard, Paul Bélmondo, Thierry Boutsen, Bertrand Gachot, Frank Williams, Guy Ligier, Nigel Mansail, Demon Hill, l'équipe Raneult-Sport, les clandidates au titre de Miss France. Mylaire Farmer, Jean-Louis Murat, Philippe Lavil, Kim Wilde, Frédéric François, Syrvie Vartan. 22.05 Le Journal du cinéma. 22.10 Cinéma : L'Amour nécessaire. D
Film franco-italien de Fabio Carpi (1991).
23.50 Cinéma : High Spirits.
Film eméricain de Neil Jordan (1988). Avec
Peter O'Toole, Stave Guttenberg, Danyl
Hanneh (v.o.).

1.25 ➤ Cînéma : Les Mystères de Paris.

Film italo-français de Fernando Cerchio (1957).

20.50 Téléfilm : La Cavellière.
De Philippe Monnier, avec Itaria Borrelli,
Deniala Poggi (2- partie). 22.25 Magazine: Savois plus.
Présenté par Martine Allam-Regnault et François de Closets, L'homme artificiel: la pesu, les os, les vaissesux sanguins, l'aorte, la main, le cœur, des implants pour les sourds, pour les incomments urmaires, des protrèsses osseuses et d'articulations. 20.40 Cinéma : Cash-Cash. Film américain de Richard Leater (1984). Avec Michael O'Keefa, Beverly D'Angelo, Louis Gosaett Jr (v.o.). 22.10 Documentairs : Ich liebe dich. Casque d'or, de Patrick Jeudy. Courte rencontre evec une star mythique. Vingt rendaz-vous de 2 minutes 30, une série réelisée à partir d'archives. 23.40 Journal, Météo et Reliye Paris Dakar.

22.15 Cinéma : La Piège de Venus. m Film ellemand de Robert Ven Ackeren (1987) (v.o.; 96 min).

M 6

22.35 Journal, Météo et Rallye Paris-Dakar. 20.45 Cinema : Brubaker. 23.10 Magazine: A la une sur la 3.
Présenté per Christine Ockrent.

13.40 Hommage à Rudolf Noureev.
Petrouchka, bailet de Stravinsky, chorégraphie de Serge Golovine, avec Rudolf Nou-Film eméricain de Stuart Rosenberg (1980). 22.30 Téléfilm : L'Homme eux effets spéciaux. De Gary Neison. 0.30 Informations:

Six minutes première heure. 0.40 Magazine : Culture pub.

FRANCE-CULTURE

20.30 L'Histoire en direct, 29 avril 1945; le promier vote des femmes (2). Avec Anne-Marie Cocula, Janine Mos-sur-Lavau, Marietto Sineau, Jean-Pierre Azèrna, Jean Tulard.

21.30 Pour Robert Walser (3).

22.40 La Radio dans les yeux. L'actualité du théâtre. Avec Bernard Sobel et Georges Lavaudant. 0.05 Du jour eu lendemain. Mémoires de Goldoni, avec Norbert Jonard.

0.50 Musique : Code, Boris Vian, critique de jazz (jusqu'au 15 janvier).

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de Brno): Quatuor à cordes re 2, de Saxia, par le Quatuor de Brno (Lubomir Cermak, Harel Hoijl, violons; Bohuslav Fiser, elto; Martin Svejda, violoncellel); Chants pour mezzo-soprano et clarinette sur des textes en vieux français et vieil espagnol, d'istvan, par Helena Jankovska, mezzo-soprano, Lubomir Barton, clarinette; Quatuor à cordes re 5, de Kopelent, par le Quatuor de Brno; loci pastoreles, de Novak, per Milan Kanak, hautbols, Milan Polak, clarinette, Milan Mirazik, cor, Vladimir Veleba, basson.

23.09 Ainsi la nuit. Par Roubine Saidkharian. Septuor pour clarinene, basson, cors, vio-lon, alto et violoncelle en mi majeur, de vveber; Sonate pour violoncelle et piano m 1, de Martinu; Trio pour piano, clarinette et violoncelle en la mineur op. 114, de Bratans.

0.33 L'Heure bleue. L'ectuelné Internationale du jazz, par Henri Renaud. Le piano des années 40 : Count Basie.

Mardi 12 janvier

20.15 Divertissement : La Classe.

20.45 Feuilleon:
Emille, la passion d'une vie.
De Jean Beaudin, d'eprès le roman d'Arlette Cousture (7- épisode).

21.35 Magazine : Planète chaude. Irak, 5 000 ans et 6 semaines, d'Annie Tresgot. 22.30 Journal, Météo et Rallye Paris-Dakar. 23.05 Téléfilm : Milena. De Vera Beknont (demière partie).

CANAL PLUS

15.15 Magazine : 24 heures (rediff.). 16.15 Cinéma : High Spirits. = Film américain de Neil Jordan (1988). 18.00 Canaille peluche.

En clair jusqu'à 20.35 — 18.30 Ça cartoon. Présenté par Valérie Payet. 18.50 Le Top. Présenté par Yvan Le Bolloc'h et Bruno Solo.

19.20 Magazine: Nulle part ailleurs. Pré-serrie per Philippe Gildas et Antoine de Ceunes.

20.30 Le Journal du cinéma.
Présenté par isabelle Giordano.
20.35 Cinéma : Les Affranchis. BES
Film eméricain de Martin Scorsese (1990). 22.55 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : L'Affaire Weltraff, D Film frenco-eméricain de Bobby Roth (1990) (v.o.)

Rien que des mensonges. D Film français de Paule Muret (1991).

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00 — 17.00 Documentaire : Cecilia Bertoli. De David Thomas (rediff.). 17.50 Opéra: Le Château de Barbe-Bleue. De Bela Bertok, par l'Orchestre philharmonique de Londres. (rediff.).

19.00 Magazine : Rencontre. Alfred McCoy/Jean-Christophe Rufin. 19.30 Documentaire : Les Heuts Lieux de l'histoire,

Les reuts beux de l'instante, Ljubijana. De Hens Emmerling. 20.30 8 1/2 Journal. 20.40 Soirés thématique : Un seul monde. 20.45 ➤ Téléfilm :

La Marche vers l'Europe. De David Wheatley. 22.15 Dèbat. 22.35 Musique: Un monde, une voix. De Kevin Godley (120 min). Un reportage sur cette fameuse chaîne de l'amitié, la mélodie de Sting, reprise aux quatre coins du monde. Suivi du concert auquel participèrent, entre autres, Peter Gabriel. Lou Roed, Youssou N'Dour, Salif Keita, Bob Getdorf, Laurie Anderson, Avelha Guards de Portele, Johnny Clegg...

M 6

14.15 Magazine : Destination musique. 17.00 Variétés : Multitop. 17.30 Sèrie : Les Aventures de Tintin. L'Affaire Tournesol (1- partie).

18.00 Série : Equalizer. 19.00 Série : Les Routes du paradis. 19.54 Six minutes d'Informations, Météo. 20.00 Serie: Cosby Show.

20.30 Jeu: Le saviez-voue? 20.35 Le Mardi c'est permis. 20.45 Téléfilm : Lassie, opération sauvetage. De James E. Clark.

22.30 Série : Amicalement votre.
Regrets éternels.
23.25 Séria : Soko, brigade des stups.

0.20 Informations: Six minutes première heure. 0.30 Musique : Flashback.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science.
Sciences et fermies. Avec Françoise Batibar, Jeanne Peiffer, Houriya Sineceur, Karine Chemis. Michèle Leduc. 21.30 L'allemand et la français en Europe 2 Deux desuns solidaires dans l'Europe de

22.40 Les Nuits magnétiques. Guyane (1). 0.05 Du jour eu lendernain. 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 1- septembre 1992 lors du Festival de la Chaise-Dieu) : Symphonie n° 36 en ut majeur k 425, de Mozart ; La Mort d'Adam, de Le Sueur, par le Chœur d'enfants Guillaume Bony, le Chœur et l'Orchestre philharmonique de Katowice, dir. Jean-Louis Jam. Jean-Louis Jam.

22.00 Les Voix de la nuit. Par Henri Goraieb. Elen Dosia, soprano: Richard Tauber, ténor.

23.09 Ainsi la nuit. Sonate pour violon et piano en ré mineur op. 9, de Szymanowski; Sonate pour piano m 3 en fa dièse majeur op. 23, de Scriabine; Mythes, poèmes pour violon et piano op. 30, de Szymanowski.

0.33 L'Heure bleue.

द्राच्या ५०%

विकेशक के किया है। इ.स.च्या

guitters is a u,

 $\mathbf{S} \to \mathbf{s}_{\mathbf{m}} \times \mathbf{1}$

化复数 医水水

M /- **

McCracket.

MINT OF LAND SI A

ALL STREET

21 30840

Periphane

A SA SAY DEMO-

r \$

er seine in

· THE THERE

William to Harris &

ج: ۲٫۰۰۰

BALLETS

1.00

11 No. 15 11 4

VFBS (-)

1.0

Poripherie

17

MUSICUES DU HOL

2000 $g_{\rm c}(\tau,0) = 0$

•_ ____

La reprise des négociations de Genève sur la Bosnie-Herzégovine

En attendant le président serbe, M. Milosevic...

la Bosnie-Herzégovine ont été ejournées, dimanche soir 10 janvier, jusqu'à lundi matin eprès de premières discussions directes entre les représentants des belligérants. Le président de Serbie, M. Slobodan Milosevic, est arrive lundi à Genève, ville que la président bosniague Alija Izetbegovic a quittée pour une brève visite à Dekar avant de regagner lundi solr les rives du

GENÈVE

de notre anvoyé spécial

« Nous nous efforçons de cerner, de clarifier les problèmes existants et nous espèrans faire saisit à M. Slobodan Milosevic les vertus du compromis... ». Dimanche soir 10 janvier, lord Owen, coprésident de la conférence de paix de Genève, résumait ainsi, à sa façon laconique, très «Foreign Office», le peu de progrès enregistré, su cours de l'après-midi, dans les pourpariers sur l'avenir de la Bosnie-Herzégovine.

Les discussions vont être « très dures car les divergences demeurent substantielles», renchérissait son collègue Cyrus Vance, qu'il appelle volontiers « Cy », et les deux ter sur un «coup de main» du président serbe, attenda landi Il janvier au Palais des nations, pour débloquer - éventuellement -des négociations buttant à la fois sur les futures institutions et le redécoupage en dix provinces de cette République, proposés par les

La reprise de la conférence avait certes mal commencé : énais brouillard autour des aéroports de Belgrade et de Genève, incertitude passagère – sur la participatioo du président bemiaque, M. Alija jevo. Le premier arrivé, le prési- zégovine est « un État décentralisé,

Un antration avec M. Helmirt

La visite de M. Dumas en Algérie 3

Somalia: les troupes européennes

devraient prendre la relaiz des

Pékin assure avoir reçu une pro-

messe écrite que Paris ne vendrait

pas de Mirage à Tahwan 3

La situation en Bosnie après l'assas-

singt de M. Hakija Turajlic...... 4 et 5

M. Rabin continue de refuser le retour de l'ensemble des Palestiniens

La préparation des élections légis-

Rhône : le maire de Lyon en point

Les Verts ratifient l'accord intervenu

Un accord sur le recrutement et la

formation des professeurs des col-

Le sommet interreligieux d'As-

Au terme de sa réorganisation en

1997, l'armée de terre ne devrait atigner qu'un combattant pour

Paris-Dakar : Citroen dans la colli-

Musiques : trois orchestres en muta

tion, trois styles de direction 16

Cinéma : remous aux Césars...... 15

lèges et lycées privés...

CULTURE

DÉBATS

POLITIQUE

dent croate Franjo Tudjman, épargné par les intempéries, espérait qu'il no serait pas e tout seul » dans la saile. Les travaux devaient débuter à It heures, mais la séance piénière ne s'est ouverte que dans l'après-midi et n'aura duré qu'environ deux heures, svant d'être ajournée. Le temps quand même pour le dirigeant croate de Bosnie, M. Mate Boban, de rappeler en quelques phrases que sa commu-nauté avait déjà accepté, pratiquement sans objections, le plan Vance-Owen, à l'issue de la première réunion, mardi 4 janvier; te temps, aussi, pour les Musulmans de M. Izetbegovic, de dire «oui» su cadre constitutionnel d'un Etat unitaire e décentralisé » envisagé par les médiateurs, « oui » également au retrait des armes lourdes sous supervision des Nations unies, mais « non » aux frontières des provinces suggérées dans la nouvelle carte.

> «Un Etat dans l'Etat »

Tout cela était prévu. En fait, les coprésidents de la Conférence de Genève attendaient surtont la réponse à leurs propositions des Serbes de Bosnie et de leur chef, M. Radovan Karadzic. Ces deroiers contrôlent environ 70 % du territoire, et se déclarent certes prêts à en céder une partie, mais revendiquent une forme ou une autre d' « Etat serbe» au sein de la République de Bosnie-Herzégovine. Cette répose, MM. Vance et Owen l'ont reque ; une contre-pro-position, distribuée par M. Karadzic aux participants, qui ne marque guère d'infléchissements. « J'ai toujours l'impression, estimait l'ancien responsable de la diplomatie américaine, que les Serbes continuent à vauloir un Etat dans l'Etat (...) et c'est un obstacle. »

Selon le projet initial de future Constitution, soumis le 2 janvier tzetbegovic, après l'assassinat de son vice-premier ministre à Sara-Owen et M. Vance, la Bosnie-Her-

Billet : L'indépendance de la Ban-

d'une réforme des retraites..... 18

L'accord conclu entre dockers et employeurs marsaillais implique un

plan social de 800 millions de francs.

Siemens et Philips renoncent à leur

projet de coopération dans les câbles et les fibres optiques....... 19

L'ÉCONOMIE

• S.O.S. paissons e Froid, eux?

Jamais e Les mues de la CLT e High-tech chez les Papous e Dos-

sier : les entreprises et le nouveau

Services

Marchés financiers 20 et 21

La télématique du Monde :

3815 LEMONDE

3615 LM

Ce numéro comporte un cahier

«L'Économie»

foliotá 25 à 36

Le numéro da « Monde »

daté 10-11 janvier 1993 s été tiré à 520 204 exemplaires.

Météorologie

Abonnements.

Annonces classées.

Loto, Loto sportif.

Radio-télévision

Spectacles....

COMMUNICATION

ÉCONOMIE

SOMMAIRE

dont la plupart des fonctions goules sont assurées par ses provinces ». Il précise que « les [dix] provinces ne jouissent pas d'une personnalité juridique internationale et ne sont pas habilitées à conclure des accords avec des Etats étrangers ou des organisations internationales,

> Suisse, Canada on Australie...

avoir des relations directes avec la Serbie de Belgrade (et, implicitemoins longue échéance) ont tout simplement supprimé, dans leur contre-proposition, ce dernier point, jugé absolument « vital » par les médiateurs pour maintenir l'unité et la souverzineté de la Bos-nie, « reconnue par la communauté internationale et membre de l'ONUs. Car, estiment-ils, si l'on cède sur ce paragraphe précis, la partition de la République, la « division en trois », sera consa-crée : les Croates de Bosnie imiteront immanquablement les Serbes, en passant des accords avec Zagreb, et les Musulmans, sans «mère patrie», se retrouveront en ritoires dont ils contestent entre autres, la viabilité économique,

Les pourpariers de dimanche ont tourné uniquement antour de cette question constitutionnelle. Pédacogiquement, lord Owen a tenté de dire à M. Karadzic que son idée d'« Etat serbe de Bosnie » o'était pus des meilleures et que, dans le projet défendu par des médiateurs, les dix provinces proposées (trois étant à très large dominante serbe) jouissent quand même d'une très large autonomie (justice, police, etc.) - à l'exclusion des questions de politique étrangère. Il tui a cité des exemples d'Etats qui fonctionnent très hien de cette façon : « La Suisse, pays & combien décentralisé. a rejeté, en décembre, par référenm à l'Esplace économique européen. Le can-ton de Genère a, en revanche, voté largement en sa faveur mais cela ne hui donne pas pour autant le droit de passer des accords séparés avec l'EEE.»

A cet argument, les Serbes de Bosnic lui ont apparemment répli-qué qu'il existait un autre modèle qu'ils préférent : le Canada, où le Québec peut avoir une Délégation

permanente à Paris et nouer divers accords bilatérany avec la France. Se livrer à de telles comparaisons entre la Suisse, le Canada on l'Australie, et la Bosnie-Herzégovine meuririe semble bien andacieux, de part et d'autre, et peu comparible avec la manière de raisonner dans les Balkans. Toutefois, elle dénote une petite concession des Serbes e des frémissements », selon un diplomate - allant dans le sens. non plus de la conception d'un «Etat dans l'Etat », mais d'une fédération ou d'une confédération de Bosnie. M. Karadzie parle maintenant, dans sa contre-proposition et après consultation des dirigeants de Belgrade, d' « Etat

composite. Sur la question des frontières des dix provinces, dont certaines sont encore fortement contestées par les Musulmans et les Serbes, ces derniers ont présenté, dimanche, une deuxième « cootre-propositioo », sans carte, mais en cino points. que les participants o'ont pas en le temps de discuter. Pour régler les litiges - actuels ou à venir - ils lancent l'idée de référendums «locaux», jugée bien entendo totalement inacceptable, tant par leurs adversaires que par les médiateurs de Genève, en raison du « nettoyage ethnique» déjà réalisé, des destructions sur le terrain et du pen de chances de voir, dans ces conditions, les populations chassées regagner leur domicile.

Impasse totale? Plutôt cachecache, jusqu'à présent. Dimenche après-mdi, le président bosniaque Alija Izetbegovic a quitté - comme il l'avag préalablement annoncé le Palais des nations pour Dakar, où il doit assister à une réunion du bureau directeur de l'OCI (Organisation de la conférence islamique), consacrée prioitairement à la question palestinienne. Il devait revenir lundi soir à Genéve, quelques heures après l'arrivée de M. Slebodan Milosevic, le président serbe dont la position - plus ou moins intransigeante, c'est la question sera déterminante pour la suite des négociations. « Nous avons toujours souhaité, a dit laconiquement le corte-parole de la conférence, que le maximum de parties prenantes au confili soient présentes dans les

ALAIN DEBOVE

Après plusieurs semaines de tractations

Le Parti travailliste irlandais accepte de former une coalition avec le Fianna Fail de M. Reynolds

Le Parti travailliste Irlandals de M. Dick Spring e approuvé à la quasi-unanimité, dimanche 10 janvier, la participation à un gouvernement de coalition evec le Fianna Fail (nationaliste) du premier ministre sortant, M. Albert Reynolds. Le nouveau gouvernement devreit être formé après une réunion, mardi. du Dail (Parlement). Celui-ci, seion toutes probabilités, devrait reconduire M. Reynolds, qui apparaissait pourtant comme le grand perdant des élections distatives du 25 novembre, au poste de premier ministre.

> DURLIN de notre correspondent

Pour la première fois depuis la fondation de la République d'Irlande, le Parti travailliste rompt ainsi avec son hostilité traditionnelle à l'égard du Fianna Fail et de sa politique économique et sociale, jugée conservatrice. Au lendemain des élections, il paraissait plus pro-bable que le Parti travailliste accepte la proposition de M. John Bruton, dirigeant de la formation principale de l'opposition, le Fine Gael (centriste), qui souhaitait former une coalition « arc-en-ciel » incluent aussi la petite formatioo des démocrates progressistes.

Le Parti travailliste et le Fine Gael avaient déjà formé deux coalitions de centre-gauche entre 1973 et 1977 et entre 1983 et 1987, Mais les pourparlers entre M. Spring et M. Brutoo ont abouti à un échec. De plus, les députés travaillistes se sont prononces avec véhémence contre une alliance qui comprendrait des démocrates procoalition sortante - considérés ment pour les emprunts à court comme trop à droite.

La mésentente parmi ses adver-saires a encourage le Fianna Fail, toujours pragnatique – et en parti-culier M. Reynolds, dont l'avenir politique paraissait très incertain, après sa défaite humiliante de novembre, – à courtiser les travaillistes en leur offrant une politique commune et une participation

□ Violents incidents entre ane cen-

taine de jennes et des policiers à Cannes. - Trois voitures de police

ont été endommagées et deux poli-ciers (dont une femme) légèrement

blessés, dans la nuit du samedi 9 au dimanche 10 janvier, iors d'une bagarre générale devant une disco-thèque située à proximité de la Croisette, à Cannes (Alpes-Mari-

times). Pen après 2 heures, des échauffourées ont éclaté entre une

centaine de jeunes gens soctant de la boîte de nuit le Stitz et des

agents de la brigade de surveillance de nuit (BSN), qui ont dû faire appel à des collègues. Un lycéeo agé de diz-neuf ans, Dimitri Denis, domicilié à Antibes, a été placé en

garde à vue au commissariat de Cannes, Environ trois cents jeunes,

significative au gouvernement. Tout porte donc à croire que te Parti travailliste, avec ses 33 sièges, occupera 6 des 15 postes ministé-riels, y compris celui des affaires

> La bataille pour la monnaie

Le nouveau gouvernement aura la majorité la plus importante jamais vue au Parlement, evec 101 des 166 sièges. On s'ettend qu'il restera au pouvoir quatre ou cinq ans. Cependant, en dépit du rapprochement des deux formations sur les questions de société, telles que la libéralisation des lois sur le divorce, l'avortement et l'homosexualité, et sur les problèmes économiques (notamment la création d'emplois et le rôle qu'y jouera le secteur public), des différences idéologiques demeurent. Dans la conjoncture économique actuelle. les marges de manœuvre sont restreintes, et le gouvernement ne pourra pas se permettre de s'éloigner beauenup de la politique d'anstérité de ces dernières années.

Les assants continus cootre la livre irlandaise, qui oot contraint la Banque centrale à dépenser des sommes énormes pour la défendre et la maintenir dans le SME, les taux d'iotérêt déjà très élevés et qui risquent de monter en flèche, constitueront le problème le plus grave et le plus urgent que devra affrooter la nouvelle équipe. Dimanche, le premier ministre a réitéré la détermination du gouvernement de ne pas dévaluer la monnaic. Mais le patronat et plusieurs institutions financières redoutent nne situatioo désastreuse, et notamment de très importantes terme destinés à l'industrie - n'est pas résolu dans un avenir proche.

JOE MULHOLLAND

Naufrage d'un bateau transportant 400 boat people haitiens

Les autorités cubaines ont informé, dimanche 10 janvier, las garde-côtae américaine qu'ellas evaient aecouru au large de leurs côtes huit réfugiés haltians affirmant être les seuls survivants du naufraga da laur bateau, qui transportait anviron quatre

cents boat people. Le bateau, Virgen Mirech, à coque de bois, aurait quitté Haiti trois semaines plus tôt à destination de la Floride, et aurait coulé fin décembre. -(UPL AFP.)

Le mensuel **PASSAGES** KAFKA par Marthe Robert vente en klosque 30 F

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, la froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES. vient poser dans la journée ces fanètres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de garper aussi en c'arté. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10°) - Mr Gare-du-Nord.

Tél. 48-97-18-18. A Grenoble: 76-41-17-47; à Lyon : 05-05-18-15.

Les journaux britanniques s'insurgent contre « une volonté de censure a du gouvernement............. 17 EN BREF

a M. Jean-Noël Tassez, directeur général, lance un appel à une priva-tisation rapide de RMC. - Dans un entretien accordé à Libération, le 11 janvier 1993, M. Jean-Noël Tas-sez, directeur général de Radio Monte-Carlo (RMC), déclare que la fin du monopole dans le sud de la France a placé RMC en position de déficit structurel. Une recapits lisation per la voie d'une privatisa tion s'avère door nécessaire, M. Tassez estimant que « trop de temps a déjà été perdu», « Les can-didats existent, il faut passer aux actes», conclut M. Tassez.

D Série d'attentats à l'explosif à Nice. - Plusieurs attentats à l'ex-plosif ont été commis, entre le 8 et plosif ont été commis, entre le 8 et le 10 janvier, dans différents quartiers de Nice (Alpes-Maritimes). Dimanche 10 janvier, peu avant minuit, une bombe a explosé devant l'entrée du palais de justice, provoquant de légers dégâts matériels. Les vitres d'un immeuble situé en face du bâtiment out volé an éclats le veille su celt deux en éclats. La veille au soir, deux attentats avaient été commis contre

INCROYABLE I DU PARQUET CHÈNE MASSIF 59.50 F le m2 Incroyable mais vrai ! Artirec, depuis 40 ans <u>le spécialiste</u> en revêtements de sois et murs A PRIX DECRIFFES,

propose toute une sélection de par quets (flottants ou à coller, lames ou dalles) à des prix imbattables. Un grand choix d'essences (chêne, hêtre, cèrusé_) et même des par-quets en teck ; idéal pour la salle de bains ! Ex : un parquet chiene massif 10 mm

d'épaisseur au prix incroyable de 59,50 F (e m². Allention : lot à saisir. Et si la pose, même facile, vous

retaie, Artirec peut s'en charger. Artirec, c'est également un grand choix de moquelles, plasfiques, lissus d'amenhiement, lissus murans, canapés, à des prix jamais vus ! — 5 % de réduction sur lout le magasin, saul articles en promotion sur présentation de cette annonce.

ARTIREC, 5 dépôts es Rég. Par. Paris 12 (sois), 4, bd de la Bastille (volunter) - 43-48-72-72

deux magasins de matériel photo et de location de cassettes vidéo. Vendredi soir, une bombe avait également explosé devant l'entrée d'un immeuble abritant les bureaux de plusieurs avocats nicois, provoquant d'importants dégâts matériels. Aucune de ces actions n'a été revendiquée et rien n'indique qu'elles soient liées.

Attentit coutre le laboratoire de

la préfecture de police de Paris. -L'organisation autonomiste basque Iparretarrak a revendique son premier attentat dans la capitale, samedi matin 9 janvier dans le samedi malin y janvier dans le XV arrondissement, enatre le laboratoire scientifique de la préfecture de police de Paris. De légers dégâts matériels out été produits par l'explosion d'un engin de fabrication artisanale. Des tracts de l'organisation, rédigés en langue basque, ont été retrouvés sur les lieux Le laboratoire de la rue de lieux. Le laboratoire de la rue de Dantzig est notamment chargé des expertises réalisées dans le cadre de la lutte antiterroriste, centralisée à Paris sous la conduite de la 14º section spécialisée du parquet. Cet attentat intervient peu après l'annonce de la prochaine compa-ration, devant la cour d'assises spéciale de Paris, de plusieurs mem-bres d'Iparretarrak, dont Philippe Bidart, actamment accusé d'avoir tué deux gendarmes, en 1983 et 1987, dans les Landes.

D Manifestation pour protester contre l'agression d'un Marocain à Mont-de-Marsan (Landes). – A l'initiative do MRAP et de la Ligue des droits de l'homme, plu-sieurs centaines de personnes ont défilé, samedi 9 janvier, à Montde-Marsan (Landes), pour protester contre l'agression dont evait été victime, la veille de Noël. Hocine Ladjarii, Marocain de vingt-six ans, roué de coups et hiessé aux yeux (le Monde du 29 décembre). Les trois agresseurs, des skinheads armés de hattes de base-ball, de barres de fer et d'un pistolet à grenaille, avaient décidé de s'en prendre «Au premier Arabe venu». Ils ont été inculpés de coups et blessures volontaires et les denx majeurs du groupe incarcérés.

particulièrement excités, se sont alors rassemblés devant le poste de police pour demander, en vain, sa libération. de larkis de Reims a été écromé après un vol. – Hafid Elhaoussine, l'un des porte-parole des fils de harkis qui s'était fait connaître lors des événements qui avaient suivi l'acquittement de la boulangère de Reims (le Monde daté 15-16 novembre 1992) a été Reims (le Monde daté 15-16 novembre 1992), a été écrosé, vendredi 8 janvier, pour le vol d'un coffre-fort contenant 5 000 francs, dans nn garage rémois. Le jeune homme, âgé de vingt ans, a été interpellé en com-pagnie de denx complices présu-més. Etudiant en droit, il faisait partie de la délégation recons le partie de la délégation reçue, le 19 novembre, par Mª Danielle Mitterrand, présidente de France Libertés, M. Kofi Yemgnane, secrétaire d'État à l'intégration, et

a Uo accident de la route fait au moins cinquante morts en Argentiae. - Une cinquantaine de personnes - selon un premier bilan ont été tuées et quatre-vingts autres blessées, dans la nuit du samedi 9 su dimanche 10 janvier, en Argentine, lors d'une collision entre trois antocars dans la province de Corrientes, à 750 kilomètres au nordest de Buenos Aires. - (AFP.)

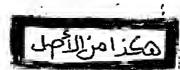
M. Henri Emmanuelli, président

de l'Assemblée nationale.

« Sciences-Médecine » : ces oiseaux qui font peur aux avions

Demain dans « le Monda »-

Les oiseaux aiment les havres de tranquilliré que sont pour eux les aéroports. Corbeaux, étourneaux, mouetres ne sont pas les demiers à fréquenter le béton des pistes et leur environnement. Tous ces volatiles abondent aux endroits où les avions circulent en grand nombre et cette proximité peut se révéler dangerause. Afin d'éviter des catastrophes, on en est venu à devoir les effa-



Market Miller of the State of t

A DE STATE OF THE STATE OF THE

1.

11.15

St 10.50

To the second

...

Miles desper descriptions of the mile extract of the mile extract of the tracts described a minustre

Parkada Parkada Parkada

Physics a

A service of the serv

The second of th

100m (数2 m 2 m 2 新数字 (4 m 2 m 2 m)



d'or du monde est située à Porgere, au cœur de le Pepouasie, où l'éloignement, les conditions climatiques et la violence latente de la population locale impoent des conditions extrêmes d'exploitation.

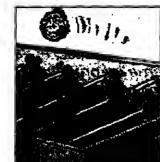
page 27





Le droit françeis reconneît désormais la responsabilité pénale des p e r e o n n e s morelee (entreprises, aesocietions, syndicets), qui pourront donc être poureuivies, condamnées voire dissoutes per le justice. Dossier.

L'Europe et la crise monétaire



Pour sortir le franc et le SME des turbulences actuelles, économistes et preticiens des marchés ne menque nt pe e d'idées : anticiper l'indépendance de la Banque de Franca, dévaluer, accélérer l'UEM ou l'ejourner...

риде: 34-35

publics : En attendant. . 1995

'ECONOMIE

Froid, eux? Jamais!

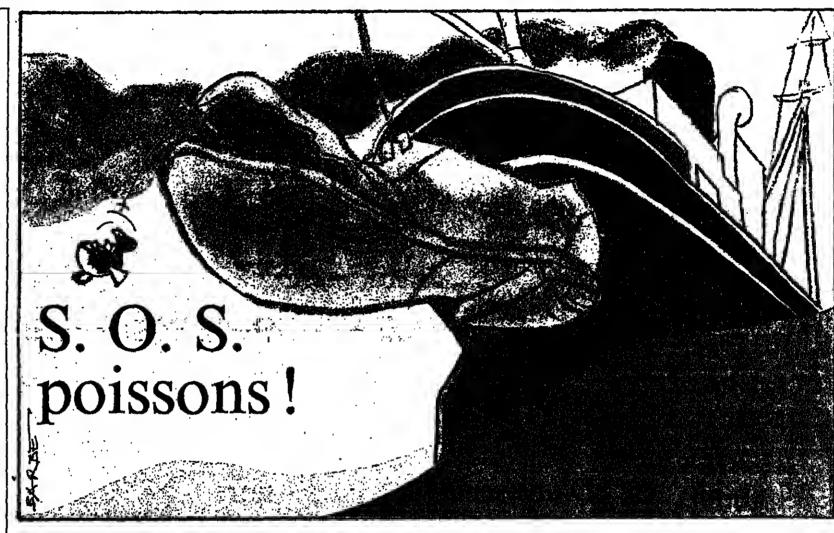
Avec sa fameuse formule, Damart s'est taillé un empire dans le douillet, l'anti-mode et...

le troisième âge

vingt ans et pourtant, qui ne se souvient de ce célèbre spot télévisé et ne l'associe immanquablement à Damart? Ces scénarios humoristiques, vite devenus populaires, ont fait la notoriété de cette entreprise du Nord. Elle a trouvé des ambassadeurs de prestige comme Lady Di qui, au grand dam de la cour d'Angleterre, s'exclama un jour : « Je suls une publicité vivante pour Damart!» Et si les hommes politiques se promènent toujours en costume-cravate lors de visites diplomatiques aux pays du froid, n'est-ce pas parce qu'eux aussi en portent? Le catalogue Damart au Japon va d'ailleurs jusqu'à suggérer en couverture que même François Mitterrand en scrait un adepte.

Malgré son image vieillotte, l'entreprise n'a que quarante ans. C'est dans les années 50 que les trois frères Despature, héritiers de l'entreprise lainière familiale, comprennent qu'il leur faut choisir entre innover ou décliner lentement. C'est alors qu'une nouvelle fibre, la chlorofibre, fait son apparition. Les frères Despature en découvrent les propriétés calorifiques et en imaginent l'usage. Désormais, ils fabriqueront des sous-vêtements qui, tricotés à base de chlorofibre, protègent du froid et de l'humidité. Autre innovation, ils vendront leurs produits directement aux consommateurs par le biais de petits catalogues. 1953: Damart est né.

> Anne-Laurence Fitère Lire la suite page 30



On a longtemps cru la mer inépuisable. Mais après des décennies d'exploitation irresponsable, avec des méthodes « industrielles » frôlant le massacre écologique, aggravée par la pollution et les marées noires – comme aujourd'hui celle du « Braer » dans des eaux parmi les plus poissonneuses d'Europe –,

cette ressource naturelle présente des signes d'épuisement biologique alarmants. En 1990, la pêche a vu sa production mondiale chuter, non faute de débouchés, mais faute de... poissons l La menace force les gouvernements à limiter les prises et aiguise les conflits sur les eaux territoriales.

Lire les articles de François Grosrichard, Philippe Lemaitre, Catherine Leconte et Bruno Adrian pages 28 et 29

Les mues de la CLT

Passée à la caméra sans lâcher le micro, la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion organise son destin de multinationale du petit écran

LUXEMBOURG de notre envoyé spécial

OMAIN SCHROEDER est luxembourgeois. Tom Reeve britannique. L'un porte des lunettes, l'autre pas. Ensemble, ils dépassent à peine soixante ans, et dirigent Delux productions, une filiale commune de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) et du producteur nécriandais Joop Van den Ende, créée en juin 1991. Dans un grand hangar spartiete de la banlieue de Luxembourg, aménagé en studio par Delux, ils surveillent le tournage par une équipe néerlandaise d'une série de vingt-deux épisodes sur la vie d'une prison de femmes. Quand les caméras vidéo travaillent, une lumière rouge signale au « Garage américain » contigu, qui a donné son nom à l'emplacement, d'éviter les bruits trop stridents.

trop stridents.

Cette série télévisée bénéficie, comme tous les projets de Delux, des incitations fiscales de l'Etat luxembourgeois en faveur de la production (en moyenne, 20 % des budgets). C'est une commande de la télévision RTL 4, officiellement luxembourgeoise (elle dispose d'une fréquence au Grand-Duché), en fait destinée eux Pays-Bas. Si tout va bien, Delux gardera les mêmes décors pour retourner la même série en

changeant de langue, cette fois pour la télévision privée allemande RTL Plus, une autre filiale à 48 % de la CLT, lancée avec Bertelsmann en 1984 et elle aussi en tête des télévi-

sions commerciales de son pays.

Rajeunissement, partenariat, télévision, multilinguisme et synergies européennes, soutien de l'Etat mais pragmatisme du privé: Delux condense les grands traits du nouveau visage de la Compagnie huxembourgeoise de télédiffusion, après quelques années de crois-

visage de la Compagne internous de croissance et de mues spectaculaires.

Si la CLT d'aujourd'hui est bien la continuatrice de la vénérable Compagnie luxembourgeoise de radiodiffusion, qui reçut la concession officielle des fréquences du Grand-Duché en 1931, elle n'a plus grand-chose à voir avec la CLT (ainsi rebaptisée au lancement de sa première télévision, RTL, en Lorraine, en 1954) d'il y a à peine cinq ans.

DÉVELOPPEMENT • En 1987 encore, quand arrivait à sa tête Gaston Thorn, l'ancien président de la Commission européenne et du gouvernement du Grand-Duché, la CLT n'avait pratiquement que deux pôles, Luxembourg et Paris, une activité principale, la radio, qui lui amenait plus de 50 % de ses revenus et l'essentiel de ses bénéfices, un territoire d'élection : le

monde francophone, et notamment la France à travers la radio RTL (Radio-Télé-Luxem-

bourg), son fleuron de la rue Bayard.

Certes, elle avait enssi développé de très longue date d'autres radios (RTL Radio vers la RFA, Radio-Luxembourg vers la Grande-Bretagne, sans oublier bien sûr la radio nationale du Grand-Duché), et lancé des activités de production et de presse.

Mais la maison mère rassemblait encore les deux tiers des quelque 3,15 milliards de francs de chiffre d'affaires du groupe. En 1991, le chiffre d'affaires consolidé frise les 8,2 milliards de francs, dont à peine le cinquiéme pour la société mère. Et, surtout, sa répartition dessine le nouveau profil du groupe: celui d'une société de télévision (aux trois quarts) dont le centre de gravité est sur le marché allemand (la moitié de son activité), opérant dans plusieurs pays d'Europe, à travers des chaînes dont elle doit partager la propriété avec de puissants partenaires locaux.

Michel Colonna d'Istria

Lire la suite page 31 ainsi que l'article de Thibault Romain sur les études d'audience télévisée page 30



INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.

220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

spécialisée en management International, habilitée à délivrer le :

■ Université à San Francisco,

MBA Master of Business Administration for International Monogement

Fillère d'admission : 3° CYCLE :
Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

Programme américain de 12 mois à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie Interactive liée à l'expérience du projet professionnel conduisant au MBA en Management International.

Informations et sélections pour l'Europe : 17-25, rue de Chaillot, 75116 Paris

Tél.: (1) 40 70 11 71

Communique par International University of America - San Francisco - CA Programme associé en Asia : AMA HØNG KONG





ENVIRONNEMENT

Evaluer le patrimoine naturel

N'ayant en principe ni propriétaire ni valeur marchande, la nature a tout de même un prix. Il est difficile à évaluer, mais le nouvel Institut français de l'environnement s'attelle à la tâche

E prenaot pas plus en compte l'environ-nement que la qualité de la vie (le «bonheur national brut», selon une expression qui fit naguère fortune), le produit intérieur brut (PIB), qui traduit la croissance économique au cours de l'année, est-il un bon indicateur de développement? Bertrand de Jouvenel écrivait déjà eo 1966:

a Selon notre jaçon de compter, nous nous enrichirions en foisant des Tuileries un porking poyont et de Notre-Dame un immeuble de burcaux. » Les valeurs esthétiques et culturelles n'étant pas comptabilisées, leur trans-formation en biens et services marehands dégageant un profit augmente-rait ainsi le PIB, alors que celle-ci constituerait, en fait, une perte pour la capitale, même sur le strict plen économique (en réduisant son attrait pour les visiteurs).

Les grands agrégats de la compta-bilité nationale sont tout aussi incapables de rendre compte de la dégradation des milieux naturels. Un pays comme l'Indonésie, où la production de malières premières joue un rôle clé dans le PIB (43,9 % en moyenne sur la période 1983-1987), fournit une excellente illustration du problème. Entre 1971 et 1984, le PIB y.a cru en moyenne de 7,1 % par an. Mais, si l'on déduisait la dépréciation des «actifs» naturels dans seulement trois domaines (pétrole, forêt et soi), ainsi que l'a fait Robert Repetto (1), la croissance ne serait plus que de 4 %! L'intérêt de cette étude de cas qui mériterait d'être répétée dans tons les pays du même type, - allié à la nécessité de disposer d'informations

suivies, cohérentes et complémentaires pour la gestion des ressources naturelles, milite en l'aveur d'une véritable comptsbilité du patrimoine naturel (2).

TRANSFORMATIONS e L'élaboration de « comptes du patrimoine naturel » a été entasur le modèle de la comptabilité économique nationale, un système de comptes capable de décrire l'état du milieu naturel et ses transformations au cours du temps, en particulier celles résultant des activités sociales et écono-

Mais qu'entend-on au juste par patrimoine naturel? La commission interministérielle des comptes du patrimoioe naturel le définit

comme « l'ensemble des éléments noturels et des systèmes qu'ils forment et qui sont suscepti-bles d'être transmis aux générations futures ». En d'autres termes, les ressources ooo renouvelables présentes dans le sous-sot (pétrole, minerais), les milieux physiques (le sol, l'air, l'eau, l'atmosphère, les climats), les orgaoismes

pact - positif ou négatif - de l'activité humaine : progrès de la déforestation comme dépenses engagées pour défendre l'environne-

COLLECTE o Mais si la méthode est au point. les comptes sont « vides » : sauf dans quelques expériences pilotes déjà anciennes -

pour les eaux continentales, la fauce, la flore et la forêt (le Monde du 1" janvier 1987), - ils n'ont pas été effectués, seute de crédits. Cependant, ta récente création de l'institut francais de l'environnement (IFEN) permet d'espérer qu'ils vont connaître uo second souffle. Créé pour rassembler, valider et analyser le plus grand nombre d'informations sur l'environnemeot, l'IFEN s'est dooné pour première tâche de réaliser les trois comptes d'«éléments», d'«agents» et d' «écozones» pour l'eau, d'ici à 1995, et de les élargir ensuite à l'eosemble du patrimoine oaturel (faune, flore, sol, etc.).

Il foudra cependant encore des années d'un travail titanesque de collecte de doooées pour obtenir un ensemble complet et fiable. Mais, une fois bouclée, la comptabilité du patri-moine naturel constituera un puissant instrument d'analyse au service des politiques d'environnement. Les problèmes d'environcement étant internetionaux per... oature, il serait nécessaire d'étendre uo tel dispositif à bien d'autres pays, notamment aux pays en voie de développement, dont l'économie repose souvent sur l'exploitetion de leurs ressources oeturelles. C'est précisément un des

moyens d'éleborer ces fameuses politiques de développement économique « supportables » (sustainable), c'est-à-dire compatibles avec l'en-

Xavier Harel (1) Robert Repetto, Ressources

Accounts, OCDE, Paris, 1989. (2) On trouve une présentation générale des comptes de patrimoine naturel, dans A. Comolet et J.-L. Weber, « Un instrument de coooaissance et d'aide à la décision : les comptes de patrimoine naturel français», Revue économique, mars 1990, et une présentation complète dans les Comptes du patri-moine naturel, Collections de l'INSEE, nº 137-138, décembre 1986.



vivants (la faunc et le flore), et les relations qu'ils entretiennent entre eux.

Les comptes français du patrimoine naturel de l'Hexagooe - il en existe d'autres - comportent trois parties. La première, intitulée « comptes d'éléments », a pour but de décrire l'état du patrimoioe (eau, sol, air, faune, flore, rivière, par exemple) et qualitetifs (son degré de pollutioo) et ses variatioos au cours du

La deuxième, dite «comptes d'écozones», enregistre les modifications de l'occupation de l'espace (zones forestières, urbaines, cultivées), grace à des photographies prises par satellite, el l'évolution de l'état de santé des écosystèmes. Enfin, les « comptes d'agents » décrive ot l'im-

HUMEUR • par Josée Doyère

Dépenses induites

M ARGUERITE - la maman de mon amie Sonia - est exespérée. Elle en e jusque-là des dépenses à répétition que lui imposent des tas d'objete qu'on achète, au fil du temps, et qui ne peuvent mercher... que si on les nourrit d'autres objets, indispensables à leur fonctionnement.

Je m'explique. Vous achetez une montre... Bien sûr, vous n'avez plus à la remonter, cheque soir. Meis le jour où elle affiche des signes de fai-blesse, il faut se précipiter pour... faire changer la pile.

Votre baladeur fonctionne parfaitement, mais... au milieu d'un opéra que vous almez ou de le retrenemission d'un concert de hard rock - le son s'affaiblit, a'affaiblit et vous vous apercevez evec horreur que vous avez oublié de racheter lee deux piles indiepensables pour redonner du soufle à Ruggero Raimondi.

La plupart des jouets de nos chers petits sont désormais truffés de ces fameuses piles, sans lesquelles ils redeviennent ce qu'ils étalent autrefois : du bois, du métal, du tissu, de la peluche. Meis, côté jouets, il y e

mieux. Les jeux électroniques, consoles et eutres, qui coûtent déjà une petite fortune à l'achat, ne vivent que si vous les elimentez de logiciels nouveeux, de progremmes Inédits..., Et ces trucs-là, c'est hors de prix ! Vous evez la télé, comme

tout le monde. Bon, les chaînes publiques et privées, en clair, ne posent pas de pro-blames. Vous peyez le redevence tous les ans, meis le

reste du temps on vous fiche la paix. Mais il y a eu Canal + et maintenant le câble. Et chaque fois, il feut s'abonner. Pour peu qu'on ait l'asprit éclectique et des goûts vanés, c'est une rente mensuelle que coûte l'étrange lucame.

7-11-1001

Dans le reste de la maison, ce n'est paa mieux. On s'est habitué à racheter evec obstination des filtrea à café. Meis le brave fer à repasser, lui-même, ne fonctionne que si vous remplissez son ventre replet d'eeu déminéralisée, achetée en litres (et c'est fou ce qu'il en consomme l) ou produite par une cartouche spéciale, que bien sûr il faut remplacer assez souvent.

Votre banque, qui a réussi à vous coller une Carte bleue que vous payez tous les ans, n'e d'autre souci que de vous fourguer une nouvelle « certe » qui vous coûte bien sûr tous les ens trois ou quatre fois le prix de la Certe bleue...

On va plus Join encore. Les verres de contact, c'est bien, et beaucoup plus élégent que les lunettes. On les fait maintenant jetables, ce qui est le fin du fin. On vous propose donc... un ebonnement, «qui ne coûte que 50 francs par semaines. Ce qui fait quand même 2,600 francs par an l

Mol, je comprends Merguerite. C'est agaçant à la fin de ne pes connaître le coût d'usage d'un produit, quel qu'il soit. En additionnant toutes les mensualités qu'on s'engege à payer, on finira par... ne plus avoir les moyens de vivre, sana avoir vraiment choisi l'ert et le manière d'utiliser nos ressources, grandes ou petites.

BLOC-NOTES LA COTE DES MOTS D'une semaine... ... à l'autre

Brief La seconde guerre mondiale (oo la « deuxième », si l'on est moins optimisle) a repandu l'emploi de l'anglicisme briefing, terme qui desigoait en particulier, à cette époque, les réunions où les equipages des avions de chasse ou de bombardement recevaient, avant de partir en mission, les dernières instructions, En fait, plus généralement, le terme s'ap-pliquait déjà à une constitution de dos-

dossier de procédure, confié à un avocat), ou bien à une «mise au courant »... Mais c'est sans doute l'acception « militaire » qui a entraîne vers les années 50 l'arrivée dans notre langage de briefing (a bri-fing' ») au sens de a réunion d'information avant pour objet de définir des métbodes, des objectifs... ». La signification étant en réalité plus large, il faudrait s'en tenir, le cas échéant, à « réunion d'information ». « compte (-)

Accepté également sans réserve par certains dictionnaires français, mais parfois avec la mention «familier», le verbe briefer - prononcer « bri-fe » - a donc pour signification « faire un exposé d'information », « mettre au courant », « renseigner... w: «Le maire a briefe ses adjoints à propos des dernières réunions du SIVOM. - [L'emploi transitif direct parait quelque peu étonnant - on s'attendrait plutot à un verbe transitif indirect ou employé à la forme absolue...)

sier, de brief en anglais (notamment un

En revanche est dédaigné par les dictionnaires français le substantif brief, que certains avancent comme substitut de briefing. Le terme, semble-t-il, est surtout prone par des mercaticiens, avec une acception tantôt globale (« réunion préparatoire»), tantot précise fréunion d'information entre un annonceur et une agence de publicité, entre un commanditaire et

un prestataire de service, etc.). L'existence d'une riche palette d'expressions pouvant spécifier la nature des réunions ne nous conduit pas à plaider le... dossier d'un brief quasi tautile.

Jean-Pierre Colignon

RMI : LA NOUVELLE LOI ENTRE EN VIGUEUR. MARDI 12 JANVIER. Lyon. Les troisièmes Les principales dispositions de la loi du 29 juillet 1992 relative ou RMI (gratuité des soins, renforcement du dispositif d'insertion, clarification des respoosabilités entre l'Etat et les collectivités locales) entrent en vigueur le 1^{er} janvier. 552 000 bénéficiaires étaient recensés fin décembre

(le Monde daté 3-4 janvier).

PAS DE RETOUR DE LA LIVRE AU SEIN DU

SME EN 1993. Le premier ministre britannique John Major a exclu cette hypothèse, le 3 janvier, et a mis en cause le « déséquilibre » entre les taux de change et les taux d'intérêt en Europe (le Monde du 5 ianvier). HAUSSE DES TARIFS DES ASSURANCES. Les

compagnies d'assurances annoncent début janvier une bausse de 10 % environ cn 1993 de leurs tarifs multirisques habitation et automobile : cette dernière est motivée, selon eux, par l'augmentation de la fréquence des vois et la réforme du sys-TEMPÈTE SUR LE FRANC. La reprise de la spé-

culation sur le franc, le 4 janvier, défie la

politique du « franc fort » menée par Pierre Bérégovoy. Paris et Bonn oot publié, te 5 janvier, un communiqué commun pour défendre la parité entre le franc et le mark, et la Banque de France a annoncé le relèvement de l'un de ses taux directeurs de 10 % à 12 % (le Monde des 6 et 7 janvier). RENFORCEMENT DU CONTROLE DES PRIX EN RUSSIE aononcé le 5 janvier pour les

produits alimentaires de première nécessité (le Monde du 7 janvier). ACCORD AVEC L'ÉTAT SUR LE FINANCEMENT DE L'UNEDIC conciu le 6 janvier, entre les partenaires socieux et l'Etat : celui-ci apportera au total 4,85 milliards de francs. Le déficit de l'UNEDIC etteint 23,9 mil-

ACCÉLÉRATION DU REMBOURSEMENT DE LA TVA. Pierre Bérégovoy a annoncé le 7 janvier une accélération à partir de février du remboursement de 10 % de la TVA aux entreprises, actuellement décalé d'un mois en totalité. La mesure va coûter en 1993 It milliards de francs à l'Etat, qui les récupérera en 1994 (le Monde du 9 janvier).

liards de francs (le Monde des 7 et 8 jan-

entretieos monétaires de Lyoo sur le thème : « Ecu-dollar-yen : quelle place pour la monnaie unique? Quel rôle dans le système monétaire international?», organisés par l'Institut de l'écu (jusqu'au t3 janvier, 29-3t, cours de la Liberté). Paris. Conférence-débat du Nouveau Contrat social sur le thême : « L'Amérique de Bilt Clintoo : un nouveau

monde, quel enjeu pour la France ct l'Europe?» (Assemblée nationale). MERCREDI 13 JANVIER. Russie. Réunion du Soviet suprême. Paris. Signature officielle de la conven tion sur l'élimioation des armes chimiques (jusqu'au 15 janvier, UNESCO). Visite officielle du ministre sud-africain des affaires étrangères, M. Pik Botha. Sacca (Bangladesh). Sommet de l'Asso-eiation and-asiatique de coopération régionale (SAARC) [jusqu'au 14 jan-

tème du bonus-malus (le Monde des 5 et JEUDI 14 JANVIER. Grecoble. Journées d'études sur le thème : « Dynamique des marchés mondiaux de matières premières, ajustement structurel et coop tion», organisées par le GAMMAP (Groupe d'analyse des marchés de matières premières) et l'Institut de recberche économique sur la production et le développement (jusqu'au 15 jao-

vier, Espace Europe).
VENDREDI 15 JANVIER. Genève/GATT. Nouvelle réunion du Comité des négociations commerciales.

Paris. Demi-journée d'information sur le thème : «Les onvertures du marché coréeo», organisée par la Chambre de commerce de Paris (27, avenue de Friedland).

LUNDI 18 JANVIER. Braxelles. Conseil «Agriculture» de la CEE (jusqu'ao 19 janvier). Conseil « Economie-finances » et conseil

« pèche » de la CEE. Strasbourg. Session du Parlement européen (jusqu'au 22 janvier). Paris. Conférence-débat sur le thème :

«Loi de finances 1993 », organisée par les notaires de France en collaboration avec l'ordre des experts comptables (au Palais des Congrès).

LOIS ET DÉCRETS

Contrôle de la durée du travail

■ Un décret précise les obligations des employeurs concernant les horaires et la durée du travail de leur personnel. L'boraire collectif prévu pour un service-ou un atelier, daté et signé par le chef d'entreprise ou son représentant, doit être affiché sur le lieu de travail auquel il s'applique. Les modifications doivent être anooncées dans les mêmes conditions. Ces informations doivent être adressées à l'inspection du travail. Lorsque le temps de travail est organisé par cycle, l'affichage iodiquera également le combre de semaines que comporte le cycle et, pour chaque semaine, la répartition de la durée du travail.

au bulietin de paie doit préciser le curaul des heures supplémentaires effectuées depuis le début de l'année et le nombre d'heures de repos compensateur ou cours du mois.

Décret o° 92-1323 du 18 décembre 1992, Journal officiel du 19 décembre, pp. 17391 et 17392.

Gîtes ruraux

■ Un décret précise les conditions d'exonération de la taxe professionnelle aux loucurs de gites ruraux. Pour béoéficier de cet avaotage les gîtes ruraux doiven! être classés «Gîtes de France» et ne pas constituer l'habitation principale ou secon-daire des locataires. Les conditioos antérieures tenant à la durée de la location, à la nature du logement et à la taille de la commune sont abro-

de la durce du travail. Décret 0º 92-1325 du 15 dé-D'autre part, un document cembre 1992, Journal officiel du mensuel dont le double sera annexé 19 décembre, p. 17393.

LE MONDE diplomatique

Janvier 1993

• KURDISTAN : La guerre s'étend, par Michel

RUSSIE: Richesse et misère du grand « bazar », par Michel Chossudovsky. – L'inquiétante renaissance de l'extrême droite, par Denis Paillard.

• FRANCE : Une gauche déconfite et sans projet, par Bernard Cassen.

• ALLEMAGNE : La violence et le chagrin, par

• ANGLETERRE : Paysages de récession, par

JAPON: Tokyo et l'evenir de la zone Asie-Pacifique, par Jacques Decornoy.

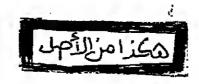
AFRIQUE DU SUD : Au bord de la « balka-nisation », par Hein Marais et Pierre Beaudet.

• HAITI : A bout d'espérance, par Jean-Pierre

• MÉDIAS : L'intelligence du monde, par Marc

• LITTÉRATURE : Derek Walcott, vagabond des Antilles, par Alain Jouffroy.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 f



11.

. . .

LOIS ET DECRETS

'omethque

10 mg - 1

 $\frac{V_{ij}}{\Delta S} = \frac{1}{2} \frac{1$

La troisième mine d'or du monde est située au cœur de la Papouasie, où l'éloignement et la violence latente de la population locale imposent des conditions extrêmes d'exploitation

PORGERA (Papouasie-Nouvelle-Guinée) de notre envoyé spécial

E petit avion a survolé des sommets de 4 000 mêtres ourlés de nnages avant de se poser au fond d'une cuvette, à environ 2 500 mètres d'altitude, au cœur des Higblands, ces hauts-plateaux de Nouvelle-Guinée. Jusqu'en 1962, la zone -déconverte en 1938 par une patrouille australienne, qui y trouva les premières pépites était interdite aux étrangers. Aujourd'hui, Porgera est la troisieme mine d'or du monde et la première bors d'Afrique du Sud, avec une production d'une centaine de kilogrammes par jour,

soit 1,5 million d'onces en 1992. Entre l'aéroport et la mine, la route traverse des villages où ont été réinstallés des habitants évacués du site. Il n'est pas rare de rencontrer, descendus de leurs terres, de petits bommes barbus vêtus de quelques hranches et d'un coupon de tissu. En quelques années, la tribu des Epili, repoussée par l'ethnie majoritaire de la province, les Enga, vers ce cul-de-sac montagneux, hostile et froid, a vu fondre sur elle « le progrès ». La technologie importée à grands frais d'Australie ou du Canada y côtoie une agriculture de subsistance inchangée depuis des millénaires.

ENTRAILLES . Un consortium australo-anglo-canadien exploite le gisement. Derrière le maître d'œuvre, une filiale anstralienne de la société canadienne Placer Pacific, on retrouve les Britanniques de Renison Goldfields Consolidated Ltd et les Australiens de Highlands Gold Ltd (filiale de Mount Isa Mines), ayant chacun 30 % des parts, et le gouvernement papou avec 10 %, au sein de la Porgera Joint Ven-

ture (PJV). Après dix ans de recherches peu concluantes, puis une décennie d'explorations de plus en plus poussées, la décision d'exploitation fut prise en 1989. Dès août 1990, Porgera fondait ses premiers lingots, au prix de prouesses techniques et d'un coût

de 700 millions de dollars. Porgera se targue d'être la seule mine d'or à avoir produit un million d'onces des sa première année. Il faut dire que le gisement est attaqué à la fois sous terre et à ciel ouvert : une noria de camions géants taillent la montagne à partir du sommet tandis que des mineurs en forent

la production, les gisements en sous-sol sont les plus ricbes, avec une teneur allant jusqu'à 120 grammes par tonne, contre 4 à 5 g/t pour le minerai à ciel ouvert. La teneur globale était de 45 g/t en 1992, « mois la productian vo ropidement décliner à moins d'un million d'onces ovec l'épuisement des filons les plus riches », ajoute-t-il. Les réserves sont estimées à 6 millions de tonnes avec une teneur moyenne de 14,1 g/t pour les filons souterrains, et à 50,3 millions à 4,2 g/t pour le minersi à ciel ouvert. En attendant, grâce aux techniques les plus perfectionnées - * qui font toute la différence sur le plan de lo rentobilité » - on récupère 95 % du minerai, et « trois ou quaire ans devraient permetire de rentrer dans nos frais».

IMPORTÉ • Ce sera certainement un exploit dans les conditions extrêmes de Porgera. Tout y est importé, souvent par avion ou helicoptère, à un coût prohibitif. 426 expatriés - sur des effectifs de 1 607, - ingénieurs, cadres, mineurs et contremaîtres, travaillent douze heures par jour pendant vingt jours avant de repartir, pour dix jours, vers leur base arrière de Cairns, en Australie. Pour ajouter à leur isolement, l'alcool est interdit dans la province et la police fouille les sacs à la descente de l'avion. Ce qui n'empêche pas la contrebande d'étancher la soif - en particulier de hiére - de la population locale, souvent avec la connivence de ces

mêmes policiers. En survolant Porgera, l'audace technique du projet frappe les yeux; les risques ponr l'environnement aussi. Il a falln raboter la montagne, stabiliser - autant que faire se peut nn sot des plus instables, menace en permanence de glissements de terrain causés par le ravinement des pluies équatoriales et les tremblements de la terre, pour construire les installations de raffinage du minerai et de traitement des déchets. Une fois rendues «inoffensives», nous assure-t-on, 4 500 tonnes de rési-dus sont déversées dans la rivière locale, qui se iette dans la Fly River qui, à plus de 1 000 kilomètres de là, se déverse dans le détroit de Torres.

ROUGE • * Inoffensives * peutêtre, mais visibles car leur couleur ocre qui tranche sur le vert de la forêt a fait surnommer le torrent la « rivière Rouge ». « Ce n'est rien par rapport aux 200 000 tonnes por jour de lo mine (d'or et de cuivre) d'Ok Tedi », ajoute-t-on à Porgera, « et, de toute foçon, il n'y avait guère de paisson ici auparavant ». Ce qui n'a pas convaincu les défenseurs de l'environnement en Australie tout comme nne partie de la population locale. D'autant que l'extension de l'exploitation à ciel ouvert va accroître considérablement la quantité de déchets. que l'instabilité du terrain empêche de stocker sur place. Ok Tedi a essayé, et écboné, au grand dam de l'environnement local, dit-on.

> Tout, à Porgera, est importé, souvent par avion ou par hélicoptère, à un coût prohibitif.

En dehors des problèmes techniques, la principale difficulté rencontrée par la PJV aura eté la «compensation» des quelque six à dix mille Porgerans. Un des fondements de la société papoue est en effet la « compensa-

Après neuf mois de négociations avec un Forum de « landowners » (propriétaires fonciers) avec la participation des gonvernements provincial et national, une équipe dirigée par Fritz Robinson - dont la première visite à Porgera date de 1970 - a entrailles.

Selon Bill Pliley, directeur de. par famille, les compensations à accorder et leur répartition.

CONCESSIONS . Le gouvernement de Port-Moresby a ohtenu de la PJV qu'elle prenne en charge le développement et la gestion de Porgera, en échange de concessions fiscales. La province d'Enga et les propriétaires locaux se partagent 1,25 % des revenus de la mine. Ce qui fait que le budget provincial est le plus élevé de tout le pays. Mais les Porgerans se plaignent de ne rien voir venir, et la PJV nous dit qu'elle doit tout faire à la place de l'administration provinciale, qui méprise cordialement les Epili.

Une partie des royalties dévolues aux propriétaires sert au développement local, une autre va à leurs enfants. Car la PJV veut éviter nne révolte des jeunes générations, frustrées d'avoir vu leurs parents dépenser tnut l'ar-gent, comme à Bougainville, dont la mine est fermée depuis des années par une rébellion. La PJV sait que les frustrations d'une jeunesse déracinée et sous-employée, surtout chez une population aussi belliqueuse, peuvent être dangereuses. Ces royalties s'ajoutent aux « compensations », aprement négociées. « Nnus nvons compté tous les arbres, précise Fritz Robinson. Un hectare de jardin a ėlė indemnisė à 30 000 kinas (1). un hectare de forêt entre 11 000 et 15 000. »

Il nous emmène vers des villages où les Porgerans ont été réinstallés, « sur le lleu de leur choix, affirme-t-il. Ce sont eux qui unt choisi ces muisons aux murs de tôle plutôt que le modèle en bois que nous leurs proposions. Ils préféraient des murs qui résis-tent nux flèches, aux coups de hache et oux incendies lors des conflits tribaux. * Kule, un pro-priétaire chenu, a touché 130 000 kinas; il en a donné 30 000 pour la construction d'une église et investi une partie du reste dans une affaire de travaux publics, dont le jeune patron est déjà millionnaire.

Ponr assurer sa sécurité, la PJV est donc prête à payer gros près de 5 % de son budget - et à jouer les assistantes sociales : elle a tiré des lignes d'électricité, fait traduire des livres scolaires en « tokples » (dialecte), donne des bourses aux lycéens, forme manœuvres et employés, encou-rage les initiatives locales - qui auraient créé un millier d'emplois - et s'efforce de régier les petits conflits. Elle finance l'administration locale, dont les responsables

sont aussi employés de la mine... On ne peut malgré tout s'empêcher de sentir une certaine

tension dans ce lieu isolė, où la violence est latente, et qui a été secouè par une émeute en octobre. D'autant que, depuis le le décembre, les gardes de la mine ne peuvent plus porter d'armes. « Il y n beaucoup de pro-blèmes, mais c'est gérable », affirme Fritz Robinson. Un de ses cullègues, muins optimiste, estime que Porgera n'ira pas au bout de ses vingt ans de vie nor-

Mais, pour le moment, l'attention des partenaires miniers est tournée vers l'attitude du premier ministre papou. Paias Wingti affirme avnir été gruge par la PJV qui, selon lui, aurait caché au gouvernement l'ampleur des réserves au mnment où il a négocié sa part de 10 % (le Monde du 2 janvier). Et de demander aux actionnaires une nouvelle répartition, qui accorde-rait à Port-Moresby 20 % ou 30 % des parts. La polémique fait rage, la PJV s'inscrivant en faux contre les assertions de Paias Wingti et lui rappelant qu'il est lié par les contrats signés.



confiance des investisseurs étrangers vacille tandis que Paias Wingti - qui a besoin d'argent pour créer de nouveaux emplois souffle le chaud et le froid, Mais, selon Bill Pliley, dans les rela-

Entre-temps, le cours des tions de tous les jours avec les actions minières s'est effondré, la autorites, c'est tnujours « busines» as usual »,

Patrice de Beer

(1) Un kina vaut envirnn



PROFIL ESLSCA: L'EXIGENCE COMPÉTENCE.

"Au moment où les batailles des services font rage, seule l'intelligence règne. La compétence se reconnaît. Nul besoin de la vanter. Elle éclaire, elle trouve

les meilleures solutions aux problèmes les plus ardus, elle force l'imagination.

Les sociétés d'assurances spécialisées vont attirer des clients insatisfaits sur le plan de la qualité des services rendus. La guerre commerciale ne concerne plus les prix mais bien le professionnalisme.

On gagne à force de cohérence, d'exigence sur soi-même et en inspirant ainsi son entourage."

Serge Marlé Directeur du Développement Europe de MBIA - Municipal Bond Investors Assurance. Diplômé ESLSCA 1970.

Exigence de compétence, goût d'entre-prendre, ouverture sur le monde sont les trois composantes essentielles du profil ESLSCA. Avoir le profil ESLSCA signifie disposer

de tout le bagage nécessaire pour faire son chemin dans le monde du commerce et des affaires.

Depuis 1949, l'École Supérieure Libre des Sciences Commerciales Appliquées, ESLSCA, a delivré son diplôme à 6500 éléves.

Un diplôme visé par la Ministère de l'Education Nationale.

L'admission sur concours sélectionnn chaque année 350 candidats sur 4000.

5,50 francs.

350 candidats qui reçoivent pendarit 3 ans un enseignement totalement intègré à la vie des affaires. Cet enseignement, qui repose sur une

coopération permanente entre un corps professoral de métier et des dirigeants d'entreprises, a des objectifs précis :

- apporter une formation généraliste très solide à travers un curriculum étendu (106 cours);

- développer la dimension "prise de responsahilités" et "prise d'initiatives" grâce à des cas vécus et des simulations animées par des responsables d'entreprises :

- affirmer les qualilés d'animaleur, de négoclateur, grâce à un entraînement permanent à l'expression, à la prise de parole et à l'utilisation des techniques audio-visuelles;

- intégrer la dimension humaine et sociale dans la gestion au niveau des techniques, des stratégies, du comportement.

En 1993, l'ESLSCA a plus de 40 ans, 6 500 anciens et la même indépendance dans ses choix pédagogiques. Forte de cette expêrience et de ses relations avec des entreprises, elle a défini le profil du dirigeant des dix prochaines années.

Il sera à la fois bon technicien et négociateur, organisateur et homme d'action, décideur et bomme de dialogue. Mais il sera aussi

"international". L'ESLSCA a donc mis en place un programme international très structuré. Les accords conclus dès 1980 avec les universités nord-américaines et japonaises concrétisent 40 ans d'expérience et témoignent de la qualité et de la notoriété de l'enseignement. Un étudiant admis peut, en 3 ans (sans allonger la durée des átudes), obtenir un MBA (Master in Business Administration) et le diplâme

de l'ESLSCA. Enfin, l'ESLSCA enrichit sa pédagogie de l'initiative à travers une vie associative et culturelle intense : cycle des conférences, voyages d'études à l'étranger, concert annuel de grande musique, journées d'âtudes (Enjeu Capital), jeu boursier, tournni international sportif, etc...

La volonté de l'ESLSCA d'être une école qui sait perpetuellement innover explique certainement le grand nombre d'atouts dont elle dispose aujourd'hui.

Des atouts qui offrent des déhouchés immédiats et un salaire moyen d'embauche élevé (185000 francs annuels) à la sortie. Des atouts pour gagner.

ECOLE SUPERIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUEES. Etablissement prive d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat fondé en 1949, diplôme visé par l'Etat. 1, rue Bougainville 75007 PARIS FRANCE - (1) 45.51.32.59.



La mer épuisée

Victime de méthodes frôlant le massacre écologique, de la pollution et des marées noires, la pêche mondiale est aujourd'hui menacée d'une véritable pénurie et les pays se disputent le contrôle des ressources

E parallèle vient immédiatement à l'esprit. En quoi l'exploitation de la priocipale ressource de la mer - les poissons, coquillages, crustaces, mollusques, algues et autres matières vivantes - ressemble-t-elle à l'agriculture ou en diffère-t-elle?

Dans les deux cas, il s'agit fondamentalement d'activités économiques destinées à fournir de la nourriture. Dans les deux cas, la nature, grace au renouvellement du cycle des saisons, permet aux plantes de croître et aux animaux marins de se reproduire. Dans l'agriculture comme dans la Dèche. le commerce des produits est devenu mondial grace notamment aux progrès de la logistique, de la congélation et de la surgélation. Paysans et pecheurs enfin, quel que soit leur pays, font partie de ces catégories sociales fortement chahutées par les temps modernes, pour ne pas dire en voie de marginalisation. Les négociants et les transformateurs, en revanche, gagnent bien leur vie.

Mais les comparaisons s'arrêtent là. L'agriculture a connu des progrès techniques, industriels et génétiques considérables. L'aquaculture en revanche accuse des retards scientifiques encore graves, sauf au Japon, en Norvèze... et en Chine pour l'aquaculture d'eau douce. En outre, alors que pour la maitrise du marché du blé, du soja ou de la viande, les grands pays de l'hémisphère nord s'affrontent dans une guerre commerciale sur fond de subventions, dans le domaine de la pêche, les nations en voie de développement s'affirment, voire tiennent le haut

Enfin et surtout, si le marché mondial de la plupart des produits de la terre se caractérise par une surproduction structurellement endémique, la mer montre des signes d'épuisement physique et

hiologique inquiétants : et les quelque 70 millions de tonnes de prises (pour la seule consommation humaine) sont hien insuffisants pour répondre à une demande en augmentation, qui, selon la FAO (1), pourrait avoisi-ner 95 millions à la fin du siècle.

Pour la première fois depuis 1977, la production mondiale a baissé eo 1990, dernière année où les statistiques sont connues avec une certaine précision. Un recul imputable à la fois à la diminution des captures au large du Japon, du Chili et dans l'Atlantique nord ainsi qu'à la baisse des tonnages de l'ex-URSS,

CUEILLETTE . Globalement, cette inflexion résulte de ce que les experts appellent pudiquement a une pression excessive sur les stocks», mais qui en fait traduit une exploitation trop longtemps dérai-sonnable - parfois totalement irresponsable - des ressources. Un comportement qui caractérise quasiment tous les pêcheurs, artisans ou industriels, de tous les Etats, qu'ils soient développés ou du tiers-monde. Dans ce domaine, l'Europe n'a pas donné le bon exemple, et la France notamment - principal pays pecheur avec l'Espagne - a depuis vingt ans man-qué de rigueur, les ministres de la mer successifs se comportant trop souvent comme des ministres de « clientèles ».

La peche reste fondamentalement, dans l'opinion et chez les acteurs économiques, une activité de cueillette. Les populations côtières représentent des masses electorales importantes. Depuis l'arrivée de François Mitterrand à l'Elysée se sont succédé pas moins de quatre ministres hretons, et le moins complaisant dans ce domaine aura sans doute été un aterrien » oordiste, le maire de Béthune, Jacques Mellick.

cru la mer inépuisable. Résultat : en quarante ans, le total des prises mandiales a été multiplié par quatre. Il a fallu attendre les dernières années pour que les scientifiques, les professionnels et les gouver-nants se préoccupent d'imaginer des engins de capture plus sélectifs et commencent à prendre des mesures contraignantes de surveillance et de gestion.

Le chalutage des poissons de fond au large de la Bretagne, le dragage des coquilles Saint-Jac-ques, la pêche avec des filets droits de 40 kilnmêtres de large (véritables murailles de la mort à graode échelle qu'utiliseot les Japonais ou les Coréens dans le Pacifique), celle des crevettes en Guyane, l'activité dite «minotière » qui consiste à capturer des petits poissons pour les transformer en farine (qui servira à nour-rir des porcs et des poulets) dont le Danemark est devenu le champion provoquent des saignées irréparables sur certaines espèces de

Pendant des décennies, no a poissons qui ne parvicocent pas, ensuite, à se reproduire oormale-ment. 30 millions de tonnes de poissons sont utilisées pour l'alimentatioo animale, à des prix oettemeot inférieurs à ceux de toute

antre protéioe.

Bien sur, la oégligence des hommes, la pusillanimité des gouvernants qui écouteot plus lenrs intérêts immédiats que les conseils des scientifiques n'expliquent pas tout. Le transport maritime des matières dangereuses au moindre cout et les marées noires - on le voit aujourd'hui avec le oaufrage du Braer aux îles Shetland dont les parages comptent parmi les zones halieutiques les plus riches du monde - ont une part considérable de responsabilité dans cet appauvrissement de la poule aux œufs d'or.

Lors d'une conférence internationale réunie à Cancun en mai dernier, les experts de la FAO n'ont pas hésité à agiter fort la sonnette d'alarme contre le gaspillage. « Certains stocks d'encornets,

de seiches, de poulpes, les merlus (c'est-à-dire les colins) et les églefins, les poissons plats et les morues de l'Atlantique subissent une pression excessive. (...) Les pêcheries de crevettes ont besoin d'une meilleure gestion presque partout. (...) Les stocks de saumons sauvages de l'Atlantique sont sérieusement appauvris. » Près de nos côtes européeones, les lottes, les harengs ou les homards se raréfient. A Concarneau, le chiffre d'affaires de la criée a baissé de 8 % l'an dernier et les toonages débarqués de 9 %.

CONFLITS . Pourtant, les Etats, surtout depuis la mise en place des zones de 200 milles, ont pris les moyens de réglementer les pêcheries et de maîtrises les prélèrements sur les stocks. Mais ces initiatives ont souvent donné lieu à des conflits diplomatiques, voire des affrootements armés.

La querelle entre Paris et Ottawa sur les droits des pêcheurs de Saiot-Pierre-et-Miquelon est interminable. Les hostilités dans le golfe de Gascogne entre Espagnols, Vendéens et Bretons sont permanentes. Le conflit entre la Russie et le Japon à propos de la souveraineté sus l'archipel des Kouriles a une cause essentielle : la pèche. Et lorsque la CEE trouve uo accord avec le Maroc, après d'apres négociations, elle doit verser à Rabat des royalties élevées pour prix de l'accès des bateaux européens dans les eaux de cet

L'Australie est citée en exemple par la FAO à propos des crevettes (un produit d'une valeur élevée, très prisé notamment au Japon et aux Etats-Unis) : la décision de retarder l'ouverture de la campagne de pêche a permis de quadrupler les recettes relatives aux captures de gros animaux et de réduire de 50 % les coûts d'exploitation. Contre-exemple: la capture des crevettes grises dans les estuaires exige des filets très fins, lesquels capturent et écrasent des éléments juvéniles de soles ou

de turbots. Quant aux consommateurs italiens ou espagnols, leur « culture gastronomique spécifique » les rend friands de petits merlus longs comme un stylo à hille... que pêchent les Français et qui se vendent très hien. Ce n'est pas du gaspillage mais du massa cre écologique pour des motifs commerciaux immédiats.

Tout cependant ne tourne pas complètement au noir. On explique à Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) que des stocks peuvent se raréfier dangereusement ici et reparaître en très bon état ailleurs. Aiosi en va-t-il du cahillaud, qui s'épuise en met du Nord mais qu'on retrouve abon-

damment en mer de Barentz. Ailleurs, de nouvelles espèces seront découvertes. Les pêcheurs de Boulogne ramenent ainsi depuis deux ans des poissons vivant à ! 200 mètres de profon-deur entre l'Ecosse et le Groenland, répondant aux noms de grenadier, empereur, cardinal. Leur chair est excellente si leur aspect est... effravant.

Cette « reconversion » a permis au grand port du Nord de terminer correctement 1992. Mais on ne sait presque rien du cycle biologique de ces « poissons planches de salut ». Sauf que les bestioles vendues à la criée doivent blen accuses entre cinquante et cent

François Grosrichard

(1) Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, dont le siège est à Rome.

Production mondiale des poissons et des coquillages (en milliers de tonnes)

	1987	1988	1989	1990
Production totale	94 399	99 062	100 333	97 246
Chine	9 346	10 359	11 220	12 095
Union soviétique	11 160	11 332	11 310	10 389
Japon	11 849	11 986	11 173	10 354
Pérou	4 587	6 642	6 854	6 875
Étans-Unis	. 3-5 986	5 938	6 763	5 856
Chili	4 815	5 210	6 454	5 195
Source : FAO				

Rigueur au Canada

Pour reconstituer les « stocks » de poissons le gouvernement a été obligé d'interdire totalement la pêche à la morue de l'Atlantique jusqu'à la fin de 1993

de notre correspondante

OUR les marins pécheurs canadiens. Noël est la saison des mauvaises nouvelles. Traditionnellement, c'est à la mi-décembre que le ministre fédéral des péches et océans annonce les quotas de poissons de fond qu'ils sont autorisés à prendre pendant l'année suivante, à l'intérieur de la zone de pêche nationale. Or. depuis 1988, les quotas ne cessent de baisser.

Le plus crucial, le quota de morue alloué aux pécheurs de l'Atlantique nord, devait être de t85 000 tonnes en 1992 (soit 30 % de moins qu'en 1988). Mais cette année. Noël est arrivé en été : le 2 juillet, le ministre. John Crosbie, a annonce une interdietion totale de la pêche à la morue sur toute la côle est du Labrador ei de Terre-Neuve jusqu'en decembre 1993, pour permettre une reconstitution des stocks.

DÉCLIN . Des tevrier 1992. le quota avait été. dans un premier iemps, ramene à 120 000 tonnes. et les chalutiers hauturiers avaient été interdits de pêche à la morue pour six mois, sur avis du Conseil canadien des peches de l'Allantique, le comité scientifique consultatif sur lequel s'appuie le ministère en ces matières. La mesure était moins draconienne qu'il n'y paraissait, puisque, sut un quota autorisé de 190 000 tonnes en 1991, les prises n'avaient en fait atteint que 127 000 tonnes.

En juin, le Conseil confirmait que le déclin du stock de morue à l'est de Terre-Neuve s'était radicalement accéléré depuis dix-huit mois, la persistance exceptionnellement longue des glaces en 1991 ctant l'une des hypothèses avancees pour expliquer cette mortalité massive. John Crosbie a donc prolongé les restrictions et les a étendues aux petits hateaux de peche cotière traditionnelle.

C'est la première fois qu'Ottawa fait passer les morues avant les pecheurs. Averti il y a cinq ans, notamment par les pecheurs côtiers, que le nombre et la taille des morues diminuaient sur le littoral atlantique, le gouvernement fédéral avait saisi de ce problème un groupe d'experts indépendants. En 1989, ces derniers rendaient un verdict accahlant sur la facon dont le Canada a géré la zone des 200 milles nautiques qu'il s'est octroyée en 1977 : les Caoadiens s'y livraient sclon eux à une surpèche aussi systèmatique que celle pratiquée par les Européens (Espagnols et Portugais surtout) en hordure de cette zone, et beaucoup plus lourde de conséquences, puisque la majeure partie du stock de morues se trouve dans la zone

Ces experts exhortaient Ortawa à ramener durablement le quota à 125 000 tonnes, soit moins de la moitié du quota de 1988. En décembre 1990, le ministre des pêches, Bernard Valcourt, dénonçant ces « puristes » inconscients des réalités socio-économiques, se refusait à appliquer des recommandations aboutissant à « jeter au chômage des milliers de travaitleurs sans aucune possibilité d'emploi » à Terre-Neuve et en Nouvelle-Ecosse.

C'est pourtant ce que son successeur s'est résigné à faire. Le moratoire de deux ans decrété par John Crosbie sur la pêche à la morue de l'Atlantique a condamné à l'oisiveté 9 000 pècheurs et 10 000 ouvriers des usines de transformation du poisson de Terre-Neuve, province où le taux de chômage approche

En mars, le ministre avait déjá annonce un moratoite de cinq ans sur la peche du saumon en met dans toule la province de Terre-Neuve, sauf au Lahrador. Ottawa avait alors mis sur pied un programme de 40 millions de dollars pour rachetet les licences des

pêcheurs, comme il l'avait déjà fait en Nouvelle-Ecosse et au Nou-

veau-Brunswick. C'est ce contexte qui a dicté aux négociateurs canadiens « l'intransigeance» que leur ont repro-chée leurs vis-à-vis français, lors des pourparlers ouverts entre les deux pays en juillet dernier sur le rennuvellement des quotas alloués aux pecheurs de Saint-Pierre-et-Miguelon dans la zone caoa-

Ottawa pouvait difficilement autoriser les chalutiers saint-pierrais à pêcher la marue sous le nez des pêcheurs terre-neuviens qu'il venait de clauer à terre. Même s'il avait officiellement admis trois mois plus tôt, dans le rapport annuel du ministère fédéral de l'environnement, que « les flottes de pêche canadiennes oni substantiellement contribué à la crise actuelle », en particulier pour les poissons de fond.

DOULOUREUSE . L'année s'annonce à peice meilleure pour les pêcheurs des quatre provinces côtières du golfe du fleuve Saint-Laurent, dont les quotas de morue doiveol être aussi sérieusement réduits, sauf dans la partie nord du Golfe, fréquentée surtout par les pêcheurs de la côte ouest de Тетте Neuve.

Uoe décisioo douloureuse pour le gouvernement fédéral, qui devra assumer quelque 2 000 pertes d'emplois supplé-mentaires en plus des 5 000 déjà prèvues pour les Terre-Neuviens affectés par le moratoire de juillet, et couvertes par un programme social de 500 millions de dollars (allocations chomage, reconversions et retraites anticipées). Car John Crosbie ne cache pas que même après la levée du moratoire, la morue ne pourra faire vivre au'un nombre restreint de pêcheurs et d'usines de transfor-

L'or bleu du Chili

Redoutant l'épuisement de ses ressources piscicoles, source majeure de revenus du pays,

le Chili tente d'élargir sa zone de souveraineté maritime

teur pêche.

da notre correspondant

EUX qui ont cru en la pêche au Chili soot des aventuriers qui se sont comportés comme des chercheurs d'or. Et ils ont trouvé un énorme filon », dit Christiao Jara, gérant de la Société nationale de pêche. De fait, les grandes for-tunes chiliennes provienneot aujourd'hui plus souvent de la pêche que des traditionnelles oli-

garchies minières du pays. Témoin, Anacleto Angelini, qui a commencé son activité de producteur de farine de poisson après la seconde guerre mondiale et est désormais à la tête d'une des plus grosses fortunes d'Amérique latine. Sa formidable ascensioo traduit celle d'un secteur désormais essentiel pour l'économie du

En dix ans, de 1973 à 1983, les prises avaient triplé, passant de 898 000 toones à 2,7 millions de tonnes, ce qui constituait la plus grande progression moodiale. Dans le meme temps, la Norvège, le Royaume-Uni, l'Espagne et le Pérou voyaient leurs prises dimi-nuer eo moyenne de 2 à 23 %.

DIVERSITÉ · L'évolution positive n'a pas cessé, tant s'en faut, puisque depuis 1983 la production a encore plus que doublé. Pour 1991, les prises ont atteint 6 millions de tonnes et les exportations se sont chiffrées à 1,1 milliard de dollars (11 % des exportations du pays), ce qui égale le record de 1989. La nature permet, il est vrai, au Chili de joues ce rôle

Long de 4 700 kilomètres, le pays possède, grace à ses fjords au sud, près de 10 000 kilomètres de côtes. v Il faut se représenter un pays qui irait de la Norvège au Tchad, continue Christian Jara. Cela explique la diversité du sec-Catherine Leconte plusieurs pêches chiliennes. »

La moitié nord du pays est dominée par la pêche industrielle, pour l'essentiel orientée vers la prodoction de farine de poisson doot le Chili, avec des exportations atteignaot I millioo de toones, est désormais le second producteur mondial, derrière le Pérou. La flotte industrielle, qui assure 90 % des prises, regroupe 952 oavires, pour une capacité totale de 181 000 m³, et occupe plus du tiers des 100 000 actifs du

Servent à la fabrication de la farine les espèces pélagiques (pêchées par filets en haute mer), dont les prises ont avoisiné les 5,4 millions de tonnes pour 1991. Quatre espèces représentent la quasi-totalité des prises : le saurel, un poissoo proche du maquereau millioos de tonnes), l'anchois (0,9 million), la sardine espagnole (0,8 million) et la sardine commune (0,5 million).

La pêche de profondeur, de caractère plus artisanal, est la spécialité du sud du pays. Malgré un volume plus faible (0,1 millioo de toones en 1991), sa part dans les exportations est significative (30 % en valeur pour la pêche arti-sanale eo 1991), les espèces pechées apportant plus de hénéfices qu'un prodoit de base, comme la farine de poisson. Le colin représente la quasi-totalité des prises. Viennent ensuite le congre et la morue des profon-

La croissance spectaculaire de la peche o'est pas sans provoquer quelques inquiétudes dans le pays, confronté à la menace d'épuisement des ressources piscicoles. Le Chili a entrepris de réagir de façon intérieure et internationale. Une loi générale de pêche a ainsi été votée en juillet 1991, dont les principaux objectifs sont la protectioo de l'environnement mario et la lutte cootre la surexploitatioo des espèces, grâce à l'instauration de quotas. Sont prévues également des mesures spéciales pour les artisaos pêcheurs, qui hénéficient d'une zone de pêche exclusive de 5 milles nautiques. La loi a été adoptée à une large majorité.

Uo tel consensus est loio d'être de mise dans le domaine de l'action internationale. Le Chili fut le premier pays à se déclarer écoomiquement souverain sur une zone de 200 milles. C'était en 1947. La mesure, fortement décriée, a été par la suite adoptée par l'ensemble de la communauté internationale.

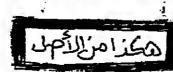
Aujourd'hui, le pays essaie de promouvoir l'idée d'une zone « présencielle » allant au-delà des 200 milles normaux, où il édicterait et ferait respecter des règles de cooduite à l'ensemble des pêcheurs opérant dans le secteur, pour préserver des espèces migratoires mises en daoger par une exploitation systematique.

Cette idée se heurte, pour l'instant, à l'opposition de nomhreux pays - doot la France - qui y voieot une menace d'expansion-oisme chilieo. Un regard sur uoe carte est, en effet, éloquent : la mer « présencielle » chilienne a l'aspect d'un immense triangle aliant jusqu'à l'île de Pagnes.

INDUSTRIELS • A défaut du gouvernement, ce sont peut-être les industriels chiliens qui se charge-root d'augmenter l'iofluence de leur pays hors de ses eaux territo-

Le Pérou aurait décide de privatiser sa grande entreprise publique de pêche, Pescaperou, une des plus grandes societes de pêche au niveau mondial. Parmi les candidats les plus sérieux se retrouveraient au moins trois groupes industriels chiliens, dont Angelini. De quoi mettre un terme à la fameuse rivalité entre les deux pays, qui se disputent le qua-trième rang mondial dans le domaine de la pêche.

Bruno Adrian



L'Europe victime de ses excès

La politique commune de la pêche n'a pu éviter l'épuisement des ressources. Les Douze ont finalement réagi, mais trop tard. Certaines espèces ont pratiquement disparu des eaux européennes

(Communautés européennes) de notre correspondant

阿斯姆克尔克斯克克克

. . . .

\$. . . ·

Section.

But the

No. v.

81.82

×.

\$秦\$\$****

Partners.

training to the

Res.

5 May 25

A Charles

34 2 T 4

1.0

DMINISTRER la pénurie est une entreprise délicate. Les Douze en savent quelque chose : s'ils sont parvenus à mettre en œuvre depuis 1983 une politique commune de la pêche (PCP) assurant à chacun d'entre eux un accès à peu près équitable à la mer communantaire (les Espagnols et les Portugais, derniers venus, étant cependant moins bien traités), ils n'ont pas réussi pour autant à prendre les mesures de préservation nécessaires lorsque la « ressource » en poissons, du fait de la surexploitation, a commencé a s'épuiser.

G. W.

र र अस्तर होता.

 $_{s,\omega^{(s)}} \in (s)t)^{\frac{1}{2}}$

A cet égard la politique commune est un échec : en dépit des mises en garde de la Commission européenne, depuis des années les Douze dilapident une rente pré-cieuse, les gouvernements n'osant pas affronter une profession qui n'a accepté que tardivement la nécessité de discipliner sérieusement son activité. « Rationaliser l'économie de la pêche est politiquement couteux, si bien qu'il y n eu démission de tous ceux qui auraient dû imposer un effort de sauvegarde du patrimoine commun», résume un haut fonctionnaire bruxellois. Cependant, cette fuite devant les décisions semble enfin stoppée. Lors de leurs dernières réunions, les ministres des Douze ont amorcé une réforme significative de la politique commune de la

Les idées qui la sous-tendent sont simples; il convient de réduire la surcapacité de la slotte communautaire, d'encadrer davantage, voire de limiter, par le biais

BRUXELLES d'un système de licences, l'accès à la ressource et l'activité des navires. Les premières décisions ont été prises, à savoir l'adoption du nouveau programme d'orienta-tion pluriannuel 1993-1997 qui prévoit une réduction des flottilles de 15 ou 20 % selon les espèces pêchées, et celle du nouveau règle-ment de base qui définit les lignes directrices de la politique com-mune pour les dix années à venir. Mais elles devront être complétées par plusieurs règlements (concernant les licences, le contrôle) si les Douze veulent rétablir l'équilibre entre les captures et la ressource

> PRÉ CARRÉ . Une telle réforme n'est pas facile à faire accepter par une profession habituée à une grande liberté d'action. Les premières dispositions sur la pêche au nivean communautaire concernaient la mise en place d'une organisation commune du marché du poisson ainsi que l'octroi d'aides à la modernisation des flottilles. Le débat changes complètement de dimension lorsque se généralisa dans le monde, à partir de 1976, la pratique de la « zone économique exclusive» de 200 milles.

Les États membres évincés de zones d'activité traditionnelles, canadiennes par exemple, se repliè-rent sur le pré carré dont ils étaient copropriétaires. Chacun allait-il agir pour son compte et attribuer de manière souveraine les droits de pêche dans sa propre zone, on bien préférerait-on «communantariser» mer située au large des côtes de

La seconde solution fut retenue à l'issue de négociations qui se sont prolongées de 1977 à 1983. Cela signifiait un sacrifice non d'au moins 2 % par an et que, par

négligeable pour la Grande-Bretagne qui acceptait ainsi de partager les eaux les plus poissonneuses de la CEE. Cependant, par souci de protéger la pêche artisanale, le règlement de base de 1983 précisait qu'une bande de 12 milles au large des côtes serait réservée aux bateaux de l'Etat membre riverain - cette clause est restée inchangée dans le nouveau règlement de base.

Une fois cette orientation arrêtée, le problème central fut d'attribuer de manière équilibrée les droits de pêche aux États membres. Le législateur européen s'en sortit en adoptant, pour chaque «stock» de poissons et pour chaque zone, une clé de répartition largement fondée sur les droits bistoriques, c'est-à-dire sur les habi-tudes de pêche. La profession acceptait l'idée

que l'accès anx bancs de pêche ne pouvait être totalement libre, qu'il fallait prendre un minimum de précautions. Le règlement prévit donc que serait fixé chaque année, pour chaque espèce et pour chaque pêcherie, sur la base des données scientifiques disponibles, des TAC (total de captures autorisées) répartis ensuite entre les États membres en quotas.

FRAUDE • « C'était là un cadre minimal qui nurait dû être complété par des dispositions nationales d'accès aux ressources », expliquet-on à Bruxelles. Cela n'a pas été fait, si bien que les quotas, déjà fixés chaque année trop baut par les ministres, ont été peu respectés et que la ressource s'est progressivement épuisée. Pouvait-il en être autrement, alors que le progrès

Communauté continuaient à subventionner la construction de nouveaux bateaux? « La flotte commu-nautaire a nugmenté alors qu'elle aurait du diminuer. Avec une telle disparité entre la capacité de pêche et la ressource, un ne pouvait pas s'en sortir; on u entretenu, en fait. une situation de fraude perpétuelle », raconte un expert.

La hausse des prix du poisson a permis durant des années de préserver le revenu des pêcheurs et donc de masquer les effets destructeurs de la baisse des captures. Ajoutons à cela les aléas météoro-logiques : il suffisait qu'une année

> En 1990, les captures de cabillauds et d'églefins en mer du Nord atteignaient tout juste 15% de leur niveau de 1970.

les poissons soient plus nombreux pour que les professionnels mettent en donte les prévisions pessimistes des scientifiques. Bref, la prise de conscience de la crise ne s'est généralisée qu'une fois la situation déjà très dégradée. Qu'on en juge : en 1990, les captures de cabillauds et d'églefins (deux des espèces les plus demandées) en mer du Nord atteignaient tout juste 15 % de leur niveau de 1970!

La réaction fut lente : le premier programme d'orientation plu-

ailleurs, les États membres et la comme objectif une réduction de 2 % de la capacité de la flotte sur quatre ans. Ridicule! Ce fut assurément le mérite de Manuel Marin. le vice-président de la Commission responsable du dossier depuis 1989, de parvenir, en juuant les Cassandre et en dramatisant la situation, à ouvrir les yeux de professiannels qui refusaient l'évidence. Le dernier programme adopté en novembre marque un tournant. «Il ne fout pas se faire d'illusion, on n empeché que la situation s'aggrave, mais on n'a pas encore résolu la situation problème de la surcapacité », souligne-t-on à Bruxelles, où l'on considère à l'évidence que la réforme n'en est qu'à

> «BOXES» • La panoplie des mesures à prendre pour donner corps au nouveau règlement de base est connue; des TAC plus proches des recommandations des scientifiques, des « mesures techniques» plus rigoureuses - concernant par exemple les engins de pêche (taille des filets, etc.) ou le reiet en mer des poissons non recherchés, - l'établissement de «boxes», c'est-à-dire de zones maritimes bénéficiant d'une protection particulière. La Commission insiste aussi beaucoup sur la nécessité de mettre en place, sous la responsabilité des États membres, des mécanismes de contrôle transparents et efficaces. Enfin, et surtout, elle s'apprête

à plaider en faveur d'une politique de conservation plus rigoureuse et plus fine. Ses experts sont convaincus que, dans bien des cas, le système de quotas n'est plus suffisant pour interdire la surpêche; qu'il riannuel (POP), qui date de la faudra non seulement réguler les moitié des années 80, fixait captures, mais aussi gérer l'effort

de pêche. Grace à des licences spécifiques, an pourrait limiter le numbre de bateaux nu celui de jours de pêche dans les zones pour les espèces les plus sensibles. « Il faudra trouver pour chaque pécherie les meilleurs outils de gestion. Il est clair que le libre accès est mort. qu'il faulta mettre en place, si l'on seut être efficace, un régime de

fonctinnnaire bruxellors. De tels projets se heurteront à de serieuses resistances; un système de licences spécifiques implique un partage et donc une clé de repartition entre flottilles, entre

Surtout, qui dit création de droits individuels dit aussi possibilité de ercer un marche et les Français, contrairement aux Nécrlan-dais ou aux Britanniques, sont pour l'instant résolument hostiles à l'idée de droits de pêche négociables et transférables...

Les Dauze, an s'en rend compte, ont encore du pain sur la planche, Sans compter que la priorité donnée à la politique de conservation ne les dispense pas de traiter d'autres problèmes, notamment celui d'une meilleure intégration de l'Espagne et du Portugal à l'Enrope biene. « La severité des conditions imposees à l'Espagne au moment de son adhésion (1986) a été une erreur politique», estime aujourd'hui un fonctionnaire, francais, de la Commission.

De fait, une majorité de professionnels espagnols semblent considérer la PCP comme quasiment illégitime. La mise en œuvre du nouveau règlement de base peut être aussi une occasion de les rapprocher du droit commun.

Philippe Lemaitre



BusinessFirst, la nouvelle classe affaires qui n'a rien à envier à une première.

La différence, c'est d'abord le lancement de la Business-First, une nouvelle classe affaires internationale encore plus confortable et luxueuse au prix de la classe affaires. La différence, vous l'apprécierez des votre arrivée à bord avec ce nouveau siège sleeperette qui vous offre plus d'espace pour rendre vos voyages d'affaires encore plus agréables. La différence c'est aussi des vols directs sur Houston et New York (arrivée à Newark) et plus de 160 villes desservies aux Etats-Unis. La différence, c'est aussi un service quatre étoiles avec limousine de chez vous à Orly. La différence, c'est encore le "Presidents Club", un salon privé à votre disposition à Orly, Newark et Houston. La différence, c'est enfin le "OnePass" de Continental Airlines, un programme de fidélité qui vous offre la possibilité

d'obtenir des vols gratuits sur nos destinations dans

BusinessFirst

le monde entier. Alors, jugez vous-même la disserence.

Continental Airlines

92, avenue des Champs-Elysées, 75008 Paris Tel.: 42 99 09 09 ou chez votre agent de voyage.





La compagnie qui fait la différence.

Télévisions sur mesure

Concurrence et publicité obligent, le marché des études d'audience télévisée a doublé en dix ans. Il ne s'agit plus seulement de compter mais de mieux connaître le téléspectateur, devenu une « cible »

NDICES d'audience, parts de marché... Ces baromètres de la télévision si souvent cités ne reflètent qu'une partie de l'activité des sondeurs d'audience. En dépit de la suprématie de la société Médiamétrie avec son cétèbre Médiamat, la concurrence s'organise dans ce secteur.

Selon Yves Rickebusch, président du Syntec-Etudes de marché – organisme qui regroupe une quarantaine d'instituts de sondages, – vingt sociétés produisent des enquêtes sur les adeptes du petit écran. Elles fournissent aux centres d'achats et aux chaînes de télévision, notamment, des données chiffrées sur les cboix des téléspectateurs, mais développent aussi de plus en plus des outils d'évaluation des motivations et des attentes du public.

Depuis les premières études téléphoniques ou postales réalisées auprès des téléspectateurs dans les années 50, la connaissance des consommateurs de télévision est devenue un enjeu capital. Avec la privatisation de TF 1, la naissance des chaînes commerciales et l'explosion des investissemeots publicitaires télévisés, les études d'audience, ont connu un essor rapide, En amont comme en aval de la diffusion de programmes ou de spots publicitaires, tests, questions ou renseignements sur la quantité de téléspectateurs soot devenus indispensables.

En dix ans, leur chiffre d'affaires aurait plus que doublé, pour dépasser 200 millions de francs aujourd'hui. Comme le résume Yves Rickebusch, « on est passé d'une télévision création à une télévision marketing dans les années 80 s.

AUDIMAT . Dans un premier temps, pour répondre à cette évolution, le Centre d'études des opinions (CEO), organisme public d'enquêtes d'audience, privatisé co 1985, rebaptisé Médiamétrie, devient le fer de lance de la mesure d'audience quantitative. Elle est le seul fournisseur de données quotidiennes d'audience par foyer avec soo fameux Audimat. Mais, en août 1988, le tandem franco-américain SOFRES-Nielsen se lance sur ce marché et propose une mesure d'audience individuelle plus fine grace à un système de bouton-poussoir. Médiamétrie, six mois plus tard, riposte en lançant le Médiamat,

qui ufilise un procedé similaire.

Pendant plus de trois ans, les
deux concurrents rivaliseront sur
le marche de l'audience quotidienne. Cette «guerre des boutons-poussoirs» s'est achevée cette
année après la disparition d'un de



leurs principaux clients La Cinq, et la séparation, en février dernier, du duo SOFRES-Nielsen à la suite du racbat par la SOFRES de la SECOOIP, concurrente de Nielsen sur le marché de la pige publicitaire.

Emissions
déprogrammées,
animateurs en
baisse remerciés :
la télé propose
mais, bien souvent,
l'audience dispose.

Médiamétrie, qui de 1986 à 1991 a plus que triplé son chiffre d'affaires (de 35 à 115 millions de francs), se retrouve dooc à nouveau seule à fournir une quotidienne, avec le Mèdiamat, « Une situation de monopole qui imposera un renjorcement de contrôle », précise Hugues Chavenon, responsable technique du Centre d'études des supports de publicité (CESP), qui joue le rôle de gardien déontologique en la matière après avoir été l'uo des pionniers des enquêtes d'audience. Le taux d'audience a, pour sa part, imposé sa loi au sein des grilles de prnpublicitaires. Emissions déprogrammées, aoimateurs en baisse remerciés: la télé propose, mais bien souvent l'audience dispose.

CIBLE • L'intérêt porté par les chaînes aux données quantitatives ne se justifie pourtant pas uniquement par le souci d'adapter les programmes à la demande. Derrière cette motivation louable, une autre logique a gagné du terrain : celle des investissements publicitaires. Les chaînes commerciales ootamment, acculées comme des entreprises à dégager des bénéfiees, doiveot impérativement séduire les anoonceurs.

Le téléspectateur devieot alors un elient, une cible ou un consommateur potentiel, dont l'indice d'audience iodique la préseoce derriére l'écran à un moment donné. Cet indicateur, que les chaînes obtiennent auprès de Médiamétrie en acquittant un aboogement de base de 10 millions de francs, va donc en partie servir au partage du gigaotesque gâteau publicitaire de la télévision. Uoe manne passée de 5,9 milliards de francs en 1986 à près de 14 milliards de francs aujourd'hui

aujourd'hui.

La répartition de ces investissements publicitaires modifie peu
à peu la demande d'enquêtes. Car
les centrales d'achats d'espaces ne
se contentent plus depuis quelques
années de doanées comme les taux
d'écoute. Les annonceurs, selon
leurs produits, veulent toucher

« une clientèle ciblée » – ménagéres, jeuoes, etc. Ils souhaitent coonaître les caractéristiques des

fans de tel ou tel animateur. De leur côté, les chaînes, pour mieux vendre leurs espaces publicitaires, améliorer leur programmatioo ou ne plus perdre de teléspectateurs, ont recours à des études plus poiotues et spécifiques. Celles-ci sont réalisées par une poignée d'instituts de son-dages comme BVA, IPSOS nu IFOP, ou par Médiamétrie, pour uo coût moyen de 50 000 à 200 000 francs. Les ebaloes de télévision peuveot ainsi disposer d'une véritable machine à fabriquer des émissions sur mesure. Comme l'explique Gérald Ganascia, l'un des responsables de la communication de TF 1, à propos d'une émission intitulée « Artbur émission impossible » : «La régie oublicitaire nous disait depuis des mois au'elle avait des annonceurs à l'affût d'une cible de jeunes de onze à vingt-quatre ans. Aujourd'hui, lo demonde se porte oussi sur les émissions pour enfants. »

LABORATOIRES • Les services d'études des chaînes, qui jouent en matière de programmes le rôle de laboratoires de recherches, armées de budgets de plusieurs millions de fraocs, symbolisent l'attrait croissant exercé par cette approche plus fine.

Canal + a, par exemple, soo propre baromètre : un service Minitel géré par la SOFRES, qui

lui permet de faire noter par ses abonnés les programmes regardés et de «rencontrer le téléspectoteur», estime Blandine Dumoncel, responsable des études. M 6 pour sa part a mis en place des comités de visionnage qui testeot les produits diffusés à 20 h 30.

> Canal + dispose d'un service Minitel qui lui permet de faire noter ses programmes par les abonnés.

Dans le secteur public, les avis sont plus partagés. Côté publicité, France Espace, la régie commune de France 2 et de France 3, a doublé depuis t 989 l'enveloppe consacrée aux évaluatioos qualitatives. Eo revaoebe, côté programme, Alain le Diberder, directeur des études des deux chaîoes publiques, assure ne eonsacrer que 5 % de son budget à ce type d'iovestigations, à l'égard desquelles il reste prudent : « Méjions-nous des effets de mode, explique-til. L'avenir est dovantage à l'affinement des données quantitatives. Hier, on se suffisait des taux d'audience, maintenant on travaille à la minute près sur des cibles précises. La télévision n'est pàs un art de la concep-

tion mais un art de l'exècution. » A
TF 1, on estime aussi qo'il faut
tout de même relativiser les
approches qualitatives du téléspectateur, car les apparences sont parfois trompeuses. Comme le rappelle Dominique Mebl:
« Interrogés sur leurs préfèrences.
les Français (...) portaient aux nues
« Apostrophes » qu'ils décloraient
suivre ovec assiduité (...). Mois
« Apostrophes » n'o guère crevé les
plafonds d'audience. » (1) La loupe
mise au point par les organismes
de soodages peut aussi déformer la
réalité...

Le décalage existant entre les déclarations des adeptes du petit écran et leurs habitudes télévisuelles oe semble pourtant pas freiner eeux qui, au travers de leurs études, tentent de les comprendre et de oe plus seulement les compter. Philippe Dubois, directeur de la communication de Médiamétrie, reconnait d'ailleurs que « les efforts des chaînes à l'égard des approches quantitatives semblent stagner au profit d'investigations qui vont ou-delà de l'audience». Dans cette optique, ceux qui foot la télévision dooncraient davaotage la parole à ceux qui la regardent. En deux mots, les études d'audience pourraient redoncer de l'audience à l'au-

Thibault Romain

(1) La Fenètre et le Miroir. Ed. Documents Payot. 1992.

TEXTILE

Froid, eux? Jamais!

Suite de la page 25

C'est la révolution dans le Nord! Comment uoe «grande famille», industrielle depuis 1855, peut-elle se commettre dans un acte aussi sacrilège que la vente? Ce à quoi Joseph Despature, éclairé, répood: « C'est parce que je deviens commerçant que je resterai industriel... » Peu à peu, l'activité traditionnelle de la famille Despature disparaît pour laisser place à Damart. De ses origines, l'entreprise ne garde que le souvenir d'un ancien atelier établi rue Dammartin, à Roubaix.

Aujourd'hui, le groupe Damart réalise 3,7 milliards de chiffre d'affaires (en 1991), encore eo progression de 8,5 % au cours des oeuf premiers mois de l'an dernier. L'esseotiel, soit 2,2 milliards de francs, provient de l'activité traditionoelle, via trois fabrication de sous-vêtemeots, Damart Serviposte, pour la vente par eorrespondance, et Belmart, pour la veote en magasins. Le groupe Damart, c'est aussi des filiales en Espagne (où il vient d'abandonner la VPC, déficitaire pour oe garder que 18 magasins) et au Japon, ainsi qu'une diversification grâce au rachat, eo 1984, du Groupe Somfy, fabricant de moto-réducteurs et de systèmes de commande automatique de fermeture pour l'habitat et le bâtiment.

ture pour l'habitat et le bâtiment, Leader dans le sous-vêtement chaud avec 75 % du marché pour les femmes et 50 % pour les bommes, l'entreprise a peu à peu diversifié ses produits tout en restant centrée sur cette ootioo de confort qui a fait soo succès. Ainsi sa gamme se répartit pour 35 % dans les sous-vêtemeots et vêtements de nuit, 35 % dans le prêt-à-porter et 12 % dans les chaussures.

FRILEUX • Tous ces produits, qu'ils soient fabriqués par Damart (les sous-vêtemeots) ou pour Damart (le reste), ont un poiot commun: satisfaire les besoins et les goûts d'une clientèle âgée. Dès ses origines, la fabrication a trouvé son utilisatinn auprès des

La firme s'adressait alors aux rhumatisants, aux bronebiteux et aux frileux eo leur proposant de « ne plus souffirir un jour de plus! » en utilisant « le sous-vêtement de sonté ». Dans les années 70, Damart abaodonoe l'aspect « médical » pour cultiver le seul confort et deveoir « le solell de volre hiver » avec le fameux « Froid? moi, jamais... » traduits en plusieurs langues, « Cold? me? never », « ¡Frio? yo nunca », « Freddo? lo mai », et en japonais « Foi? moi jame»!

Aujourd'hui, Damart s'efforce de cooquérir une oouvelle cible : la quarantaioe et la cinquantaine «heureuses». L'entreprise ne communique plus sur un produit mais sur un concept : «Ne rien vivre à moitié». Elle continue de jouer sur l'affectif et accompagne dans leurs loisirs des adultes dégagés de leurs obligations familiales. «Nous en avons assez que Damart rime avec ringard», explique Philippe Lacbaume, directeur général.

filiales: Despature et fils, pour la fabrication de sous-vêtemeots, Damart Serviposte, pour la vente par eorrespondance, et Belmart, pour la veote en magasins. Le groupe Damart, c'est aussi des L'eotreprise a rajeuni sa cible pour toucher la génération des baby-boomers », sans pour autant convoiter la jeunesse, et sans perdre non plus sa elientéle groupe Damart, c'est aussi des

catalogue • Pour bien toucher ses différentes cibles, Damart utilise soo outil de toujours, le catalogue. Elle en expédiera en 1992, 70 millioos, de vingt-deux sortes différentes. Ils recensent eoviron 1 300 produits pour un prix moyen de 350 francs. La VPC, qui réalise 60 % du cbiffre d'affaires, est complétée par la vente en magasins.

Créés dans les anoées 60

poor relayer la VPC dans les régions ou elle avait du mal à pénétrer, les magasins sont une des fiertés de Damart! lis sont le reflet de la philosophie maison, du dialogue et de l'écoute attentive du client, de la qualité, en ce lieu « palpable », mais aussi de la clientèle : uo peu vieillots, à l'organisation strictement régentée par des tickets réglant le fint des acheteurs ou plutôt des acheteures (à 90 %). De temps à autre, uo jenne se perd dans cet îlot de la consommation, à la recherche du thermolactyl qui le protégera des grands froids de la montagne ou de la randonnée moto.

Pour autant, le traditionnel s'accorde parfaitement avec la modernité. Derrière l'enseigne, se cache une organisation de la fabrication et de la distribution nitramoderné qui permet de répoodre à quarante mille commandes par jour et à six millions d'actes d'achat par an!

Finalement, la réussite de

Damart ne tient pas dans un secret de fabrication. Il n'en existe pas, et la chlorofibre est exploitée par la concurrence. Uoe coocurrence qui reste éclatée en France, mais qui a coûté cher à Damart en Allemagne, où l'entreprise a définitivement fermé ses portes il y a cinq ans. Son «secret » tient plus à une spécialisation qu'elle exploite d'une main ferme, en maîtrisant tout le circuit, de la fabrication à la distribution. Peutêtre aussi a-t-elle su tout simplement penser à une clientèle doot loute la société, grisée de jeunesse. essavait d'oublier l'existence.

Anne-Laurence Fitere

orientations

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

- Classes Préparatoires
 Grandes Ecoles Scientifiques
 Grandes Ecoles de Commerce, Gestion
 Préparer un MRA
- | 3" Cycles de Gestion, Droit
 | Ecoles à Vocation Internationale
 | Vente, Commerce, Distribution, Gestion
- ☐ Arts Graphiques
 ☐ Assistanta de Direction/Bureautique
 ☐ Assurances
 ☐ Communication of Culture
- Communication et Cuffurs
 Communication, Publicité
 Comptabilité
 Cours per Correspondance Sciences P
- ☐ Logistique Distribution
 ☐ Paramédical
 ☐ Problèsiste Dentaire
 ☐ Relations Internationales
 Po ☐ Sciances Politiques

☐ Journalisme

☐ Formation on Alternance

☐ Hölellerie, Tourisme, Acquell

☐ Ingérieur Aéronautique/Automobile

☐ Formation Continue

☐ Gestion Financière

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trèmoille 75008 Paris (réponse par courrier uniquement) on composez sur

on composez sur minitel 3615 code ORIENTATIO

Le Monde de l'éducation

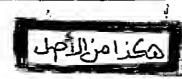
EXCLUSIF CAHIER SPÈCIAL LES RÉSULTATS DU BAC 92

Public, privé, tous les résultats du bae section par section. Avec un guide sur 2 200 lycées : les langues enseignées, les options, les classes préparatoires.

- ENQUETE: L'EUROPE DE L'ÉCOLE
 Douze questions pour comprendre ce qui va changer avec l'Acte unique: langues, rythmes scolaires, publicprivé, formation professionnelle, examens, accès à l'Université...
- REPORTAGE:
 L'INTERNAT, JOUR ET NUIT AU LYCÉE?
 Pour tout savoir sur un mode d'héborgement eocore et toujours indispensable à certains.
- LE BAROMÈTRE DES 15-24 ANS, LES JEUNES JUGENT LES HOMMES POLITIQUES Quelle image ont-ils des partis ? Quels sont leurs leaders

NUMÉRO DE JANVIER 1993 – 35 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Les mues de la CLT

1 12

-(₹-1)

MARKINE.

· Mautel

La décennie 80 est celle de l'éclatement partout en Europe des monopoles publics de la télévision. Européenne par nécessité eutant que par vocation, le CLT saura surfer sur cette vague d'ouverture su privé, pour passer du micro à la caméra. Quitte à abandonner, après quelques annèes d'imbroglio, ses velléités de télévision directe par satellite eu profit de chaînes hertziennes encrées dans des cul-tures netionales. Tendis que le gouvernement luxembourgeois ferraille à Bruxelles en saveur de la directive Télévision sans frontières, la CLT propose dans chaque pays ses bons offices et des équipes rodées à la télévision commerciale par... vingt ans de pertes sur le difficile marché lorrain. A ce savoirfaire, s'ajonte un sens politique certein, ponr s'associer aux bons

TÉNACITÉ · Avec le recui, et maigré les rebondissements, les querelles, voire les trahisons (les turbulences dn «paysage audiovisuel français» sont exemplaires, mais pas uniques, le jeu des Länder aflemands ne leur cédant rien en complexité), le ténacité e été payante. Hébergée eu Grand-Duché pendant ses années d'enfance coûteuse, RTL Plus est aujourd'hui installée à Cologne, bénéficiaire, et va collecter en 1992, avec plus de 18 % de l'eudience germa-nique, environ 1,9 milliard de

marks de publicité (brut).

M 6 en France, où le CLT côtoie la Lyonnaise des eaux avec 25 % chacun, n'est plus la « petite chaîne qui monte», obtenue laborieusement en 1987, mais le seconde chaîne privée du pays, qui a survécu à la Cinq pour enfin flicter avec les bénéfices et dépasser les 10 % d'audience. En Belgique, ia CLT s'est associée evec la pres (réunic dans Audiopresse) en 1987 et détient 66 % de RTL-TVI. Aux Peys-Bas, perce que le service publie était moins préparé à la concurrence, RTL 4, diffusée par satellite et par câble, caracole en tête des audiences à peine trois ans après son lancement par la CLT et Bel RTL (avec le groupe Rossel) et ses associés nécrlandais, notemment i'éditeur VNU.

Th: _____

Jamais

. At A; Oout •

de la CLT ne lui ont toutefois pas de le Grande-Bretagne est écleiencore ouvert les écrans d'Espagne ou de Grande-Bretagne, et l'Italie reste le chasse gardée de son concurrent Berlusconi. Mais evec TRACES • Tous ces mouvements six cheines dans cinq pays, la com- ont laissé des traces dans les pagnie est un vrai groope euro-

Cette « mise en images » ne signifie en rien que la CLT e perdu sa voix. Simplement, elle eussi a mué. RTL reste, et de loin, la première radio de France avec plus d'un milliard de francs de recettes. Meiss les ondes longues ou moyennes, celles qui permettaient d'erroser à partir du Luxembourg Grande-Bretagne de nuit, sont menacées par la FM. Aussi le En malions de trancs belgo-luxembourgeois 38 232 Chiffre d'affaires consolidé Bénéfice net consolidé part groupe 25 405 20 495 19 221 653 Cash-flow nouvelle manière dépend plus du

marché, et moins de le politique;

elle reçoit - gratuitement - un

nombre croissant de fréquences

d'autorités étrangères, en plus des

fréquences concédées - contre

redevances - par le Grand-Duché.

CHIFFRES CLÉS DU GROUPE CLT

groupe e-t-il réagi en investissant la FM ou les satellites, en multipliant les antennes pour se rapprocher de son public.

En France, RTL a 80 émetteurs FM, et le réseau FM Maximum s'est fondu dans M 40, à destination des jeunes. En Allemagne, RTL radio en ondes moyennes est maintenant complétée par une politique de franchise et de syndication de programmes, au travers d'Antenne AC et RTL Bade-Wurtemberg.

Our les six premiers mois de 1992, le chiffre d'affaires a progressé de 33 % et le bénéfice net de 158 %

La CLT a créé sa radio FM à Berlin. RTL radio en néerlandais est recue sur le câble et à La Heve. à 35 % de Radio-Contact. Plus à l'est, voici RTL Prague en FM, et Trop timides, les tentatives Radio-Contact à Bucarest. Le cas rant sur le « rebond » du secteur

comptes: les investisssements ont mordu sur les bénéfices, réduits au plus juste en 1989, avant que les télévisions commencent à devenir équilibrées ou bénéficiaires, ce qui devrait être le cas pour toutes en 1993. Le plus dur semble passé sur les six premiers mois de 1992, le chiffre d'affaires e progressé de 33 %, le bénéfice net de 158 %. Meis rien ne sera plus comme le France, l'Allemagne et même la evant, tant dans le menagement que dans l'ectionnariet, eprès ces changements accélérés. Car la CLT

De Luxembourg à Atlantic

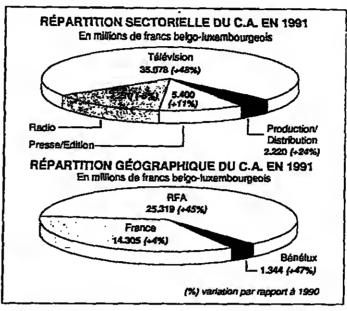
Redio-Luxembourg en anglais faisait déjà un tabac en Albion dans les années 30, profitant de le bonne propage-tion des ondes moyennes le nuit, rappelle l'Irlendais Donnach O'Driscoll, responsable de cette zone géographique. Plus tard, elle e bercé de pop-music des générations de Britanniques que les concerts classiquee de le BBC lassaient le dimenche. Quend vint le de le mer du Nord, Radio-Luxembourg dut s'Implanter pour fabriquer ses programmes sur place.

Mais la lutte evec les etations commerciales locales per-manentes en FM qui émer-geient des ennées 70 devint vite inégale. Fin 1991, le bureau de Londres fermait, son personnel rapatrié à Luxembourg. Et le progremme luimême, transféré sur le satellite Astra en 1990, s'est arrêté complètement le 31 décembre 1992. La fin d'un rêve? La marque Radio-Luxembourg reste de l'ITV.

dans le panier britannique de la CLT. Et celle-ci a déjà placé des œufs ailleurs. Constatant que la radio-télévleion publique idendaise, le RTE, n'utilisait pas toutes ses fréquences, la CLT e lancé evec elle, en septembre 1989, une redio ondes longues vers le marché englais.

La CLT détient eujourd'hui

80 % d'Atlantie 252, qui e surmonté bien des réticences : les écologistes opposés à son grand mât émetteur de Trim, le gouvernement angleia qui portait pleinte, ses concurrents refusent de l'inclure dens les sondeges d'eudience, des publicitairee méfients. Après evoir doublé en 1991 et augmenté de 60 % en 1992, les revenus d'Atlentie pourraient encore doubler en 1993, et le radio atteindre l'équilibre en 1994, espère Donnach D'Driscoll. Et il continue d'observer les cours des sociétés de télévision, eu cas où... Même eores l'échec d'une tentative lors du renouvellement des franchises



Le délicat équilibre franco-luxembnurgenis, scellé dans le pacte Audiofina de 1974, correspondait à le symbiose entre la CLT et sa radio parisienue, dont Havas assure le régie publicitaire au travers d'Information et publicité

(IP). Ce contrat de régie vient à echéence en 1995, comme la concession. Le travail de renouvellement a déjà commencé.

Symboles de ces mues, logo et siège ont bougé. La devise latine entourant un lion ailé, qui signi-

figit que la société donnait des ailes au lion luxembourgeois, a cédé la place à un ausière sigle de multinationale, ce CLT dont la typographie en « visage » s'efface derrière les noms de marque de ses aniennes. A l'historique villa Louvigny, berceau de la société, a succèdé le fonctionnel bâtiment de verre du plateau «européen» du Kirchberg. C'est là qu'opère - dernier changement, et sans doute non des moindres - le nouvel administrateur délégué Michel Delloye, nommé cet été à côté du Français Jacques Rigaud, qui conserve à Paris la même fonction. qu'il occupait seui depuis 1979.

Avec ce gestionnaire formé à l'américaine, venu du graupe Bruxelles-Lambert, la CLT devrait renforcer son organisation de multinationale, faisant primer la dimension « produit » Iradin et telévision, supervisés par Remy Sautter et Jean Stock) sur la dimension geographique. Même si le dossier chaud du moment est très « géopolitique » : les relations de la CLT avec l'Allemagne, avec le contentieux qui l'oppose à Bertelsmann, et retarde depuis des mois le démarrage de RTL 2.

Michel Colonna d'Istria

LA FAIM DANS LE MONDE

CCFD ECHANGERAIT POLITIQUE DE L'AUTRUCHE CONTRE POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT.

Voyons les chases en face. Surtout l'avenir. Combien de millions d'hommes, de femmes et d'enfants souffriront-ils encore de la misère et de la faim dans 10, 20 au 30 ons ? Et bien non, lo misère et la faim ne sont pas une fatalité. L'aide d'urgence ne suffit pas. Il faut aller plus lain dans le sens d'une véritable solidarité à long terme : le développement. Depuis 30 ans, le CCFD travaille avec ses partenaires du tiers mande. Ils mettent en place des solutions durobles de développement. Ainsi, les plus démunis peuvent enfin prendre eux-mêmes leur ovenir en main. Depuis 30 ons, partout aù le CCFD agit, les résultats sont là. Soyons nambreux à démontrer que la volanté est plus forte que la fatalité.



Développement, le mot de la faim.

Comité Cathalique contre la Faim et pour le Développement 4, rue Jean-Lantier - 75001 PARIS - CCP Paris 4600 F

TOMOR!

La SNCF poursuivie pour l'accident de la gare de Lyon, le Centre national de transfusion sanguine (CNTS) pour l'affaire du sang contaminé? Irréalisable hier, la mise en cause de « personnes morales » et non plus seulement de « personnes physiques » sera désormais

possible. C'est sans aucun doute l'innovation la plus importante du nouveau code pénal : la responsabilité pénale - et non pas civile -- des personnes morales (à l'exclusion de l'Etat et, dans certains cas, des collectivités territoriales). A partir du 1^{er} septembre 1993, plus d'un million de sociétés commerciales, d'associations, de syndicats, etc., pourront donc être condamnés au pénal. Jusque-là, tous étaient intouchables : seuls les êtres de chair et de sang pouvaient être poursuivis. Ce principe, nouveau dans le dès 1842 en

Grande-Bretagne puis aux Etats-Unis et au Canada, fait penser au «Léviathan» de Hobbes : au-delà de la somme des volontés individuelles la composant, la personne morale aurait une autonomie pouvant, entre autres choses, troubler l'ordre social – ce que le député RPR Jacques Toubon a considéré comme un « péché intellectuel ». Prudemment, le législateur s'est bien gardé de préciser la nature de ces « êtres » invisibles. Il a seulement estimé que, puisque c'est souvent au nom d'une personne morale que des troubles sociaux sont commis, c'est celle-ci même qui doit être punie par la loi pour « les infractions commises, pour leur compte,

représentants ». L'échelle des peines prévues est large, puisqu'elle va jusqu'à une sorte de peine de mort : la « dissolution » de la personne morale, que les juges pourront prononcer. Cette guillotine ne pourra cependant être appliquée aux syndicats, aux institutions représentatives du personnel ni aux partis politiques... L'application de ce nouveau régime donnera lieu à une junsprudence encore imprévisible : dans une affaire comme celle du stade de Furiani en Corse, par exemple, poursuivrait-on seulement la société qui a construit les tribunes, ou aussi ses dirigeants et les

par leurs organes ou

Dossier établi par Éric Plouvier

membres de la commission

de sécurité?

Les entreprises et le nouveau code pénal

Quelles infractions sont concernées?

■ Certaines infractions sont trop personnelles pour être imputées aux personnes morales (meurtre, agressions sexuelles). Mais aucun des trois livres du code pénal définissant les infractions contre «les personnes», « les biens», « ln nation, l'État et ln paix publique» n'écarte a priori une responsabilité pénale des personnes morales.

Cette nouvelle responsabilité s'appliquera sans doute surtout aux « accidents du travail » (pénalement parlant), aux « atteintes involontnires à in vie » (art. 221-7) ou aux « atteintes involontnires in l'intégrité de la personne » (art 272-71).

(art. 222-21).

Mais une infraction – celle intitulée « des risques causés à autrui » (art. 223-2) – était jusqu'à présent inconnue de nos lois : elle réside dans le simple fait « d'exposer nutrui à un risque immédiat de mort ou de blessures (...) par la violution manifestement délibérée d'une obligation particulière de sécurité ou de prudence », même si aucun dommage n'est constaté. La pollution au sens large, par exemple, pourrait entrer dans cette catégorie d'infractions. Les entreprises devront donc tenir compte de cette sanction possible en cas de doute sur les produits qu'elles lancent sur le marché, ou sur les effets de leurs installations sur l'environnement...

Sont aussi visés le trafic de stupéfiants, le blanchiment de l'argent de la drogue, le proxénétisme et l'expérimentation sur la personne humaine. Le livre Ill, consacré aux «crimes et délits contre les biens», fait une large place à la responsabilité des personnes morales pour le vol, l'extorsion, le chantage, les atteintes aux systèmes informatiques...

D'autres infractions encore – statistiquement exceptionnelles, celles-là – pourront donner lieu à poursuites contre des personnes morales : les « atleintes nu secret de la défense nationale», les « mouvements insurrectionnels», voite les « crimes contre l'humanité».

Quelle sera la procédure?

Le code de procédure pénale a été modifié pour s'appliquer à ces « délinquants » d'un nouveau genre. Un titre VIII a été ajouté : « De la poursuite, de l'instruction et du jugement des infractions commises par les personnes morales ».

morales».

Il fallait dire comment la «personne morale» soupçonnée de délit allait «comparaître» devant le trihunal et, le cas échéant, devant le juge d'instruction. La loi prévoit donc que l'action publique – par laquelle la société, représentée par le parquet, entend poursuivre l'auteur de l'infraction – s'exercera à l'encontre de la personne morale, « prise en la personne de son représentant légal à l'époque des poursuites». Si celui-ci fait lui-même l'objet de poursuites, le président du tribunal de grande instance devra désigner quelqn'un d'autre, un « mandaiaire de justice».

Bien qu'il ne soit pas personnellement impliqué, ce « représentant » devra subir les désagréments du procès pénal : comparutions, interrogatoires, etc. Mais le code précise qu'il ne « devra faire l'objet d'aucune mesure de contrainte nutre que celle nppliche nux témoins ». La pratique montrera comment il résistera aux tensions du procès, notamment dans le cahinet du juge d'instruction ou dans l'enceinte d'une cour d'assises. Il sera prohablement difficile de ne pas le confondre avec l'auteur « réel » de l'infraction qui, par définition, n'a pas d'existence charnelle...

Comme les personnes physiques, la personne morale pourra être « placée sous contrôle judicinire », celui-ci consistant dans le « dépôt d'un cautionnement » ou encore dans « l'interdiction d'émetire des chèques ». Une procédure de « réhabilitation », un « droit à l'oubli », est prévue. Deux ans après l'expiration de la sanction, la demande peut être formulée, et c'est la cour d'appel qui décide – ou non – de « laver » la personne morale de ses fautes passècs.

Les dirigeants peuvent-ils être poursuivis?

■ «La responsabilité pénale des personnes morales n'exclut pas celle des personnes physiques auteurs ou complices des mèmes faits », stipuie l'article 121-2 du nouveau code pénal. La personne morale n'est impliquée que si l'infraction a été commise « pour son compte », c'està-dire dans son intérêt, par ses « organes ou représentants » (art. 122-2). Elle ne sera donc pas condamnée lorsque l'infraction aura été commise par un employé, ni lorsque l'infraction n'aura profité qu'au seul auteur personne physi-

L'implication d'une personne morale lave-t-elle les personnes physiques de toute responsabilité? C'était l'avis du Sénat, qui avait exonéré les

Les personnes morales constituent un aspect essentiel de la vie économique actuelle, de même que les liens qui se sont tissés entre elles. Il n'est donc pas possible d'en nier la réalité, ni, par conséquent, d'écarter leur responsabilité pénale...²²

Jacques Léauté, professeur de droit

dirigeants des entreprises, mais la loi votée n'a finalement pas retenn cette restriction: la responsabilité d'une personne morale ne saurait être « un écrnn utilisé pour masquer des responsabilités personnelles». Un même fait pourra donner lieu à la condamnation de personnes physiques comme de la personne morale. L'exposé des motifs du projet de loi

L'exposé des motifs du projet de loi de 1986 précisait: «La responsabilité pénale d'un dirigeant d'entreprise pourra être retenue en même temps que celle de la personne morale, s'il est prouvé que ce dirigeant est personnellement intervenu dans la décision ou dans la réalisation de l'infraction, ou si la loi prévoit qu'il répond personnellement de certaines infractions... mais disparaîtra la présomption de responsabilité pénale qui pèse en fait nujourd'hui sur ces dirigeants à propos d'infractions dont ils ignorent parfois l'existence.»

Ponr prendre des exemples récents, l'accident de la gare de Lyon aurait pu donner lieu à des poursuites pénales dirigées exclusivement contre la SNCF sans que soit mis eo cause le conducteur du train. L'affaire du sang contaminé aurait pu mettre en jeu à la fois la responsabilité pénale personnelle du dirigeant et celle du Centre national de transfusion sanguine (CNTS), personne morale. L'option offerte par la loi nouvelle s'ap-

préciera au cas par cas.

Quelles seront les peines?

■ La division traditionnelle entre peines criminelles, correctionnelles ou contraventionnelles s'appliquera aux personnes morales. L'échelle des peines prévue par le législateur va de l'amende à la dissolution de la personne morale, ce qui correspond à la peine «capitale»: sa dispari-tion. De peines d'emprisonnement, il n'est évidemment pas question! Le taux maximum de l'amende « est égal nu quintuple de celui prévu pour les personnes physiques » (art. 131-38). La commission de révision du code pénal l'avait, en 1983, fixé au « dècuple ». C'est aux sénateurs que les personnes morales doivent cette modération. Mais certains étaient hostiles au principe même de telles peines, faisant valoir que les fournisseurs ou les clients risquent d'être touchés aussi hien que les sociétés elles-mêmes.

Entre les extrêmes, la loi a prévu « l'interdiction, à titre définitif ou pour une durée de cinq nns nu plus, d'exercer une ou plusieurs activités professionnelles ou sociales », l'interdiction de faire appel public à l'épargne, ou hien encore (art. 131-39) « l'exclusion des marchés publics ».

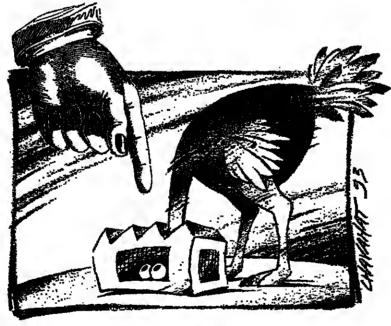
Les entreprises soucieuses de leur image de marque risquent aussi le discrédit, puisque, en plus de la publicité faite à tout procès, une peine entraîne «l'nsfichage de la décision prononcée ou la disfusion de celle-ci, soit par ln presse écrite, soit par tout moyen de communication audiovisuelle».

Condamnée, la personne morale court le risque d'être doublement affectée dans ses finances, s'il s'agit d'une société: les actionnaires, voyant leurs dividendes diminuer par suite de la condamnation, pourront «se retirer de la société» s'ils ne veulent pas «supporter les conséquences de décisions qu'ils n'auraient pas prises personnellement», a estimé le rapporteur du projet devant l'Assemblée nationale,

Exemple da «tarif» prévu par la loi : dans le cas de «conditions de travail et d'hébergement contrnires à in dighité » infligées à plusieurs personnes, la peine prévue est de 5 millions de francs d'amende, et même, si le juge le veut, la dissolution de la personne morale... En cas de récidive l'amende pourra atteindre 50 millions de francs.

La crainte d'être à la tête d'une société « trainant » un passé pénal est susceptible de nuire à la santé même de l'économie, décourageant les reprises d'entreprises pourtant nécessaires.

Pierre-Louis Doucet, Chambre de commerce et d'industrie de Paris



LEXIQUE

physiques ne sont pas les seules à avoir des droits, des obligations et à pouvoir agir en justice. A eôté d'elles, il y a les «personnes morales de droit publie» (par exemple l'Etat, les communes), de droit privé (les entreprises, entre autres). Ces groupements organisés ont un nom, un domicile, une durée de vie, un patrimoine et une raison d'exister. Ils sont divers: associations, fondations et, surtout, sociétés commerciales. La personnalité morale leur est conférée par la loi à condition qu'elles soient immatriculées au registre du commerce (sociétés commerciales) ou déclarées à la préfecture (associations).

REPRÉSENTANT LÉGAL. La personne physique habilitée par la personne morale et par la loi à agir en son nom est son «représentant légal». Dans une société anonyme, le pouvoir général de représentation est donné au président du conseil d'administration. Dans une société à responsabilité limitée, ce sera le gérant. Une association sera représentée par son président. A côté de ces pouvoirs, des mandataires peuvent ponctuellement recevoir des

missions de représentation.

UN NOUVEAU CASIER JUDICIAIRE.

Comme pour les individus, il y aura un casier judiciaire des personnes morales afin de garder la trace des condamnations prononcées (art. 768-1 nouveau du code de procé-

dure pénale). Cette mémoire – informatisée – sera constituée à partir du répertoire national des entreprises et des établissements. Il recevra les condamnations prononcées par les juridictions ètrangères qui, en application d'une convention ou d'un accord internationaux, ont fait l'objet d'un avis aux autorités francaises v.

Le «hulletin n°1» comprenant

toutes les condamnations prononcées ne pourra être communiqué qu'aux tribunaux. Un «bulletin nº2 », décrivant les condamnations les plus lourdes (peines d'amende supérieures à 200 000 francs, par exemple) pourra être transmis. entre autres, aux administrations saisies de « propositions ou de soumissions pour des adjudications de travaux ou de marches publics » ainsi qu'à la Commission des opèrations de Bourse (COB). Cette disposition a été vivement critiquée par le patronat français, qui estimait que l'assimilation des personnes morales aux personnes physiques allait trop loin, notamment par rapport aux législations étrangères. Les entreprises craignent en outre de traîner comme un boulet un « passé pénal ».

un «passe penal».

C'est pourquoi on ne délivrera pos de copies du casier judiciaire des personnes morales. Les dirigeants d'une entreprise pourront cependant consulter son casier.



Seizième volume de la collection « Manière de voir »

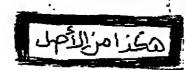
EST-CE LA FIN DU RÊVE AMÉRICAIN ?

Au terme de douze ans de confrontation avec l'Uoion soviétique et de tentatives pour enrayer leur déclin économique, les Etats-Unis ont gagné la première bataille et perdu la seconde.

Etre la seule superpuissance ? L'Amérique y est certes parvenue, mais dans quel état ? Sur les décombres financiers et sociaux de douze ans de néolibéralisme et de dérèglementation, l'architecte du « aouvel ordre mondial » se prépare, sous la pression de l'opinion, à privilégier sa reconstruction interne. Quels aont ses atouts internationaux ? Quels sont ses handicaps structurels ? Où en est le rayonnement de sa culture ?

« Manière de voir » fournit les repères de l'action du prochain

ÉTATS-UNIS, FIN DE SIÈCLE



2 ag

2.10

N. 18 5.

177 2

A Marie

Language was been

The second of the second

The second of the second

1 10 mg (\$52 °C

1. 1. 1.

1.5

. . .

医囊节点

.....

75. . .

£

CHRONIQUE . Par Paul Fabra

Le franc fort, la rente et le chômage

se retournant contre lui-même, l'ectuel gouvernement, tout socialiste qu'il est, en est venu à penser que la persistance d'un chômage élevé ne temissait pas sa politique.

Pierre Bérégovoy se consolait naquère en s'en remettant à une idée un peu courte, quoique assez communément edmise : le croissance était, en France, peu productrice d'emplois. Qu'en sere-t-il eujourd'hui où elle risque d'être négative? A cette question qui fait frémir, le premier ministre ne répond pas directement. Mais il reste fermement attaché à son credo: ce n'est pas en changeant de politique économique qu'on améliorera la situation.

«Il faut donner un message d'espoir à ceux qui, chez nous, n'ont pas de travail. Il n'y e pas de remède économique propre è notre pays mais la France se doit d'être à l'avant-garde du partage du travail et de la création des emplois d'utilité sociele. » Cette déclaration du chef du gouvernement appereît, eu contraire, comme

La France ne s'était-elle pas délà faite, pendant les premières années du premier septennat de François Mitterrand, le chempion du « partage du travail » à la faveur d'une réduction décrétée de sa durée? Ne s'agissait-il pas, à l'époque, de « dépasser » ou, en tous cas, de compléter les « activités marchendes » par un

autre « circuit » (pour reprendre une expression de Jecques Delors) orienté vers la setisfection de besoins de nature « sociale »? Bref, Pierre Bérégovoy eurait-il des regrets? Les propos qu'il vient de tenir pourraient le laisser entendre, A Matignon, I réverait, en attendant les élections de mers, à l'ection qu'il aurait du, si on en croit la logique de son discourts, mener, lorsqu'il était, de 1982 à 1984, ministre des effaires sociales et de la solidarité nationale.

Plus découreante encore est l'affirmation qu'il n'y e pas de « remède économique propre à la Frence ». A quoi e donc servi de pesser par le long détour de le « désinfletion com-

pétitive »? A nous laisser sans moyens d'action propres, comme nous l'étions evant d'opérer lei redressement tant vanté? Cette question revient à se demander ce qu'il y e de vrei dans une critique souvent adressée actuellement, per les nationalistes de la droite et de la gauche, à le politique dite du « franc fort ». L'économie a-t-elle été «sacrifiée» à le monnaie?

On essayere, ici, d'y répondre, meis non pas du point de vue de ceux qui pensent, sans le dire, que le remède c'est l'inflation. Cela. Pierre Bérégovoy e mille fois reison de le nier de toutes ses forces. Reste à savoir si sa politique (à laquelle il convient d'associer étroitement, sur ce point, celles des deux premiers. ministres précédents dont il était le grendargentier) n'a pas consisté pour l'essentiel à ee gegner, per des moyens de plus en plus coûteux, l'adhésion das épargnants, grands et petits, et d'une partie eu moins du patronet industriel. Historiquement, cela s'appelle la politique de la confiance. Pierre Bérégovoy l'e pratiquée evec constence sur une très grande échelle. La comperaison avec Antoine Pinay n'est pes fortuite.

Ce n'est pas non plus un hesard si, des trois plus grands pays de le CEE, c'est le Frence qui conneît le plus haut taux de chômage. Chacun des trois plus puissants facteure de sous-emploi aura été, indirectement, ranforçé par le politique symbolisée par le franc fort, et le climat qu'elle a contribué à créer dans la vie économique et finencière. Le premier e treit au fonctionnement du marché du capital, le second à celui du marché de l'emploi. Quant eu troisième, il est à la chamière des deux précédents. Il ee rapporte aux abus commis par meint chef d'entreprise eu nom de le sacrosainte productivité dont aucune définition courante n'est totalement intelligible.

C'est bien à tort qu'on assimile à une libéralisation le formidable mouvement de déréglementation financière lancé en 1985 et poursuivi depuis lors sans désemperer - y compris pendant le gouvernement de l'elternence. C'est seulement pour les méthodes qu'on peut y voir un progrèe de l'économie de merché sur l'einterventionnisme d'Etat » : pas pour la fina-Iné. L'objectif primordial (on ne dit pas ; unique) fut, et est plus que jamais, d'étendre considéreblement, presque à l'infini, les possibilités (Mire) du ministère du travail

OUS prétexte que, dans un passé récent et moins récent (1981-1982, 1974-1975), le maintien à tout prix d'un heut niveeu d'emploi, quelle que soit le conjoncture, s'est révélé un objectif désastreux d'emprunts du Trésor. Celui-ci diepose désormais de tous les moyens pour répondre, presque sur mesure, aux é besoins » de placements de ses bailleurs de fonds. Il peut leur offrir toutes les échéances possibles entre trois mois et trente ans. La stratégie du franc fort a eu pour point de départ la reconstitution de le rente à tous les niveaux.

Ne cherchons pes plus loin la reison pour laquelle le déficit, s'il exerce une redouteble pression sur les taux, ne pose aucun problème de couverture. A cela s'ajoute que, pendant les années du boom qui ont coincidé avec le gouvemement de Michel Rocard, le crédit bançaire a largement servi à financer des opérations spéculatives. Conséquence : une partie de plus en plus importante de l'épargne française a été employée à des fins eutres que l'investissement productif, créateur, à terme, de nouveaux

Le plein-emploi est tout simplement inimaginable avec des taux de croisière pour le long terme aussi élevés que ceux que nous connaissons depuis une bonne quinzaine d'ennées sans que le « désinflation », accompagnée de l'aggravation des déficits publics et de la spéculation privée (eppuyée par des établisse-ments publics), ait pu y remédier. Il y e moins de vingt ans, le châmege était encore pratiquement mexistant en Europe : il ne touchait que 3,5 % de le population active en Grande-Bretagne, 2,7 % en France, 0,7 % en Allemagne. Mais les charges financières étaient alors sans commune mesure avec celles d'eujourd'hui. Leur lourdeur relative

pèse sur les capacités d'embeuche. Pour résumer, disons que l'offre potentielle d'emploi, émanent des menagers du capital. est forcément amputée par la moindre disponibilité de celui-cl. Pour éluder leur énorme responsabilité à cet égard, les gouvernements de l'Occident préfèrent entonner l'antienne de la .prétendue « Insuffisance d'épargne ». "

En préconisant la création d'emplois d'« utilité sociale », Pierre Bérégovoy met le doigt sans le vouloir sur une eutre, plus terrible encore, embiguité. Elle se rapporte l'eutre versant du problème, reletif à l'évolution de la demande potentielle

NICOLAS GUILBERT d'emplois. Sur ce chapitre, l'Etat sociellste, contrairement à ce qu'il prétend, a sans doute gravement fait reculer les choses, y compris par ces initiatives qualifiées de généreuses. Dieu sait si le gauche française e parlé avec mépris des «petits boulots» et des emplois «dévalorisants» (parce que non qualifiés) offerts par l'Amérique de Reagen ! Ses moqueries esquiveient le fond du problème. On ne peut, à proprement parler, dénoncer le chômage que par référence à un marché de l'emploi où, temporeirement ou pour une période indéfinie, certains ne trouvent pas leur place (1).

N mettant exclusivement l'eccent sur l'espect «compétition» du marché, les socielistes sont allés à la rencontre des préjugés nationaux de neture élitiste. Ils ont oublié è leur tour que l'existence de secteurs ultra-performents supposait qu'on se repose sur les moins productifs, lee prétendus « exclus » du merché, pour eccomplir des taches qu'on pourreit peut-être mieux remplir qu'eux, mais à condition d'y consacrer des ressources utilisées plus rationnellement ailleure (sens véritable du concept d' « avantages comparatifs »). Le maintien, eu Japon, d'un système de distribution « erchaïque » rend d'ebord des services de proximité meis, surtout, fixe una nombreuse population sans peser sur lee finances publiques. N'est-ce pas - enfin - à ce genre de phénomène que faisait eliusion Pierre Bérégovoy en se couvrant de l'utilité sociale?

Comme pour prouver qu'ils s'étaient pour de bon convertis à la cause de l'entreprise, les socialistes en étaient pareillement arrivés, n'en déplaise à Martine Aubry, à encourager les pires pratiques du « dégraissage », degré zéro de la productivité. A chiffre d'affaires constant, on eugmente arithmétiquement cette demière en réduisent le nombre des eelanés! Dans beaucoup de cas, on servireit devantage les intérêts à long terme de l'entreprise en préparant le parsonnel disponible eux missions de l'evenir. Il est temps que les Frençais renoncent à une certaine vision «voiontariste» du marché.

(1) Voir à ce propos le Chômage paradoxal, de P. d'Iribarne (PUF, 1990) et le remarquable ouvrage de Jean-Louis Besson et Maurice Comte : la Notion de chômage en Europe, financé par la mission Recherche

Nécessaire Afrique

Pour les Européens, il n'y a pas que de mauvaises raisons de s'intéresser à l'Afrique. Mais lui apporter l'aide efficace dont elle a besoin est une rude tâche

POUR UNE NOUVELLE ALLIANCE AFRIQUE-EUROPE du Groupe Nobil Futuribles, 125 pages, 100 F.

« Ce document o été réalisé par un groupe d'experts connaissant bien l'Afrique noire qui refusent d'odmettre le scenario de l'inacceptable. » Au moment où la come du continent résonne de l'opération onuso-américaine à strapontins français, « Rendre l'espoir», il n'est pas inutite de suivre les auteurs (parmi lesquels Edmond Jouve, Mauriee Lam-biotte, Christian Saint-Etienne) dans leur vision d'une « nouvelle alliance » entre l'Afrique et l'Eu-

Pourquoi s'intéresser encore à cette région du monde où la production par tête a diminue d'année en année », dont les échanges comptent pour 1 % à peine du commerce mondial? Comment croire eu développement d'une Afrique qui, hormis le paroxysme des drames somalien ou libérien, saigne de plaies précisément décrites : une économie ravagée, une démographie explosive, des carences sociales criantes, un environnement en rapide dégradation et, enfin, ce que les auteurs appellent la « mal administration » doublée d'un

Etat de non-droit. Malgré ces calamités, lit-on dans ce petit livre d'espoir concentré, l'Afrique n'est pas perdue. « Elle possède des otouts : sa situation géographique, ses matières premières, ses ressources énergétiques, son potentiel agri-cole, ses hommes, sa culture qui o

NOTES **DE LECTURE**

LE TRAITÉ SUR L'UNION EUROPÉENNE d'Yves Doutriaux, Armand Colin, 244 p., 135 F.

L'AVENIR FÉDÉRALISTE DE L'EUROPE de Dusan Sidjanski PUF, 440 pages. 140 P.

LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE De l'Intégration oconomiquo à l'Union européenne de M. Berthiaume et R. Revel Vuibert, 172 pages, 75 F.

L'EUROPE ÉCONOMIQUE Marchés et politiques de Jean-Pierre Faugère Nathan, 208 pages, 59 F.

Et tournent les moulins concassant le grain de l'Europe. Chaque mois - voire chaque semaine - apporte sa provision de livres. En voici quatre d'inspiration différente. Le Doutriaux ras-semble ce qu'il faut savoir sur le traité de Maastricht : les étapes de la négociation, les points forts des débats de ratification, l'analyse des articles, éclairant chacune des dispositions par rapport aux textes antérieurs ou aux difficultés d'interprétation. Le livre de Dusan Sidjanski est plus engagé. Sans donte remonte-t-il lui aussi aux sources et même aux plus lointaines, mais il ne caebe pas son drapeau fédéraliste et se range parmi ceux qui voient dans le traité non seulement la poursuite des efforts accomplis dans le cadre du marché commun mais un saut qualitatif pouvant mener, dans les lointains, à une sorte d'Etats unis

d'Europe.
Deux ouvrages plus réduits,
enfin : celui de MM. Berthiaume
et Revel qui s'efforce de répondre aux multiples questions posées par le traité de Maastricht, après avoir rappelé les grandes étapes de l'intégration économique; celui de Jean-Pierre Faugère qui regarde l'Europe par la lunette des marchés de produits industriels, agricoles, de capitaux, du travail, puis élargit son horizon aux politiques macro-économiques (fiscalité, monnaie).

dėja influencė la choregraphie, la musique et lo peinture curo-péennes. » On ne saurait le nier, même si les produits de base sont en pleine crise, la rente petrolière mal gérée et le plus souvent détournée, l'agriculture un monu-mental gachis faute de soutiens aux paysans, la culture un don aussi prodigieux que difficilement convertible en programme de développement durable.

Si un partenariat avec l'Afrique est nécessaire, croient les auteurs, c'est qu'elle est « lo terre d'élection d'omities renforcées. Or l'Europe ne peut vivre sans amis. » Un argument receveble mais insuffisant. D'où les tentatives pour montrer en quoi le Vieux Continent a besoin du monde noir. Craignant «une partie de go » avec l'islam, l'Europe « cherche o conforter so position militoire en oyont des bases pour d'éventuelles interventions ou sud des pays maghrébins, dans la frange des Etots sub-sahoriens ". Et d'ajouter : « Cette politique de l'étou est lorgement encouragée par les autres puissances interno-tionales qui délèguent o l'Europe le soin d'assurer lo veille et la stabilite militoires dons cette

SURPRODUCTION . Sera-t-on convaineu par une telle analyse quand on voit les Etats-Unis prendre pied dans une Afrique «orpheline du marxisme »? Sous le titre «Le rôle des Etats-Unis et des Nations unies», on peut lire que Washington a « intéret à faire travailler l'Europe en lui imposant to charge d'une oide (humanitaire, militolre, économique et technique) permettont à l'Afrique de mointenir un niveau d'existence minimal». Le débarquement des marines à Mogadiscio est loin de ce partage des rôles. Quant à l'Europe, elle se voit assigner par les auteurs « d'aider l'Afrique sous orme d'échanges réciproques et bien comprisa, tout en négociant rope et le continent noir vaut auprès des Etats-Unis l'aide qu'elle apporte « en les menaçans continuellement de la faire cesser» ... Pareille formule, là encore, rend peu compte du rapport de

force actuel. On peut aussi s'étonner que des experis avertis de l'Afrique mettent en avant l'enieu de produits de base pour justifier l'intéret de l'Europe.

Celle-ci, ecrivent-ils, "ciatt saiste par un phénomère économique majeur : l'accroissement trrepressible de la consommation Cette élévation du suveau de vie (...) pose de manière rentorcee le problème des besoins europeens en matteres premières, o

Parler de « rareté à venir » rendant l'exploitation de ces gisements a indispensable a est une que de l'esprit. La sécurité des approvisionnements des Douze, hormis quelques rares métaux des regions australes (le platine) no passe guere par l'Afrique, el la surproduction mondiale, aggravee par les ventes à tout va de l'ex-Union sovietique, affaiblit encore cette affirmation, Il est avere que les économies industrielles consomment des quantités moindres de matières premières; laisser eroire le contraire aux Africains pourrait leur coûter cher en nouveaux espoirs décus.

Plus convaincante est en revanche l'idée « de conster en Europe, o une même outorité financière de coordinotion, les domoines de lo coopération et du commerce orec l'Afrique ». Les auteurs proposent de fiscaliser les matières premières écoulées par le continent pour lui reverser ensuite les sommes prélevées à titre d'aide.

Il resierait, et la tâche est énorme, à remettre l'Afrique sur les voies du développement. Les méthodes de gouvernement et de gestion. la. formation des hommes, la recherche, les infrastructures et le financement, il convient de tout réviser dans une perspective d'efficacité, mais aussi de respect des identités africaines. La tâche est rude. D'autres s'y sont vaincment attelés. Une nouvelle alliance entre l'Eu mieux que rien. Même si le rien des mesures décrites arrive avec un retard de trente ans.

Eric Fottorino

1968-1993 XXV- Anniversaire 1968-1993 Université PARIS-DAUPHINE

COLLOQUE INTERNATIONAL SUR L'ÉCONOMIE BRITANNIQUE Jeudi 28 et vendredi 29 Janvier 1993

Avec le concours du BRITISH COUNCIL, de la BANQUE TRANSATLANTIQUE et du CONSEIL SCIENTIFIQUE de l'Université. Débat entre de nombreux partieipants britanniques et français d'un eolloque antérieur.

Renseignements et inscriptions : Adresse postale: place du Marechal-de-Lattre-de-Tassignv. 75775 Paris Cedex 16

Tél.: 44-05-46-67 Metro: Porte-Dauphine

Fax: 44-05-41-41 Parking assure

Tourisme & Culture

"Acteurs des collectivités locales et publiques, gens de culture, industriels du tourisme: de la coexistence au partenariat..."

Rencontres de Courchevel 24-25-26 janvier 1993

Renseignements et inscriptions

Tél. (1) 47 77 77 78

P. D.

MIRROR WY

L'Europe et la crise monétaire

Pour éviter la guerre du franc

Les conditions d'une nouvelle crise du change sont toujours réunies. Pour les conjurer, il coovient d'accélérer l'union monétaire entre les psys du « ooyen dur » du SME.

VIÉ. par ÉRIC BREHAT

A Bundesbank a maintes fois répété son accord avec le penté actuella entre la franc et la mark, at prouvé son angagament à la défendre. Aucune feille n'est apparue chez les responsablea da la politique économique française quent à leur détermination à poursuivra la même politiqua de changa. Ils sont soutenus en cala auaai bian par Helmut Kohl que per Valéry Giscard d'Eeteing et Edouard Balladur. Et pourtant de gros investisseurs, ou les maisons de titres chargées de gérer leur épargne, continuent à miser sur una déveluation du franc

Pour comprandra les raisons de cet echememant, revenons sur las conditions da la eortie de le livre du mécanisme de taux de change du SME. Un relàvement dissuasif des teux d'intervention de la Banque d'Angletarre aurait peut-être permia d'éviter le « mercredi noir », mais, meintenu suffisamment longtamps pour écarter la menace, il aurait à coup aûr empêché l'économie britannique de sortir de la récession, en aggravant encore la cherge qui pàse aur les foyara endettés. Les investissaurs, libras de placer leurs cepitaux dans la monnaie de leur choix, la aavaiant, et ont misé sans grend risque sur la profit à tirer d'une déveluetion qu'ils éteient en mesure de provoquer.

La situation de l'économia française est blen meilleure que celle du Royaume-Uni. Un point commun cepandant : la politique monétaire allemande était catastrophique pour l'économie englaise ; elle ast néfasta à l'économie française, lui imposant des taux d'intérêt réels à court terme de 8 %. Le raisonnement tenu par les investisseurs est alors simple ; si le niveau des taux d'intérêt est déjà si difficile à supporter pour l'économie française, il n'est pes certain que les autorités acceptent de le relever encore. Il n'y a pas grand-chose à perdre à spéculer sur une éventuelle dévaluation.

sur une eventuelle devaluation.

Sauf si la Bundesbank est sur le point de baisser nettement ses taux directeurs, le franc connaîtra donc sens doute des ettaques spéculetives répétées dans les semaines à venir. Les interventions des banques cantrales ne suffiront peut-être pas à les contrer. Cette future bataille sera alors coûteuse: soit les taux directeurs de la Banque de: France seront fortement et durablament relevés, soit il seude se résigne qui fottement et france.

soit il faudra se résigner eu flottement du franc.
Les deux éventualités sont haïssables. Oans le premier cas, le heusse des taux conduirait à une récession insupportable dans un pays qui a déjà un taux da chômage supérieur à 10 %. Dans lo second, la crédibilité monétaire accumulée pendant dix ans serait ruinée en un instant. Mais surtout, c'est le principe même du SME, de la construction de l'Union économique et monétaire, at à terme de l'existence d'une zone de changa stebla en Europe, qui serait compromis.

Une union restreinte

L'introduction de garde-fous réglementaires ou prudenuels sur le marché des changes, ou l'insteuration d'une taxe minime sur lee transactions de change apporterait una solution en limitant la mobilité des capitaux spéculatifa. Malheureusement, cette voie suppose une vaste coopération internationala, hors d'atteinte à brève échéance.

Pour conjurer les risques d'une nouvelle crise des changes, la seule issue est de e'engager résolument et rapidement dans la voie d'une union monétaire restrente avec l'Allemagne et nos partenairas du « noyau dur » du SME. Imaginons un instant que les politiques monétaires de la France, du Benelux at de l'Allemagne soient gérées en commun, evec la même indépendance et la même engagament anti-inflationniste que la Bundesbank. L'inflation de cette zone monétaire n'est aujourd'hui que da 3 %, alors qu'ella dépasse 4 % pour l'ensemble de l'Allemagne. Les taux d'intérêt à court terme seraient inférieurs da 2 à 3 points aux taux allemande actuels, et, bien sûr, les emprunteurs français n'euraient des la payer aujourd'hui de de chenge

qu'ils doivent payer aujourd'hui.

Les avantages? Evidents pour la France, ils seraiant également considérables at immédiets pour nos partenaires. La construction de l'Union européenne ne serait plus menacée. Elle serait même formellement accélérée et confortée dans son principe. En écartant le risque d'une dévaluetion du franc, l'Allemagne éviterait une nouvelle détérioration de la position compétitive da son induatrie.

EDITIONS

COMMENT
PENSER
L'ARGENT?

Sous la direction de Roger-Pol Droit

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Enfin, le relentiasement da l'activité, imprimé dens touta l'Europe par la politique monétaire allemanda, serait écourté. Voici une «initiativa auropéenna da croissance» propra à restaurer la confiance.

Les obstecles? Ils existent, meis il ne faut pas les surestimer. Si le principa d'une union monétaire restreinta tarde à a'imposer, c'est sans doute qua la France hésite à laisser ses voisine latins sur le bord de la route, et c'est peut-êtra que la Bundasbank n'est guère presséa de partagar ses prérogatives.

La premier obstacle e tout l'eir d'un faux débat. L'Europe à deux vitesses est un état de fait qua la treité de Meestricht ne feit qu'enténiner. Certes, le traité laisse en apparance la même chance à tous de perticiper à l'union monétaire. Maia, de touta évidence, un peys comme l'Italie, malgré tous ees efforts, ne remplire pas d'ici à la fin de la décennie tous les critàres de convergence, s'ils sont appliquée aussi mécaniquement que Helmut Schlesinger et Halmut Kohl le aouhaitent. D'ores et déjà, on sait donc que l'admissibilité à l'UEM relèvera pour certains pays d'une eppréciation politique. La création anticipéa d'une union monétaire restreinte n'y changerait rien. En assurant la survie du processus d'intégration économique, en constituant une zone monéteire plus steble aux teux d'intérêt plus bes que l'ectuelle zona merk, elle renforcereit même les incitetions à la convergence et ses chances de succès.

La Bundesbank peut-elle faira obstacle à l'eccéléretion du processus d'union monétaire? Après les couleuvres qu'elle e dû eveler depuis l'unification allemende, elle a probeblement quelques raisons de vouloir consarver sa complèta autonomie le plus longtemps possible. Cependent, ei l'engagement européan de l'Allemegne na se dément pas, l'anjeu – une zone de change steble an Europe et le poursuite de le construction européenne – devrait primar sur ces considérations.

Une fois la construction de l'union monétaira restreinte ennoncée et gagée côté français par une accélération de l'indépendance à la Banque centrale, une belsse rapide des teux d'intérêt ne sereit pes interprétée comme un affaiblissement de la crédiblité enti-infletionniste de la Bundesbank. Elle serait en effet cohérente avec les conditions économiques de l'ensemble des pays de cette union.

Avancer vere l'union monéteire restreinte, il s'agit là d'une proposition ellemande déjà ancienna. La balle est dans le camp français. Pourquoi ne pas seisir l'occasion eu plus vite?

(*)-Economistes, hauts fonctionnaires.

Plaidoyer pour l'inflation

Plutôt que de faire violence à l'économie pour obtenir une inflation toujours plus basse, les pays du G7 devraient définir un senil commun (peut-être 7 %) au-dessous duquel ils éviteraient d'exercer des pressions anti-inflationnistes.

par TONY TSCHAEGLÉ (*)

ES voix se font entendra depuis quelques moia pour dénoncer - à juste titre - la politiqua da désinflation compétitive du gouvernement. Vieille histoire. Souvanona-nous de ce spot publiciteira de 1982, où l'on pouvait voir une plancha à voile arborent un 5 % agressif, traverser quotidiennement nos écrans. Una inflation de 5 % présentée comme un objectif censé antraînar toutas sortea de bonnes chosee | Mais quand ce réeultat fut atteint, il était déjà dépassé: l'Allemegne, elle, demeureit dens le domeine des 2 %. Depuis, la compétition continue.

Où ast passé le souvenir da cette périoda des « trente glorieuses » ? Un tiers de siècle de coexietence active entre croissance et inflation. Cette dernière ne faisait pas peur, alle stimulait. Aujourd'hui, les perspectives sont dures pour les chefs d'entreprise, ainsi que pour les nouvelles généretions dont les espoirs se toument trop souvent en direction de l'ANPE. Toute velléité de relence économique est combattue, parler reprise devient gênant. Suspect parfois. Le yoyo des indices, censés exprimer le santé de l'économie, laisse de beaux jours à la apéculation et aux syndics de faillite.

Les besoins de capitaux sont infinis, les sources da finencemant se tarissent. Pourtant, le France a su, quand il le falleit, dépenser en quelques jours plus de 50 millierds, sensiblement la moitié de ses réserves en or. Objectif : défendre la monnaie. Alors que l'Infletion peut être quelifiée de résiduelle, un achamement pousse les Etats à cesser laurs machines productives au nom d'une croisade monétariste qui devient une véritable idéologie. La compétition entre les économies ne repose plus exclusivement sur le productivité et la créetion de richesses, mais beaucoup plus sur des différentiels d'inflation. Le résultat est affligeent. L' centrepreneur schumpétérien » qui était censé prendre des risques pour innover et créer des richesses, est réduit à prendre des risques pour survivre et sauver des emplois.

Alors que le jeu internetional consiste à savoir qui aura le monnaie la plus forte, il est intéressant de faire un ratour en errière. Quels étaient les grends espoirs des ennées proches da 1973 et 1979, dens le tourmente des chocs pétroliars? Una baissa du doller, qui à l'époque crevait aucceseivement de dengereux plafonds, un retour à la normala pour les coûts des metières premiàras, plus perticuliàrement du pétrole, source de via pour les économies occidenteles.

pour les économies occidenteles.
Le rêva est davanu réalité. Ajoutons à cala la brusque désagrégation du bloc communista, la celme dee syndicets les plus revendicetife, et... une Inflation diminuée d'une dizaine da points. Qui pouvait imaginer une telle évolution des choses? Qu'avons noue fait de cette conjonction d'événemanta? Paradoxalement, nous assistons au plus grand gaspillage que l'on puisse concevoir.

Alors que des innovations prometteuses sont proposées at pourraiant multiplier leure epplications bénéfiques, elors qu'una demende potentielle issue da beeoins humeins monumenteux eereit prête à faire exploser les carnets de commandes das entreprises, les seulas litanies, les seuls mots d'ordra, reviannent à bredar las actifs, à étouffer toute tentative de reprise. Les dépôts de brevets sont remplacés par les dépôts de bilans,

Dens les années futures, per avence handicapées à cause de cette frilosité, on parlare de notre époque en évoquant les graves erraurs qui nous euront empêchés de préparer, de feçon optimale, notre entrée dans ce troisième millénaire encore rempli de rêves. Nous n'eurons pas su, non plus, proposer une elternative et une aide séneuses aux pays libérés du communieme.

Ticket de vestiaire

L'économista Knepp assimilait la monnala à un ticket de vestiaira, censé servir de simple intermédiaire dans les échanges. Pour compléter le parabole, nous serions tentés de comperer la situetion actuelle à une direction d'opéra qui mettrait les représentations en sommeil, pour éviter l'usure de ses tickets l

Pour combattre l'inflation désignée comme perverse, les gouvernements adoptent des mesures d'eustérité, réduisent leurs dépenses publiques, ecceptent l'effondrement de secteurs moteurs. Les monaies fregllisées tentent de résister eux assauts des spéculateurs qui anticipent les rumeurs, les maleises, les réalignemente de tous genres. Les marchés s'agitent, l'édifice se lézarde. Face à la tempête, les gouvernements répondent alors par des dispositions souvent désordonnées et contradictoires. La lutte contre l'infladon, se, fait sans objectif précis. Elle contre l'inmet psychologique détestable qui frappe d'atonia la "plupat" des centres de décision. L'argent devient rare.

Le taux d'intérêt réel, différence entre taux nominal et infletion, s'evare déterminant dens les décisions d'investissement. Or, du feit de le diminution de l'infletion, ce teux n'e jamais été eussi élevé. Le ministra de l'économie et das finances Michel Sapin essure na pas vouloir rechercher une inflation zéro. Capendant, le compétition à coups d'indices nous oriente progressivement vers cette inflation nulle, même si ce résultet n'est pas un

objectif explicite.

Il davient vital d'envisager de nouveaux schémas, de nouveaux eccords entre pays, pour tenter d'ebandonner cette descente aux enfers.

Même si cela heurte des habitudee acquises, au niveau internationel, si possible dans la cadre du G7, las peys doivent songer à définir un seuil d'infletion commun, au-dessous duquel ils éviteraient d'exercer das pressions enti-infletionnistes. La bataille des différentiels se aituerait, alors, à une échelle qui na sarait plus incompatible avec la bon fonctionnement de l'économie. Si l'on compare le eituation actuelle à dee situations antérieures, tout en tenant compta da l'évolution das principaux paramètres, une inflation voisine de 7 % paut s'avérer être un compromie raisonneble, susceptible de redonner un aouffle aux économies exsangues.

Pouvoir multiplicateur

Dans le cadre de la Communauté, un tel eccord permettrait aux pays tentés da choisir cetta voie, en faisant flotter leur monnaie hora du SME, de dameurer dana le eyatèma. Una repide démonstration au niveau du fonctionnamant des cours pivote at de l'écu, prouve le faisabilité des dispositions techniques à prévoir. Elles ne s'opposent pea aux quatre « mesures da convargence » proposées dans le texte des eccords de Meastricht

Cette proposition sa haurtera alors à l'argument aociel : certains subiront cette légère poussée d'inflation, alors que d'autres an profiteront.

L'impact d'un tel déclic sur la croissance sereit très sensible, à un moment où l'Ouest s'achemina vers une croissance économique de 1 % pour l'année 1993. Compte tenu que, per exemple en Franca, une augmentation d'un point du taux de croissance est généretrice de plus de cent mille emplois, la « balence sociale » serain lergement bénéficiaire. Sans comptar le pouvoir multiplicateur, cher à Keynes, qu'une telle décision engendrerait. Les chefs d'entreprise, confrontéa journellement à des contraintes insupportebles, seraient prêts à participer à cette politique de survie, puisque leurs concurrents étrangera évolueraient, dans ce domaine, dans des conditions simileires.

P(0)

La bonne santé des camets de commendea des entreprises est la source de tout progrès. Ces entreprises qui ont su faire de gros efforts d'inveatissements ne méritent pas l'évolution ectuelle, elors que tous les ingrédients humains et metériela existent pour qu'elles continuent à créer des emplois et qu'à nouveau elles puissent nous assurer une croissance décente.

(°) Professeur è l'université de Nice-Sophia-Antipolis,

Concours d'entrée aux grandes écoles de commerce.

BANQUE D'EPREUVES ESLSCA-ISC.

- Un concours commun pour deux grandes écoles de commerce parisiennes : l'ESLSCA et l'ISC.
- 2. Un concours géré par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.
- 3. Des diplômes visés par le Ministère de l'Éducation Nationale.
- 4. 7 000 candidatures en 1992.

Clôture des inscriptions le 31 janvier 1993.

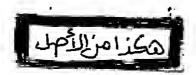


Ecole Supérieure Libre des Sciences Commerciales Appliquées I. rue Bougainville 75007 Paris.

Tél.: (1) 45.51.32,59,



Institut Supérieur du Commerce 22, boulevard du Fort de Vaux 75848 Paris Cedex 17. Tél. : (1) 40.53.99,99.



Menaces sur l'indépendance de l'Eurofed

L'article 107 du traité de Maastricht garantit l'indépendance de la Banque ceutrale euro-péenne (ou Eurofed). Mais le futur institut n'aura ni les traditions ni les hommes qui assu-rent par exemple la véritable indépendance de la Bundesbank. Et les lobbies inflationnistes restent puissants. Danger ...

par FLORIN AFTALION (*)

A Banque centrale européenne (BCE) a constitué l'un des enjeux du récent débat référendaire. Son indépendence, clairement énoncée dens le traité de Meestricht, garantit le stabilité de la future monnaie unique pour ses partisans et prive le gouvernement français de l'un des attributs de sa souveraineté pour ses edversaires. Les uns comme les autres la tiennent donc pour ecquise sans consi-dérer qu'elle puisse ne pas se réeliser. De fortes raisons leissent pourtant croire que cele pourrait être le cas.

Quelle politique monétaire le BCE devait-elle conduire? Aujourd'hui, il semble acquia que si une politique trop restrictive peut engendrer des crises telles que celle qui s'est développée eu cours des ennées 30 à partir des Etets-Unis, une politique active, dite souvent « de relance », n'est susceptible de déboucher que sur l'accélération de l'inflation, telle que noue l'evons connue jusqu'en 1983. En edmettant ces prémisses, le rôle d'une banque centrsle doit se limiter à gérer la monnaie dont elle est responsable evec comme seul objectif le maintien de la stabilité des prix. Son indépendance doit le protéger de toute influence tendant à la faire diverger de son unique objectif.

La technique utilisée par les banques centrales pour maintenir la stabilité des prix peut se schémati-ser de le manière suivante. En début d'ennée, des objectifs de taux d'inflation eont établis pour le période à venir. Des cibles de croissance minimum et maximum de le quantité de monnaie en circulation (ou, plue précisément, de certains egrégats), jugéee competibles avec le taux d'inflation visé, sont ensuite ennoncées. Enfin, un taux d'intérêt à court terme pareissant, a priori, conforme à ces

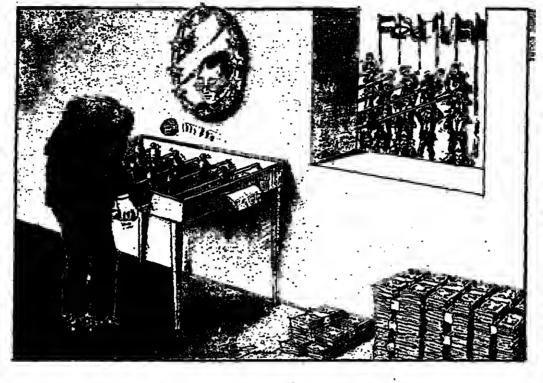
taux de croissance est fixé. A moins que des événements exceptionnels (crise Internationale sur le marché des changes) ne forcent la banque centrale à le changer, ce taux, dit d'intervention, est maintenu constant jusqu'à ce que l'on connaisse le demière réalisation de la croissance de le masse monétaire. S'il n'y a pas conformité entre lee taux de croissance visés et obtenus, le banque centrale modifie son intervention: Si la masse monégire e crû à un rythme jugé trop rapide, le taux d'intervention est eugmenté; il est diminué dans le cas contraire.

contrôle monétaire, il est important de ne pas se tions de 6 % pour le mark allemand. laisser guider par l'évolution récente des prix. Il faut, en effet, savoir que les effets d'une politique moné-taire donnée ne s'exercent sur l'infletion qu'avec des retards très importants, pouvant eller jusqu'à deux ans.

Il peut donc arriver qu'une politique monétaire soit inflationniste alors que les prix évoluent encore sagement, eu moins pendant quelque temps. Les avocats des baisses de taux d'intérêt mettent à pro- une dévaluation du franc. Ce qui, paradoxalement, fit ce décalege pour réclamer le relâchement des politiques monéteires dès que les hausses de prix paraissent s'être modérées.

le BCE, envisegeons les forces qui risquent de la faire changer de cap. Plus précisément, voyons pourquoi des groupes de pression egissent, souvent evec succès, dens le sens d'un relachement des politiques monétaires.

Dans une économie, des taux d'intérêt élevés favorisent les épargnants alors que les taux d'intérêt faibles favorisent les producteurs. Ces demiers font régulièrement entendre leurs voix pour réclemer des baisses de taux. Les hommes politiques sont d'eu-mande a connu une forts croissance due aux besoins tent plus eensibles à leurs appels qu'une vision en biens de consommation de l'ancienne Aliemagne naive peut leur leisser croire que de faibles teux de l'Est, eccompagnée d'une forte inflation. Par eild'intérêt sont systématiquement bénéfiques comme moven de lutte contre le chômage.



Lorsqu'une banque centrale n'est pas suffisamment indépendante, certains de ses dirigeants peuvent être sensibles à de telles demandes. Cela se produit aux Etets-Unis, où les représentents des régions atteintes par la dépression tentam, parfois evec succès, d'infléchir la politique de la Fad, théoriquement aussi Indépendante que la future BCE, vers moins de rigueur. L'ergumentation du clan pro-inflation consiste à faire état de prix relativement stables pendent les demiers mois pour erguer qu'il est mps de baisser les taux d'intérêt.

Les influences des lobbiés inflationnistes pourront s'exercer d'eutant plus facilement que s'impoeere la conception française de l'indépendence de la Banque centrale européenne, Pendant la cempagne référendaire, de hauts responsables politiques fran-

çais ont expliqué que la BCE ne serait, en fait, pas si indépendante que cela. Le président de la République en personne a soutenu que « les techniciens de le banque centrale sont chargés d'appliquer dans le domeine monétaire les décisions du Conseil européens. D'autres éminentes personnelités, de gauche comme de droite, voient dans le traité de Maastricht un moyen pour mattre fin à le « suprématie du mark » et donner à la France une voix dans la discussion des questions monétaires.

Ces fausses interprétations démontrent le peu de cas fait de la lettre du Treité et annoncem les libertés que certains s'apprêtent à prendre evec son erticle 107 en particulier. Il faut se reppeler à ce propos que en prenant leurs charges à Bruxelles, les commissaires jurent de se montrer indépendants (*) Professeur à l'ESSEC.

par rapport aux intérêts de leurs pays respectils. Des exemples récents de conduites contraires à ces engagements ebondem pourtant. A propos de l'ac-tivité d'une aciéne du Pays basque à laquelle s'opposait Sir Leon Brittan, un commissaire espagnol menaça de démissionner. Sir Leon Brittan fut accusé à son tour par le président d'Air France de s'être montré partial au sujet des concentrations dans le transport aérien et d'avoir privilégié les sociétés britanniques. Quant à Jacques Delors, resté fidèle à son rôle en ne s'opposant pas au voto de la Commission concernant le reprise de Havilland, il se vit reprocher en cette occasion et en d'autres de ne pas avoir défendu les intérêts françaie. Ce qui montre bien que plusieurs gouvernements européens comptent sur les commissaires représentant leur pays à Bruxelles pour défendre leurs intérêts nationaux et que certains commissaires répondent favorablement aux attentes dont ils som l'objet. Serait-ce surprenant dans ces conditions que ces mêmes gouvernements escomptent de leurs représentants à la BCE une conduito aussi partisane?

Le cas de l'Allemagne paraît exceptionnel L'une des raisons de la conduite inébranlable de la Bundesbank se trouve sans doute dans le souvenir de l'hyperinflation des ennées 20, dont les conséquences sont trop marquées dans les mémoires des hommes politiques pour qu'ils risquent à trop demander des baisses des taux d'intérêt. La forme donnée aux sratuts de la Banque centrale allemande epporte aussi sa part d'explications. Mais, par-dessus tout, lorsqu'une institution a bien fonctionné pendant trente-cinq ans, des traditions se sont formées, et ce sont ces traditions qui désormais gerantissent la stabilité du mark.

La BCE hérriera des statuts de la Bundesbank, ce qui est un excellent point de départ. Mais elle n'héritere ni des hommes ni des treditions qui ont fait le réputation de la banque centrala allemande, Et elle sere placée dens un environnement politique hétérogène, où l'idée d'indépendance recevra des interprétations venées. Etant donné ce que nous savons des pressions que subissent les banques centrales et de leurs modes de fonctionnement réels, il sera prudent que d'ici à 1997 ou 1999 l'indépendance de la future BCE fasse encore l'objet de quelques sérieuses réflexions.

Dévaluer, pourquoi pas?

The state of the same of Pour retronver leur liberté de manœuvre, les ays enropéens devraient accepter un réaména-ement du SME, avec des marges de fluctuapays enropéens devraient accepter un réaména-Lors de le mise en œuvre de cette technique de gement du SME, avec des marges de fluctua-

Appendix a section

per PIERRE MICHAUX (*)

OUR comprendre quelque chose à la tempête monétaire de l'automne, il faut démonter les mécanismes qui l'ont déclenchée. D'autant qu'elle n'est pas terminée et devrait se conclure, à plus ou moins brève échéance, par un réaménagement monétaire et sera une excellente chose

biques monéteires des que les hausses de prix dissent s'être modérées.

Après evoir exposé l'objectif que devrait suivre six ans l'écart cumulé des prix à la consommation entre les deux pays ait été de 4 % su déminent de la Frence et que leurs conjonctures aient divergé. En France, le ralentissement de l'économie depuis la fin de 1990 réclame une baisse des taux d'intérêt. Une telle situation eureit dû logiquement conduire è une dévaluation de 4 % du franc contre la mark et à une baisse des taux à court terme en France puisque l'inflation était largement sous contrôle.

Or que s'est-il passé? En 1991, l'économie alleleurs, l'économie de l'Allemagne de l'Est, héritée du communisme, s'avère plus archalque que prévu, et sa

les capitaux en Allemagne, eu moment inopportun où la conjoncture devient désastreuse dens le reste de l'Europe.

Il eurait été plus logique, bien entendu, que le gouvernement allemand entame une politique défle-tionniste en rééveluent le mark pour lui rendre sa valeur réelle et en levant un impôt de solidarité pour l'Allemegne de l'Est, ce qui aurait refroidi la « surchauffe » de son économie. La Bundesbank aurait alors pu leisser ses teux inchengé, permettant au reste de l'Europe de baisser les siens pour lutter contre le chômage. Rien ne change jusqu'à la tempête monétaire de

l'automne 1992. Les monnaies du SME sont toujours à des niveeux ertificiels, aoutenues per des taux d'intérêt de plus de 6 % hors inflation, anormaux pour des économies génératrices de tant de chômage. Aux Etats-Unis, les taux au jour la jour ont été ramenés à 3 %, soit des taux réels de 0 % qui ont entraîné le chute du dollar. La certitude des milieux financiers que la situation est intenable pour les devises les plus faibles entraîne la tempête monétaire et leur dévaluation successive.

Le franc est de fait réévalué de 6 % par rapport aux monnaies de l'ensemble de ses pertenaires com-

Mais pourquoi nos « grends ergentiers » continuent-ils de proner la politique du franc fort? D'abord (*) Conseil financier.

surévalué puisque nos produits se vandent correcte-mant en Allemagne. Enfin parce qu'ils sont convain-cus qu'une déveluation nous ramène à nos vieux démons de « dévaluation compétitive » qui renchérit le prix des importations et fait repartir l'inflation. Que convient-il donc de faire aujourd'hul pour évi-

ter les dérives de ces demières années? D'abord, réaménager l'ensemble des parités monétaires pour tenir compte de l'inflation cumulée depuis janvier 1987. Le franc serait dévalué de 2 % et le merk réévalué de 2 % pour remettre les pendules à l'heure. Ensuite, tenir compte de la situation particulière de l'Allemagne en lui laissant la possibilité de faire fluctuer sa monnaie de 6 % autour de son cours pivot au lieu de le réduire à 1 % comme certains le préconisent. Cette mesure (qui aurait dû être prise en 1990 lors de l'intégration de l'Allemagne de l'Est) permettra à le Bundesbank de pratiquer la politique qu'elle jugera nécessaire sans perturber le SME et en rendant à chaque pays sa souveraineté monétaire.

Enfin, baisser les taux d'intérêt à court terme partout en Europe comme eux Etats-Unis pour soutenir les économies et réduire le chômage et les déficite budgétaires. La livre sterling et la lire, rassurées, pourraient elors réintégrer rapidement le SME à des parités réalistes et l'Europe reprendre sa marche en avant.



ar l'inflation

1 1 m ** * 1 * * ž . Arrive Service ♦\ \text{Minimal Property of the Property 999

- - \$13°E

1 : 1

44.00

***.--** .

 $t \in \{1, \dots, n\}$ 374 (14.1)

Targer S

10 to 10 10 10 10 (A) A) a la la

77 · . . $\Phi^{(i)}_{i,j}(x_i,x_i,x_j)$

5741 CO. 1

Failert de Vestiaire

104.

14

Marin Company to Assess

CONJONCTURE

A U bout de deux ans et demi d'unification, la pénurie de statistiques sur l'emploi daos l'Allemagne unifiée complique toujours l'appréciation. Le taux de chômage publié chaque mois par Eurostat – de l'ordre de 5 % de la population active - n'est pas, en effet, représentatif de la situation effective du marché de l'emploi « pangermanique » à la fin de 1992. La situation globale de l'Allemagne est impossible à évaluer précisément. En effet, on ne dispose pour les cinq « nouveaux Lander » de l'Est que de chiffres faisant état d'un million de chômeurs eo octobre. Mais faute de séries assez longues pour évaluer les effets de saisonnalité qui les affectent, les données disposibles sont des chiffres bruts, donc peu satisfaisants. Comment expliquer par exemple que le chômage se

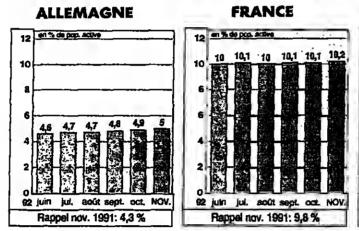
INDICATEUR . L'empioi Le vide allemand

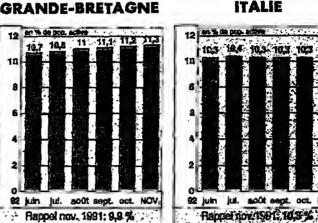
soit réduit de cent mille personnes entre juillet et octobre sans penser que cette baisse puisse être due à un éventuel phénomène saisonnier qu'au demeurant rien ne permet d'évaluer? Les risques de mauvaise information sont donc importants. Foot aussi défaut les enquêtes sur l'emploi qui constituent habituellement un complément indispensable à

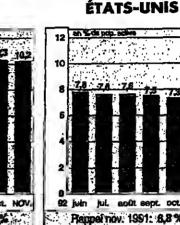
l'analyse et au recensement des actifs. La dernière, qui remonte au printemps 1991, portait sur un échantillon de 1 % de la population des provinces de l'Est... Le taux de chômage publié par les Allemands pour cette région – 13,9 % pour le dernier mois – rapporte le nombre de demandeurs d'emploi à la population salariée, plutôt qu'à la population active comme on le fait usuellement. Cette mesure spécifique ne peul

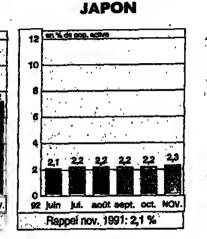
guère étayer une comparaison entre les pays.

D'où le refus des organisations nationales et internationales de publier des résultats pour l'Allemagne unifiée. Cette lacune durera le temps oécessaire à l'établissement de doonées fiables et harmonisées – au détriment, malheureusement, de l'information déjà disponible.









Taux de chômage en pourcentage de la population active. Sources: Office statistique des Communautés européennes (sauf Japon: sources nationales).

RÉGION • L'Asie du Nord

Interférences politiques

A U cours du trimestre écuulé, les perfurmances des économies d'Asie du Nord unt été affectées à des degrés divers par des facteurs politiques.

Fin octobre, tuus les indicatours étaient au vert à Hongkong : croissance autour de 4,7 % (contre 4 % en 1991), inflatiun sous contrôle à 9 %. L'accurd sinoaméricain du 9 octubre préparait le retour de la Chine dans le GATT, pour le plus grand profit du commerce de la colonic. L'indice boursier Hang Seng, à la hausse toute l'année, gagnait encore 12,7 % en octobre et culminait à 6 450 puints le 13 novembre, avant que le hras de fer engage par Pekin cuntre le gouverneur l'atten lui fasse perur 1 000 points en quatre jours.

En menaçant de ne pas avaliser en 1997 les contrats signés sans son accord, la Chine peut paralyser la culunie. Jusqu'où osera-telle aller? Elle aurait investi à Hungkung 15 milliards de dollars rien que dans l'immobilier, mais enrayer la démocratisation peut sembler vital à n'importe quel prix nuur le régime communiste. Celui-ci suuhaite aussi favoriser les zones éconumiques spéciales du Centre et du Nord, qu'il contrôle mieux que le Guangdong, et développer un nouvel axe de réexportation via la Corée. Séoul et l'okyo y scraient favorables. Avec lenr appui tacite, Pekin pourrait prendre le risque de faire souffrir l'économie de Hongkong pour préserver la stratégie de « liberalisation économique sans libéralisation politique e réaltirmée par le 14 Congrès du Parti communiste chinois.

Ce congrès a levé toutes les hypothèques sur le nuuveau cours de l'économie chinoise. L'objectif de croissance a eté fixé à 9 % pour les einq années à venir. Le conservateur Li Peng, désormais isolé au comité exécutif, est flanoué du reformateur Zhu Rongji comme vice-premier ministre charge de l'économie. L'entree au politburo de quatre représentants des provinces côtières et le remaniement du comité central avec 50 % de technocrates consacrent la victoire de Deng Xiaoping. Pour 1992, la croissance a atteint 12 % et l'excédent commercial 130 miliards de dollars. Les investissements etrangers - 6,6 milliards de dollars réa-tisés (+ 130 %) et 31 milliards en projet (+331 %) - ne semblent nullement rebutés par le refus « absolu » du congrès d'envisager l'instauration du multipartisme.

Autre rendez-vous politique majeur, l'election présidentielle curcenne du 18 décembre s'est juuéc, pour la première fois, sur les problèmes economiques. Le gouvernement se prévalait des résultats de sa politique de refroidissement : l'inflation ramenée à moins de 6 co, la paix sociale rétablie et une reprise des exportations qui ramenera le déficit commercial très en dessous des 7 milliards de dollars prévus. Mais c'est au prix d'un ralentissement de la croissance jusqu'à 3,1 % en rythme annuel au troisième trimestre, qui touche particulièrement les PME, dont plus de 7 000 ont fait faillite au cours des neuf premiers mois (contre 3 400 en

Le candidat gouvernemental, Kim Yung-sam, défendait le système actuel «à la japonaise», fondé d'un côlé sur la connivence assortie d'un contrôle multiforme de l'Etat et des grands chaebols, et de l'autre sur la protection de l'agriculture et des PME à des fins électorales.

Face à lui, Chung Ju-yung, le fondateur de Hyundai, pronait la dérégulation, la réduction du rôle et des dépenses de l'Etat et la libération du crédit pour relancer uoe croissance accélérée... La nette victoire du premier confirme le choix d'un modéle de développement éloigné du libéralisme à tout

On a aussi voté à Taïwan sur fond de ralentissement. La croissance au troisième trimestre a été de «seulement» 5,5 % eo rythme annuel, à cause du tassement des exportations (+ 2,4 % en volume contre + 10,4 % au premier semestre). Le commerce souffre de la crise mondiale.

Dans ce climat, l'opposition a progressé jusqu'à 36 % des suffrages aux législatives du 19 décembre. De plus, nombre d'élus gouvernementaux soot des patrons provinciaux, hostiles aux grands milieux d'affaires qui dominent le KMT. Le nouveau Parlement pourrait être difficile à manœuvrer, alors que Taïwan doit démanteler son protectioonisme pour intégrer le GATT.

Ralentissemeot et malaise politique au Japon aussi. Au troi-sième trimestre, le PNB a diminué de 0,4 %. C'est la première baisse reelle depuis le premier trimestre 1986 (-0,9 %). L'investissement, miné par la chute des profits, a reculé de 2,2 %. La consommation stagne (+0.7 %) au fur et à mesure que le nombre d'heures supplémentaires payées aux salariés diminue (-17 % en octobre). Pour la première fois depuis mai 1988, il y a plus de demandes d'emploi que d'offres. Les banques n'en finissent pas de recenser leurs créances douteuses (officiellement 99 milliards de dollars) et prétent de moins en moins. Mais le commerce extérieur afficbe insolemment des excédents eo hausse de

60 % par rapport à 1991. Accablé de scandales et affligé d'une cote de popularité de 12 %, le gouvernement Miyazawa n'a guére de prise sur la conjoncture. Le Parlement n'a pas voté avant le 12 décembre la mise en œuvre du plan de relance du 26 août. L'hostilité de l'opinion interdit de secourir massivement le système financier avec des funds publics. Un vent de révolte souffle sur les rizières menacées par le GATT... Cet affaissement de l'autorité politique constitue uo facteur aggravant, qui rend problématique un redémarrage avant la fin de l'annee fiscale (31 mars 1993).

> Jean-Marie Bouissou chercheur au CERI

Darkhan • **■**Oulan Bator Khujirt • Karakorum MONGOLIE Population: 2 260 000 hab. Densitė: 1.4

P.I.B.: environ 1 300 000 000 \$ Revenu moyen/hab.: 575 \$ Aide internationale programmée/hab.: 278 \$ Inflation: 250% (1992)

Commerce extérieur: exportations: 346,5 millions de dollars importations: 391,5 millions de dollars (1991)

PAYS • La Mongolle

dont trois quarts de pétrole et pièces détachées.

Control of the Contro

par mois.

Passer l'hiver

A Mongolie, modèle de - transition postcommuniste? Dans cette petite nation bomo-gène, dès 1990, l'ancien parti uoique, vainqueur des premières élections libres, a attiré l'opposition dans une coalition et planifié le passage à l'économie de mar-ché. La privatisation des boutiques et des coopératives d'élevage devait s'effectuer en 1991 grace à des coupons distribués à la population, puis celle des 550 grandes entreprises d'Etat suivrait en 1992.

Eléve modèle et position stratégique parsemée de stations d'écoute soviétiques, la Mongolie a bénéficié d'une aide exception-nelle. Sous l'égide du Japon, qui assure le tiers du financement, quatre conférences ont prorammé en un an 630 millions de dollars d'assistance, depuis les actions danoises pour l'alphabétisatioo des femmes jusqu'à un projet japonais d'acierie. Dès 1991, les experts de l'ONU croyaient pouvoir assurer qu'a aucune aide ne sera plus nécessaire après 1993 (...) car le pays sera en mesure d'emprunter

sur le marché international». En réalité, la Mongolie est aujourd'hui sioistrée. Sa croissance des années 1970-1980 (5 % par an) reposait sur une aide mas-sive de l'URSS, reptésentant le tiers du PNB (!), qui finançait l'iodustrialisation imposée à cette nation d'éleveurs. D'où une dépendance totale à l'égard du COMECON (97 % des échanges)

dont l'effondrement a ruiné cet équilibre artificiel. Faute de matières premières et de pièces de rechange, usines et véhicules se paralysent. Le produit national a chuté de 18 % en uo an. Le rationnement est draconico: 2.5 kilos de farioe et 300 grammes de sucre par personoe et

Le torehon brûle avec les

organismes internationaux. Le programme de privatisation est au point mort, sauf pour les coopératives d'élevage. Pour maintenir eo activité ce qui peut l'être, le gouvernement suhvendirectives du FMI, ce qui engen-dre une ioflation importante (250 % en 1992). Eo août, le FMI a gelé ses crédits. En octobre, les docateurs ont fait la sourde oreille à une demande de 50 millions de dollars pour acheter le fuel nécessaire d'ici la fin de l'hiver. Et ils se querellent autour du projet d'acierie de Darkhan, promu par les intérêts japonais sans études suffisantes et au moyeo de prêts non préférentiels, qui risque d'engloutir 350 millions de dollars en pure perte.

Dans cette conjoneture, la population garde toutefois la ressource de se replier sur l'élevage nomade traditionnel. Anciens ouvriers ou camiooneurs, ils sont combreux à retrouver sous la lente la chaleur du feu de bouse. Au moins pour passer l'hiver...

SECTEUR • Le matériel de travaux publics

En attendant... 1995

PRÈS les mauvais résultats enregistrés par les industries de matériel de travaux publics en 1991 (un chiffre d'affaires de 13,8 milliards de francs, en baisse de 14 % sur 1990), l'année 1992 semblait mieux s'engager. Sur le premier semestre, la dépression du marché iotérieur était compensée par de meilleurs résultats à l'exportation (+2,6 % par rapport au premier semestre 1991). Mais la situation s'est détériorée au second semestre et plus parti-culiérement au dernier trimestre : sur le marché français, on a enregistré un blocage des intentions d'achat, tandis que les exportations ne faisaient plus office de

A cela, deux raisons. D'abord l'essoufflemeot du marché allemand, de loin le premier client de la France (22 % des exportalioos). Selon Georges Peloux, secrétaire général du syndicat professioonel MTPS, « le marché allemand, qui représente la moitié du marché total européen, a atteint son seuil de soturation, et devrait chuter de 40 % à 50 % dans les trois prochaines années ». D'autre part, les fortes dévaluations de la lire, de la livre et de la peseta renchérissent et pénalisent les exportations françaises dans les trois pays coocernés, qui absorbent respectivement 10 %, 3.6 % et 4 % des exportations françaises. Les constructeurs tricolores craigoent même uoc concurreoce sur le marché fran-

Seule satisfaction, le solde extérieur reste positif. En 1991, il était de 3,7 milliards de fraocs. Sur les six premiers mois de 1992, il atteignait 2,4 milliards de francs, par suite d'noe chute de 20 % des importations, alors que les exportations restaient fortes, voire s'accroissaieot. Pour 1993, les perspectives d'exportation semblent sombres. L'Espagne, ayant achevé ses grands chantiers, ceux de Barcelone et de Séville en particulier, se retrouve à la tête d'un parc de matériel très impor-

La profession, timidement,

espère un léger redémarrage du marché anglais après une longue période de crise et regarde vers les Etats-Unis, deuxième client de la Fraoce (plus de 10 % des exportations). La relance des travaux d'infrastructures annoncée par Bill Clioton devrait eo effel profiler aux exportations francaises. La profession est de même attentive au plan de relance japo-nais qui pourrait, sinco favoriser ses exportations (compte tenu du protectionoisme local), du moins atténuer l'offensive des constructeurs oippons (Komatsu, Itasbi)

. 191 1

11.7 -

+ 1 1+ 1 - 7

41 1 141 3

1.37.11

. 🕶 😅

1726.3

7. 314

 $\pi^{*}(k) < (k-1)$

Bitte and a great

No. 185 pg

***

7.

"term or

 $ddM^{d-1-1-1}$

digital grades

Section 15

Mark Comme

43.4 ****

tages and the second

Appropriate the second

Page

N 1910 ...

*: , .

...

 $p^{(a, B, c, b)}$

14.5

7.3 M. Person

7: A

350 to 1

....

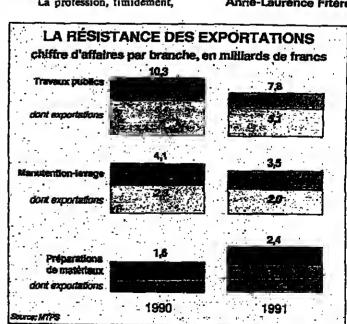
. . . .

sur les marchés européens. Sur le marché français, elle prévoit une situation de type tout le premier semestre 1993. Au second semestre, en revanche, elle s'atteod à une relance du BTP par le oouveau gouvernement quelle que soit sa couleur politique. Mais cette relance ne pourra avoir d'effets sur le matériel qu'eo 1994. La reprise devrait être plus franche en 1995, date à laquelle, seion le SEIMAT, l'autre syndicat professionnel, un parc important de matériel atteindra son seuil d'obsolesceace.

En attendant, tous les grands constructeurs sont en situation critique, Ainsi, Case Poclain, leader sur le marché des pelles bydrauliques, a perdu I milliard de francs en 1991. Ses actioonaires oot décidé en juio 1992 de poursuivre l'activité avec une recapitalisation de l'ordre de 1,2 milliard de francs. Potain SA. leader mondial sur le marché des grandes grues à tour, a connu en 1992 une baisse de 40 % de son chiffre d'affaires en France et vient d'annoocer la suppression

de 274 emplois. Seule la société Liebberr France semble tirer son épingle du jeu un peu mieux que ses concurrents grâce à son «obé-dience» allemande, même si elle enregistre en 1992 uoe baisse de 10 % sur son chiffre d'affaires par rapport à 1991 (1,9 milliard de

Anne-Laurence Fitère



Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par le service infographique du Monde et l'agence de presse idé.

